

124

356 Hist.

# REVUE HISTORIQUE

FONDÉE EN 1876 PAR GABRIEL MONOD

DARTMOUTH COLLEGE

AUG 15 1952

LIBRARY



## SOMMAIRE

	PAGES
JEAN ÉGRET. <i>L'aristocratie parlementaire française à la fin de l'Ancien Régime</i> . . . . .	1
CHARLES-EDMOND PERRIN. <i>Les classes rurales en Bavière au Moyen Âge</i> . . . . .	15
BULLETIN HISTORIQUE. <i>Histoire ancienne du christianisme, par MARCEL SIMON</i> . . . . .	33
COMPTES RENDUS CRITIQUES ( <i>Pour le détail, voir au verso</i> ) . . . . .	97
NOTES BIBLIOGRAPHIQUES . . . . .	121
PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES . . . . .	162
CHRONIQUE. . . . .	175

76<sup>e</sup> année — T. CCVIII

Juillet-Septembre 1952

PUBLIÉE AVEC LE CONCOURS DU CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE  
ET DE LA 6<sup>e</sup> SECTION DE L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

PUBLICATION TRIMESTRIELLE

# REVUE HISTORIQUE

DIRECTEUR :

PIERRE RENOUVIN

MEMBRE DE L'INSTITUT, PROFESSEUR A LA SORBONNE

COMITÉ DE RÉDACTION :

André AYMARD, professeur à la Sorbonne; Georges BOURGIN, directeur honoraire des Archives de France; Edouard DROME, membre de l'Institut, professeur honoraire au Collège de France; Lucien FÉVRE, membre de l'Institut, professeur honoraire au Collège de France; Ernest LABROUSSE, professeur à la Sorbonne; Gabriel LE BRAS, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris, président de la section des Sciences religieuses de l'École pratique des Hautes Études; Georges LEFÈVRE, professeur honoraire à la Sorbonne; Paul MANTOUX, directeur de l'Institut universitaire des Hautes Études internationales de Genève; Ch.-Edmond PARAY, membre de l'Institut, professeur à la Sorbonne; André PIGANOL, membre de l'Institut, professeur au Collège de France; Augustin RENAUDET, professeur honoraire au Collège de France.

Secrétaires généraux de la Rédaction : Ch.-André JULIEN et Maurice CROUZET

Secrétaires de la Rédaction : Philippe VICIER

RÉDACTION : 49, boulevard Saint-Michel (Presses Universitaires de France), le mercredi, de 10 h. 30 à 12 heures

Administration : Presses Universitaires de France, 108, boulevard Saint-Germain, Paris (6<sup>e</sup>)

Abonnements : Presses Universitaires de France, Département des périodiques, 1, place Paul-Painlevé, Paris (5<sup>e</sup>). — Tél. : ODÉON 64-10

Revue trimestrielle. — ABONNEMENTS ANNUELS pour l'année 1952

France, Union française : 1500 francs — Étranger : 1750 francs — Le numéro, 450 francs

Compte de chèques postaux : Paris 392-33

AVIS IMPORTANTS. — Il ne sera tenu compte d'une demande de changement d'adresse que si elle est accompagnée de la somme de trente francs.

Les demandes en duplicata de numéros non arrivés à destination ne pourront être admises que dans un délai maximum d'un mois après réception du numéro suivant.

## OUVRAGES ANALYSÉS DANS LES COMPTES RENDUS

DE LA PRÉSENTE LIVRAISON

- Festschrift Karl SCHWARZER : Beiträge zur schweizerischen Bibliotheks-Buch-u. Gelehrten-geschichte zum 60 Geburtstag am November 1949 dargebr. (G. Calmette). Aus der Welt des Buches : Festgabe zum 70 Geburtstag von Georg Leyh dargebracht von Freunden und Fachgenossen (Id.) ..... 67
- Dorothy KENT HILL. Catalogue of classical bronzes sculpture in the Walters art Gallery (Ch. Picard) ..... 69
- A. J. B. WACE. Mycenae. An archaeological history and guide (André Aymard) .... 73
- HENRI VAN EFFENTERRE. La Crète et le monde grec de Platon à Polybe (Paul Cloché). Eugène CAVAIGNAC. Sparte (Paul Cloché) ..... 78
- Karl A. WITTFOGEL, FENG CHIA-SHENG (Fong Kia-Cheng). History of Chinese Society. Liao (970-1125) (E. Gaspardone) ..... 79
- Régis BLANCHÈRE. Le Coran, traduction selon un essai de reclassement des Sourates (R. Le Tourneau) ..... 82
- La chronique de Lucelle du R. P. Bernardin Walch, publiée par L. STOUFF (Ch.-Ed. Perrin) ..... 86
- Albert BRUCKNER. Regesta Alsaciae aevi merovingici et karolini (496-918), I (Id.) .... 87
- W. JAPPE ALBERTS. De staten van Gelre en Zutphen tot 1459 (J. Godard) ..... 89
- E. H. DUNKLEY. The Reformation in Denmark (P. Jeannin) ..... 90
- A. L. ROWSE. The England of Elizabeth. (Roger Chauviré) ..... 91
- LÉON LEMONNIER. La vie quotidienne en Angleterre sous Elizabeth (Id.) ..... 91
- The Correspondence of Sir Thomas More (Augustin Renaudet) ..... 94
- Max CASPAR. Johannes Kepler (R. Taton) ..... 96
- FRANCES ACOMB. Anglophobia in France (1763-1789) (G. Lefebvre) ..... 97
- JAMES CARTY. Ireland from the flight of the earls. to the Treaty (1607-1921) (Roger Chauviré) ..... 100
- LOUIS B. WRIGHT. The Colonial Civilisation of North America (1607-1763) (M. Giraud). Merle CURTI. The Roots of American Loyalty. The Federalist or the New Constitution (Id.) ..... 101
- Fr. Sanchez RAMOS. La economía siderúrgica española, I (Robert Schnerb) ..... 102
- J.-H. PIRENNE. La Sainte-Alliance. Organisation européenne de la paix mondiale, t. I et II (J. Droz) ..... 103
- Cedric C. COMMINS. Indiana Public Opinion and the World War, 1914-1917 (M. Giraud). Jacques LACOUR-GAYET. Histoire du commerce, t. I et II (Robert Schnerb) ..... 105
- ELIAS. Umriss einer Geschichte der Preise und Löhne in Deutschland vom ausgehenden Mittelalter bis zum Beginn des Neunzehnten Jahrhunderts (Id.) ..... 107
- Warren C. SCOVILLE. Capitalism and French Glassmaking, 1640-1789 (Id.) ..... 109
- Percy E. SCHRAMM. Hamburg, Deutschland und die Welt : Leistung und Grenzen hanseatischen Buergetums in der Zeit zwischen Napoleon I. und Bismark (H. Brunschwig) ..... 110
- Ernst HIEKE. G. L. Gaiser. Hamburg Westafrika. 100 Jahre Handel mit Nigeria (Id.). W. H. CHALONER. The Social and Economic Development of Crewe, 1780-1929 (François Crouzet) ..... 111



L'AB

L'in  
par le  
des C  
moins  
ouvra  
conse  
Un  
moins

1. C  
XVII  
in-8° ;  
graphie  
Nancy  
2. R  
des re  
plètes  
indiqu  
longue  
in-8° ;  
1874,  
DAST  
Bordea  
et Gene  
Flandr  
in-8° ;  
premier  
les affe  
378. P  
aux A  
3. A  
comme  
XIII-S  
leurs d  
et qui  
Arrêta  
parmi  
qui co

L'A

L'Y  
par l  
des C  
moins  
ouvr  
cons  
Un  
moins

1. C  
XVII  
in-8°  
graph  
Mang  
2.  
des p  
plâtes  
indiq  
1080  
in-8°  
1074  
Des  
Bord  
et G  
Flan  
in-8°  
off  
in-8°  
378.  
1012  
3.  
com  
XXII  
tout  
et q  
Am  
par  
qui

# L'ARISTOCRATIE PARLEMENTAIRE FRANÇAISE

## A LA FIN DE L'ANCIEN RÉGIME

L'importance du rôle joué, dans la crise finale de l'Ancien Régime, par les Parlements de France n'a jamais été méconnue et la révolte des Cours souveraines, en 1787-1788, a été souvent retracée. On est moins renseigné sur la classe sociale elle-même, dont le soulèvement ouvrit la voie à la Révolution. Rares sont les études qui lui ont été consacrées<sup>1</sup> et hasardeuses les vues d'ensemble<sup>2</sup>.

Un recueil de documents récemment publié donne une réponse — au moins partielle — aux curiosités de l'historien<sup>3</sup>. Les renseignements

1. On retiendra surtout : COLOMBET, *Les parlementaires bourguignons à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle*. Dijon, 1937, in-8°; E. Michel, *Biographie du Parlement de Metz*. Metz, 1853, in-8°; F. Saulnier, *Le Parlement de Bretagne*. Rennes, 1908, 2 vol. in-4°; A. DE MAHURT, *Biographies de la Cour souveraine de Lorraine et Barrois et du Parlement de Nancy (1641-1790)*. Nancy, 1911, in-8°; A. DUBOUI, *La fin du Parlement de Toulouse*. Toulouse, 1890, in-8°.

2. H. CARRÉ, *La fin des Parlements (1788-1790)*. Paris, 1912, in-8°. Cet ouvrage contient des recherches utiles, mais les listes de parlementaires données en appendice sont incomplètes et inexactes. Nous avons consulté pour établir ces listes, outre les ouvrages ci-dessus indiqués : *Almanach royal (1788-1789-1790)* pour le Parlement de Paris; CLAPIER-COLLIGNES et BOISGELIN, *Chronologie des officiers des Cours souveraines de Provence*. Aix, 1909, in-4°; A. DE TRUCHIS DE VARENNES, *Le rétablissement du Parlement de Franche-Comté en 1674, suivi de la liste des membres de ce Parlement de 1674 à 1789*. Besançon, 1922, in-8°; D<sup>re</sup> LE VACHER DE BOISVILLE, *Liste générale et alphabétique des membres du Parlement de Bordeaux*. Bordeaux, 1896, in-4°; MULLER, *Catalogue et Armorial des Présidents, Conseillers et Gens du Roi au Conseil souverain d'Alsace*. Paris, 1875; PILLOT, *Histoire du Parlement de Flandres*. Douai, 1849, 2 vol. in-8°; DELMAS, *Du Parlement de Navarre et de ses origines*, 1898, in-8°; Stép. DE MERVAL, *Catalogue et Armorial des Présidents, Conseillers, Gens du Roi et officiers du Parlement de Rouen*. Evreux, 1867, in-4°; J. ÉGRET, *Le Parlement de Dauphiné et les affaires publiques dans la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle*. Grenoble, 1942, II, p. 374-378. Pour le Conseil souverain de Roussillon, on doit consulter, à défaut d'étude imprimée, les Archives départementales des Pyrénées-Orientales : C, 1264.

3. A. DE ROTON, *Les Arrêts du Grand Conseil portant dispense du marc d'or de noblesse*, commentés et complétés par J. DE LA TROLLIÈRE et R. DE MONTMORT. Paris, 1951, gr. in-8°, xxiii-541 p. S. G. A. F. Édit. à Paris. L'expression Grand Conseil dont se sont servi les auteurs du recueil prête à équivoque. Il ne s'agit évidemment pas du tribunal portant ce nom et qui fut d'ailleurs supprimé de 1771 à 1774. Les Arrêts dont il est question ici sont des Arrêts du Conseil des Dépêches. Les minutes en sont conservées aux Archives nationales, parmi beaucoup d'autres, dans les 190 registres appartenant à cette très importante série, qui concernent la période 1771-1789 (E. 2466-2656).

qu'il nous apporte — joints à ceux que nous possédions déjà — éclairent, d'une lumière nouvelle, les origines des parlementaires français, en fonctions à la fin de l'Ancien Régime<sup>1</sup>.

L'article VIII de l'Édit de décembre 1770 avait astreint ceux qui se feraient pourvoir d'offices conférant la noblesse à verser, outre le droit habituel de *marc d'or* — dû par tous les bénéficiaires d'une grâce, d'une faveur, d'une commission ou d'une charge — un droit supplémentaire égal à celui qui était payé pour les lettres de noblesse<sup>2</sup>. Lorsque l'intéressé était noble, il obtenait dispense du *marc d'or de noblesse*, en produisant ses preuves devant le Conseil du Roi. C'est le recueil des Arrêts de dispense rendus par le Conseil qui vient d'être publié.

Concernant exclusivement les candidats aux offices anoblissants qui sont déjà nobles, il est naturel que ces Arrêts intéressent surtout les plus hautes fonctions de la Robe : celles qui ne confèrent plus pratiquement la noblesse, car ceux qui les postulent la possèdent déjà. En fait, le recueil des Arrêts de dispense du marc d'or de noblesse nous offre une documentation de premier ordre sur les origines familiales de la plupart des 12 premiers présidents<sup>3</sup>, des 10 procureurs généraux<sup>4</sup>, des 59 présidents à mortier<sup>5</sup>, des 16 présidents des Enquêtes et Requêtes<sup>6</sup>, des 26 avocats généraux<sup>7</sup> et des 426 conseillers laïcs<sup>8</sup> reçus dans les 13 Parlements et les 2 Conseils souverains de Colmar et de Perpignan<sup>9</sup>, après le rétablissement des Cours, de 1774 à 1789, et qui étaient encore en fonctions en 1790.

\* \* \*

Parmi les charges parlementaires, il convient de mettre à part celles qui ne sont ni vénales ni héréditaires, mais qui dépendent uniquement du Roi, car elles sont assumées par les magistrats représentant parti-

1. Sauf indication spéciale, les éléments de notre étude sont contenus dans ce recueil.

2. *Édit du Roi qui détermine le droit de marc d'or qui sera perçu à l'avenir, donné à Versailles au mois de décembre 1770* (8 p. in-4°).

3. Sur 15, en fonction en 1790.

4. Sur 15.

5. Sur 95.

6. Sur 28.

7. Sur 33.

8. Sur 757. Les recherches de M. de Roton ne concernent pas les conseillers-clercs.

9. Les charges du Conseil supérieur de Bastia ne conférant pas la noblesse (Louis VILLAT, *La Corse de 1768 à 1789*, II, p. 37), les postulants nobles n'avaient pas à demander d'Arrêts de dispense.

culièrement le souverain, à l'intérieur de chaque Cour : le premier président et le procureur général.

Le premier président est par excellence l'homme du Roi, entre les mains de qui il prête serment. Sa fonction principale — délicate et redoutable en temps de crise — est d'établir une correspondance entre le Roi et la Compagnie. Il semble naturel que le souverain le choisisse, en toute liberté, en raison de son dévouement et de ses talents, de préférence dans une province et dans une Cour qui ne soient pas celles où il devra exercer ses fonctions.

En fait, à la fin de l'Ancien Régime, quatre premiers présidents seulement sont des hommes nouveaux dans les Compagnies, d'importance d'ailleurs secondaire, qu'ils président et où ils ont été envoyés par la seule faveur royale : Hocquart de Mony à Metz, Cœurderoy à Nancy, Malartic à Perpignan et le baron de Spon à Colmar. Le dernier seul est étranger, par ses origines, aux Cours souveraines ; les trois autres appartiennent à l'aristocratie parlementaire<sup>1</sup>. Et ce caractère, quelque peu inquiétant chez un homme du Roi, marque, avec des circonstances encore aggravantes, tous les autres chefs des Parlements de France.

Dans certaines Cours, il existe de véritables dynasties de premiers présidents, de sorte que les hommes du Roi, quelle que soit leur origine ancienne, deviennent, à mesure que s'écoulent les générations, des hommes de la province. A Grenoble, Pierre-Albert de Bérulle est le quatrième premier président de la même lignée. Deux ascendants ont déjà précédé, dans le cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, Camus de Pontcarré, à Rouen<sup>2</sup>, et Pollinchove, à Douai. La même tendance s'annonce à Aix, avec des Gallois de La Tour — qui cumule, après son père, les fonctions d'intendant et celles de premier président<sup>3</sup> — à Besançon et à Bordeaux, où Perreney de Grosbois et Le Berthon ont succédé immédiatement à leurs pères, dans l'exercice de la première charge. Faut-il s'étonner si le premier président Le Berthon, oublieux de son rôle de médiateur, s'identifia avec une Compagnie qu'il aurait dû maîtriser, « avec une constance qui approchait de l'opiniâtreté<sup>4</sup> » ?

Plus surprenante encore est la désignation, pour la charge suprême,

1. Le baron de Spon avait été syndic général de la ville de Strasbourg. Avant sa promotion, Hocquart de Mony était conseiller au Parlement de Paris (MICHEL, *Biographie*, op. cit., p. 225), Cœurderoy (nommé en 1767) était président aux Requêtes de Dijon (MAHUET, *Biographie*, op. cit., p. 57), Malartic était premier président de la Cour des Aides de Montauban.

2. FLOQUET, *Histoire du Parlement de Normandie*, 1842, VII, p. 716.

3. CLAPIER-COLLONGUES, *Chron.*, op. cit., p. 10-11.

4. BOSCHERON DES PORTES, *Histoire du Parlement de Bordeaux*, 1878, II, p. 331.

d'un des présidents à mortier du même Parlement, qui trouve ainsi, dans la première présidence, le couronnement d'une laborieuse carrière. Dans ce cas, en effet, le choix du Roi est très étroitement dirigé et l'homme du Roi devient, plus exactement, celui de la Compagnie. Ainsi furent désignés successivement, à Paris, pour la charge suprême, après la retraite du premier président d'Aligre (octobre 1788), le second président Lefebvre d'Ormesson, mort en janvier 1789, puis le troisième président Bochart de Saron. En province, c'est l'aristocratie parlementaire locale qui conquiert vraiment la première présidence, avec les présidents à mortier Le Gouz de Saint-Seine, à Dijon (1777), Merdy de Catuëlan, à Rennes (1777), Cambon, à Toulouse (1787), et Casamajor de Charitte, à Pau (1789).

Moins influent qu'un premier président, puisqu'il ne participe pas aux Assemblées des Chambres, le procureur général est néanmoins, selon l'expression de l'un d'eux<sup>1</sup> : « un mandataire qui agit au nom de Sa Majesté auprès des gens qui tiennent sa Cour. Il plaide, il est partie, et c'est toute sa destinée... quand il n'est point partie, il surveille, il dénonce au Roi, à sa justice, tout ce qui mérite attention... ».

La constitution de dynasties est manifeste dans la succession de ces charges qui, pourtant, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, ne sont plus vénales<sup>2</sup>. Doroz, à Besançon, est le troisième procureur général de la même famille<sup>3</sup>. A Paris, Guillaume-François-Louis Joly de Fleury occupe — sans éclat — la charge illustrée par son grand-père. A Rennes, le marquis de Caradeuc a succédé à son père, Louis-René de la Chalotais, bien que ses talents fussent notoirement très inférieurs. Le célèbre Le Blanc de Castillon, qui se retire en 1787, laisse à son fils, âgé de quarante-six ans, la charge de procureur général au Parlement d'Aix. Les fils de Dudon — de Bordeaux — et de Godart de Belbœuf — de Rouen — reçus l'un et l'autre, avant trente ans, *procureurs généraux en survivance*, sont en position de remplacer leurs pères qui atteignent le déclin de leur âge.

Quant à ceux qui n'ont pas été introduits dans la première fonction du Parquet par leurs pères, ce sont d'anciens avocats généraux<sup>4</sup>, ou

1. Berger de Moydieu, de Grenoble, dans une lettre à un ministre (Aff. étrangères, France, 1563, fol. 142).

2. BASTARD D'ESTANG, *Les Parlements de France*. Paris, 1857, I, p. 308 ; MICHEL, *Biographie... Op. cit.*, art. Lançon, p. 275 ; PILLOT, *Parlement de Flandres*, I, p. 293.

3. A. DE TRUCHIS DE VARENNES, *Le rétablissement du Parlement de Franche-Comté...*, op. cit., p. 69.

4. Bruneau de Beaumetz à Douai (1785) et Noguès à Perpignan (1789).



plus souvent d'anciens conseillers<sup>1</sup>, qui ont exercé ces charges, des années durant, dans le Parlement même où ils deviennent, avec une conviction qu'on peut présumer hésitante, les *mandataires* du souverain. N'appartiennent-ils pas presque tous à l'aristocratie parlementaire locale? Le tableau des procureurs généraux, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, ne nous offre que deux exceptions à cette règle : Herman, procureur général de Colmar, ancien préteur royal de Sélestat<sup>2</sup>, et Pierre de Bordenave, fils d'un militaire anobli, conseiller d'abord, qui doit aux services éminents rendus à sa Compagnie, en 1775, sa promotion exceptionnelle au poste de procureur général du Parlement de Pau<sup>3</sup>.

\* \* \*

Au-dessous du premier président, toutes les Cours possèdent « plusieurs chefs, inférieurs au premier, mais égaux entre eux, subordonnés seulement par l'ordre de la réception... Leur habit de cérémonie est une fourrure d'hermine ajoutée à la robe rouge, qui est l'habit de caractère des simples conseillers ; ils ont, de plus, à la main, une toque ronde, de velours noir, ornée de deux galons d'or ; celle du premier président en a trois<sup>4</sup>... ».

43 des 59 présidents à mortier reçus de 1774 à 1789 sortent de familles parlementaires. Ceux de Paris<sup>5</sup> portent des noms depuis longtemps illustres au Parlement et au Conseil d'État. A Bordeaux, où naguère une résistance opiniâtre et finalement victorieuse s'est opposée à l'admission, comme président à mortier, de l'avocat général Dupaty dont la noblesse était incomplète<sup>6</sup>, les trois présidents reçus sont des fils de président. A Pau, Grenoble, Besançon et Toulouse, les nouveaux promus peuvent tous se recommander d'un père et souvent de plusieurs ancêtres ayant exercé des charges dans la même Cour. Une prépondérance écrasante de l'aristocratie parlementaire, dans le recrutement des présidents à mortier, s'affirme encore à Rennes, Douai, Aix et

1. Marcol à Nancy (1757) ; Pérard à Dijon (1765) ; Lançon à Metz (1770) ; Bordenave à Pau (1778) ; Reynaud à Grenoble (1780).

2. MULLER, *Catalogue et Armorial des Présidents, Conseillers et Gens du Roi au Conseil souverain d'Alsace*, op. cit.

3. J.-B. LABORDE, *Précis d'histoire du Béarn*. Pau, 1941, p. 306.

4. LINGUET, *Annales politiques, civiles et littéraires du XVIII<sup>e</sup> siècle*, IV, p. 187.

5. Gilbert de Voisins (1774) ; Lefebvre d'Ormesson (1779) ; Pinon (1770) ; Le Peletier de Saint-Fargeau (1785) ; Molé (1788).

6. Il était fils d'un trésorier de France et il ne semble pas avoir obtenu d'Arrêt de dispensa. Cf. H. CARRÉ, *Dupaty et la correspondance de Vergniaud*, 1893, in-8°, 15 p.

Rouen<sup>1</sup>. Seules les Cours de Nancy, Dijon et Metz paraissent moins exclusives<sup>2</sup>.

Pour les fonctions moins distinguées de présidents des Enquêtes et des Requêtes — qui n'existent que dans certains Parlements<sup>3</sup> — et pour celles d'avocats généraux, qui servent souvent de *noviciat* à la jeunesse de la haute robe<sup>4</sup>, le nombre des membres de l'aristocratie parlementaire atteint la moitié de celui des magistrats reçus<sup>5</sup>.

Quant aux 426 offices de conseillers laïcs occupés, en 1790, par des magistrats pourvus dans les quinze dernières années de l'Ancien Régime, ils se partagent inégalement entre l'aristocratie parlementaire — qui compte 160 représentants<sup>6</sup> — et les *hommes nouveaux*, qui sont 266.

Cette supériorité numérique des hommes nouveaux sur les parlementaires de souche, dans les fonctions ordinaires de la haute robe, est une des indications les plus intéressantes que nous apporte le recueil publié par M. de Roton. Elle va à l'encontre, en effet, d'une idée communément admise, d'après laquelle, au cours de la dernière phase de leur histoire, les Parlements se recrutaient toujours dans les mêmes familles vouées séculairement aux mêmes fonctions. Le recueil des Arrêts de dispense nous donne, en outre, des renseignements assez précis sur les origines diverses de ces hommes nouveaux.

\* \* \*

En principe, des roturiers fortunés auraient pu être tentés par les charges parlementaires, qui toutes, plus ou moins rapidement, conféraient à leurs possesseurs la noblesse transmissible. La plupart, à la vérité, donnaient seulement la *noblesse graduelle* (*patre et avo consuli-bus*) : c'est-à-dire qu'il fallait que le père et le fils eussent rempli successivement la charge chacun pendant vingt ans ou qu'ils fussent morts en fonction pour qu'à la troisième génération la noblesse transmissible fût acquise à la famille. Dans quelques Parlements privilégiés — Paris,

1. 5 sur 6 à Rennes ; 3 sur 4 à Douai ; 3 sur 5 à Aix ; 4 sur 7 à Rouen.

2. 2 présidents sur 4 à Nancy sont d'origine parlementaire ; 2 sur 6 à Dijon et 1 sur 4 à Metz.

3. Paris, Bordeaux, Dijon, Rennes, Rouen et Toulouse.

4. Expression de Linguet dans l'article cité plus haut.

5. 9 sur 16 présidents des Enquêtes ou des Requêtes ; 13 sur 26 avocats généraux.

6. 27 sur 71 conseillers reçus à Paris ; 9 sur 21 à Aix ; 15 sur 31 à Besançon ; 14 sur 40 à Bordeaux ; 1 sur 5 à Colmar ; 15 sur 42 à Dijon ; 6 sur 14 à Douai ; 5 sur 19 à Grenoble ; 10 sur 21 à Metz ; 4 sur 10 à Nancy ; 10 sur 28 à Pau ; 4 sur 7 à Perpignan ; 17 sur 52 à Rennes ; 7 sur 38 à Rouen ; 16 sur 27 à Toulouse.

Besançon, Douai, Metz et Grenoble — les charges donnaient la noblesse transmissible au premier degré : c'est-à-dire après vingt ans de fonctions d'un seul officier<sup>1</sup>.

En fait — et Necker le remarque dans son *Traité sur l'Administration des Finances* — un « grand nombre » de charges parlementaires « ne deviennent pas une source de nouveaux nobles, car, depuis que le Royaume en est rempli, plusieurs Cours souveraines n'admettent que difficilement, dans leurs Compagnies, les familles bourgeoises qui n'ont pas encore acquis cette petite illustration<sup>2</sup> ». Animés par l'orgueil aristocratique, soucieux d'être bien composés, plusieurs Parlements exigent une noblesse pleinement acquise des candidats qui ne sont pas fils de magistrats.

Le Parlement de Rennes semble avoir donné l'exemple, par un règlement du 2 janvier 1732<sup>3</sup>. La rigueur de son intransigeance à cet égard est reconnue par le Gouvernement lui-même, qui — par un arrêt du Conseil du 6 septembre 1775 — renonce à réclamer le marc d'or de noblesse aux magistrats, nécessairement nobles, que reçoit la Cour souveraine de Bretagne<sup>4</sup>. Dans la deuxième moitié du siècle, plusieurs Parlements — Nancy, Grenoble, Aix, Toulouse — prirent des résolutions analogues, sans toutefois que le Gouvernement leur donnât une consécration officielle, comme il l'avait fait pour le Parlement de Rennes<sup>5</sup>. Si elle ne s'affirmait pas partout aussi catégoriquement, la tendance semble avoir été assez générale. Les Arrêts de dispense prouvent que la majorité des hommes nouveaux reçus dans l'ensemble

1. BASTARD D'ESTANG, *Les Parlements de France*, op. cit., I, p. 259-260 ; ESTIGNARD, *Le Parlement de Franche-Comté*, Paris, 1892, I, p. 185 ; PILLOT, *Histoire du Parlement de Flandres*, op. cit., II, p. 312-323 ; MICHEL, *Histoire du Parlement de Metz*, Paris, 1845, in-8°, p. 191 ; J. ÉCRET, *Le Parlement de Dauphiné*, op. cit., I, p. 22, note 28.

2. *De l'administration des finances de la France*, 1784, III, p. 90-91.

3. SAULNIER, *Le Parlement de Bretagne*, op. cit. Introduction, I, p. LXI. Les postulants, qui n'étaient pas fils de magistrat, devaient produire des « Arrêts ou sentences de maintenues de noblesse obtenus par leurs auteurs à la réformation faite, dans tout le royaume, en l'année 1666 et années suivantes ».

4. Arrêt du Conseil signalé dans le *Recueil des Arrêts de dispense du marc d'or de noblesse* (p. 416). Depuis cette date, en effet, le recueil ne contient plus d'Arrêts relatifs aux parlementaires bretons : ils sont dispensés d'office du marc d'or. L'excellente Biographie de SAULNIER, citée ci-dessus, nous donne d'ailleurs sur ces parlementaires des renseignements précis.

5. *Le Parlement de Dauphiné*, op. cit., I, p. 23 : l'Arrêté est du 5 mars 1762 et il exige quatre degrés de noblesse du chef paternel ; L. WOLFF, *Le Parlement de Provence au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Aix, 1920, p. 19 : l'Arrêté est du 23 janvier 1769 et il exige aussi quatre degrés. Pour le Parlement de Toulouse, l'existence de l'Arrêté est prouvée par BASTARD D'ESTANG (*Les Parlements de France*, op. cit., I, p. 135, note 1), mais il ne peut en indiquer ni la date ni les stipulations. Il en est de même pour le Parlement de Nancy : KRUG BASSE, *Histoire du Parlement de Lorrains et Barrois*, Paris, 1899, p. 365.

des Parlements, sous le règne de Louis XVI, était déjà noble. Mais une étude plus attentive révèle cependant de très importantes différences entre les Cours.

\* \* \*

Tous les Parlements de France ont accueilli, dans le dernier quart du XVIII<sup>e</sup> siècle, des nobles dont les pères n'avaient pas dû leur illustration à la robe, mais qui prouvaient une possession de noblesse de cent années au moins<sup>1</sup>. Il n'est pas rare, après 1781, de voir ces gentilshommes faire état, pour obtenir dispense du marc d'or de noblesse, du certificat du généalogiste Chérin prouvant qu'ils ont la noblesse requise pour être reçus sous-lieutenants dans les troupes du Roi : ce qui semble indiquer, chez ces jeunes hommes, une hésitation entre deux carrières également honorables. Le recrutement dans la noblesse d'extraction flattait les Cours souveraines : il consacrait la fusion des deux noblesses. Cette fusion était parfaite au Parlement de Rennes où tous les hommes nouveaux, sans exception, étaient des *gentilshommes*. Mais partout ailleurs les gentilshommes n'étaient qu'une minorité.

Plusieurs familles qui entrent dans les Parlements, sous le règne de Louis XVI, ont été anoblies, au cours du siècle, par l'exercice de charges dans les Chambres des Comptes et dans les Cours des Aides, où elles ont marqué l'étape. La Chambre des Comptes de Dôle a fourni plusieurs anoblis au Parlement de Besançon et à celui de Dijon<sup>2</sup>. Aix, Grenoble, Dijon possèdent, à la fois, une Chambre des Comptes et un Parlement : le passage est fréquent de la première au second<sup>3</sup>. A Paris, un double courant porte au Parlement les familles de la Chambre des Comptes et celles de la Cour des Aides<sup>4</sup>. Les fonctions anoblissantes, mais plus communes, des Bureaux des Finances, acheminent encore quelques familles vers les premières charges de la Robe<sup>5</sup> et le Parle-

1. 8 à Paris; 2 à Aix, dont 1 président à mortier; 5 à Besançon; 7 à Bordeaux, dont 1 président des Enquêtes; 6 à Dijon; 2 à Douai; 3 à Grenoble; 2 à Metz, dont 1 président à mortier; 7 à Nancy, dont 1 avocat général; 2 à Perpignan, dont 1 avocat général; 39 à Rennes, dont 1 président à mortier; 2 présidents des Enquêtes, 1 avocat général; 17 à Rouen, dont 3 présidents à mortier, 1 président aux Requêtes; 7 à Toulouse, dont 1 président des Enquêtes et 2 avocats généraux.

2. 5 conseillers et 1 avocat général au Parlement de Besançon; 3 conseillers au Parlement de Dijon.

3. 5 conseillers au Parlement d'Aix, 4 conseillers au Parlement de Grenoble, 3 conseillers et 2 présidents au Parlement de Dijon sont issus de familles anoblies dans les Chambres des comptes de ces trois villes.

4. 4 de la Chambre des Comptes et 6 de la Cour des Aides.

5. 3 conseillers de Grenoble, 2 conseillers de Bordeaux, 1 conseiller et 1 avocat général d'Aix,

ment de Toulouse reçoit deux conseillers dont les grands-pères ont été anoblis par le Capitoulat<sup>1</sup>.

Il est d'autres moyens, plus onéreux, mais plus faciles, d'acquérir la noblesse et d'accélérer la lente et régulière montée des générations. Un office de secrétaire du Roi, qui coûte cher<sup>2</sup>, mais ne comporte que des fonctions insignifiantes, parfaitement compatibles avec d'autres activités, donne la noblesse au premier degré. Necker a dénoncé l'abus de ces anoblissements expéditifs qui ne récompensent aucun service<sup>3</sup>. Un conseiller au Parlement de Normandie, Gressent, les déplore dans ses notes intimes : « Je ne suis pas né gentilhomme et mon amour-propre a toujours souffert de voir qu'un malotru dont le père avait été secrétaire du Roi avait tous les avantages de noblesse<sup>4</sup>... » En fait, rares sont les Parlements qui ne reçoivent pas, sous le règne de Louis XVI, quelques fils ou petits-fils de secrétaires du Roi<sup>5</sup>. Le nombre de ces parvenus fortunés est important à Paris où ils fournissent plus du tiers des hommes nouveaux. A Aix, à Dijon et à Metz, avec les présidents à mortier Bruny de La Tour d'Aigues, Micault et Lassalle, ils conquièrent, d'emblée, les plus hautes fonctions de la Robe<sup>6</sup>.

Ainsi pouvaient être tournées les barrières que certaines Cours prétendaient dresser devant les postulants de naissance obscure. La facilité de s'anoblir permettait aux Parlements aristocratiques d'écarter les roturiers, sans paralyser le recrutement et sans compromettre irrémédiablement la valeur déjà déclinante des offices. Les Arrêts de dis-

1 conseiller de Metz et 1 conseiller de Paris ont cette origine. En outre, 1 conseiller d'Aix, Demandoix, sort d'une famille anoblée par les charges de la sénéchaussée de Marseille.

1. Les conseillers Bonhomme-Dupin (1782) et Belmont de Malcor (1783). Martin de Montsec, reçu à Bordeaux, en 1775, était aussi le petit-fils d'un Capitoul, et Chasseing, reçu à Paris en 1781, était le petit-fils d'un échevin de Lyon.

2. L'office d'un secrétaire du Roi en la Chancellerie du Parlement de Dijon coûte 85,000 l. à la veille de la Révolution (A. Bournès, *La Chancellerie près le Parlement de Bourgogne de 1476 à 1790*. Dijon, 1927, in-4°, p. 42).

3. *Administration des Finances*, III, p. 91-92.

4. Comte d'ESTAINOT, *Notes manuscrites d'un conseiller au Parlement de Normandie, 1769-1789*. Rouen, 1889, p. 12.

5. En comprenant dans cette catégorie les rares conseillers dont les ascendants immédiats ont été anoblis par des lettres de noblesse, on en compte 3 à Aix, 2 à Besançon, 3 à Bordeaux, 6 à Dijon, 1 à Douai, 3 à Grenoble dont 1 avocat général, 1 à Metz, 2 à Nancy, 2 à Pau, 3 à Rouen, 16 à Paris.

6. Bruny était le petit-fils d'un riche industriel et banquier marseillais décédé, en 1723, revêtu de l'office de secrétaire du Roi (P. Masson, *La Provence au XVIII<sup>e</sup> siècle*. Paris, 1936, 3 vol. in-8°, II, p. 340). Micault de Dijon était le fils d'un secrétaire du Roi : d'abord commissaire général des poudres et salpêtres, il fut conseiller en 1779, président en 1783. Lassalle, reçu président à Metz, en 1780, était le fils d'un secrétaire du Roi ayant reçu des lettres d'honorariat en 1775.



pense du marc d'or de noblesse obtenus par la presque totalité des nouveaux magistrats, à Nancy, Grenoble, Aix et Toulouse, témoignent que, dans ces Cours, l'exclusion des roturiers était effective<sup>1</sup>.

Dans les autres Parlements, beaucoup de conseillers ne semblent pas avoir obtenu d'Arrêt de dispense. Ils représentent la totalité des hommes nouveaux reçus à Colmar, les deux tiers environ de ceux de Perpignan et de Metz, plus de la moitié de ceux de Pau, de Douai et de Bordeaux, le tiers de ceux de Dijon et de Rouen, le quart de ceux de Besançon<sup>2</sup>.

On peut admettre que certains de ces roturiers présumés possédaient au moins une *noblesse commencée*<sup>3</sup>; d'autres, sans doute, pouvaient se prévaloir de flatteuses alliances, que des recherches plus approfondies découvriraient. Quoi qu'il en soit, il n'est plus possible de soutenir que tous les Parlements de France étaient fermés aux roturiers, à la fin de l'Ancien Régime, et qu'il était interdit partout à des fils d'avocats ou de juges subalternes de s'asseoir sur les fleurs de lis<sup>4</sup>.

Ainsi s'affirme la composition hétérogène du monde parlementaire français, à cette date.

\* \* \*

Cette extrême disparité n'était pas ignorée des contemporains : elle donnait lieu à des comparaisons et à des sarcasmes. Le Parlement de

1. Des cinq magistrats non nobles — Guiringaud, Latour-Mauriac, Baron, Chambal, Fraissines — reçus à Toulouse, le premier était un commissaire aux Requêtes, les quatre autres des gens du Roi attachés à cette même Chambre des Requêtes dont le prestige était médiocre. A Grenoble, trois roturiers sont reçus. L'un, Maurel, en 1789, comme avocat général, fonction pour laquelle on était moins exigeant sur le chapitre de la naissance; les deux autres : Anglès (en 1780) et Duboys (en 1782) comme conseillers, mais le premier au moins était un juriste de haute valeur, âgé d'ailleurs de quarante-quatre ans, lors de sa réception, et que la Compagnie désirait à tout prix s'attacher (GALLIER, *La vie de province au XVIII<sup>e</sup> siècle*. Paris, 1877, p. 101).

2. 4 sur 4 hommes nouveaux à Colmar; 8 sur 11 à Metz; 2 sur 3 à Perpignan; 10 sur 18 à Pau; 5 sur 8 à Douai; 14 sur 26 à Bordeaux; 9 sur 27 à Dijon; 9 sur 31 à Rouen; 4 sur 16 à Besançon; 8 sur 44 à Paris.

3. « La Noblesse commencée est celle dont le temps ou les degrés nécessaires ne sont pas encore remplis comme ils doivent l'être, pour former une Noblesse acquise irrévocablement » (*Encyc. Méthod. Jurisprudence*, VI, p. 130). Ainsi le conseiller La Goutte, de Dijon, reçu en 1775, était le fils d'un secrétaire du Roi qui n'obtint ses lettres d'honneur qu'en 1783 (BOUAIN, *La Chancellerie...*, op. cit., p. 142-143).

4. Bruère de Rocheprise, reçu à Dijon en 1784, était le fils d'un lieutenant général au bailliage de Châtillon-sur-Seine (COLOMBET, *Les Parlementaires bourguignons...* op. cit., p. 46). Jannot, reçu à Metz en 1778, est le fils d'un avocat du bailliage de Saint-Mihiel (MICHEL, *Biographie du Parlement de Metz...* op. cit., p. 239). Lanty, reçu en 1780 au même Parlement, est fils et petit-fils de conseillers au présidial de Toul (*Ibid.*, p. 278).



Rennes se glorifiait de son recrutement exceptionnel et les magistrats bretons se qualifiaient eux-mêmes : *les Chevaliers de Malte de la Robe*<sup>1</sup>. Le Parlement de Paris était moins estimé. Bésenval le déclare « d'un ordre différent de ce qu'on appelle les gens du monde<sup>2</sup> ». Et Vitrolles, fils d'un conseiller au Parlement d'Aix, remarque que la première Cour de France était beaucoup moins bien *composée* que celle de Provence : « Les membres du Parlement de Paris étaient presque tous sortis de familles de province ou du haut commerce — de la rue Saint-Denis, comme on disait alors<sup>3</sup>. »

A l'intérieur de chaque Parlement, les conseillers de qualité marquent la distance qui les sépare des autres. Les pages où le chancelier Pasquier évoque ses débuts au Parlement de Paris, en 1787, respirent encore ce dédain des vieilles familles de la Robe pour les hommes nouveaux de médiocre naissance, si nombreux dans la Cour métropolitaine : « Sur 150 magistrats, écrit-il, la moitié au plus appartenait à des familles vouées depuis longtemps aux hautes fonctions de la magistrature ; l'autre moitié tirait son origine assez récente des magistrats du second ordre et de la haute finance<sup>4</sup>. » A Dijon, on ouvrait à deux battants la porte de l'assemblée des Chambres lorsque les conseillers y pénétraient ; on en fermait un lorsque c'était le tour des commissaires aux Requêtes, presque tous roturiers, d'entrer<sup>5</sup>.

Le groupe des présidents à mortier — recruté presque exclusivement dans l'aristocratie parlementaire — incarne, dans chaque Parlement, l'esprit traditionnel de la haute Robe. Nous avons vu qu'il a réussi à placer sous son contrôle les gens du Roi : premiers présidents et procureurs généraux. A Paris, nous dit Pasquier, « le grand banc, c'est-à-dire celui des présidents à mortier, était encore occupé par les grands noms de la magistrature, donnant l'exemple des vertus les plus estimables, mais, parmi ces noms, il n'y avait aucun mérite éminent et surtout aucun talent pour la parole<sup>6</sup> ». Chez les présidents de province, les talents sont moins rares : Mareschal de Vezet à Besançon, Joly de Bévy à Dijon, La Croix de Sayve d'Ornacieux à Grenoble, expriment, avec une autorité éloquente, les prétentions séculaires auxquelles l'*Esprit des Lois* a donné naguère une forme neuve.

1. Expression, du conseiller breton Desnos des Fossés, qui écrivait au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle (cité par SAULNIER, *Le Parlement de Bretagne*, op. cit., p. LXI).

2. *Mémoires*. Édit. Barrière, 1882, p. 327.

3. *Mémoires*. Édit. Farel, 1950, p. 40.

4. *Mémoires du chancelier Pasquier*, I, p. 25.

5. DE LA CUISINE, *Histoire du Parlement de Bourgogne*, 1864, I, p. 63, en note.

6. *Mémoires*, op. cit., p. 24.

Peuvent-ils compter, pour appuyer leur action, sur ces anoblis, si nombreux dans certaines Cours, qui sortent à peine du Tiers-État, qui — selon l'expression d'un noble libéral dauphinois<sup>1</sup> — y ont encore « parents, amis et tous les rapports de liaison et de société », et pour lesquels la noblesse ancienne a toujours éprouvé une invincible méfiance? Peuvent-ils même compter sur le dévouement parfait des trop jeunes conseillers, appartenant pourtant à leur classe, et qui dominent certaines Cours, à la fin du règne de Louis XVI?

\* \* \*

Les Arrêts de dispense du marc d'or de noblesse, qui nous renseignent sur l'origine des magistrats reçus de 1775 à 1789, nous éclairent aussi sur leur âge : ils prouvent que la stipulation de l'Édit de novembre 1683, exigeant vingt-cinq ans accomplis des nouveaux conseillers, était rarement appliquée.

L'entrée, dans une Compagnie, de très jeunes magistrats n'avait pas de graves conséquences, lorsque le renouvellement du personnel de la Cour était suffisamment lent, pour que fût assurée la prépondérance des conseillers anciens et expérimentés. Le Parlement de Toulouse ne reçut que 27 conseillers laïcs nouveaux de 1775 à 1789, pour un personnel total de 75. Aussi, en 1790, ce Parlement compte-t-il seulement 17 conseillers de moins de trente-cinq ans.

Dans d'autres Cours — Besançon, Douai, Metz — où plus de la moitié du personnel des conseillers change, mais où le préjugé nobiliaire, moins intransigeant qu'ailleurs, ne s'oppose pas à l'admission de roturiers compétents, la majorité est encore assurée nettement aux hommes d'âge<sup>2</sup>.

Cette majorité est moins forte dans les Parlements aristocratiques d'Aix et de Grenoble, obligés d'accueillir de très jeunes fils de famille à qui leurs pères sont toujours pressés de *faire prendre un état*<sup>3</sup>. Elle

1. Le chevalier du Bouchage, dans une lettre au marquis de Viennois du 27 septembre 1788 (Arch. de M. le marquis d'Albon).

2. Au Parlement de Besançon (53 conseillers laïcs), sur 31 conseillers reçus de 1775 à 1789, 16 seulement ont moins de trente-cinq ans en 1790. A Douai (22 conseillers), 14 conseillers sont reçus de 1775 à 1789 ; nous connaissons l'âge de 11 de ces derniers : 5 seulement ont moins de trente-cinq ans en 1790. A Metz (37 conseillers), sur 21 conseillers reçus 9 ont moins de trente-cinq ans en 1790.

3. Expression du procureur général de Grenoble Reynaud dans une lettre au garde des Sceaux Lamoignon du 18 juillet 1787 (Bibl. de Grenoble, Q 6 fol. 86). Dans ce Parlement (36 conseillers), nous connaissons l'âge de 16 des 19 conseillers reçus sous Louis XVI : 12 ont

devient très faible au Parlement de Rennes, dont 52 conseillers — sur les 65 qui étaient en fonction en 1790 — ont été reçus sous le règne de Louis XVI<sup>1</sup>. Enfin, dans les Cours de Dijon et de Paris, dont le personnel s'est renouvelé aussi suivant un rythme singulièrement précipité, dans la dernière phase de leur existence<sup>2</sup>, les conseillers laïcs âgés de moins de trente-cinq ans ont, à la veille de la Révolution, la majorité absolue dans l'assemblée des Chambres<sup>3</sup>.

\* \* \*

Tous les mémoires du temps ont insisté, à l'envi, sur le poids décisif de cette majorité de jeunes gens dans les débats du principal Parlement de France, en 1787 et en 1788. Le premier président de la Cour des Aides, Barentin, déplore « les mouvements déréglés de leur pétulance<sup>4</sup> » et un témoin — qui était aussi un acteur — l'ex-conseiller Sallier, rapporte qu'ils « venaient aux assemblées des Chambres comme s'ils eussent marché au combat<sup>5</sup>... ».

L'enthousiasme inconsidéré qui les portait à réclamer la convocation des États-Généraux, dont le conseiller Ferrand — un des tenants de la tradition — leur montrait le danger pour l'existence même des Cours souveraines, a été décrit par Pasquier, qui, avec Sallier, avait vécu ces heures fiévreuses : « Du moment que notre intérêt fut clairement mis en jeu, nous ne vîmes rien de plus beau que d'en faire le sacrifice à ce que nous regardions comme le bien public<sup>6</sup>. »

On peut tenir pour suspects les souvenirs tardivement retracés du chancelier Pasquier. On ne peut nier la valeur probante des lettres du conseiller parisien de Pont — membre, lui aussi, de l'aristocratie parlementaire et fils de l'intendant de Metz — qui avait découvert l'Angleterre et ses institutions à dix-huit ans, en 1786, et qui écrit à Burke, le 6 novembre 1789, qu'il n'oubliera jamais que c'est en l'entendant

moins de trente-cinq ans en 1790. A Aix (50 conseillers), sur 21 reçus de 1775 à 1789, 14 ont moins de trente-cinq ans en 1790.

1. 31 ont moins de trente-cinq ans en 1790.

2. 42 conseillers laïcs nouveaux (sur 56) à Dijon et 71 (sur 106) à Paris, durant cette période.

3. A Dijon, en 1790, 29 conseillers ont moins de trente-cinq ans. A Paris, sur les 66 conseillers nouveaux dont nous connaissons l'âge, 59 ont moins de trente-cinq ans en 1790.

4. *Mémoire autographe sur les derniers Conseils du roi Louis XVI*. Paris, 1844, in-8°, p. 86.

5. *Annales françaises*. Paris, 1813, in-8°, p. 79.

6. *Mémoires cités*, I, p. 28.

parler « que son cœur a battu, pour la première fois, au nom de la liberté<sup>1</sup> ».

\* \* \*

L'aristocratie parlementaire, à la fin de l'Ancien Régime, n'est pas une caste fermée aux hommes nouveaux et aux idées nouvelles.

Seul le Parlement de Rennes est strictement réservé aux gentils-hommes. Il est, avec les États provinciaux, une des forteresses de la noblesse bretonne. En Bretagne se vérifie l'opinion de Bésenval sur ces Cours souveraines de province qui — à la différence du Parlement de Paris — « composées presque entièrement de noblesse... faisaient, pour ainsi dire, une grande famille à laquelle toutes les autres étaient liées et de sentiments et d'intérêts<sup>2</sup> ».

Mais le Parlement de Rennes est une exception. La plupart des autres, à côté de la noblesse parlementaire et de quelques nobles d'extraction, accueillent — avec un empressement inégal — des anoblis de fraîche date et même des roturiers. Au moment des options décisives, il sera difficile, entre des Cours aussi différemment composées, d'établir une intime collaboration, une sincère *union des classes*. A l'intérieur de chacune d'elles, on ne peut empêcher les mêmes jalousies de répondre aux mêmes mépris.

La disparité des âges provoque d'autres divisions. Plusieurs parlements ont une majorité d'hommes mûrs et prudents ; chez quelques-uns, la jeunesse l'emporte ; à Paris, les Enquêtes applaudissent aux audaces que la Grand'Chambre réproouve.

Ainsi s'expliquent, sans doute, les hésitations, les contradictions, l'inconsistance de cette agitation parlementaire des années 1787-1788, qui est la manifestation principale de ce que nous appelons communément : *la Révolution aristocratique*.

Jean ÉGRET,

Professeur à la Faculté des Lettres de Poitiers.

1. Lettre publiée avec trois autres adressées par De Pont à Burke, de 1776 à 1790, par M. H.-V.-F. SOMERSET, dans *Annales historiques de la Révolution française*, 1951, p. 365.

2. *Mémoires cités*, p. 427.

## MÉLANGES

---

### LES CLASSES RURALES EN BAVIÈRE AU MOYEN AGE

Les deux thèses qui ont valu à M. Philippe Dollinger le grade de docteur en lettres en Sorbonne avec la mention Très Honorable constituent une contribution de premier ordre à l'histoire des classes rurales en Bavière, qui jusqu'alors n'avait donné lieu qu'à des études de détail, rapides et sommaires. La thèse principale étudie l'évolution des classes rurales en Bavière depuis la fin de l'époque carolingienne jusqu'au milieu du XIII<sup>e</sup> siècle ; la thèse complémentaire, qui traite des transformations du régime domanial en Bavière au XIII<sup>e</sup> siècle d'après deux censiers de l'abbaye de Baumburg, illustre un chapitre particulièrement important de la thèse principale<sup>1</sup>. Comme ces deux ouvrages se complètent très heureusement, je leur consacrerai une même étude d'ensemble, désireux de ne pas porter atteinte à l'unité que l'auteur a su conserver à son œuvre.

Ayant à délimiter son sujet au point de vue géographique, M. Dollinger a renoncé à embrasser le vaste territoire qui fut peuplé par les Bavarois ; il a centré son étude sur le duché national de Bavière, tel qu'il fut constitué au début du X<sup>e</sup> siècle ; encore en a-t-il exclu et les territoires du sud qui furent conquis sur les Slaves et le Tyrol, tout pénétré d'influences romaines. Le territoire auquel s'applique l'étude de M. Dollinger, c'est, en fin de compte, la région comprise entre le Lech à l'ouest et l'Inn à l'est ; cette région dépasse le Danube vers le nord et englobe le Nordgau, cependant que, vers le sud, elle s'arrête à la ligne des Tauern. Sans doute, il n'échappe pas au lecteur qu'une telle délimitation est quelque peu arbitraire ; du moins, M. Dollinger a-t-il eu le mérite, témoignage remarquable dès l'abord d'une louable probité intellectuelle, de préciser exactement les limites géographiques entre lesquelles il entendait enfermer son étude.

1. *L'évolution des classes rurales en Bavière depuis la fin de l'époque carolingienne jusqu'au milieu du XIII<sup>e</sup> siècle* (Publications de la Faculté des lettres de Strasbourg, fasc. 112). Paris, Société d'édition Les Belles-Lettres, 1949, xxii-530 p. et une carte. — *Les transformations du régime domanial en Bavière au XIII<sup>e</sup> siècle d'après deux censiers de Baumburg*. Strasbourg, 1949, gr. in-8°, 130 p., avec deux cartes. La thèse complémentaire n'ayant été tirée qu'à un petit nombre d'exemplaires ronéotypés, l'auteur a eu l'excellente idée d'en donner une analyse étendue dans un article qui reproduit le titre même de la thèse et qui a paru dans *Le Moyen Age*, 1950, p. 279-306 ; cet article malheureusement ne comporte pas de carte.

Au point de vue chronologique, l'auteur a pris pour point de départ le x<sup>e</sup> siècle, ce qui se justifie pleinement ; mais, au lieu de s'arrêter à la fin du xii<sup>e</sup> siècle, qui, aux yeux des historiens français et allemands, correspond à une transformation profonde dans la situation des classes rurales, M. Dollinger a poussé ses recherches jusqu'au milieu du xiii<sup>e</sup> siècle, sans toutefois s'interdire de dépasser parfois cette date. Les raisons qui ont amené M. Dollinger à inclure pour partie le xiii<sup>e</sup> siècle dans son étude tiennent avant tout à la nature de la documentation dont il disposait et au légitime désir d'utiliser certaines catégories de documents d'un intérêt capital qui n'apparaissent en Bavière qu'à une date tardive, en raison même de la lenteur avec laquelle s'est déroulée dans ce pays l'histoire des classes rurales. Le retard que présente à cet égard la Bavière sur les autres régions de l'Allemagne explique la note d'archaïsme prononcé qui marque ses institutions et qui apparaît comme un des traits les plus frappants et les plus originaux de cette histoire.

Cette documentation repose pour une part sur les livres de tradition, qui ont connu en Bavière une vogue exceptionnelle. Si ces recueils, dans lesquels sont consignées les donations faites aux établissements religieux, apportent des renseignements nombreux et souvent précieux sur la condition des personnes, les mentions qu'ils renferment intéressent au premier chef la formation du patrimoine des établissements religieux, c'est-à-dire un sujet que l'auteur a délibérément exclu du champ de ses recherches. Les censiers, qui en revanche constituent pour une étude de ce genre une source essentielle, n'ont apporté à la documentation de l'ouvrage qu'une contribution assez limitée. Si, pour la première partie du ix<sup>e</sup> siècle, il nous est parvenu quelques fragments de censier, ceux-ci sont d'une extrême concision et, si les x<sup>e</sup>, xi<sup>e</sup> et xii<sup>e</sup> siècles sont représentés par des censiers généraux, le nombre en est fort réduit. Dès qu'on aborde le xiii<sup>e</sup> siècle au contraire, les censiers se multiplient et on comprend que M. Dollinger ne se soit pas résigné à se priver de cette riche mais tardive documentation. Il en va de même pour les coutumiers, soit que ceux-ci, rédigés par quelque juriste à titre privé, s'étendent à l'ensemble du droit bavarois, soit que, entrepris à l'initiative d'un seigneur, ils codifient la coutume d'une seigneurie ou d'un groupe de seigneuries. Qu'ils appartiennent à l'une ou à l'autre catégorie, les documents de cette nature n'apparaissent en Bavière qu'au xiii<sup>e</sup> siècle, alors que, dans les autres régions de l'Allemagne, des coutumiers seigneuriaux, qui annoncent et préparent les *Weistümer* du xiii<sup>e</sup> siècle, sont élaborés dès le xii<sup>e</sup> siècle.

\* \* \*

L'ouvrage de M. Dollinger est divisé en trois parties<sup>1</sup>. Dans la première

1. Il est à noter que les différents chapitres ont reçu une numérotation continue pour l'ensemble de l'ouvrage.



partie, l'auteur dessine les cadres politiques dans lesquels s'inscrit l'histoire des seigneuries bavaoises et décrit les transformations économiques qui ont affecté la seigneurie rurale en Bavière du x<sup>e</sup> au xii<sup>e</sup> siècle. La deuxième partie est consacrée à l'étude de la condition juridique des individus qui se trouvent dans un état de sujétion personnelle à l'égard d'un seigneur. La troisième partie envisage les sujets de la seigneurie en tant que classe sociale adonnée à la culture du sol. A la fin de chaque chapitre, l'auteur ramasse en une rapide conclusion les faits essentiels de l'exposé, cependant que, dans un court chapitre placé à la fin de l'ouvrage, il éclaire les principaux aspects de l'évolution des classes rurales en Bavière; ces différents résumés se recommandent autant par la lucidité de la pensée que par la fermeté de l'expression.

Étudiant le milieu politique dans lequel s'est déroulée l'histoire des seigneuries bavaoises, M. Dollinger a été amené à retracer les destinées des grandes principautés territoriales qui se sont constituées en Bavière durant le Moyen Age : duché, comtés et territoires immunistes (chap. 1). Le duché national bavaois, constitué au début du x<sup>e</sup> siècle, s'est affaibli dès le temps d'Otton I<sup>er</sup> et sans doute aurait-il succombé à une lente décomposition, s'il n'avait été sauvé par les Wittelsbach, qui, dans le courant du xiii<sup>e</sup> siècle, sont parvenus à mettre la main sur les aleux et les fiefs d'une vingtaine de familles comtales lors de l'extinction de celles-ci et à faire de leur duché une principauté d'une puissance exceptionnelle.

Ce duché de Bavière, reconstitué et consolidé par les Wittelsbach, dispose d'un territoire qui a l'avantage de former une masse compacte, parsemée de quelques rares enclaves, qui n'en compromettent pas l'homogénéité. Sans doute, dans les limites du duché, il existait des seigneuries ecclésiastiques, évêchés et abbayes royales, qui étaient susceptibles de se transformer en des principautés, tout comme le duché lui-même; mais divers facteurs ont travaillé à contrarier cette transformation et à en limiter les effets; en revanche, en s'assurant l'avouerie d'un grand nombre d'abbayes bavaoises, les ducs ont consolidé fortement leur puissance politique. Le duché comprend un certain nombre de comtés, certains sont dans la main du duc, les autres relèvent directement du roi, mais restent soumis au contrôle du duc, à l'exception des comtés d'Andechs et de Tirol, qui, en acquérant l'immédiateté d'Empire, ont échappé à l'autorité de celui-ci. Ces comtés féodaux bavaois se rattachent aux *pagi* des temps carolingiens, mais ceux-ci se sont morcelés et sont devenus des fiefs héréditaires selon un processus qu'on retrouve dans toute l'Allemagne. Le nombre des comtés tend à s'accroître, non seulement en vertu des partages opérés dans les familles comtales, mais aussi en raison des efforts, couronnés de succès, de certains seigneurs, qui sont parvenus à se faire reconnaître sur le territoire de leur seigneurie l'exercice des droits comtaux.

Étudiant les destinées du comté et l'étendue des pouvoirs comtaux en Bavière, l'auteur a été amené à esquisser l'histoire de la justice publique en

Bavière du IX<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle. L'époque carolingienne, en Allemagne comme en France, a connu à l'intérieur du comté deux juridictions : le comte abandonne au centenier les *causae minores* (basse justice) et se réserve les *causae majores* (haute justice) ; la juridiction du comte comporte à titre de sanction des compositions fondées sur la notion du wehrgeld. A partir du XI<sup>e</sup> siècle, sous l'influence des constitutions de paix promulguées par les souverains germaniques, un certain nombre de délits, parce qu'ils mettent en péril d'une façon particulièrement grave la paix publique, sont punis de peines afflictives et détachés des *causae majores* pour relever d'une juridiction qui vient se superposer à la haute justice et qu'on peut dénommer la justice du sang. Il y a dès lors en Allemagne trois juridictions différentes : la justice du sang, la haute justice, la basse justice ; après une période de tâtonnements dans la plupart des seigneuries, les crimes relevant de la justice du sang ont été fixés à trois : vol, meurtre et viol.

Sur les terres d'Église, le seigneur immuniste, qui en règle générale a exploité le diplôme d'immunité jusqu'à ses extrêmes limites et s'est assuré l'exercice de la haute justice, a dû compter avec la concurrence de l'avoué. Les destinées de l'avouerie en Bavière, que M. Dollinger étudie avec quelque détail, diffèrent selon la nature des établissements immunistes. Tandis que les évêques sont parvenus en général à éliminer complètement l'avoué et à exercer à leur profit exclusif les trois sortes de juridiction, y compris la justice du sang, les abbayes ont dû se résigner à des sacrifices plus ou moins étendus. Le duc de Bavière s'est efforcé d'étendre sa juridiction du sang sur le territoire des abbayes immunistes et celles-ci se sont laissées dépouiller sans trop protester, alors qu'elles ont lutté contre leur avoué, afin d'enlever à celui-ci la haute justice, en raison même des profits pécuniaires élevés que celle-ci assurait à son détenteur. Le partage d'attribution entre l'abbé et l'avoué s'est fait grâce aux chartes d'avouerie, dont les plus anciennes remontent au début du XII<sup>e</sup> siècle ; les conditions dans lesquelles s'est opéré ce partage varient d'une abbaye à l'autre, comme on pourra s'en rendre compte par quelques exemples très précis que cite l'auteur (p. 75-77) ; toutefois, les compromis qui furent adoptés s'inspirent de quelques principes généraux, qui ont été fixés ou codifiés par les constitutions impériales : exclusion de l'avoué du territoire immédiatement voisin de l'abbaye, abandon par l'avoué de la basse justice, partage entre l'abbé et l'avoué des profits de la haute justice.

\* \* \*

Étudiant au chapitre II la constitution territoriale de la seigneurie et son exploitation, M. Dollinger aborde le problème de l'étendue de la grande propriété. La grande propriété ecclésiastique, qui, selon l'auteur, remonte en Bavière à une époque ancienne, s'est considérablement accrue durant la période considérée grâce aux défrichements et aux innombrables donations faites aux églises par les fidèles. Quand il s'agit d'estimer l'importance de la

grande propriété, la rareté de mentions précises avant le XII<sup>e</sup> siècle se fait cruellement sentir. Faisant état du censier de l'abbaye de Saint-Emmeram de Ratisbonne de 1031, l'auteur estime à un millier de manses la richesse foncière de cette abbaye et il souligne à juste titre l'extrême morcellement des domaines bavarois. Les mille manses de l'abbaye de Saint-Emmeram se répartissent entre une centaine de localités et le censier du comté de Falkenstein permet de conclure, pour le XII<sup>e</sup> siècle et pour une seigneurie laïque, à un morcellement aussi poussé.

Les manses disséminés sont groupés autour d'une réserve au sein d'une circonscription territoriale, qui se confond rarement avec un village et, encore que l'exploitation économique du domaine se conforme aux principes du régime domanial appliqué dès le IX<sup>e</sup> siècle dans les *villae* de la *Francia occidentalis*, la constitution très lâche du groupe domanial, qui répond à des fins administratives et économiques, a amené les historiens allemands à substituer à l'expression : régime de la *villa* le terme de *Villikationsverfassung* ou régime de la *villicatio*. M. Dollinger a fait sienne cette terminologie, qui, dans le cas particulier de la Bavière, me paraît critiquable. C'est que, en effet, dans ce pays, le régime d'exploitation domaniale, dénommé arbitrairement régime de la *villicatio*, a fait place au XII<sup>e</sup> siècle à un régime qui met en jeu le contrat de fermage, auquel les documents de l'époque réservent le nom de *villicatio*. Parler de la *villicatio* pour la période antérieure au XII<sup>e</sup> siècle, c'est risquer de provoquer dans l'esprit du lecteur une confusion fâcheuse et, puisque l'extrême dispersion des manses groupés autour d'une même réserve rend suspect le terme de *villa*, peut-être vaudrait-il mieux substituer à ce terme, comme à celui de *villicatio*, l'expression de groupe domanial ou de mairie.

Le nombre des groupes domaniaux varie d'une seigneurie à l'autre ; dans le censier de l'abbaye de Saint-Emmeram de 1031, les biens inventoriés se répartissent entre trente-trois mairies ; dans chaque mairie, les terres dépendant de l'abbaye (réserve et tenures) représentent de 200 à 300 hectares ; il arrive que le groupe domanial ainsi constitué se confonde avec un village ; plus souvent, les éléments en sont répartis entre des villages parfois éloignés les uns des autres. L'exploitation et l'administration du groupe domanial sont assurées par un maire, mais le maire bavarois ne dispose d'aucun pouvoir judiciaire ; la basse justice est aux mains de *prepositi*, agents délégués par la cour centrale du seigneur et chargés d'exercer un certain contrôle sur l'administration des mairies.

A l'intérieur de chaque groupe domanial, on retrouve l'opposition classique entre la réserve (*terra salica*, *Sel*) et les manses (*mansi*, *hobae*). M. Dollinger n'a pas de peine à établir que l'étendue de la réserve varie d'une mairie à l'autre et qu'il serait vain de vouloir fixer à la réserve une valeur théorique comme a tenté de le faire le regretté A. Déléage<sup>1</sup>. Tout au plus observe-t-on

1. A. DÉLÉAGE, *La vie économique et sociale de la Bourgogne dans le haut Moyen Age*, p. 344-347 ; l'auteur cherche à établir qu'il existe un rapport constant, tout au moins pour

d'une seigneurie à l'autre un rapport à peu près constant entre la superficie totale des manses et celle de la réserve ; sur les domaines de Saint-Emmeram de Ratisbonne, ce rapport est de 4 à 1, soit une proportion qu'on retrouve sur quelques-unes des grandes seigneuries de la France carolingienne au ix<sup>e</sup> siècle. Les plus anciens documents que nous possédions sur le régime domanial en Bavière, quelques rares fragments de censiers qui remontent au ix<sup>e</sup> siècle, ne connaissent que deux catégories de manses : manses ingenuiles et manses serviles, qui comptent respectivement 15 et 12 hectares ; ces mêmes documents ignorent complètement les manses lidiles. Entre les deux catégories de manses, le service de trois jours par semaine, qui incombe aux manses serviles, suffit à créer une ligne de démarcation qu'on retrouve à plusieurs siècles de distance dans le censier de Saint-Emmeram de 1031.

Le grand fait qui marque l'histoire du régime domanial en Allemagne au xii<sup>e</sup> siècle, c'est la désaffectation des grands propriétaires pour le faire-valoir direct, la réduction de la réserve et la diffusion de la censive au détriment de la tenure domaniale. En dépit de la réaction que A. Dopsch a cherché à provoquer contre la théorie classique, qui se réclame du nom de K. Lamprecht, il paraît difficile de nier les changements profonds qui ont transformé alors l'exploitation des seigneuries rurales allemandes et qui sont en relation avec la révolution économique du xii<sup>e</sup> siècle. La réserve, dont l'exploitation avait été jusqu'alors assurée par le maire (*villicus*) au moyen des corvées fournies par les tenanciers, est désormais concédée au maire moyennant le paiement d'un fermage sous le nom de cour (*curtis, curia, Hof*) ; quand la réserve est peu étendue, elle constitue une seule cour, dans le cas contraire la réserve est morcelée en plusieurs cours. A l'origine, le maire, qui acense la réserve, continue à bénéficier durant quelque temps des services des tenanciers ; mais, si cette pratique se rencontre encore en plein xiii<sup>e</sup> siècle sur les domaines de certains seigneurs ecclésiastiques, ce stade n'a pas tardé à être dépassé dans la plupart des seigneuries ; très vite, le maire en fut réduit à exploiter sa cour sans disposer de la main-d'œuvre que lui assuraient auparavant les prestations en travail des tenanciers.

La réserve constituée en une cour affermée a porté le nom de *curia villicalis* (*Meierhof*) ou *villicatio*, mais l'emploi de ce terme n'a pas été contenu dans les limites que ses origines paraissaient lui assigner ; il s'est appliqué également aux différentes cours qui furent découpées dans la réserve et concédées, non pas au maire, mais à de simples tenanciers, quand la réserve avait une superficie trop grande pour constituer une seule cour ; le terme s'est même maintenu, quand le système d'acensement fut étendu à l'ensemble des tenures domaniales, qui à leur tour furent affermées, tout comme les terres de la réserve et aux mêmes conditions que celles-ci.

La cour se distingue du manse par la nature de ses prestations, qui

une région donnée, entre la surface du *mansus indominicatus*, dénommé par lui *chef-mais*, et les différentes catégories de manses.

comportent des redevances à l'exclusion de tout service ; ces redevances elles-mêmes comprennent un fermage annuel et parfois aussi un service de semaine, c'est-à-dire l'obligation de fournir de temps à autre à la cour seigneuriale des légumes et des sous-produits de l'élevage. Le fermage annuel s'acquitte sous trois formes différentes : redevance en céréales proportionnelle à la récolte, au taux en général d'un tiers<sup>1</sup>, redevance en céréales ou redevance en argent fixées à un taux invariable.

La substitution du fermage à l'exploitation domaniale soulève de nombreux problèmes qui sont loin d'avoir reçu leur solution. Comme cette substitution s'est produite en plein XII<sup>e</sup> siècle, à une époque où, dans toute l'Allemagne et en particulier en Bavière, le morcellement du manse en demimanse et en quartiers ou quarts de manse était déjà très avancé, comme d'autre part la plupart des cours ont une superficie de 35 à 55 journaux (12 à 18 hectares), soit une superficie qui dans certains cas est supérieure à celle du manse, il apparaît que des exploitations de cette importance supposent un regroupement préalable des unités fractionnaires dérivées du manse ; or, il faut bien avouer que nous ignorons tout des conditions dans lesquelles s'est opéré ce regroupement. D'autre part, le processus de substitution de la tenure affermée à la réserve et aux anciennes tenures domaniales, tel qu'il est décrit par M. Dollinger, est une construction, dont le caractère théorique n'échappe pas à l'auteur. Nous ne possédons, en effet, aucun contrat de *villicatio* qui nous fasse assister à la transformation de la réserve en une cour affermée. La carence des documents donne un prix particulier à deux censiers de l'abbaye de Baumburg (au nord du Chiemsee), datés l'un de 1205, l'autre de 1245, qui permettent de suivre le processus d'établissement du régime de la *villicatio*, à une date où celle-ci n'avait pas encore éliminé définitivement les pratiques de l'exploitation domaniale<sup>2</sup>.

La révolution économique du XII<sup>e</sup> siècle a été accompagnée d'une transformation profonde dans l'administration des seigneuries laïques et ecclésiastiques ; celles-ci furent groupées en des prévôtés, circonscriptions qui, dans les grandes seigneuries laïques, ainsi qu'il ressort des censiers ducaux, peuvent se confondre avec la circonscription judiciaire et qui, dans les seigneuries ecclésiastiques, correspondent à un office monastique. La diffusion du contrat de *villicatio* a réduit à peu de chose les fonctions administratives de l'ancien *villicus*, tombé au rang d'un simple fermier ; quand le maire s'est maintenu, ses fonctions se limitent à la perception du fermage des différentes cours.

1. Ce type de redevance acquittée au prorata de la récolte, qui correspond au champart des documents français, est couramment qualifié par M. Dollinger de *métayage* ; mais l'emploi que l'auteur fait de ce terme me paraît contestable.

2. L'étude de ces deux censiers fait l'objet de la thèse complémentaire de M. Dollinger.



\* \* \*

M. Dollinger a consacré plusieurs chapitres de sa thèse à étudier la condition juridique des différents groupes sociaux qu'on rencontre à l'intérieur de la seigneurie rurale bavarroise et il a fait précéder ce groupe de chapitres (chap. v, vi et vii) d'une étude d'ensemble (chap. iv), dans laquelle il a cherché à déterminer les critères de la liberté et de la servitude durant toute la période envisagée. Bien que ces critères soient souvent insaisissables et qu'ils varient selon les lieux et les époques, M. Dollinger croit pouvoir déterminer, avec quelque précision la condition juridique des non-libres. Ce qui à l'époque ancienne caractérise la condition des *servi*, mot pour lequel l'auteur à toutes les époques et dans tous les cas adopte la traduction de *serfs*<sup>1</sup>, c'est le fait que le *servus* doit à son maître des prestations en travail comprises sous la dénomination d'*opus servile*. Si l'on admet la valeur du critère proposé par M. Dollinger, il conviendrait, je crois, d'insister, moins sur la lourdeur que sur la nature des services imposés de tradition aux *servi*, ceux-ci comportant en général des travaux domestiques exécutés à l'intérieur de la *curtis*. Il faudrait aussi tenir compte du fait important, passé sous silence par l'auteur, que, en Allemagne, l'obligation pour le *servus* de fournir à son maître des prestations en travail à titre personnel, indépendamment des services incombant à la tenure, s'est maintenue à travers les siècles du haut Moyen Âge.

Parmi les non-libres des x<sup>e</sup> et xi<sup>e</sup> siècles, il convient d'inscrire sans hésitation les *servi quotidiani*, serfs prébendiers, établis à proximité de la *curtis* et tenus de fournir au *dominus* tous les jours le travail de leurs bras, ainsi que les *servi* établis sur un manse. Dans le cas de ces *servi* chasés, l'obligation imposée à leur femme de livrer à la *curtis* des pièces de drap ou de toile évoque de façon saisissante les travaux exécutés jadis dans le gynécée par les femmes de la réserve. A la différence des *servi* italiens, qui, dès les dernières années du x<sup>e</sup> siècle, acquittent un cheveau, c'est seulement au xii<sup>e</sup> siècle que les *servi* bavarois sont frappés d'une redevance qui symbolise leur état de servitude. A la différence de la France, la Bavière, dès le ix<sup>e</sup> siècle, nous offre le spectacle d'une classe de *servi* nombreuse, qui n'a cessé de s'accroître à travers les x<sup>e</sup> et xi<sup>e</sup> siècles. Durant la même période, d'ailleurs, la condition des serfs s'est améliorée ; M. Dollinger en voit la preuve dans le fait que désormais, en matière judiciaire, libres et non-libres jouissent des mêmes garanties et encourent les mêmes sanctions. Les immunistes, organisant la

1. Soucieux de reproduire fidèlement la pensée de M. Dollinger, j'adopterai sa terminologie ; toutefois, je dois faire observer que l'emploi du terme *serfs* pour traduire le mot *servi* demanderait une justification, ou à tout le moins une explication. Une telle traduction, en effet, laisserait supposer que l'auteur prend à son compte la théorie qui voit dans le serf médiéval l'héritier du *servus* antique, théorie qui depuis les travaux de M. Marc Bloch est fortement battue en brèche.



justice à l'intérieur de leurs seigneuries sur le modèle des institutions d'État, ont créé des plaids publics, dont sont désormais justiciables les *servi* et, dès la fin du XI<sup>e</sup> siècle, les constitutions de paix bavaïroises tendent à punir des mêmes peines toute atteinte à la paix publique, que l'infraction soit commise par un libre ou par un non-libre.

Dès le XI<sup>e</sup> siècle, une transformation profonde s'opère dans la classe des *servi*; la classe voit ses effectifs se réduire du fait que quantité de *servi*, affranchis par leur maître et donnés à l'autel d'un établissement religieux, sont passés dans la classe des *censuales* et, d'autre part, la disparition ou le rachat d'un grand nombre de services de caractère domestique a eu pour effet d'oblitérer la notion de servitude qui s'attachait à la personne du *servus*. Mais, au moment où se dessinait une évolution qui paraissait favorable au *servus*, une conception nouvelle, qui était en train de s'imposer à toute l'Allemagne du XIII<sup>e</sup> siècle, vouait à la servitude tout individu attaché à un seigneur par un lien de dépendance héréditaire; dès lors, les anciens *servi* vinrent se fondre dans la classe des dépendants, qui engloba, à côté des descendants des *servi*, des individus de liberté restreinte.

Dans le groupe de ces individus à liberté restreinte, les *censuales* occupent une place d'honneur, puisque ce sont eux qui ont introduit et diffusé au sein de la classe servile, en formation dès le XIII<sup>e</sup> siècle, la pratique du cheveau (*Kopfzins*). Comme on l'a indiqué plus haut, les *censuales* sont à l'origine des *servi*, qui, affranchis par leur *dominus*, ont été donnés par celui-ci à une église, à laquelle ils sont redevables d'un cheveau annuel de quelques deniers; ce cheveau est à la fois le symbole de leur liberté, laquelle exclut formellement tout *opus servile* et le signe de la protection que leur assure l'église dont ils dépendent. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que la classe des *censuales* se soit accrue d'individus qui, jouissant de la pleine liberté, se sont placés sous la protection, sous le *mundium* d'une église. Ce cheveau, qui fut à l'origine, en Bavière comme dans toute l'Allemagne, le signe de la liberté, comment est-il devenu l'indice d'une servitude de type nouveau? C'est là une des plus irritantes énigmes de l'histoire sociale du haut Moyen Age, et je ne vois pas que jamais on ait tenté de donner une explication de ce fait surprenant. Sans doute peut-on invoquer la nouvelle conception de la servitude qui s'est fait jour en Allemagne dès le XII<sup>e</sup> siècle et qui a infligé la tare servile à tous les individus placés héréditairement sous la protection d'un seigneur; mais quand, sous quelles influences et dans quelles conditions s'est dégagée et s'est imposée cette conception nouvelle, c'est ce qu'il est impossible de préciser.

À côté des *censuales*, les *coloni*, réputés libres encore au début du IX<sup>e</sup> siècle, sont venus se ranger dans le groupe des dépendants héréditaires, et M. Dollinger impute leur assujettissement à l'immunité, qui a détaché du tribunal du comte les hommes libres de la seigneurie. Ce faisant, l'auteur semble prendre à son compte la théorie de son maître Marc Bloch, qui voyait dans la participation aux institutions de l'État le critère de la liberté à l'époque

carolingienne. Mais, à supposer que ce critère soit valable pour le ix<sup>e</sup> siècle, sans doute serait-il aventureux d'en faire état pour une époque postérieure et, d'autre part, il n'échappera pas au lecteur que M. Dollinger, en adoptant ce même critère, semble abandonner le point de vue auquel il s'était placé, quand il avait défini la servitude comme l'assujettissement à l'*opus servile*.

Les *censuales* et les *coloni*, qui forment avec les *servi* les principaux groupes, au sein de la *familia* seigneuriale, ne se sont fondus qu'à la longue dans la classe servile ; justiciables du même tribunal, soumis au même droit de la cour seigneuriale (*Hofrecht*), ils ont gardé pendant longtemps leur statut personnel. Dans ces conditions, on conçoit que ceux d'entre eux qui avaient conservé le souvenir de leur antique liberté aient été considérés comme jouissant d'une liberté restreinte et des expressions relevées dans les documents bavarois telles que *aliquantula libertas*, *semiliber* justifient pleinement l'emploi du terme de demi-libre, que Marc Bloch avait impitoyablement banni de son vocabulaire.

Les dépendants qui sont groupés dans la *familia* ont fini par constituer une classe de non-libres, auxquels on applique dès le xiii<sup>e</sup> siècle le terme de *proprius de corpore* ; toutefois, le terme allemand correspondant (*leibeigen*) ne se rencontre pas dans les documents bavarois avant le xiv<sup>e</sup> siècle. Dès le xiii<sup>e</sup> siècle, les dépendants de la *familia* sont soumis à des charges qui leur sont propres et à des obligations restrictives de la liberté. Si le non-libre ne peut disposer de sa tenure en faveur d'un tiers qu'avec l'autorisation de son seigneur, l'aliénation des aleux réclame également l'assentiment du seigneur. Si en Bavière le mariage des non-libres n'est pas soumis, comme dans d'autres régions de l'Allemagne, à l'autorisation préalable du seigneur, celui-ci n'en maintient pas moins rigoureusement la défense faite aux *serfs* d'épouser des femmes libres ou des femmes relevant d'un autre seigneur. Si les dépendants de la *familia* au xiii<sup>e</sup> siècle ne sont pas tous soumis au che-  
vage, en revanche ils acquittent la mainmorte sous des formes diverses et dans des conditions que M. Dollinger n'est pas parvenu à déterminer de façon certaine. Il semble que les *servi* aient été anciennement soumis à un droit de mainmorte rigoureux, qui pouvait dans certains cas aller jusqu'à la confiscation totale des biens mobiliers et immobiliers du défunt ; si l'on en croit M. Dollinger, cette mainmorte se serait adoucie, le seigneur se contentant de prélever sous le nom de *Buteil* une portion seulement de l'héritage, portion qui pouvait même parfois se réduire au *Besthaupt*, le meilleur catel des documents du nord de la France. Tandis que les historiens voient en général dans le *Besthaupt* une forme de la mainmorte propre aux *censuales*, M. Dollinger propose de distinguer deux formes de *Besthaupt*, qui différaient autant par la nature de la redevance que par les modalités de sa perception. Seule la redevance perçue sous la forme du meilleur vêtement serait propre aux *censuales*, alors que la meilleure tête de bétail, forme très atténuée du *Buteil*, rappellerait sous une forme purement symbolique la mainmorte qui pesait lourdement à l'origine sur les *servi*. Sur la date d'apparition

de la mainmorte en Bavière, l'exposé de M. Dollinger manque un peu de fermeté, faute sans doute de disposer de textes décisifs ; le *Besthaupt* des censuales, qui n'est pas mentionné en Bavière avant le XII<sup>e</sup> siècle, serait, selon M. Dollinger, d'importation tardive, alors que la mainmorte aurait frappé les *servi* dès le X<sup>e</sup> siècle.

\* \* \*

Après ce chapitre de portée générale sur l'évolution de la notion de servitude entre le X<sup>e</sup> et le XII<sup>e</sup> siècle, M. Dollinger aborde dans une série de chapitres (chap. v, vi et vii) l'étude fouillée des divers groupes de dépendants qui ont fini par se fondre dans la classe servile. Les *servi*, qui pendant longtemps ont constitué la classe des non-libres par excellence, comprennent des serfs journaliers et des serfs tenanciers. Les serfs journaliers dénommés par les documents *servi in cottidiano servitio*, *servi salici* ou *servi proprii*, constituent une classe qui s'est maintenue en Allemagne jusqu'au XIII<sup>e</sup> siècle, alors qu'elle a disparu d'assez bonne heure en France. Ces *servi* sont des non-libres, établis à proximité immédiate de la réserve et qui doivent se tenir tous les jours à l'entière disposition du *dominus*, qui les emploie à des travaux domestiques et agricoles ou qui parfois les affecte à des travaux spécialisés ; en rémunération de leur travail, les serfs journaliers reçoivent une ration de vivres dénommée *prebenda*, d'où le nom de *prebendarii*, sous lequel ils sont parfois désignés dans les documents. De ces serfs journaliers, seuls subsistent encore au XIII<sup>e</sup> siècle ceux qui sont affectés au service domestique dans les cours centrales des grandes seigneuries ecclésiastiques et que les efforts tenaces des évêques et des abbés sont parvenus en général à exempter totalement de la juridiction de l'avoué.

Les serfs tenanciers, qualifiés parfois par les documents de *servi manentes*, disposent d'un manse servile ou ingénuile et sont à cet égard soumis à des charges fixées par la coutume de la seigneurie ; ils sont frappés aussi — et sans doute en va-t-il ainsi dès une époque ancienne — de restrictions touchant leur mariage et leur succession, restrictions qui ont été étendues aux autres dépendants. M. Dollinger pense que, aux IX<sup>e</sup> et X<sup>e</sup> siècles, à une époque où la terre manquait d'hommes et où les *mansi absi* étaient nombreux, les seigneurs ont cherché à retenir les serfs sur leurs terres, mais que, dès le XI<sup>e</sup> siècle, les seigneurs ont autorisé le départ de leurs serfs, en exigeant toutefois de ces serfs forains le cheveau.

Après les *servi*, M. Dollinger aborde l'étude des *ministeriales* (*Dienstmannen* ou *Dienstleute*), qui constituent une classe particulière à l'Allemagne médiévale. Selon la théorie généralement admise, les *ministeriales* sont des non-libres, qui, affectés par le *dominus* à certains services réclamant une habileté professionnelle, ont constitué au seigneur une escorte armée et qui, entraînés ainsi au métier des armes, ont été admis dans la noblesse tout en restant affectés de tares serviles. A cet exposé classique et un peu schématique, M. Dollinger a substitué un tableau nuancé. Faisant état d'un fait

connu et souvent signalé par les historiens allemands, à savoir que la condition des *ministeriales* variait avec le rang social et la puissance du seigneur dont ils dépendaient, M. Dollinger distingue trois groupes dans la masse des *ministeriales* bavarois. Au sommet de la hiérarchie se groupent autour des seigneurs les plus puissants (duc et évêques) des *ministeriales* qui constituent l'élite de la classe ; ces *ministeriales* comprennent des serfs auxquels sont confiées des fonctions de cour et aussi des *hiltischalken*, classe particulière à la Bavière et formée de non-libres astreints de tradition au service militaire. Les *ministeriales majores* ou *nobiliiores*, dès le milieu du XI<sup>e</sup> siècle, à en juger par les coutumiers les plus anciens, se dégagent de la servitude et parviennent à la noblesse ; cette élite, qui est largement pourvue d'aleux et de fiefs, qui détient les offices de cour et qui remplit des fonctions administratives importantes, devait tout naturellement chercher à jouer un rôle politique.

Au-dessous de ce premier groupe, au centre de la classe, se situe la grande masse des *ministeriales* attachés au service d'un seigneur ecclésiastique ou d'un comte. C'est à propos de ce second groupe que l'auteur met en lumière les incapacités qui frappent les *ministeriales* et qui rappellent leur origine servile : le *ministerialis* peut être aliéné par son maître, le formariage lui est interdit, il ne peut disposer de ses aleux qu'avec l'autorisation de son seigneur et le fief qui rémunère ses services ne comporte pas l'hommage. L'entrée en masse, à partir du XII<sup>e</sup> siècle, de petits seigneurs ou d'hommes libres dans les rangs de la ministérialité a largement profité à cette classe moyenne dont elle a facilité l'accès à la liberté. Un troisième groupe, enfin, comprend les éléments les plus modestes : des *milites*, qui se sont mis au service d'un petit seigneur. Ces *ministeriales* constituent la classe des *Ritter* : ils sont très probablement soumis à la mainmorte, ils reçoivent des fiefs, mais ne peuvent eux-mêmes avoir des vassaux ; chez certains de ces *Ritter*, les tares serviles dont ils sont marqués persisteront jusqu'à la fin du Moyen Âge.

Quant aux *coloni*, encore nombreux en Bavière au début du IX<sup>e</sup> siècle, ils ont disparu de bonne heure en tant que classe sociale, confondus sans doute dans la classe des *servi*. Toutefois, on peut se demander si certains groupes de *coloni* n'ont pas survécu, affectés d'une désignation nouvelle, dans certaines régions de la Bavière. Les documents bavarois font mention, en effet, d'une classe qu'on chercherait en vain dans le reste de l'Allemagne, celle des *Barschalken*, qui se rencontrent dès la fin du VIII<sup>e</sup> siècle et dont certains sont encore mentionnés en plein XIII<sup>e</sup> siècle. M. Dollinger a consacré tout un chapitre aux *barschalken*, qui, réputés libres au IX<sup>e</sup> siècle, ont glissé vers la servitude et sont venus grossir la masse des dépendants héréditaires, comme suffirait à l'indiquer le terme de *parservi*, qui leur est appliqué au XI<sup>e</sup> siècle. Mais il ne semble pas que l'auteur soit parvenu à percer le mystère qui entoure l'origine des *barschalken* et qui déjà a mis à l'épreuve l'ingéniosité de plus d'un érudit allemand. Le problème est-il insoluble ? Je ne le pense pas, pour peu qu'on fasse état des services qui incombent aux colons du domaine de Staffelsee d'après un fragment de censier qui remonte pour le

moins aux premières années du ix<sup>e</sup> siècle. Parmi les colons ou plus exactement parmi les tenanciers des manses ingénuiles de Staffelsee, il est un groupe, de beaucoup le plus nombreux, qui doit, sous le nom de *scara*, un service de message et de transport, cependant qu'une petite minorité doit, en plus de la *scara*, le service d'ost. A en juger par les services qu'ils acquittent, les *barschalken* seraient les descendants des colons du premier groupe, tandis que les colons du second groupe, soumis au service militaire, seraient les ancêtres des *hiltischalken*, sergents à cheval, qui de bonne heure sont entrés dans les rangs de la ministérialité.

Le chapitre que M. Dollinger a consacré aux *censuales*, dont on a souligné l'importance dans la formation de la classe servile, présente un intérêt tout particulier, en raison même de l'exceptionnelle diffusion que cette classe de protégés a connue en Bavière. M. Dollinger estime à plusieurs milliers le nombre des *censuales* sur lesquels les grandes églises bavaroises étendaient leur *mundium* et, si une telle évaluation ne repose sur aucune statistique précise, du moins est-elle assez vraisemblable, puisque la petite abbaye de Seeben, riche d'une cinquantaine de manses seulement, comptait environ 200 *censuales* vers le milieu du xii<sup>e</sup> siècle. Cette prolifération des *censuales* s'est d'ailleurs opérée dans des conditions de temps quelque peu déconcertantes. Si les *censuales* se sont à l'origine recrutés parmi les *servi proprii* affranchis, puis donnés à une église moyennant le paiement d'un cheveau annuel, il est remarquable que les actes de donation faits dans ces conditions se rencontrent en Bavière dès le milieu du ix<sup>e</sup> siècle ; toutefois, à la différence de ce qu'on constate en général en Allemagne comme en Lotharingie, ces témoignages précoces sont brusquement interrompus, et c'est seulement au xi<sup>e</sup> siècle que les *censuales* réapparaissent en Bavière, pour connaître désormais un prodigieux développement, qui persistera jusque dans la seconde moitié du xiii<sup>e</sup> siècle.

Entre temps, d'ailleurs, le recrutement des *censuales* s'est élargi ; à côté des *servi* affranchis viennent prendre place des libres en quête de protection. Les non libres assurent presque exclusivement le recrutement de la classe jusqu'au milieu du xii<sup>e</sup> siècle, puis, à partir de cette date, le nombre des libres, infime à l'origine, ne cesse de croître et finit par l'emporter sur celui des non-libres ; du même coup, la proportion du nombre des femmes par rapport à celui des hommes subit un renversement total : les non-libres donnés par leur *dominus* sont en général des femmes, cependant que les individus libres qui se placent sous la protection d'une église sont des hommes. Les statistiques qui à ce propos sont mises sous les yeux du lecteur ne peuvent laisser place au doute ; il est toutefois regrettable qu'un phénomène aussi remarquable n'ait donné lieu de la part de l'auteur au moindre essai d'explication.

Sur le montant du cheveau des *censuales*, qui peut varier de 1 à 60 deniers, avec des tarifs qui tendent à se fixer à 1,5 et 30 deniers, sur l'utilisation de ces *censuales*, qui ont largement contribué au défrichement de la Basse-Autriche et qui sont les ancêtres des *Freisassen* des xiv<sup>e</sup> et xv<sup>e</sup> siècles, sur



le glissement vers la servitude de ceux des *censuales* qui, à la différence des *censuales* forains, ont été établis sur les terres de l'Église chargée de les protéger, M. Dollinger apporte quantité de renseignements fort intéressants et formule des hypothèses plausibles et ingénieuses, que je ne puis, faute de place, reproduire dans tous leurs détails.

\* \* \*

Tous les individus dont la condition juridique a été étudiée d'une façon très pénétrante par l'auteur constituent au point de vue social une seule classe, dont l'étude forme l'objet du chapitre VIII. Cette classe a pour caractéristique essentielle de s'adonner à la culture de la terre ; les membres de cette classe sont qualifiés de *rusticus*, terme auquel est fréquemment substitué celui de *colonus*, qui, dépouillé de son sens juridique ancien, a connu à partir du XII<sup>e</sup> siècle une vogue extraordinaire. Au XIII<sup>e</sup> siècle, un certain nombre de dispositions inscrites dans les édits de paix témoignent de l'unité de la classe : les paysans jouissent d'une paix spéciale, le port de certaines armes leur est interdit, leur costume, leur alimentation même sont soumis à des prescriptions rigoureuses. L'expression de *jus colonum*, qui est courante depuis le XII<sup>e</sup> siècle, évoque moins, semble-t-il, la condition sociale des paysans que les charges qui pèsent sur leur tenure. Au XIII<sup>e</sup> siècle, le régime de ces tenures varie selon qu'elles sont révocables à la volonté du seigneur, concédées à temps (pour trois, six ou neuf ans), viagères ou héréditaires. A la différence de la région mosellane, les pays du sud-est de l'Allemagne ne présentent que de rares exemples de tenures concédées pour un nombre d'années déterminé ; d'autre part, si l'on s'en rapporte à une statistique fournie par le censier de Nieder Altaich, il apparaît que, vers 1250, au village d'Isarhofen en Basse-Bavière, les différentes tenures se répartissaient presque également entre tenures révocables et tenures héréditaires.

En ce qui concerne la tenure révocable, M. Dollinger pense que celle-ci n'était pas inconnue à l'époque carolingienne, mais que le lotissement des domaines en cours affermées a contribué à répandre ce type de tenure ; si les raisons qui sont présentées en faveur de cette conjecture ne sont pas très convaincantes, il convient, du moins, de remarquer que les termes de *libera institutio* et de *Freistift*, qui en Bavière désignent la tenure révocable, ne se rencontrent qu'à partir du XIII<sup>e</sup> siècle, soit à une époque où le contrat de fermage était d'usage courant. La tenure viagère ou *Leibgeding*, que l'auteur rattache à la *precaria data*, qui à première vue n'a pas survécu au IX<sup>e</sup> siècle, est celle pour laquelle il nous est parvenu le plus grand nombre de contrats. A ce propos, l'auteur remarque fort judicieusement que les bénéficiaires de ces contrats sont en général des individus de rang élevé et que, de l'abondance des contrats conservés, il serait peut-être imprudent de conclure à une large diffusion de ce type de tenure dans toutes les classes sociales. Quant à la tenure héréditaire, peu développée à l'époque carolingienne, elle ne s'est répandue en Bavière qu'à partir du XIII<sup>e</sup> siècle, en par-



ticulier dans les pays de colonisation. Les seigneurs, d'ailleurs, ont imposé à la tenure héréditaire des conditions destinées à renforcer leur contrôle sur ce type de tenure ; en effet, en dépit de son caractère héréditaire, la tenure peut être reprise par le seigneur, si le tenancier se montre négligent ou s'il n'acquitte pas le cens en temps voulu ; la tenure ne peut être aliénée qu'au profit d'un des membres de la *familia* seigneuriale ; toute mutation entraîne pour le seigneur la perception d'une taxe spéciale ; parfois même, le tenancier est obligé d'épouser une femme appartenant à cette même *familia*.

Toutes les questions qui se rapportent aux tenures, à leur concession, à leur exploitation et à leur administration sont du ressort du plaide seigneurial dénommé *Banding*, qui est nettement distinct du plaide de justice (*Eheftaiding*) ; à ce plaide de justice, il appartient d'exercer la juridiction dont le seigneur dispose sur l'ensemble des hommes de la seigneurie, que ceux-ci soient ou non en possession de tenures. C'est au cours de la session annuelle du *Banding* que les tenanciers, parvenus au terme de leur contrat, se démettent de leur tenure entre les mains d'un agent seigneurial, distinct du maire ; c'est au cours de cette même session que cet agent prononce la reprise de certaines tenures révocables ; c'est ce même agent qui met le nouveau tenancier en possession de la tenure, exerçant ainsi le *jus instituendi* ou droit d'investir les tenanciers. En principe, quand le cens n'a pas été acquitté après un certain délai, l'agent seigneurial frappe le tenancier récalcitrant d'une amende et prononce la confiscation de la tenure ; toutefois, M. Dollinger montre fort bien comment, dans la lutte engagée contre leur seigneur en vue d'obtenir des délais et des remises, les paysans ont opposé aux exigences du seigneur une résistance souvent victorieuse.

Parmi les *coloni*, M. Dollinger distingue des groupes de professionnels (chap. ix), dont les membres ont une activité spécialisée ; ce sont des forestiers, des meuniers, des apiculteurs (*cidarii*, *Zeidler*), des vigneron et des vachers. De ces professionnels, il n'est fait que rarement mention avant le <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècle, mais, à partir de cette époque, les contrats d'acensement et les coutumiers sont riches de renseignements à leur sujet. Certains d'entre eux sont manifestement d'anciens *servi salici* et, bien que jouissant d'une réelle indépendance économique, ils restent attachés à la réserve de façon assez étroite ; leur tenure est en général révocable et ils acquittent comme redevance une part parfois importante du produit de leur récolte, comme c'est le cas pour les vigneron et les apiculteurs. Parmi ces professionnels, il est des artisans, tels des forgerons, des administrateurs, tels les forestiers ; quant aux *villici*, devenus de simples fermiers, ils ne jouissent d'aucun droit particulier, même quand ils continuent à percevoir le fermage des différentes cours de la seigneurie. Quant aux vachers, ils exploitent les métairies (*swaiga*), qui, à partir du milieu du <sup>xi</sup><sup>e</sup> siècle, apparaissent dans la région alpine pour se répandre sur le plateau bavarois et le long du Danube. Le vacher exploitait la *swaiga* qui lui était confiée dans des conditions très particulières ; il semble que le seigneur fournissait une partie seulement du troupeau, laissant au vacher le soin de compléter celui-ci à ses frais, de ma-

nière à être en mesure de livrer au seigneur annuellement 300 fromages, taux constant de la redevance acquittée par toute *swaiga*. D'autre part, il est infiniment probable, bien que l'auteur ne s'explique pas à ce sujet, que le vacher gardait pour lui une partie des veaux ; faute de cette hypothèse, on ne voit pas quel profit le vacher aurait tiré d'une exploitation qui, dans la plupart des cas, se serait traduite pour lui par un déficit certain<sup>1</sup>.

\* \* \*

Étant donné la riche matière de l'ouvrage de M. Dollinger et le caractère ardu des problèmes qu'il aborde, on ne s'étonnera pas que parfois les interprétations qu'il suggère soulèvent des objections ; mais, désireux avant tout de dégager les lignes essentielles de son œuvre, il me faut renoncer à entreprendre des discussions qui porteraient sur des points de détail et me contenter des quelques remarques critiques que j'ai eu l'occasion de présenter au cours du présent compte rendu. Je voudrais du moins, en terminant, formuler quelques observations générales sur la conception que l'auteur s'est faite de son sujet et sur les conclusions auxquelles il a abouti.

M. Dollinger, adoptant un plan méthodique, a consacré une partie importante de son ouvrage à l'étude de la condition juridique des différents groupes qui sont entrés dans la constitution de la société rurale bavarroise ; cette étude forme la matière de la seconde partie, qui est de beaucoup la plus développée et qui s'insère entre une première partie, qui traite de l'organisation et de l'exploitation de la seigneurie, et une troisième partie, qui envisage les différents groupes juridiquement distincts comme les éléments constitutifs d'une même classe sociale vouée à la culture du sol ou à des activités professionnelles subsidiaires. Ce plan a le mérite de la clarté, mais il présente le défaut de dissocier des phénomènes contemporains, dont la concomitance marque de caractères originaux la société rurale bavarroise aux différentes phases de son histoire. Il semble que de cette histoire le lecteur aurait pris une vue d'ensemble plus complète et plus fidèle, si l'auteur avait réparti la riche matière de son ouvrage en quelques grandes périodes chronologiques, dont il aurait cherché à définir les traits distinctifs, étudiant tour à tour les IX<sup>e</sup> et X<sup>e</sup> siècles, les XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles et réservant au XIII<sup>e</sup> siècle, riche en documents, une étude plus poussée que celle dont il s'est contenté.

A supposer que M. Dollinger s'en soit tenu, en toute connaissance de cause, au plan qu'il a adopté, il aurait dû réserver une place moins parcimonieusement mesurée à l'étude de la seigneurie rurale en tant que cellule politique, sociale et économique de la Bavière médiévale ; en fait, les monographies détaillées qu'il a consacrées aux différents groupes sociaux ont rejeté un peu à l'arrière-plan l'étude de cette seigneurie, dans laquelle des

1. Un dernier chapitre (chap. x), consacré au personnel de la cour centrale des grandes seigneuries, me paraît un peu en dehors du sujet que l'auteur s'est proposé de traiter.

individus, appartenant à ces différents groupes, vivent côte à côte, unis dans la soumission à un même seigneur. Sans doute, une telle étude n'est pas entièrement absente de l'ouvrage et on en retrouve les éléments dans le chapitre III intitulé : *Les prestations, corvées et redevances*, mais la matière en est un peu mince et trop souvent le développement tourne court. Les prestations dont il est fait mention dans ce chapitre sont essentiellement des prestations d'origine domaniale ; les redevances et services qui tirent leur origine de l'exercice du droit de ban par le seigneur sont à peine effleurés et il en va de même et pour la taille seigneuriale, qui pose tant de problèmes délicats, et pour les droits d'avouerie, qui semblent avoir pesé lourdement sur les sujets des seigneuries ecclésiastiques. De même, l'auteur est singulièrement bref sur les droits de la communauté rurale, soit que celle-ci se confonde avec la seigneurie, soit qu'elle groupe des individus habitant le même village et exploitant le même terroir, mais dépendant de seigneuries différentes. S'il est établi, enfin, que la Bavière a ignoré la charte de franchise, il resterait à déterminer par quelle voie certaines franchises ont pénétré dans les *Weistümer* des seigneuries bavaroises.

Dans les études si pénétrantes qu'il a consacrées aux classes sociales, M. Dollinger a envisagé exclusivement les individus qui ont fini par se fondre dans la classe des dépendants héréditaires ; nulle part il n'a traité dans toute son ampleur le problème de la survivance des libres, soit que ceux-ci se soient maintenus dans les interstices des seigneuries, soit que, établis sur le territoire d'une seigneurie, ils aient échappé à la servitude qui a frappé la masse des dépendants héréditaires. La survivance d'hommes libres relevant du tribunal du comte en plein XIII<sup>e</sup> siècle est attestée pour certaines régions de l'Allemagne, pour la Saxe en particulier ; on serait heureux de connaître quelle était à cet égard la situation de la Bavière. Quant au problème de savoir s'il a existé sur le territoire des seigneuries bavaroises des libres, attachés à la seigneurie par le seul lien de la résidence, il ne semble pas qu'il ait jamais été abordé de front ; certains passages laissent supposer que l'auteur serait disposé à nier cette présence de libres au sein de la seigneurie, mais on regrette que, sur cette question d'importance capitale, il ne formule pas une opinion nette et justifiée.

Mais, si, en faisant abstraction des libres, dont le sort reste incertain, on ne tient compte que des non-libres, on voit mal à quel degré d'assujettissement ceux-ci étaient tombés dès le milieu du XIII<sup>e</sup> siècle. A cette date, si l'on en croit M. Dollinger, le chevage réservé à l'origine aux *censuales* n'était plus payé par la totalité de ceux-ci et, parmi les *servi*, seuls ceux qui étaient établis en dehors de la seigneurie et qui ne formaient sans doute qu'une petite minorité acquittaient un chevage ; dans ces conditions, si le chevage n'était pas en voie de généralisation à la même date, on voit mal dans quelles conditions et à quelle époque s'est définitivement constituée cette classe de *serfs*, dont le nom allemand de *Leibeigen*, synonyme du français *homme de corps*, n'est pas attesté avant le XIV<sup>e</sup> siècle.

A certains égards, l'histoire des classes rurales en Bavière ne diffère pas

de ce qu'elle fut dans les autres régions de l'Allemagne; on retrouve en Bavière la large diffusion des serfs journaliers, la prédominance numérique des manses serviles, moins marquée toutefois que dans les régions qui n'ont pas connu la domination romaine, le lotissement des *villae* en cours affermées au maire et aux tenanciers, sans parler du besoin de distinguer au sein d'une même classe sociale des groupes et des sous-groupes nombreux. En ce qui concerne ce dernier trait, si caractéristique de la société allemande au Moyen Age, il est à noter que la Bavière multiplie les subdivisions sociales. La classe des non-libres y comprend en particulier des *servi proprii*, des *ministeriales* et des *censuales*; or, les *servi proprii* sont rangés selon une hiérarchie qui tient compte du nombre de jours de travail effectivement exigés d'eux dans le courant de la semaine, les *ministeriales* ne comprennent pas moins de trois groupes différents et, au sein de la masse des *censuales*, on observe une stratification sociale encore plus poussée et fondée sur le montant du chevale, qui peut varier dans de larges limites.

Si l'on fait abstraction de la *swaiga*, avec son type d'exploitation très particulier, la Bavière n'offre pas au total d'institution qui lui soit propre. Ce qui fait son originalité, en matière d'histoire sociale, c'est l'apparition tardive de certaines classes ou de certaines institutions. Les *censuales* ne commencent à devenir nombreux qu'au XI<sup>e</sup> siècle, les chartes de privilèges urbains ne sont pas antérieures au XIII<sup>e</sup> siècle; enfin, c'est seulement au XI<sup>e</sup> siècle que les prestations domaniales commencent à être rachetées. Dans deux domaines bien différents, ce retard de la Bavière est particulièrement frappant: la taxe de mainmorte sous la forme adoucie du *Besthaupt* ne s'y rencontre pas avant le XIII<sup>e</sup> siècle et, d'autre part, la banalité du moulin n'y pénètre qu'à l'extrême fin du XIII<sup>e</sup> siècle; dans ces deux domaines, le retard de la Bavière sur la région rhéno-mosellane atteint deux ou trois siècles. Comment s'explique ce conservatisme de la Bavière? M. Dollinger en voit la raison dans la situation excentrique de la Bavière, et le fait que celle-ci, en matière sociale, a fait quelques emprunts à l'Autriche, sa voisine immédiate de l'est, n'est pas sans donner quelque vraisemblance à une hypothèse, qui, au premier abord, peut sembler un peu aventureuse. Souhaitons que des études sur les classes rurales au Moyen Age soient entreprises pour d'autres régions de l'Allemagne, dans l'espoir que ces études permettront, par voie de comparaison, de prouver la valeur des conclusions de l'étude magistrale que M. Dollinger a consacrée à la Bavière et d'élucider certains problèmes auxquels l'auteur, faute d'une documentation suffisante, n'a pu apporter qu'une solution provisoire.

Ch.-Edmond PERRIN,  
Membre de l'Institut,  
Professeur à la Sorbonne.

## BULLETIN HISTORIQUE

---

### HISTOIRE ANCIENNE DU CHRISTIANISME

En commençant mon précédent Bulletin (*Revue historique*, juillet-septembre 1948, p. 66), j'en soulignais les lacunes : bulletin de lendemain de guerre, disais-je, ne groupant qu'une très petite partie des publications récentes. La même remarque s'impose aujourd'hui : les ouvrages analysés sont, pour les deux tiers, de langue française ; or, la production, dans ce domaine, est surtout anglo-saxonne et germanique. C'est dire que les éditeurs étrangers — et on ne saurait assez le déplorer — n'ont pas entièrement renoué avec la tradition d'avant-guerre, et ne nous distribuent que parcimonieusement leurs exemplaires de presse. Faut-il en conclure qu'à leurs yeux l'histoire religieuse n'est pas de l'histoire et s'adresse, à travers des revues plus spécialisées que celle-ci, aux seuls théologiens ? De l'échantillonnage ici présenté, il n'est pas possible de dégager une tendance générale, les grandes lignes d'une évolution, un bilan. Fait de matériaux aussi incomplets et disparates, un Bulletin n'est guère qu'une suite de comptes rendus juxtaposés. Je m'en excuse auprès des lecteurs. Et je souhaite que les éditeurs nous mettent à même d'y remédier dans l'avenir.

\* \* \*

#### I. SOURCES

Dans un ouvrage — *Hippolyte et Josipe* — que signalait mon précédent Bulletin, M. NAUTIN s'est efforcé d'établir que l'*Elenchos contre toutes les Hérésies*, communément attribué à Hippolyte de Rome, était en réalité d'un certain Josipe, cité par Photius et confondu par lui avec Flavius Josèphe. Il s'appuyait en particulier sur une confrontation entre le document en question et un autre texte, le *fragment contre Noët*, qui lui paraît être indubitablement d'Hippolyte. Le nouveau livre de M. Nautin<sup>1</sup> tient pour établies les conclusions du précédent, et en même temps les étaye à certains égards. Il commence par une étude sur le *Syntagma* d'Hippolyte et s'efforce de prou-

1. Hippolyte, *Contre les Hérésies* ; fragment, étude et édition critique par Pierre NAUTIN (*Études et textes pour l'histoire du dogme de la Trinité*, II). Paris, Éditions du Cerf, 1949, 279 p.



ver que le fragment contre Noët lui appartient bien, et en constitue la fin. Le fragment est ensuite étudié en lui-même, du point de vue du texte, et du point de vue de son contenu historique et doctrinal, et présenté comme étroitement tributaire de l'*Elenchos* de Josipe, qu'il suit en l'adaptant. Une édition critique, avec traduction, du fragment termine le volume.

Indépendamment même du problème de l'auteur, que M. Nautin a résolu de façon fort plausible (il répond dans un appendice, p. 215-230, aux objections qu'a rencontrées sa théorie), le texte offre un intérêt considérable pour l'histoire des dogmes et surtout de la théologie trinitaire au III<sup>e</sup> siècle. C'est ce que met fort bien en lumière le commentaire de M. Nautin, en particulier dans les pages de conclusion. Peut-être apporte-t-il un zèle un peu excessif à disculper son personnage du soupçon d'hétérodoxie par rapport aux normes nicéennes qu'a souvent éveillé son subordinationisme. Pour ingénieuse qu'elle soit, l'argumentation n'est pas, sur ce point, entièrement convaincante.

Le recueil des extraits de Théodote<sup>1</sup>, compilé par Clément d'Alexandrie, représente une des sources les plus importantes de la gnose valentinienne. Encore que la personnalité de Théodote reste assez mystérieuse, il est possible de reconnaître en lui un disciple de Valentin, représentant de la branche orientale de cette gnose, par opposition à la branche italique, illustrée par Héracléon et Ptolémée. Mais, dans les extraits ainsi assemblés, Clément a introduit ses propres réflexions. Le R. P. SAGNARD s'est appliqué à faire la discrimination entre les deux apports. Il conclut que celui de Clément représente environ un quart de l'ouvrage. Le reste fait ressortir, d'une section à l'autre, certaines divergences, imputables sans doute à deux courants doctrinaux légèrement différents, mais aussi, sous-jacente à ces divergences, l'unité d'une pensée qui est celle de Valentin, interprétée ensuite de façon variable par ses disciples.

La présentation du texte matérialise les résultats exposés par le P. Sagnard, dans son introduction, touchant l'intégrité de l'ouvrage : les commentaires de Clément sont imprimés en retrait dans le texte grec, en caractères plus petits dans la traduction française. Un résumé et des titres de paragraphes accompagnent le texte ; ils soulignent l'articulation d'une pensée difficile, que des notes abondantes contribuent heureusement à élucider, et dont certains aspects particulièrement importants (astrologie gnostique, doctrine valentinienne du baptême, etc.) sont repris dans d'intéressants appendices. Complément normal du gros ouvrage que le R. P. Sagnard a consacré à la gnose valentinienne, le présent travail constitue aussi l'un des meilleurs volumes qu'ait publiés jusqu'à présent la collection *Sources chrétiennes*, et un excellent instrument de travail pour les historiens du gnosticisme.

1. CLÉMENT d'Alexandrie, *Extraits de Théodote* ; texte grec, introduction, traduction et notes de F. SAGNARD (collection *Sources chrétiennes*, 23). Paris, Éditions du Cerf, 1968, 277 p.



La *Peregrinatio Aetherae*<sup>1</sup> est le représentant le plus notable d'une série de récits de pèlerinages, inaugurée en 333 par l'*Itinéraire de Bordeaux*. Les controverses auxquelles l'ouvrage a donné lieu depuis sa publication en 1887 semblent aujourd'hui éteintes. On l'attribue assez unanimement désormais non pas, comme on l'avait fait d'abord, à la Gauloise Silvia, sœur de Rufin d'Aquitaine, mais à une certaine Aetheria, originaire de Galice, grande dame devenue religieuse. De même, les critiques sont à peu près d'accord sur la date : « aux alentours de 400, plutôt après qu'avant », conclut Hélène Pétré, après avoir rapidement analysé les données du problème. Elle consacre ensuite quelques pages aux pèlerinages au iv<sup>e</sup> siècle. Puis, suivant le plan même du texte, qui se divise très nettement en deux parties, un récit de voyage et une description de la liturgie de Jérusalem, sont étudiées successivement les données topographiques et les données liturgiques et ecclésiastiques.

Reprenant les indications de Baumstarck, Hélène Pétré insiste sur l'originalité de la liturgie jérusalémite par rapport aux liturgies plus anciennes et aux liturgies occidentales : « Tandis que les fêtes de la chrétienté antique sont avant tout des « fêtes d'idée », c'est-à-dire l'expression des grands mystères religieux, Incarnation, Rédemption, la liturgie palestinienne est plutôt une reconstitution historique, la commémoration de tel ou tel épisode de l'histoire sacrée » (p. 64-65). Le caractère idéologique n'est pas, cependant, complètement absent. Il explique certaines anomalies apparentes : le fait, par exemple, « que l'oblation du soir du Jeudi saint ait lieu non pas à Sion, dans l'église construite sur l'emplacement du Cénacle, mais au Golgotha », souligne que la Cène est le premier acte de la Passion. Quelques pages sur la langue et le style du document achèvent l'introduction, que complètent des notes abondantes et érudites accompagnant le texte lui-même. Bien qu'il s'agisse d'un ouvrage « dépourvu de toute valeur artistique, il n'est pas interdit », nous suggère-t-on, « de trouver quelque saveur à cette prose et à l'allure d'une phrase parfois déjà si proche de la phrase française » (p. 91) : qu'il lise le texte latin, ou la traduction, qui en rend bien la spontanéité sans apprêt, le lecteur souscrira volontiers à ce jugement.

Quiconque s'intéresse à la Palestine juive, chrétienne et musulmane accueillera avec reconnaissance la collection de textes géographiques arabes rassemblés par le R. P. MARMADJI<sup>2</sup>. Plus complète que les recueils similaires antérieurs, elle groupe, dans l'ordre de l'alphabet arabe, tous les passages — d'origine diverse — se rapportant à un même lieu. Un article de 50 pages sur la mosquée d'Omar termine l'ouvrage, qu'encadrent une série de notices sur les auteurs utilisés, avec indication des principales éditions, et un excellent index, établi selon l'alphabet latin.

1. ÉTHÉRIE, *Journal de voyage* : texte latin, introduction et traduction de Hélène PÉTRÉ (collection *Sources chrétiennes*, 21). Paris, Éditions du Cerf, 1948, 285 p.

2. *Textes géographiques arabes sur la Palestine, recueillis, mis en ordre alphabétique et traduits en français* par le R. P. A. S. MARMADJI (*Études Bibliques*). Paris, Gabalda, 1951, xvii-267 p.

Les renseignements ainsi réunis sont de caractère topographique et historique tout à la fois. Ils concernent des époques très diverses, allant des temps bibliques jusqu'au Moyen Age arabe. Ils sont naturellement de valeur très inégale. Des descriptions, parfois assez précises, de sites palestiniens se combinent avec des données empruntées à l'Ancien et au Nouveau Testament, ainsi qu'aux rabbins et aux historiens ecclésiastiques, démarquées de façon plus ou moins fidèle et agrémentées de détails légendaires.

Le R. P. Marmadji s'est délibérément borné — et c'était déjà un travail considérable — à rendre accessibles au public érudit les résultats de son enquête. Aux arabisants, il a évité l'effort pénible de dépouiller un nombre impressionnant de gros volumes. Ceux qui ignorent l'arabe lui seront plus reconnaissants encore. Les matériaux bruts mis ainsi à leur disposition méritent d'être élaborés. Peut-être un élève du P. Marmadji y joindra-t-il un jour quelques notes et commentaires. On aimerait aussi, çà et là, un peu plus de précision chronologique dans les notices sur les auteurs. Mais, tels quels, ces textes constituent un précieux instrument de travail. Ils sont d'un intérêt incontestable, à la fois pour notre connaissance de la Palestine, et pour celle de la géographie et de l'historiographie musulmanes.

L'histoire de Joseph le Charpentier<sup>1</sup>, traduite du copte, avec commentaire, par Siegfried MORENZ, comprend deux parties essentielles : le récit de la naissance et de l'enfance du Christ, et celui de la mort et de l'inhumation de son père nourricier ; le tout, enrichi d'un préambule et d'une conclusion théologiques, et de quelques passages liturgiques (prières pour les agonisants), est placé dans la bouche de Jésus parlant aux apôtres. Une minutieuse étude philologique permet au commentateur d'établir que le document primitif était écrit en grec et fut traduit successivement en copte sahidique, puis en bohairique. Sa patrie est en Égypte. M. Morenz propose, avec de bonnes raisons, de placer au IV<sup>e</sup> siècle la rédaction de l'écrit primitif, au V<sup>e</sup> les additions théologiques qu'il a subies.

Le document témoigne de contacts précis avec des milieux religieux très divers : c'en est l'intérêt essentiel. Il illustre une sorte de syncrétisme populaire, plus fort en l'occurrence que les barrières ecclésiastiques, qui n'ont pu qu'en filtrer les influences. Le texte, en effet, puise aux sources bibliques et, très largement, aux apocryphes du Nouveau Testament, en particulier le *Protévangile de Jacques*, auquel il paraît reconnaître une autorité canonique ; il emprunte certains de ses éléments à des écrits juifs (*Testament d'Abraham*) ; on y retrouve diverses conceptions familières à la cosmologie et à la démonologie gnostiques ; enfin, à travers la gnose, c'est le vieux substrat du paganisme égyptien qui reparait. Le mythe d'Osiris est partout présent dans le texte : Jésus et Marie tiennent auprès de Joseph mourant la place de

1. *Die Geschichte von Joseph dem Zimmermann, übersetzt, erläutert und untersucht von Siegfried MORENZ (Texte und Untersuchungen zur Gesch. der altchristlichen Literatur, 56)*. Berlin, Akademie Verlag, 1951, XII-136 p.

Horus et d'Isis auprès d'Osiris ; les rites pratiqués sur le cadavre du saint sont ceux du culte osirien, qui a également légué au document des aspects importants de son eschatologie. La date même assignée à la mort de Joseph est celle d'une antique fête de la crue du Nil, identifié à Osiris. D'autre part, lorsque le texte insiste sur le fait que Joseph, en dépit de son éminente sainteté, doit cependant subir la mort corporelle, et qu'Hénoch et Élie eux-mêmes la subiront à la fin des temps, on est en droit de reconnaître là un écho des polémiques qui divisaient alors l'Église : le document refuse à Joseph le privilège de l'assomption corporelle, que la croyance chrétienne a fini par reconnaître à son épouse. C'est assez en dire l'intérêt, fort bien mis en lumière par M. Morenz, qu'il faut féliciter et remercier de l'avoir rendu accessible et parfaitement élucidé.

## II. OUVRAGES GÉNÉRAUX.

### LE CONTEXTE RELIGIEUX DU CHRISTIANISME

M. A. NEHER s'étonnera peut-être de me voir annexer son livre<sup>1</sup> à l'histoire du christianisme. Qu'il se rassure : je le fais, non point par impérialisme de Gentil, et pour intégrer Amos à l'Église éternelle, mais par simple commodité. À défaut de Bulletin d'histoire biblique, le présent Bulletin peut accueillir, au titre de la préhistoire chrétienne, un ouvrage sur le prophétisme.

Celui de M. Neher se signale par l'originalité de la présentation et de la conception. Il s'attache d'abord au texte, étudié non pas selon l'ordre traditionnel des chapitres, mais en y distinguant les parties biographiques, les discours, les visions et la conclusion. Une seconde partie, intitulée le message, pose le problème des sources de la prophétie et replace Amos dans son cadre : c'est peut-être, pour l'historien, la plus suggestive. Une troisième partie, plus sociologique et philosophique que proprement historique, dégage la fonction sociale, le caractère éthique et finalement, en termes de philosophie existentielle, l'aspect métaphysique du prophétisme.

Le lecteur habitué aux méthodes traditionnelles de l'exégèse critique sera quelque peu déconcerté par une telle formule. Il fera certaines réserves : je les ai faites, pour ma part, à M. Neher, le jour de la soutenance de sa thèse. Mais il devra rendre hommage à la richesse et à la vigueur de la pensée comme de la forme. Traitant du problème capital des origines du prophétisme et de sa place exacte dans l'évolution de la religion d'Israël, M. Neher s'applique, en réaction contre les théories de Wellhausen, à réduire l'opposition popularisée par l'école critique entre prophétie et ritualisme. Il voit dans la notion d'alliance (*berith*), tout à la fois le point d'appui de la législation lévitique et le thème fondamental de la pensée prophétique. Elle fait, pense-t-il, l'unité fondamentale de la tradition religieuse d'Israël. Je suis moins sen-

1. André NEHER, *Amos. Contribution à l'étude du prophétisme*. Paris, Librairie philosophique J. Vrin, 1950, xiv-299 p.

sible que lui à cette unité totale, qui m'apparaît, telle qu'elle nous est présentée, un peu construite. Il reste que cette étude apporte, en même temps qu'un utile correctif à des thèses trop peu nuancées, une foule de points de vue suggestifs et stimulants, et une façon vraiment neuve de poser les problèmes : sûr moyen de faire progresser la recherche.

La grande migration qui nous est ici expliquée, dans un livre que l'éditeur nous annonce comme « unique et d'un intérêt exceptionnel »<sup>1</sup>, c'est l'Exode : entendons par là non point la modeste pérégrination qui mena les Hébreux d'Égypte en Palestine, mais l'impressionnant voyage qu'ils effectuèrent au préalable, depuis le Pérou, berceau du peuple élu, à travers l'Amérique centrale et septentrionale, le détroit de Behring, franchi à pied sec à la faveur des glaces (épisode de la mer Rouge...), la Chine, les steppes de l'Asie centrale et l'Arabie — avec bifurcation vers l'Inde d'une part, le cap Nord de l'autre — jusqu'à la vallée du Nil.

Cette sensationnelle théorie se réclame de l'appui « d'un gentleman chinois fort instruit, féru d'histoire ancienne et d'archéologie », mais discrètement anonyme, et des travaux de nombreux « historiens, voyageurs, journalistes, intelligents et enthousiastes ». Elle s'appuie sur des comparaisons entre l'art des Pyramides et celui des Incas, entre l'hébreu et les langues des Indiens d'Amérique, entre le folklore du Mexique ou de la Sibérie et celui de la Bible. Elle utilise, sans beaucoup de critique ni de discrimination, les témoignages, souvent peu sûrs, d'explorateurs de diverses époques, et apporte une confirmation éclatante à l'adage célèbre que tout est dans tout, et réciproquement.

L'ami à qui l'auteur a demandé une préface nous avertit que l'origine des Juifs a donné lieu à d'innombrables hypothèses et élucubrations, « trop extravagantes souvent pour mériter l'attention des savants ». Il nous laisse entendre que son auteur a, lui aussi, commencé par là, mais que, dans le présent volume, il a abandonné la théorie et la spéculation gratuite pour l'enquête scientifique. Le lecteur reste rêveur : que pouvait bien être alors la pensée de Fitzgerald-Lee à son premier stade ? Du moins, puisqu'il s'agit d'une seconde édition, posthume, revue et augmentée, gardera-t-il la reconfortante certitude que le public anglo-saxon, qui a su faire de ce volume un *good seller*, n'a point perdu son traditionnel sens de l'humour.

Les revues scientifiques, je le rappelais plus haut, ont parfois du mal à obtenir pour compte rendu les ouvrages qu'elles demandent. L'on n'en est que plus surpris de voir arriver à la *Revue historique*, et sous l'estampille d'une librairie fort sérieuse, ce livre sur le féminisme de la Bible<sup>2</sup>. Et l'on se demande ce qui lui vaut ce patronage et cette publicité. Le titre est alléchant, mais trompeur : il ne s'agit point de « féminisme » — je n'en vois guère dans la

1. J. FITZGERALD-LEE, *The Great Migration. The Origin of the Jewish People and Materials towards the Solution of a World Problem*, 2<sup>e</sup> édition. Londres, Skeffington and Son, 1951, 212 p.

2. Marie-Thérèse GADALA, *Le féminisme de la Bible*, II. Paris, Librairie orientaliste Paul Geuthner, 1951, 115 p.

Bible — mais simplement d'une galerie de portraits féminins : Déborah et Judith, la fille de Jephté et la reine de Saba, les compagnes de David, quelques autres. Le livre, bien plutôt qu'à l'histoire, ressortit à la littérature.

Même d'un point de vue littéraire, il est difficile d'en parler avec beaucoup d'enthousiasme : trop de pittoresque facile et de facile couleur locale ; trop de faciles comparaisons aussi : les Juges-Résistants ; le Cantique de Déborah-Marseillaise ; Déborah-Jeanne d'Arc ; Jahel-Charlotte Corday ; Athalie-Catherine de Russie ; Dalila, « c'est Kundry, sans la face de la Madeleine repentante ! Mais Samson non plus n'était pas Parsifal ».

Pour qui veut se cultiver, le livre ne remplacera ni le *Booz* de Hugo, ni l'*Athalie* de Racine, ni surtout la Bible même. D'abondantes mais peu précises références et citations de textes, rabbiniques et autres, lui donnent le vernis d'érudition qui convient. On aimerait savoir ce qu'est le Midrash Galkont (*sic*), et pourquoi un ouvrage moderne sur les légendes juives est cité, avec une fantaisie charmante, sous les titres alternés, et tous fautifs, de *Sagen die Juden*, *Die Sagen des Juden*, *Die Sagen den Yuden*. Un écrivain n'est pas tenu d'être un érudit. S'il choisit de l'être, ou de le paraître, il devra se plier aux règles du genre. On peut, lorsqu'on écrit à Paris, se permettre d'ignorer la grammaire allemande, mais non pas d'estropier comme à plaisir un titre que rien ne vous obligeait à citer.

Dans les dernières livraisons de la *Revue Biblique*<sup>1</sup>, nombre d'études intéressent directement l'histoire du christianisme antique. Le R. P. FEUILLET (*Le discours de Jésus sur la ruine du Temple*, 1948, p. 481-502 ; 1949, p. 61-92) s'efforce de prouver que « l'apocalypse synoptique » se rapporte non point au jugement dernier, considéré comme imminent, mais de façon exclusive à la catastrophe de 70, regardée par Jésus non pas comme le prélude de la fin, mais simplement « comme le début d'une ère nouvelle », le temps de l'Eglise. La démonstration est plus ingénieuse que convaincante. L'intérêt essentiel du travail est de mettre en lumière, en y raccordant le message de Jésus, des aspects mal connus de la pensée juive. Dans une seconde étude (*La synthèse eschatologique de saint Matthieu*, 1949, p. 340-364 ; 1950, p. 62-91 et 180-211), le même auteur essaie de préciser « quelle conception Jésus s'est faite de l'avenir de l'humanité et des destinées de chaque homme en particulier », et de montrer que l'attente par les disciples d'un retour proche du Maître n'est pas conforme à sa pensée authentique. Le R. P. BENOLT, dans une étude historique et théologique (1949, p. 161-203), propose de l'Ascension une interprétation qui soit acceptable pour des esprits modernes. Un solide travail du R. P. SPICQ reprend le problème du philonisme de l'épître aux Hébreux (1949, p. 542-572 ; 1950, p. 212-242), conclut que l'auteur « est un philonien converti au christianisme » et termine sur cette hypothèse : ne serait-ce pas Apollos ? Le R. P. BOISMARD (« *L'Apocalypse* » ou « *les Apocalypses* » de saint

1. *Revue Biblique*, LVI<sup>e</sup> et LVII<sup>e</sup> années. Paris, J. Gabalda et C<sup>ie</sup>, 1949 et 1950, 640 et 648 p.



*Jean*, 1949, p. 507-541) pense que « deux écrits semblables, tous deux composés par saint Jean, mais à des époques différentes, ont été fusionnés en un seul livre » ; le premier serait de l'époque de Néron, le second de celle de Vespasien ou de Domitien : réserves faites sur la personne de l'auteur, l'hypothèse est plausible. Enfin, les manuscrits de la Mer Morte, si riches d'enseignements sur la vie religieuse en Israël vers le début de notre ère et sur les origines chrétiennes (cf. *Revue historique*, 1950, p. 218-225), sont étudiés de divers points de vue par les RR. PP. TOURNAY, BARTHÉLEMY et DE VAUX. Nombre d'autres articles, chroniques et bulletins, éclairent fort utilement l'arrière-plan juif et sémitique du christianisme naissant.

Le recueil *Antike und Christentum*, fondé par F. J. DÖLGER, rend des services également précieux pour ce qui est du contexte païen. Le présent fascicule<sup>1</sup>, le dernier qu'ait rédigé Dölger, a été publié par les soins de Théodore Klauser et clôt le tome VI de cette publication à formule si originale — revue rédigée par un seul homme — que seules l'érudition multiforme et l'étonnante puissance de travail de son auteur étaient capables de mener à bien. On y trouvera une suggestive enquête sur Esculape, réplique païenne du Christ « Sôter », et sur le développement parallèle, dans les deux religions, de la notion de *salus* entendue au sens médical. Notons aussi, à côté d'articles de moindre portée, un mémoire sur propriétaires chrétiens et ouvriers agricoles païens, qui éclaire un curieux chapitre d'histoire sociale en même temps que religieuse des IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> siècles : la résistance païenne dans les campagnes est souvent celle des petites gens ; leurs patrons chrétiens, malgré les remontrances du clergé, s'accommodent de nombreux usages païens, jalonnant le cycle des saisons, soit par indifférence, soit pour éviter des remous susceptibles de troubler l'ordre public. M. Klauser nous avertit que le recueil sera continué par les soins des disciples de Dölger, parallèlement au *Reallexikon für Antike und Christentum*. On ne peut que s'en réjouir sans réserve.

Le mémoire de M. FURLANI, éminent sémitisant<sup>2</sup>, ajoute une substantielle contribution à la fois à l'abondante littérature suscitée par le mandéisme, et à l'enquête entreprise naguère par son compatriote M. Pettazzoni sur la confession des péchés à travers les religions. Religion de la loi, le mandéisme fait une place essentielle à l'observance des préceptes et interdits que la Vie a communiqués aux fidèles par l'intermédiaire de ses apôtres. C'est l'infraction à cette observance qui constitue le péché. Des formules de confession, et des listes très détaillées de péchés et de préceptes, les uns moraux, les autres rituels, font ressortir l'importance de la pénitence dans la pratique mandéenne. L'auteur nous avertit qu'il s'est délibérément tenu aux documents et à la doctrine du mandéisme, laissant aux spécialistes le soin d'établir la

1. Franz Joseph DÖLGER, *Antike und Christentum. Kultur- und Religionsgeschichtliche Studien*, Band VI, Heft 4. Münster, Aschendorffsche Verlagsbuchhandlung, 1950, 119 p.

2. Giuseppe FURLANI, *Peccati e peccatori presso i Mandei*. Rome, Accademia Nazionale dei Lincei (Classe di Scienze Morali, Storiche e Filologiche, serie VIII, volume III, fascicolo 6), 1950, 91 p.



part des influences, chrétiennes et mazdéennes, en la matière. On sera tenté de trouver un peu excessif ce scrupule d'homme de science. Il est dommage, par exemple, qu'ayant signalé que la terminologie mandéenne du péché était substantiellement identique à celle du paganisme classique et de l'Église ancienne, avec toutefois certaines différences, procédant peut-être d'influences assyriennes, M. Furlani n'ait pas poussé plus avant, sur un terrain qu'il connaît particulièrement bien, la comparaison ainsi suggérée. Du moins, le but qu'il s'était assigné est-il pleinement atteint : son étude jette toute la lumière possible sur un aspect encore mal connu, et pourtant capital, du mandéisme, et fournit une base très sûre à des études comparatives ultérieures.

Le volume de HAINCHELIN<sup>1</sup> est la réédition remaniée et posthume — l'auteur trouva une mort héroïque lors de la libération de Thiers — d'un ouvrage publié en 1935. Il apporte une interprétation marxiste de la religion en général, et plus spécialement de la religion primitive, étudiée dans la première partie du livre, et du christianisme antique, auquel est consacrée la seconde. Une bibliographie assez éclectique est proposée au lecteur. Elle met néanmoins en vedette les ouvrages « marxistes léninistes » qui constituent la documentation de base de l'auteur : Marx, Lénine, Engels sont cités avec prédilection, tandis que Kautsky, « pape de la social-démocratie allemande », est englobé dans la même critique que les « historiens bourgeois », de même que Max Adler qui, « reculant de Marx à Kant », voit dans « la conscience religieuse un élément de la nature humaine » et dans « la religion un phénomène éternel ». La religion, opium du peuple : le mot figure en épigraphe au chapitre premier. Un emploi abusif de l'argument d'autorité, l'esprit de système, un à priorisme hostile au fait religieux sous toutes ses formes sont les défauts majeurs du livre. Une histoire du communisme écrite par Charles Maurras, du modernisme catholique par Pie X ressembleraient sans doute au présent tableau de la religion.

Le livre ne manque, cependant, ni d'érudition ni d'intelligence. On y trouvera en particulier des pages intéressantes, parfois assez nuancées, sur les conditions sociales et économiques dans l'Empire romain. C'est là un élément dont on n'a pas toujours tenu suffisamment compte pour l'histoire du christianisme antique. Il contribue à en expliquer la diffusion. Mais il reste impuissant à rendre compte de sa naissance, et d'un événement aussi capital que la conversion de saint Paul. Le constater, c'est constater du même coup le caractère original et irréductible, en dépit d'interférences multiples et étroites avec le social, le culturel, l'économique, du fait religieux. Le méconnaître, c'est mutiler et fausser la réalité infiniment complexe sur laquelle travaille l'historien des religions.

Hainchelin s'insurge, non sans quelque raison, contre la conception, chère à certains socialistes, d'un christianisme « révolutionnaire, voire même com-

1. Charles HAINCHELIN, *Les origines de la religion*. Paris, Éditions sociales, 1950, 300 p.

muniste », et souligne (p. 199, 202 et suiv.) ce qu'il appelle le caractère réactionnaire du christianisme primitif, qui est allé en s'accroissant à mesure que croissait dans l'Eglise l'influence des classes dominantes, et qui s'épanouit après le triomphe, mais qui est donné dès le début. Reste alors à expliquer pourquoi les résistances les plus tenaces sont venues au christianisme, encore après Constantin, des deux classes, aristocratie romaine et petit peuple des campagnes, les plus attachées aux structures traditionnelles, et conservatrices d'instinct. Ne serait-ce pas qu'il était tout de même, à certains égards, révolutionnaire, au moins aux yeux de ses adversaires? Et si inversement, bien longtemps avant le triomphe, son recrutement s'est néanmoins étendu pratiquement à toutes les classes, ne faut-il pas admettre qu'il est autre chose qu'un remède, fallacieux puisqu'il favorise en fait le maintien de l'esclavage et de la misère, aux injustices sociales, et faire à la psychologie individuelle une place considérable, à côté de la sociologie, comme principe d'explication?

Il est normal que, refusant comme il le fait de reconnaître le rôle des personnalités religieuses, l'auteur se pose pour finir la question : Jésus a-t-il existé? Normal aussi qu'il y réponde, tout en répudiant le subjectivisme des mythologues bourgeois, par la négative : « la légende de Jésus est, dans son fond essentiel, une survivance préhistorique, mais dont bien entendu le contenu social a varié » (p. 251). Normal encore que « Paul lui aussi ne soit peut-être qu'un personnage mythique » (p. 183). Une fois admises les prémisses, tout le reste en découle avec une logique et une nécessité rigoureuses. Mais l'histoire ne se laisse pas réduire aux dimensions d'un syllogisme.

C'est à juste titre que M. Goguel, préfaçant la traduction française du livre de BULTMANN<sup>1</sup>, définit l'auteur comme « le plus universel » des théologiens allemands d'aujourd'hui. Le présent volume en apporte, à sa manière, la démonstration : il fallait une singulière maîtrise, dans des domaines fort variés, pour comprimer en moins de 200 pages un tableau aussi riche et aussi nuancé.

Le livre se défend d'être un plaidoyer pour le christianisme : le rôle de l'historien n'est point là, nous dit-il. Il se défend aussi d'apporter, sur le plan de la recherche historique, des matériaux nouveaux. Ce qu'il veut offrir surtout, c'est une interprétation : interprétation des faits historiques et, à travers eux, de l'existence humaine, plus précisément de l'existence chrétienne. Les préoccupations philosophiques et religieuses, si elles ne pèsent pas sur l'enquête, restent toujours présentes. Elles se raccordent, avec un accent très personnel d'ailleurs, au ritschlianism de Wilhelm Herrmann et à l'existentialisme de Heidegger.

Religion d'Israël et judaïsme post-exilique d'une part, culture de la Grèce classique et du monde hellénistique d'autre part, tels sont les facteurs dont

1. R. BULTMANN, *Le christianisme primitif dans le cadre des religions antiques* ; traduction française de Pierre JUNDY. Paris, Payot, 1960, 192 p.

l'action s'est exercée, à des degrés divers, sur le christianisme primitif, et que M. Bultmann analyse successivement, pour étudier ensuite le christianisme hellénistique lui-même dans ses éléments fondamentaux, envisagés surtout chez Paul et Jean. Il y reconnaît, reprenant la formule de Gunkel, une création syncrétiste. L'agencement même de l'exposé souligne ce fait : la prédication de Jésus est analysée non point dans le chapitre final sur le christianisme, mais dans celui qui traite du judaïsme, et l'accent est mis avec vigueur sur son caractère eschatologique : « Il va sans dire qu'en attendant la fin prochaine du monde, Jésus s'est trompé » (p. 79). Viennent ensuite un développement sur le judaïsme hellénistique et les chapitres sur la Grèce et l'hellénisme. Lorsque, enfin, l'auteur aborde l'étude du christianisme, c'est tout naturellement sous sa forme hellénistique qu'il l'envisage, en soulignant les affinités avec les cultes à mystères et la spéculation gnostique précédemment analysés.

Mais le hiatus ainsi établi entre Jésus, qui vit et pense dans les cadres du judaïsme, et la chrétienté de langue grecque ne signifie pas, cependant, que le christianisme n'est que syncrétisme, et fait de pièces disjointes. Il souligne simplement que la tradition juive — y compris Jésus lui-même — ne suffit pas à l'expliquer. L'hellénisme considéré isolément n'y suffit pas davantage : car « la tradition évangélique de la communauté palestinienne est transmise aux chrétiens hellénistiques », qui reprennent aussi, en tant qu'Écriture Sainte, l'Ancien Testament. Ce n'est pas non plus la simple somme des influences juives et des influences grecques qui rend compte du christianisme. Car celui-ci ne représente pas « le produit nécessaire d'un développement historique. Il est cela aussi peu que tous les grands phénomènes historiques ». Mais seul un examen attentif des connexions historiques pouvait en faire ressortir la spécificité : « C'est seulement en considérant ce qui est commun que l'on aperçoit nettement les oppositions » et qu'apparaissent à la fois l'unité fondamentale et l'originalité du christianisme.

Bultmann découvre cette originalité, irréductible aux influences qu'il a d'abord soigneusement mises en lumière, dans une certaine conception de l'homme, envisagé dans ses rapports avec le temps et le monde. Elle culmine dans l'idée de rédemption par le Christ. Des développements remarquablement nuancés, serrant le problème de plus en plus, font ressortir ici les affinités et les différences avec les phénomènes religieux parallèles. Ils sont parmi les plus suggestifs et les plus pénétrants d'un ouvrage qui abonde en notations personnelles et qui, loin d'écrire l'histoire en fonction d'un *a priori* doctrinal, extrait au contraire de l'étude historique les éléments d'une philosophie et d'une théologie. On peut certes discuter les conclusions. La méthode du moins me paraît impeccable.

### III. NOUVEAU TESTAMENT. ÉPOQUE APOSTOLIQUE

Les amateurs de romans policiers trouveront leur compte dans le livre de

René DE LERVILY<sup>1</sup>. Il leur dévoilera, à grand renfort de titres sensationnels — *L'inculpé ne répond pas — Est-il descendu de sa croix? — Mais où donc étaient les chrétiens? — Une phrase qui en dit long...* — « les archives secrètes du christianisme », apportant ainsi « l'explication de la plus grande énigme de l'histoire ». Après avoir cherché du côté des mythologues, des psychiatres et de quelques autres une réponse au problème de Jésus, passé en revue, avec une sympathie visible, quelques-unes des thèses les plus extravagantes qui aient été proposées sur la question, l'auteur, incomplètement satisfait, trouve enfin son mentor en la personne de Daniel Massé, dont *L'énigme de Jésus-Christ* connut il y a vingt ans un certain succès de sensation. Ayant découvert avec lui que l'Évangile est un livre à clé, il est à même de nous en révéler le secret. Le Josèphe slave cher à Eisler l'y aide grandement, et aussi sa compétence personnelle en matière d'astronomie. Il peut ainsi préciser et corriger les résultats obtenus par Massé.

Nous apprenons donc que Jésus n'est autre que le fils de Juda de Gamala ou le Gaulonite, père de la secte des Zélotes — qui sont les chrétiens. Mais Jésus est aussi, consciemment, délibérément, « le prophète de l'ère des poissons ». Son père nourricier ne s'appelle-t-il pas Joseph, où nous n'avons pas de peine à reconnaître *Jaou-Zeb*, « le poisson de Dieu »? L'astrologie — M. de Lervily n'y croit pas, mais Jésus et ses contemporains y croyaient — achève de percer le mystère évangélique. Car c'est vers le temps du Christ que le soleil est entré dans la constellation des poissons. La crèche est une petite nébuleuse située entre deux étoiles du Cancer, qui s'appelaient « les deux ânes » (l'un des deux s'est par la suite mué en bœuf). La Vierge est, bien entendu, une constellation. Quant à l'étoile des mages, les tables astronomiques nous apprennent que, le 6 septembre de l'an 9 av. J.-C., « le soleil, Mars, Jupiter, Saturne et la lune ont réalisé dans le ciel la fameuse étoile à cinq branches, écartées l'une de l'autre de soixante degrés ». Il n'est pas sûr que le récit des Évangiles, ainsi déchiffré, soit l'acte de naissance du Messie, mais « ce pourrait être celui du christianisme, ou plutôt du parti messianiste dont il devait sortir ».

La librairie, surtout érudite, connaît une crise aiguë. Les candidats au doctorat ont bien du mal à se faire imprimer. M. de Lervily a trouvé un éditeur. Il a trouvé un public : c'est ici la seconde édition du livre. Il a même trouvé pour le préfacer un universitaire honorablement connu. Celui-ci, il est vrai, nous informe prudemment que c'est surtout par amitié qu'il a accepté, mais réussit néanmoins à trouver à son auteur de réels mérites. N'ayant pas le plaisir de connaître M. de Lervily, je ne suis pas tenu aux mêmes égards. Du moins puis-je l'assurer que j'ai, selon le souhait qu'il formulait aimablement dans son introduction, trouvé autant de plaisir à lire son livre qu'il en a pris à l'écrire. La qualité du plaisir n'est peut-être pas

1. René DE LERVILY, *Qui était Jésus?* Paris, Éditions du Centre, 1950, 340 p.

exactement la même de part et d'autre. A moins que M. de Lervily ne soit un humoriste... mais ce serait trop beau.

Le nouveau livre de M. COUCHOUD<sup>1</sup> « conclut trente ans de recherches sur le problème de Jésus ». Le point de vue de l'auteur est bien connu. Pour la foi, Jésus est l'homme-Dieu. Pareille explication n'est recevable que pour le croyant. Elle se reflète dans les textes néo-testamentaires plus qu'elle ne s'appuie sur eux. Pour qui n'a point la foi, l'explication s'effondre : « On ne peut faire sortir l'homme-Dieu d'aucune constatation historique ». Mais celle qu'on prétend lui substituer — Jésus purement homme — ne tient pas davantage. Elle est incapable de rendre compte de l'extraordinaire fortune posthume de cet obscur prophète galiléen. Reste, comme seule solution possible, celle qu'indique le titre du livre : le dieu Jésus. Dieu sauveur, tel il nous apparaît dans les plus anciens documents chrétiens, épîtres de Paul et Apocalypse. Tout comme celle des divinités des mystères, auxquelles est consacré un chapitre, « la mort mystérieuse de Jésus n'a ni lieu ni temps ». Et le christianisme ultérieur, bien loin de diviniser l'homme Jésus, a humanisé le dieu : le chapitre final retrace la formation de « la légende humaine de Jésus » et s'achève par un acte de foi au dieu Jésus. Car « il n'y a pas qu'une seule façon d'exister, la façon temporelle et matérielle... Au profond de l'existence, le mystique trouve le Christ. Jésus libère l'homme du temps. Il est en l'homme la part de vie éternelle. L'évangile de Jean l'a enseigné, Spinoza l'a compris. Cela est plus qu'un mythe » (p. 78).

Il ne m'appartient pas de discuter le substrat philosophique d'une pareille position. Sur le plan de l'histoire, ce livre, admirablement écrit, irritant et déconcertant, où l'esprit critique le plus acéré se mêle à la ferveur la plus authentique, appelle les mêmes objections que ses devanciers. Le dilemme qu'il nous propose n'est pas aussi impérieux qu'il le dit : il reste possible de saisir, à travers les documents singulièrement imparfaits, certes, dont nous disposons, autre chose qu'un lamentable illuminé, ou la pure légende d'un Dieu humanisé. « L'énigme de Jésus », nous dit M. Couchoud, « a sa clef dans l'exacte séquence des textes ». Encore s'agit-il de savoir comment se présente cette séquence. Il est rien moins que certain que l'Apocalypse ouvre la marche : elle paraît être, sous sa forme présente, de l'époque de Domitien. Quant aux épîtres de Paul, elles sont bien, en effet, les plus anciens documents chrétiens. Mais la géographie compte ici autant que la chronologie : à ces documents, issus de la Diaspora, la religiosité hellénistique, même filtrée par le judaïsme, a imprimé sa marque ; elle contribue à expliquer que, si vite, l'homme Jésus soit devenu dieu. Les évangiles sont, à coup sûr, postérieurs aux épîtres pauliniennes. Mais l'intervalle n'est pas aussi long que le pense M. Couchoud, qui place Marc à l'époque de Trajan, Matthieu et Jean sous Hadrien, Luc sous Antonin. Rien de décisif n'a été dit contre l'hypothèse, assez communément reçue, qui assigne l'ensemble au dernier tiers du

<sup>1</sup> 1. Paul-Louis COUCHOUD, *Le Dieu Jésus*. Paris, Gallimard, 1951, 250 p.



1<sup>er</sup> siècle et y reconnaît la fixation — plus ou moins exacte — d'une tradition orale née avec le christianisme lui-même, dans l'entourage immédiat de l'homme Jésus, avant la conversion de Paul. Au reste, les manuscrits de la Mer Morte récemment découverts sont susceptibles de jeter une lumière nouvelle sur le problème. Ils nous font toucher du doigt, sur la personne du Maître de Justice, ce même mécanisme qui, au lendemain de la mort de Jésus, l'a exalté à la droite du Père. Faudra-t-il, là aussi, intervertir l'ordre des facteurs et parler d'un dieu humanisé, plutôt que d'un homme élevé au ciel? Ce serait une gageure. Constatons plutôt que, même dans le judaïsme palestinien, la rigueur du monothéisme savait parfois s'assouplir, et hausser d'authentiques fils des hommes hors des limites de l'humanité normale. C'est, je pense, un argument de plus à faire valoir contre les brillantes mais fragiles constructions de M. Couchoud.

Le Quatrième Évangile continue de poser quelques-uns des problèmes les plus épineux de toute l'exégèse néo-testamentaire. L'énorme littérature qu'il a déjà suscitée ne semble pas près de se tarir, et l'on peut douter que, dans l'état présent de notre documentation, une solution d'ensemble parfaitement satisfaisante puisse être jamais atteinte. Le petit volume de HEADLAM<sup>1</sup>, venant après beaucoup d'autres, ne pouvait ni tout résoudre ni tout renouveler. Il apporte du moins, dans la ligne d'une exégèse critique avec prudence, nettement conservatrice dans ses conclusions, des points de vue intéressants, sinon tous également convaincants et originaux. Ses principales conclusions sont les suivantes. Le Quatrième Évangile n'est pas une biographie, mais un ouvrage de caractère apologétique et théologique. Sa structure et ses particularités s'expliquent par la préoccupation de démontrer quelque chose. La signification des paroles et des actes de Jésus importe donc plus que la rigueur d'un ordre chronologique. Le but n'est pas de remplacer les synoptiques, qu'il utilise, mais de les compléter, lorsque du moins il croit pouvoir le faire. L'absence du récit de la Cène, par exemple, s'expliquerait par le fait que l'auteur n'avait, sur ce point, rien à retrancher au récit synoptique et trouvait inutile de le répéter sans plus. En revanche, pour la date de ce dernier repas — 14 et non pas 15 Nisan — c'est lui, semble-t-il, qu'il convient de suivre. Ce qu'il apporte en propre — résurrection de Lazare, miracle de Caïna, etc. — apparaît à l'auteur pour le moins vraisemblable. Il en va de même pour l'attribution traditionnelle du Quatrième Évangile à Jean, fils de Zébédée, le disciple bien-aimé, qui l'aurait écrit en Asie Mineure, dans sa vieillesse, au plus tôt en 80. Il n'est donc hellénistique qu'en apparence : le terme de Logos lui-même lui vient non de l'hellénisme, mais de la théologie juive (mais d'où celle-ci le tenait-elle? Les affirmations sont ici — et ailleurs — un peu sommaires, et l'on souhaiterait quelques preuves). Le Quatrième Évangile transpose, commente et interprète, en un langage qui lui est propre, l'enseignement de Jésus. Mais il contient de nom-

1. A. C. HEADLAM, *The Fourth Gospel as History*. Oxford, Basil Blackwell, 1948, xli-106 p.



breuses réminiscences, même verbales, de cet enseignement, dont la substance reste inchangée par rapport aux synoptiques ; ceux-ci fournissent un point d'appui même aux tournures et concepts les plus spécifiquement johanniques : la démonstration est parfois assez laborieuse. En conclusion, Headlam attribue au même auteur que l'Évangile les trois épîtres johanniques, mais se refuse à affirmer quoi que ce soit touchant l'Apocalypse. Un appendice s'efforce d'établir, sous la forme d'une discussion des idées de R. H. Lightfoot et de la *Formgeschichtliche Schule*, la valeur historique de Marc. Un intéressant essai biographique sur l'auteur, principal de King's College, Londres, puis évêque de Gloucester, par Agnes Headlam Morley — une de ses nièces, semble-t-il — complète le volume. Il nous révèle, entre autres, que son conservatisme exégétique reflète les tendances profondes de sa personnalité tout entière.

Le volume de Miss Irene ALLEN<sup>1</sup> est destiné en priorité à l'enseignement secondaire anglais — ce qui suppose, notons-le en passant, chez les collégiens d'outre-Manche, un niveau assez remarquable de culture religieuse. Il rendra service même à des lecteurs plus avertis, et en dehors du Royaume-Uni. C'est essentiellement une introduction au Nouveau Testament, complétée par deux cartes, un bon index et une bibliographie, presque exclusivement anglaise. Mais, partant de cette constatation que l'Église préexiste au Nouveau Testament, l'auteur est justement préoccupé de ne pas isoler les écrits de leur contexte historique et ecclésiastique. Comme par ailleurs une certaine connaissance du milieu où est né le christianisme primitif s'avère indispensable à sa compréhension, la première partie du livre décrit la situation politique, religieuse et sociale dans l'Empire romain d'une part, en Palestine de l'autre. La seconde partie elle-même, proprement néotestamentaire, s'ouvre néanmoins par un chapitre consacré à l'Église de Jérusalem. Les différents écrits du Nouveau Testament sont ensuite étudiés dans l'ordre chronologique — pour autant qu'on puisse l'établir — en commençant par les épîtres de Paul, dont la présentation est habilement intégrée au récit de la vie de l'apôtre, et en finissant par les épîtres pastorales et catholiques et l'Apocalypse.

La chronologie — approximative — adoptée par l'auteur est celle qui est communément admise par l'exégèse critique : les Synoptiques s'échelonnent entre 65 et 90, les Actes se situent vers 90, le Quatrième Évangile entre 90 et 100, l'Apocalypse vers 95 ; l'auteur incline à placer l'épître aux Hébreux aux environs de 70, les Pastorales vers 100. Des indications relatives à l'histoire de l'Église naissante sont intégrées aux différents chapitres ; quelques pages sur la plus ancienne image de Jésus et sur les miracles — très nuancées — complètent le développement relatif aux Synoptiques, et le volume s'achève par un bref exposé sur les diverses interprétations du Royaume, l'auteur

1. Irene ALLEN, *The Early Church and the New Testament*. Londres, Longmans, Green and Co., 1954, XII-263 p.

lui-même se réclamant de la « realised eschatology ». Sans chercher l'originalité à tout prix, il témoigne d'un sens critique très avisé. Il est fort bien informé des tendances les plus récentes de l'exégèse néo-testamentaire, sur lesquelles son livre, qui les reflète fidèlement, pourra renseigner le lecteur non spécialiste.

L'ouvrage de M. CHIRAT<sup>1</sup> est destiné d'abord au public cultivé. Il décrit à son intention la vie communautaire, c'est-à-dire culturelle et sociale, de la chrétienté au 1<sup>er</sup> siècle. Il le fait en une langue élégante, mais qu'une certaine recherche rend çà et là assez impénétrable : le lecteur moyen saisira-t-il ce qu'est la « catabase » suggérée au Christ par le diable (p. 25), ou le « culte épénétique » (p. 28)? Et comprendra-t-il, s'il n'a lu très attentivement la note de la p. 40 sur les « proseuques », le rébus qui lui est proposé p. 43 lorsque l'auteur écrit, à propos de la synagogue : « Quant aux prières qui ont donné à l'édifice un de ses noms les plus anciens... »? Mais à chaque page du livre des notes fort abondantes, bourrées de références scripturaires, en attestent la solidité et parfois élucident en détail tel sujet controversé. Le spécialiste y trouvera son profit. Il regrettera seulement qu'une bibliographie, même succincte, ne vienne pas compléter cet alerte petit volume.

Après un chapitre d'introduction sur les chrétiens au Temple et à la synagogue, l'auteur étudie les divers aspects, éléments et rites du culte chrétien, en insistant sur le baptême et surtout sur l'eucharistie, puis ce qu'il appelle les jugements et les délibérations, et les œuvres de charité. Une série d'appendices reproduisent quelques prières de l'âge apostolique et apportent des compléments sur certains points d'histoire ou de théologie.

Un esprit pondéré, un sens historique incontestable, une louable préoccupation de ne pas sacrifier à l'apologétique recommandent ce volume. Il appelle cependant çà et là certaines réserves. Les problèmes sont parfois éludés, soit par simple prétérition, soit par une façon trop habile, ou au contraire trop catégorique, de présenter les choses. Une tendance se fait jour de loin en loin à exagérer le caractère rigoureusement institutionnel, en même temps que l'absolue unité du christianisme primitif, et à installer ainsi aux origines mêmes de l'Église la doctrine et les cadres du catholicisme. La question si délicate, et si controversée, des différences possibles entre eucharistie de la communauté palestinienne et eucharistie paulinienne est réglée d'une phrase péremptoire : « La première épître aux Corinthiens... nous instruit sur l'usage, non seulement de l'Église d'Achaïe, mais encore de l'Église de Judée toujours présente à la pensée de saint Paul » (p. 172). Voire ! « Le protestant G. Wetter » est nommé en note à ce propos, et sommairement réfuté, sans qu'aucun titre d'ouvrage permette au lecteur de vérifier le bien-fondé des griefs formulés contre lui. L'efficacité de la prière chrétienne, nous dit-on d'autre part, est garantie par « l'assurance que le Christ a donnée d'être avec

1. Henri CHIRAT, *L'assemblée chrétienne à l'âge apostolique* (collection *Lex Orandi*, 10). Paris, Éditions du Cerf, 1949, 282 p.

ceux qui sont unis dans la foi à sa divinité et à sa médiation » (p. 23) : c'est en faire dire beaucoup, dans le sens de la précision doctrinale nicéenne, au verset évangélique (*Mt.* 18, 20) cité en référence. De même, dans la perspective harmonisante qui est la sienne, l'auteur, faute de pouvoir accorder les données contradictoires de Jean et des Synoptiques sur le caractère, pascal ou non, du dernier repas de Jésus, et ne pouvant se résigner à choisir entre les deux sources, conclut de façon assez paradoxale (p. 161-162) qu'elles ont raison l'une et l'autre et qu'« une fraction du peuple juif... a mangé la Pâque seulement au soir du vendredi », tandis que l'autre fraction, et avec elle Jésus lui-même, l'avait fait dès le jeudi. De même enfin, la reconstitution qui nous est proposée de la dernière Cène combine les données des quatre évangiles et de Paul en une synthèse d'autant plus difficilement acceptable qu'elle se présente sous une forme catégorique, sans les nuances, réserves et points d'interrogations indispensables. Le livre exige donc d'être lu avec prudence et discernement, et confronté avec des ouvrages d'inspiration différente. Moyennant quoi, il rendra de réels services.

Le problème historique de la structure de l'Église primitive est devenu, du fait du mouvement oecuménique, un problème d'actualité. A l'ample production qu'il a déjà suscitée, le livre de M. COLSON<sup>1</sup> ajoute une contribution originale. Considérant que « prétendre faire l'histoire des origines de l'épiscopat en se fondant uniquement sur le vocabulaire est une entreprise décevante », et que la chose a préexisté au nom, l'auteurs'attache à « étudier avant tout le développement de la notion et du rôle de la hiérarchie primitive, quels que soient les noms qui la désignent ». Cette étude l'amène à constater l'existence d'une double tradition. L'une, dont saint Paul est l'initiateur, a pour représentant principal, après lui, Clément Romain et pourrait, en conséquence, être appelée occidentale ; l'autre inaugurée par Jacques, frère du Seigneur, à Jérusalem, se continue par les lettres de l'Apocalypse aux églises d'Asie, et par Ignace d'Antioche : l'auteur la nomme johannique ou orientale. La première ignore l'épiscopat monarchique : les communautés qui la représentent sont acéphales ; Paul en est le chef ; il va de l'une à l'autre, ou bien il y envoie, en mission temporaire, les « apôtres participés », institués par lui. Avec la seconde, au contraire, nous trouvons, installé aux origines mêmes de l'Église, en la personne de Jacques, quelque chose qui est déjà, sans le nom, l'épiscopat monarchique. Ignace d'Antioche, plus tard, en fait la théorie. Et les deux traditions finissent par confluer, chez Polycarpe et Irénée.

La thèse, développée avec beaucoup de talent, est ingénieuse. Elle résout de façon satisfaisante nombre de difficultés. Elle représente, par rapport aux positions classiques des historiens catholiques, un progrès incontestable. Il est intéressant, par exemple, de voir reléguer tacitement au rang des légendes

1. JEAN COLSON, *L'évêque dans les communautés primitives* (collection *Unam Sanctam*, 21). Paris, Éditions du Cerf, 1951, 134 p.

non seulement l'épiscopat romain de Pierre, mais la notion même d'épiscopat monarchique appliquée aux origines de l'Église de Rome. D'autre part, l'auteur a fort habilement utilisé et atténué la distinction, chère à M. Goguel, entre hiérarchie charismatique et hiérarchie institutionnelle, et montré que, pour Paul, pénétré de « ce qu'on pourrait appeler le rôle social du mystique » (p. 53), tout « ministère » est en même temps un charisme, et réciproquement.

Mais la thèse demanderait à être considérablement assouplie. Elle reste, malgré un effort pour nuancer, trop systématique dans certains de ses aspects. C'est à partir de l'épiscopat ultérieur, dont il postule l'existence aux origines de l'Église Jérusalemite, que l'auteur « déduit » (c'est sa propre expression, p. 24) le rôle de Jacques : « Il doit avoir, puisqu'il est, à la place des apôtres, l'organe du Saint-Esprit, la plénitude du pouvoir apostolique, non seulement pour la juridiction et l'enseignement, comme cela est évident, mais pour la liturgie ». Je ne crois pas que la tradition paulinienne s'explique « dans la perspective du mystère de la Rédemption universelle » et la tradition johannique dans celle « du mystère de l'Incarnation » (p. 123-124) : on pourrait tout aussi bien intervertir les termes ; car, enfin, le « corps mystique » du paulinisme n'est-il pas le prolongement de l'Incarnation ? Je pense que les circonstances, beaucoup plus que de subtiles raisons théologiques, expliquent les différences si bien mises en lumière par M. Colson. Il y a eu sans doute, dans cette élaboration d'une organisation ecclésiastique, plus de tâtonnements et de tiraillements, plus de fluidité et plus d'empirisme qu'il ne le laisse soupçonner. Si les communautés pauliniennes restent si étroitement dépendantes de l'Apôtre, c'est essentiellement à la puissance de sa personnalité et à son tempérament assez autoritaire qu'il faut en demander compte, et aussi à la nécessité de lutter contre les déviations possibles et contre les propagandes rivales auxquelles précisément Jacques et son entourage n'ont pas été étrangers. On s'étonnera, d'autre part, que l'auteur ne se soit pas arrêté au problème, à peine évoqué, des antécédents possibles, dans le judaïsme, des diverses formes du ministère chrétien, et en particulier de l'apostolat itinérant des communautés pauliniennes. C'est une question qui a fait couler beaucoup d'encre au cours des années récentes, notamment en Angleterre : il paraît difficile, dans une étude sur les origines de l'épiscopat, de ne pas faire état de l'ouvrage de Kirk et de ses collaborateurs (*The Apostolic Ministry*) et de la réplique de T. W. Manson (*The Church's Ministry*). Je sais bien que le volume de M. Colson n'est qu'un condensé d'un travail beaucoup plus ample, présenté comme thèse à l'Institut catholique de Paris : sans doute cela contribue-t-il à en expliquer et les quelques lacunes et le caractère un peu trop schématique. Tel quel, il offre un intérêt incontestable et ouvre à la recherche des voies fécondes.

## IV. HISTOIRE DE L'ÉGLISE

Le nouveau livre du chanoine BARDY<sup>1</sup> représente en quelque sorte une synthèse du livre classique de Nock sur la conversion et de certains aspects de la *Mission und Ausbreitung* de Harnack : c'est-à-dire qu'il étudie le problème de la conversion à la fois du point de vue de la psychologie individuelle et d'un point de vue sociologique. Bien que l'étude soit centrée sur la conversion au christianisme, d'autres types de conversion sont envisagés et apportent d'utiles éléments de comparaison : les trois premiers chapitres et le dernier, qui couvrent ensemble près de la moitié du volume, traitent respectivement de la conversion dans le paganisme gréco-romain, de la conversion philosophique, de la conversion au judaïsme et, enfin, de l'apostasie, étudiée sur quelques exemples, dont celui de Julien. Les chapitres centraux analysent les motifs de la conversion chrétienne, ses exigences, ses obstacles et ses méthodes.

L'enquête est objective, les jugements que l'auteur est amené à formuler sont le plus souvent mesurés et fondés. Il sait à l'occasion souligner les déficiences chrétiennes (p. 203 et suiv.). Inversement, il insiste sur l'élévation morale de certains cercles païens. Il critique avec vigueur (p. 198 et suiv.) les documents qui idéalisent la vie chrétienne et utilise avec prudence la littérature hagiographique. Il sous-estime, néanmoins, çà et là les vraies valeurs d'un certain type de paganisme. Ce n'est sans doute pas rendre entière justice aux cultes à mystères que d'affirmer (p. 22) qu'ils procuraient par des moyens purement rituels une certitude automatique d'immortalité et n'exigeaient pas de piété intérieure. L'auteur corrige par la suite, en citant quelques très beaux textes, qu'inspire un sentiment religieux authentique. Mais il n'en considère pas moins le cas de Lucius, dans les *Métamorphoses* d'Apulée, comme une exception unique (p. 30 et 45) : la pénurie de documents n'autorise pas à être aussi catégorique.

Nombre d'historiens seraient, j'imagine, moins affirmatifs que l'auteur touchant les influences chrétiennes, et spécialement pauliniennes, sur Épictète (p. 61). Les causes de la Diaspora juive ne sont pas d'ordre essentielle, voire uniquement, commercial, ainsi que M. Bardy semble l'admettre lorsqu'il déclare que l'on retrouve les Juifs « partout où il y a de l'argent à gagner ou du commerce à faire » (p. 93) : ne serait-il pas victime d'un slogan antisémite moderne ? Et il est rien moins que certain, encore que l'autorité du R. P. Lagrange soit ici invoquée, « qu'ils avaient alors sans doute comme aujourd'hui le monopole de certains commerces, sans parler du maniement de l'argent » (p. 94). On me permettra de renvoyer sur ce point à mon *Verus Israel*, p. 239 et suiv., où l'on trouvera textes et références bibliographiques.

1. Gustave BARDY, *La conversion au christianisme durant les premiers siècles* (collection *Théologie*, 15). Paris, Aubier, 1949, 356 p.



Ce sont là fautes vénielles. Il y a, en revanche, un point fort important qui, bien qu'abordé çà et là, eût mérité de plus amples développements : dans quelle mesure une conversion au christianisme implique-t-elle une rupture avec la culture et le monde gréco-romain ? Du point de vue social, elle l'exigeait complète, du moins en théorie, car dans la pratique des possibilités de compromis n'étaient pas exclues : l'auteur a consacré à la question des pages judicieuses et nuancées (p. 210-250). Mais sur le plan moral et intellectuel ? « En dépit de toutes les divergences... le dogme chrétien aimait à se présenter comme l'accomplissement, comme l'achèvement de la sagesse hellénique » (p. 195). N'était-ce là que façon de parler et procédé de propagande, ou bien y a-t-il une part de réalité dans cette prétention ? La résistance des intellectuels païens traduit-elle l'opposition irréductible de deux formes de pensée, ou simplement, ou surtout, sous couleur de philosophie, le conservatisme social instinctif des gens en place ? La question est cruciale. Car, selon la réponse qu'on y apportera, selon qu'on verra dans le christianisme quelque chose de radicalement différent ou bien, malgré son origine juive, l'épanouissement de la pensée hellénistique, le phénomène de la conversion s'expliquera d'un jour totalement différent. C'est le gros problème de la continuité et de la rupture en histoire. Les Pères du IV<sup>e</sup> siècle ont la fierté de leur culture grecque et éprouvent souvent, vis-à-vis du judaïsme par exemple, ce même sentiment d'étrangeté que le christianisme naissant avait d'abord inspiré aux païens. Même abstraction faite du changement capital survenu dans la situation politique, les conditions d'une conversion ne sont plus alors les mêmes qu'au début. On aimerait, puisque le livre déborde sur le IV<sup>e</sup> siècle en étudiant le cas de Julien, qu'il fût tenu plus largement compte des conditions du moment. Il reste que l'ouvrage, nourri d'abondantes citations de textes bien choisis, mérite de retenir l'attention des spécialistes et du public cultivé.

On a beaucoup écrit déjà sur les persécutions. M. GRÉGOIRE, qui pourfend volontiers les opinions reçues, s'en prend cette fois à l'idée, qui traîne encore dans nombre de cerveaux, voire dans quelques manuels, d'une Église contrainte de chercher dans l'ombre des catacombes un refuge contre le déferlement ininterrompu des persécutions<sup>1</sup>. Que celles-ci n'aient été que très intermittentes, assez tardives tout compte fait, et sporadiques, l'idée n'est pas entièrement neuve. Mais le maître bruxellois s'entend à renouveler les questions. Il apporte des arguments nouveaux et, sur toute l'histoire des relations entre l'État romain et l'Église, une foule de points de vue personnels. Je ne puis ici qu'en signaler quelques-uns.

Après quelques pogroms d'origine populaire, c'est sous Marc-Aurèle qu'éclate la première poussée très nette de persécutions : M. Grégoire

1. Henri GRÉGOIRE, *Les persécutions dans l'Empire romain*. Travaux publiés par « Thémis », Société d'Études mythologiques. Bruxelles, Bureau de la Société, 11, rue d'Egmont, 1951, 175 p.

ramène à cette date, avec de bons arguments, le martyre de Polycarpe. Elle s'explique en partie par la situation dramatique où se trouvait alors l'Empire, et qui, alarmant l'opinion, lui fait chercher des responsables. Mais elle correspond aussi à un changement d'attitude de la part des chrétiens eux-mêmes : jusqu'alors partisans d'un compromis avec l'Empire, ils en viennent maintenant, contaminés par le montanisme, qui apparaît précisément alors, à préconiser le martyre et, rivalisant d'ardeur avec les sectaires phrygiens, à provoquer l'autorité. Ardeur éphémère du reste : une ère de tolérance totale s'instaure à la fin du II<sup>e</sup> siècle et se prolonge jusqu'au milieu du III<sup>e</sup>. Le christianisme s'installe, avec Origène, à la cour des Sévères, puis, avec Philippe l'Arabe, M. Grégoire en est convaincu, sur le trône impérial. Il se répand à la faveur du calme. L'édit de Caracalla fait accéder au droit de cité des millions de chrétiens. La persécution de Dèce, comme plus tard celle de Dioclétien, traduit la réaction de l'Illyricum, « réservoir militaire de la force romaine », resté presque intégralement païen. Le mobile de celle de Valérien est essentiellement fiscal. Au total, de Septime-Sévère à Dioclétien, « un long siècle de paix, avec trois interruptions respectivement de six, douze et quarante-deux mois ».

A l'Occident latin qui, mis à part l'Afrique du Nord, n'est encore que très partiellement entamé par la mission, s'oppose l'Orient hellénistique où, dès le III<sup>e</sup> siècle peut-être, les chrétiens sont en majorité. C'est pourquoi les empereurs occidentaux se feront christianophiles lorsqu'il s'agira de se rallier les populations orientales : ainsi Septime-Sévère, Gallien, Constantin surtout, sur lequel s'achève le volume.

L'on souscrit volontiers à la thèse d'ensemble, qui s'efforce de ramener à leurs justes proportions les mesures antichrétiennes et le chiffre des martyrs, et aussi à nombre de points particuliers. Le livre est issu d'une série de conférences. Il en a gardé à dessein le style oral. Le procédé n'est pas sans inconvénient : l'exposé est souvent touffu, riche en parenthèses, avec une tendance parfois excessive à la digression et à raconter dans tout le détail, pour le simple plaisir, là où quelques allusions auraient suffi, de longs épisodes d'histoire politique, militaire ou économique. Mais il a aussi des avantages : il conserve au texte écrit cette vie, cette bonhomie, cette saveur, cette richesse de boutades que connaissent bien les auditeurs de M. Grégoire. Soixante-quinze pages de notes bourrées d'érudition soutiennent le texte. Elles ont été réalisées, sous la direction du maître, par quelques élèves — excellent exemple de travail de « séminaire » vraiment fécond — et satisferont le lecteur le plus exigeant.

Dans un mémoire solide et probe<sup>1</sup>, M. GRIFFE revient à son tour sur la question des persécutions, et plus précisément de leur base juridique. Le christianisme, estime-t-il, est toujours resté, jusqu'à Constantin, *superstitio*

1. E. GRIFFE, *Le christianisme en face de l'Etat romain*, extrait du *Bulletin de littérature ecclésiastique*, publié par l'Institut catholique de Toulouse, 1949, p. 129-145.

*illicita*. Mais il ne l'est point en vertu d'une loi spéciale, le prohibant notamment : M. Griffe ne croit pas à l'existence d'un *Institutum Neronianum*, valable pour tout l'Empire. Le fondement réel des persécutions est à chercher dans « une législation religieuse très ancienne, manifestement antérieure au christianisme... ou, si l'on veut, dans le vieux droit coutumier de Rome en matière religieuse ». Ces lois visaient aussi bien les cultes orientaux païens, jusqu'au moment où ils furent intégrés à la religion romaine. Vis-à-vis du christianisme, elles étaient ou n'étaient pas appliquées, selon les circonstances, l'humeur du prince ou celle des autorités locales. Même les édits de persécution du III<sup>e</sup> siècle « n'ont pas modifié la législation ancienne. Ils ont seulement suspendu la tolérance dont pouvaient jouir les chrétiens, et ils ont régleménté les poursuites ». Inversement, « on a vu encore des martyrs exécutés dans les périodes d'accalmie et même après la révocation formelle des édits de persécution. Ce n'était pas là des mesures illégales : on continuait à appliquer « les vieilles lois », qui n'avaient jamais été abrogées ». La démonstration est habile et convaincante. On se réjouira de voir un historien catholique réfuter une opinion admise par nombre de ses confrères presque comme un dogme, et qui procédait d'une apologetique assez désuète plus que de considérations strictement historiques.

Le copieux volume que M. SCHOEPS a consacré au judéo-christianisme<sup>1</sup> peut désormais être considéré comme le livre classique sur la question. Servi par une égale familiarité avec les textes rabbiniques et la littérature patristique, et par une érudition qui n'ignore rien de la production savante moderne, il dépasse de loin, en solidité et portée, la monographie de Hoennicke (*Das Judenchristentum*, 1908).

Parmi la documentation très ample et disparate dont il disposait, M. Schoeps s'est attaché surtout à la littérature Pseudo-Clémentine, et en particulier aux *Kerygmata Petrou* qui paraissent en constituer le noyau. Il était fondé à procéder ainsi, car c'est là le document le plus développé que nous aient laissé les milieux ébionites. Il n'est pas sûr, cependant, que ces textes donnent une image fidèle du judéo-christianisme dans son ensemble. On peut douter que tous les judéo-chrétiens aient professé, sur l'Ancien Testament et les institutions rituelles d'Israël, les doctrines, étrangement aberrantes par rapport aux orthodoxies juive et chrétienne, qui s'y expriment. Je croirais plus volontiers, pour ma part, qu'ils reflètent un type de judéo-christianisme, le plus original sans doute, mais non point le seul. Peut-être M. Schoeps a-t-il un peu trop systématisé : le tableau appellerait quelques nuances et retouches. Contrairement à la plupart de ses prédécesseurs, M. Schoeps conteste à cet ébionisme pseudo-clémentin tout caractère gnostique. Sans doute n'y a-t-il là qu'une querelle de mots, à laquelle une définition précise du gnosticisme pourrait mettre un terme.

1. Hans Joachim SCHOEPS, *Theologie und Geschichte des Judenchristentums*. Tübingen, Mohr, 1949, v-525 p.

Tout en donnant du judéo-christianisme, de ses particularités doctrinales et rituelles, une analyse extrêmement fouillée, M. Schoeps le replace dans son contexte historique et religieux. C'est peut-être l'intérêt essentiel de son livre. Le judéo-christianisme apparaît de ce fait, non plus comme un simple phénomène sectaire, de portée très limitée en lui-même, mais comme un chaînon dans une longue tradition de judaïsme marginal, qui commence avec certaines déclarations des prophètes sur le culte, est représentée ensuite, avec des nuances diverses, par les Réchabites, les Esséniens, peut-être Jésus lui-même, Étienne. Elle traduit la réaction antijérusalémite et anti-ritualiste, c'est-à-dire, au départ, anticananéenne, d'une partie d'Israël, restée attachée à l'idéal d'une religion très dépouillée qu'on croyait, à tort ou à raison, avoir été celle du nomadisme hébreu. Les influences que l'ébionisme a ainsi recueillies se sont perpétuées non point du côté du judaïsme ou du christianisme, mais du côté de l'Islam, auquel il a imprimé sa marque et qui lui doit certains de ses caractères majeurs, en particulier l'idée du vrai prophète, manifesté dans les figures successives de Moïse, Jésus et Mahomet. Ainsi éclairé, l'ébionisme joue le rôle de trait d'union entre trois grandes religions et s'insère à sa place, qui n'est point négligeable, dans l'histoire religieuse du monde méditerranéen.

Le volume de M. SCHOEPS est complété par une série d'excursus, traitant de problèmes particuliers, spécialement ceux qui touchent au traducteur judéo-chrétien de la Bible, Symmaque, et aux Pseudo-Clémentines. Dans la même ligne, un second volume<sup>1</sup> réunit un ensemble d'études, certaines encore inédites, d'autres déjà publiées séparément dans diverses revues. Elles se signalent par la même érudition scrupuleuse, qui cependant n'étouffe jamais une pensée toujours originale, parfois même un peu aventureuse.

Il ne saurait être question de donner ici une analyse détaillée de ces mélanges. Plusieurs des articles reviennent sur la question des Pseudo-Clémentines et de Symmaque. Un autre, qui est parmi les plus importants, traitant des conséquences de la destruction du Temple en 70 pour le judaïsme, souligne avec beaucoup de bonheur combien l'existence de la tradition rabbinique de pensée et de vie religieuses a facilité l'adaptation à une situation totalement nouvelle. Je fais quelques réserves sur ce qui est dit dans une autre étude de Paul, exégète rabbinique : M. Schoeps ne m'a pas convaincu que le « sacrifice » d'Isaac ait été déjà affecté d'une valeur rédemptrice en Israël avant l'intervention du christianisme, et qu'il ait joué un rôle important dans l'élaboration de la sotériologie paulinienne. Je serais plutôt tenté d'admettre que c'est au contact du christianisme, par une sorte de choc en retour, que des rabbins en sont venus à attribuer valeur salvatrice à l'épisode biblique. En revanche, sur la position de Jésus en regard de la Loi, et sur nombre d'autres questions, M. Schoeps apporte des idées mesurées, ingé-

1. Hans Joachim SCHOEPS, *Aus frühchristlicher Zeit, Religionsgeschichtliche Untersuchungen*. Tübingen, Mohr, 1950, VIII-320 p.

nieuses et fort séduisantes. Et l'on conviendra volontiers avec lui que, s'il lui arrive de se tromper, ses erreurs sont du moins des erreurs fécondes, en ce sens qu'elles stimuleront la discussion et feront ainsi progresser la science.

Marcion : il paraît difficile, à première vue, depuis l'ouvrage classique de Harnack, de renouveler le sujet. Car notre documentation ne s'est pas sensiblement accrue dans l'intervalle. M. BLACKMAN<sup>1</sup> rend hommage à son illustre prédécesseur et reconnaît sa dette envers lui. Il estime néanmoins qu'il reste quelque chose à dire. Peut-être, pense-t-il, la forte personnalité de Harnack s'est-elle dans une certaine mesure projetée sur son héros et l'a-t-elle un peu déformé. L'on peut penser « que Harnack a surestimé la signification de ce grand non-conformiste du II<sup>e</sup> siècle ». C'est donc essentiellement comme une mise au point que se présente ce livre.

Le sujet est abordé de plain-pied : un bref tableau de la situation du christianisme au moment où Marcion se mit à prêcher n'eût pas été superflu. Plus généralement, l'arrière-plan pourrait être davantage mis en relief, et le plan adopté appelle certaines réserves. L'auteur souligne, à juste titre, que « Marcion est fondateur non pas d'une école, mais d'une Église » (p. 1). On est un peu surpris, néanmoins, de voir le chapitre initial consacré d'emblée à l'Église marcionite. Sont ensuite traités tour à tour, sans qu'on saisisse très clairement les raisons de cet ordre et le lien qui unit les divers chapitres, le canon et le texte du Nouveau Testament, le dualisme marcionite, la christologie, le paulinisme de Marcion, et enfin Marcion et l'Ancien Testament. L'exposé est à plusieurs reprises interrompu par une série d'appendices qui auraient pu, sans inconvénient, semble-t-il, et peut-être avec quelque avantage, être intégrés au texte. Si bien que l'ensemble apparaît plutôt comme une juxtaposition de monographies, d'ailleurs fort bien menées, que comme un livre, au sens où nous l'entendons volontiers de ce côté-ci de la Manche. Peut-être avons-nous un souci parfois excessif de la logique et de la composition : nous courons le risque du formel et de l'artificiel. Il reste que le volume en question eût certainement gagné à être plus vigoureusement charpenté.

Ceci dit, et une fois admis qu'un travail scientifique peut se soustraire aux règles d'une œuvre littéraire, on a plaisir à reconnaître les mérites du livre. Envisagé comme une série de retouches apportées aux vues de Harnack, il remplit parfaitement son objet. Il ramène à ses justes proportions l'influence de Marcion sur le développement du christianisme et réfute judicieusement le pan-marcionisme de certains critiques radicaux, en ce qui concerne en particulier le problème si controversé de la fixation du canon néo-testamentaire. L'auteur est d'accord avec Harnack pour penser que le canon marcionite est le premier canon fixé : il fallait à l'hérésiarque une autorité scripturaire de rechange pour l'Ancien Testament qu'il jetait par-dessus bord. Mais il n'est pas, pour autant, le père du canon catholique, qui était déjà en voie

1. E. L. BLACKMAN, *Marcion and His Influence*. Londres, S. P. C. K., 1948, x-181 p.



de se constituer : les arguments fournis par l'auteur sur ce point sont généralement convaincants, de même que les discussions techniques relatives à la fixation du texte lui-même. M. Blackman admet cependant, avec raison, que l'autorité canonique reconnue aux épîtres de Paul le fut d'abord par Marcion et que, d'ensemble, Marcion et les autres hérétiques contribuèrent à accélérer le processus de canonisation : cette position nuancée a toutes chances d'être la bonne. L'auteur a su ne pas opposer au panégyrique le dénigrement. Les faiblesses de la pensée marcionite — répudiation gnostique de l'histoire, développement excessif de la sotériologie aux dépens de la cosmologie, dualisme radical — sont mises en lumière ; mais, ajoute l'auteur, en insistant, fût-ce de façon trop exclusive, sur l'amour divin, « Marcion ne faisait que souligner un élément central du christianisme » (p. 127). L'Église, pour le vaincre, a dû, non pas simplement prendre le contre-pied de ses idées, mais les intégrer, en les complétant par des aspects qu'il n'avait pas vus, dans sa théologie. Si la figure de l'hérésiarque a perdu un peu de l'éclat dont l'avait auréolé Harnack, elle garde néanmoins une importance et une grandeur incontestables.

M. DANIEL-ROPS est aux yeux du grand public « bien pensant » le spécialiste de l'histoire chrétienne : avez-vous lu Daniel-Rops ? Ses livres sont à coup sûr parmi les « best sellers » non seulement de la littérature de vulgarisation historique, mais de toute la librairie française. Sa vogue, dans la mesure où elle ne procède pas du snobisme, atteste à la fois le goût de nos contemporains pour les questions religieuses et leur manque d'esprit critique.

Il ne faut pas demander à ce livre sur les Évangiles de la Vierge<sup>1</sup> ce qu'il ne peut donner : nous sommes sur le plan de l'hagiographie. Sans doute, l'auteur note la disproportion énorme entre l'état présent du culte marial et la modestie de ses points d'appui scripturaux : « une pincée de documents, et rien de plus » (p. 24). Mais il fait confiance à « ce développement puissant des dogmes par lequel l'Église, au cours des siècles, s'applique, avec une sûreté infailible, à pénétrer plus profondément les données de la révélation » (p. 10). Analysant les textes canoniques relatifs à Marie, il esquive les problèmes qu'ils posent : double généalogie de Matthieu et de Luc, frères de Jésus, relations assez peu amicales, semble-t-il, de Jésus avec sa famille, etc. Ayant affirmé, sans l'ombre d'un argument, que Matthieu date de 50-55 et est traduit en grec vers 63, que Marc a écrit vers 55-62 et Luc vers 63 (p. 16), il n'est pas en peine d'établir que les premiers renseignements sur Marie émanent de témoins oculaires, bien qu'ils « n'appartiennent cependant pas à la catéchèse primitive, à la masse des connaissances traditionnelles que la petite communauté des Apôtres possédait en commun » (p. 19). En ce qui concerne Luc, Marie elle-même est sans doute la source de son information. Il ne fait aucun doute non plus que « l'admirable poème qui jaillit des lèvres de Marie en réponse à la salutation de sa cousine Elisabeth, et qu'on nomme

1. DANIEL-ROPS, *Les Évangiles de la Vierge*. Paris, Robert Laffont, 1948, 262 p.

couramment le Magnificat », reproduit fidèlement ses paroles et illustre « l'extraordinaire connaissance que semble avoir la sainte Vierge des textes sacrés de l'Écriture » (p. 32). Tout cela est bien contestable, pour ne pas dire plus. En revanche, les pages consacrées aux évangiles apocryphes, à leur fortune dans l'Église et à leur utilisation dans l'art sont intéressantes et fines, d'une critique nuancée : on n'en regrette que plus que l'auteur n'applique pas les mêmes méthodes aux écrits canoniques. L'apologétique reprend tous ses droits lorsqu'il aborde les origines et le développement de la mariologie. On est surpris d'apprendre qu'Ignace d'Antioche et Justin Martyr affirment que Marie est vraiment mère de Dieu (p. 78) : on aimerait quelques références ! Et l'on cherche en vain, parmi les causes du culte de la Vierge, la tendance ascétique qui se développe dans l'Église après le iv<sup>e</sup> siècle. L'auteur s'efforce, enfin, de légitimer, par les arguments traditionnels de la théologie catholique, les majorations successives de la spéculation mariale, qui, sans rien ajouter au dépôt de la révélation scripturaire, ne fait que l'explicitier : ainsi dans la doctrine de l'Assomption. Il y a bien du mal. Du moins, si l'historien reste insatisfait, le public pieux trouvera-t-il son compte dans ce livre qui, paru peu avant la promulgation du dogme, témoigne d'un sens très remarquable de l'opportunité. Un choix de textes, canoniques ou apocryphes, relatifs à la Vierge, constitue la seconde partie du volume, que complète un heureux choix de belles planches, brièvement commentées, empruntées à l'iconographie mariale : on peut, ici du moins, applaudir sans réserves.

Sur un aspect encore peu étudié de la vie chrétienne antique, voici un livre substantiel et bien fait<sup>1</sup>. Son objet est d'étudier tout ce qui touche aux pèlerinages des cinq premiers siècles, en les replaçant dans leur contexte historico-religieux. Aussi un chapitre d'introduction est-il consacré aux pèlerinages dans le paganisme classique, vus à travers deux exemples particulièrement significatifs, Épidaure et Éphèse, dans le judaïsme et dans le monde arabe préislamique. Vient ensuite l'étude, par pays, des principaux lieux de pèlerinage du monde chrétien, des divers types de pèlerinage, de leur organisation matérielle, des pratiques pieuses dont ils étaient l'occasion. L'auteur analyse brièvement, pour finir, le rôle des pèlerins dans les échanges religieux et culturels entre Orient et Occident, et les appréciations portées par les écrivains ecclésiastiques de l'époque sur cette forme de dévotion, qu'une conclusion générale situe dans l'ensemble de la vie religieuse chrétienne antique.

L'érudition du volume est impeccable, sa bibliographie bien à jour ; un index très complet en facilite le maniement ; il n'appelle que peu de critiques ou de réserves. J'aurais toutefois souhaité, pour ma part, des développements un peu plus étoffés sur les antécédents, et en particulier sur les pèle-

1. Bernhard KÖTTING, *Peregrinatio Religiosa, Wallfahrten in der Antike und das Pilgerwesen in der alten Kirche*. Munster, Regensburg, 1950, xxvii-473 p.

rinages en Israël : les tombeaux des patriarches méritaient plus qu'une maigre page ; et il eût été intéressant de montrer les précautions prises par l'Eglise, qui revendiquait pour elle ces lieux saints de l'Ancienne Alliance, pour parer à toute velléité judaïsante de la part des fidèles qui les fréquentaient. L'exposé est parfois un peu rapide. Mais on aurait mauvaise grâce de le reprocher à l'auteur, qui n'a pas craint d'aborder d'ensemble un aussi vaste sujet, où pourrait être découpée la matière de plusieurs monographies. Le chapitre sur les échanges culturels, par exemple, n'est guère plus qu'une esquisse. En revanche, le chapitre sur les pèlerinages jugés par la littérature de l'époque apporte des précisions fort intéressantes. Peu de textes patristiques encouragent les pèlerinages : c'est qu'ils n'avaient pas besoin de stimulant ; les évêques payaient volontiers d'exemple. Les objections qui, çà et là, leur sont faites, et tendent à en réprimer les abus, procèdent assez rarement d'une opposition de principe. Elles traduisent plus souvent des rivalités locales : inutile d'aller à grands frais et risques vénérer des saints lointains alors qu'on trouve sur place des protecteurs également puissants. A mesure que les pèlerinages deviennent plus courants, et plus apparents les abus et superstitions auxquels ils peuvent donner lieu, les critiques se multiplient. L'on rappelle alors — saint Grégoire de Nysse par exemple — qu'aucune vertu particulière ne s'attache aux lieux saints, et qu'un pèlerinage n'est rien sans la pureté du cœur. Le pèlerinage, en fait, ne prend dans la vie chrétienne une place importante que lorsque la nouveauté et la spécificité du message chrétien sont un peu perdues de vue. Ce moment a été retardé par l'attente eschatologique et par l'idée du Christ, médiateur unique. Mais la rentrée des pèlerinages, avec l'avènement du culte des saints, dans le christianisme correspond à une tendance naturelle de toute vie religieuse. Le souci de l'autorité ecclésiastique a été de la purifier des contaminations païennes auxquelles elle était exposée. L'auteur ne prétend pas qu'elle y ait toujours pleinement réussi.

Le travail de G. G. WILLIS<sup>1</sup> est à la fois historique et théologique. Il étudie la querelle donatiste en elle-même, et aussi dans ses implications doctrinales, de portée durable. Cette dualité de points de vue détermine le plan de l'ouvrage : trois chapitres sont consacrés à l'histoire du donatisme et de la lutte engagée contre lui par saint Augustin ; trois autres exposent, en la raccordant à celle de saint Cyprien, la doctrine augustinienne de l'Eglise, de ses rapports avec l'Etat et de son autorité en matière d'administration des sacrements ; un chapitre de conclusion dégage l'importance de la querelle donatiste pour l'élaboration et l'évolution de la pensée de saint Augustin et, à travers lui, pour la théologie médiévale et moderne. L'auteur, anglo-catholique, semble-t-il, ne perd jamais de vue les problèmes de l'actualité religieuse. Ils paraissent même être à l'origine de son enquête.

1. Geoffrey Grimshaw WILLIS, *Saint Augustine and the Donatist Controversy*. Londres, S. P. C. K., 1950, xv-199 p.

Celle-ci est menée avec conscience et méthode. Elle manque parfois de sérénité et d'esprit critique. L'auteur prend à son compte tout ce que les auteurs ecclésiastiques disent des donatistes. Il ne fait pas de doute à ses yeux que les torts sont entièrement, ou presque, de leur côté. Si Augustin en est venu peu à peu à considérer comme légitime l'appel au bras séculier, c'est que la violence des donatistes ne lui laissait pas d'autre parti. Avec lui, l'auteur dénonce la « férocité » (p. 13), la « grandiloquence » (p. 27), la « grossière arrogance » (p. 28) de ces gens que conduisait « l'infâme Optat de Thamugadi » (p. 12). Il fustige de même « l'abominable tyrannie » des Circoncensions, « ces canailles » (p. 129). Que le camp orthodoxe ait ainsi qualifié ses adversaires n'est pas, à coup sûr, une raison suffisante pour les blanchir et pour renverser les rôles. Mais sans doute l'image que nous pouvons nous faire de l'un et l'autre parti serait-elle assez différente si notre documentation n'était aussi fâcheusement unilatérale.

M. Willis possède bien son saint Augustin, et le cite avec abondance. En revanche, sa bibliographie moderne est loin d'être au point. S'il cite avec éloges Monceaux et Harnack, l'on est surpris, par contre, de ne le voir mentionner ni les ouvrages d'E.-F. Gautier, ni l'*Histoire de l'Afrique du Nord* de Ch.-A. Julien, ni l'article si suggestif de Saumagne sur les Circoncensions (il en reste sur ce point aux travaux de Martroye, publiés en 1904-1905). Notre connaissance du donatisme, et plus généralement de la dissidence religieuse africaine aux premiers siècles, a été largement renouvelée par ces travaux et par quelques autres. Ils auraient permis à l'auteur de nuancer certains jugements trop sommaires, de mieux replacer les faits dans leur contexte historique (un tableau de la situation en Afrique du Nord au IV<sup>e</sup> siècle n'eût pas été superflu) et de consacrer plus que de brèves allusions au problème capital de la signification sociale, ethnique, sinon exactement nationale et culturelle, en même temps que religieuse, du donatisme et de ses prolongements. Son étude, par ailleurs fort honorable, mais trop strictement centrée, à mon sens, sur les questions ecclésiastiques et théologiques, aurait ainsi gagné en intérêt et en portée, et atteint un public plus large que celui auquel elle est directement destinée.

## V. PATRISTIQUE

Trois cent cinquante pages sur l'ascèse monastique de saint Basile, c'est beaucoup<sup>1</sup>. Encore l'auteur nous prévient-il avec insistance qu'il ne nous apporte que « l'ébauche d'une étude plus approfondie... premier défrichage, simple esquisse », et prend-il soin de délimiter étroitement le sujet en se cantonnant sur le plan théorique : il n'a voulu traiter, dans un esprit strictement descriptif et historique, que des doctrines fondamentales de

1. Dom David ANAND, *L'ascèse monastique de saint Basile. Essai historique*. Editions de Maredsous, 1949, xxvi-364 p.

l'ascèse et laisser entièrement de côté l'application du système. Le livre pourrait être utilement allégé de bien des longueurs et redites, de nombreux passages où l'auteur annonce et justifie son propos, définit sa méthode, récapitule ses analyses. Et l'on se demande après l'avoir lu ce qu'il peut bien rester à écrire en la matière, sinon précisément ce à quoi l'auteur s'est interdit de toucher : une histoire du cénobitisme basilien.

Dans les limites qu'il s'est assignées, il apporte essentiellement un choix d'extraits de saint Basile, disposés « dans un ordre naturel et tiré du sujet lui-même », et reliés par « de brefs commentaires ». La préoccupation est certes louable de vouloir s'effacer ainsi devant son auteur. On la trouvera parfois excessive. Le chapitre premier, consacré aux sources de l'ascèse monastique de saint Basile, pourrait être plus étoffé. Insistant, à juste titre, sur l'influence d'Origène, l'auteur signale que « l'aspect mystique de sa doctrine spirituelle n'est guère marqué dans celle de Basile, essentiellement ascétique » : le sujet méritait plus que cette brève mention, en quelques lignes de notes (p. 37, n. 1). De même, on ne peut s'empêcher de regretter que l'auteur se soit volontairement borné à formuler le problème de l'influence de la philosophie grecque, platonicienne, stoïcienne et surtout néo-platonicienne, dont il souligne cependant l'importance. Plus généralement, il manque à cet ouvrage probe et consciencieux, mais d'allure un peu scolaire, une certaine ampleur de vues. Mais, une fois admise cette délimitation du sujet, on reconnaît que l'auteur a bien dégagé, en particulier dans une conclusion nette et vigoureuse, les traits essentiels de la physionomie intellectuelle et morale de saint Basile : goût des principes, rigorisme intransigeant, radicalisme ascétique porté aux outrances et au pessimisme ; défiance de l'ascèse individualiste ; exaltation de la vie cénobitique, fondée sur la Bible et l'orthodoxie nicéenne, et qui prend pour modèle la communauté primitive de Jérusalem ; foi dans le libre arbitre, se doublant d'une « impitoyable proscription de la volonté propre » ; culte des vertus évangéliques de charité et d'humilité. Le portrait ainsi tracé est mêlé de critiques et de réserves. Il n'a rien d'un panégyrique : c'est un autre mérite du livre.

Le travail de Sœur GOGGIN<sup>1</sup> se défend d'étudier saint Grégoire de Nysse comme théologien et philosophe. Ce qu'il cherche dans ses lettres et dans le *Contra Eunomium*, ce sont des précisions sur le milieu et l'époque, sur toutes les formes de la vie, économique et professionnelle, sociale et politique, intellectuelle, religieuse enfin, dans la Cappadoce du IV<sup>e</sup> siècle finissant. On y trouvera donc les éléments d'une flore et d'une faune, à côté d'indications sur la culture et l'éducation, et sur l'année liturgique. Le caractère essentiellement analytique et forcément un peu décousu de l'enquête, accumulant des détails parfois pittoresques, mais d'intérêt fort inégal, serait

1. Sister Thomas Aquinas GOGGIN, *The Times of Saint Gregory of Nyssa, as reflected in the Letters and the Contra Eunomium* (The Catholic University of America Patristic Studies, LXXIX). Washington, Catholic University of America Press, 1947, xxiv-217 p.



utilement corrigé par le chapitre final, si du moins celui-ci apportait plus qu'une simple récapitulation.

Le livre n'intéresse l'histoire du christianisme que par certains de ses chapitres. Les indications recueillies sur les relations entre Église et État (p. 83-87) n'apportent rien de neuf. En revanche, il y a des notations utiles sur l'éducation profane de Grégoire et le cas qu'il en fait (p. 92-96), sur l'acuité des oppositions entre orthodoxes et hérétiques, le recrutement et la vie des évêques (p. 145-147), enfin sur quelques coutumes chrétiennes : échange de cadeaux, à Noël et à Pâques, selon un usage emprunté au paganisme, mais avec l'accord et non pas contre le gré de la hiérarchie, popularité du culte des martyrs, diffusion des pratiques monastiques, etc. En somme, répertoire de fiches judicieusement exploitées et que complète une bibliographie bien au point. Si les résultats apparaissent d'ensemble un peu minces, la faute en est aux textes mêmes sur lesquels l'auteur travaillait et qui, traitant de théologie surtout, et selon les règles de la rhétorique traditionnelle, ne fournissent qu'occasionnellement les renseignements concrets qu'on leur demandait.

« Pour illustrer un verset, un vers profane coule de temps à autre des lèvres de saint Jérôme. Comment le trouverions-nous mauvais, quand un excellent commentaire de Job, paru en 1926, et technique à souhait, contient des citations de Racine, La Fontaine, Boileau, La Bruyère, Pascal, Hugo, Musset, Lamennais. » En excusant ainsi saint Jérôme et le commentateur de Job, Dom Paul ANTIN aurait-il voulu s'excuser lui-même ? Son livre<sup>1</sup> foisonne de réminiscences, allusions et citations diverses, qui vont de Quintilien à Maurice de Guérin, en passant par Léonard de Vinci et Malherbe. On l'absoudra volontiers, lui aussi, non seulement parce qu'il s'est placé en bonne compagnie, mais parce que, sous les scintillements d'une plume élégante, fleurie souvent à l'excès et qui parfois frise la préciosité, on n'a pas de peine à déceler une science robuste. Elle est soulignée par les notes et références, et par une substantielle bibliographie. Les travaux de l'auteur y figurent en bonne place, et c'est justice : le livre est d'un spécialiste, qui sait rendre son érudition accessible. On la souhaiterait parfois plus dépouillée et plus nette. Ainsi, dans le chapitre sur la Vulgate, on attendrait quelques précisions sur « la grande pitié des textes latins, leurs variantes, leur mauvais langage » (p. 146), qui décidèrent Jérôme à entreprendre sa traduction. Sur nombre de points, en revanche, de savantes discussions sont résumées en quelques lignes très denses. Le livre est vivant, complet, habilement construit de façon à ne laisser dans l'ombre aucun des aspects de la vie, de l'œuvre et de la psychologie du personnage, lettré, exégète, ascète, polémiste, homme de cœur au demeurant sous une écorce volontiers rugueuse et parfois hérissée : le chapitre sur le « cœur » de Jérôme est fort bien venu, de même que les pages finales sur la fortune posthume de saint Jérôme dans l'hagiographie, la

1. P. ANTIN, *Essai sur saint Jérôme*. Paris, Letouzey et Ané, 1951, 267 p.

dévotion, l'iconographie et l'érudition chrétiennes. Quelques spécimens peu connus de sa prose sont traduits en appendice. Moins massif que l'ouvrage classique de Grützmacher, plus complet dans sa concision que celui de Cavallera, où seule la vie de saint Jérôme est étudiée, en attendant des volumes ultérieurs sur son œuvre, ce petit volume, bien informé, apporte une bonne mise au point. C'est aussi une utile introduction aux études hiéronymiques.

Écrivant sur saint Augustin après beaucoup d'autres, M. BURGER ne prétend point à la nouveauté intégrale<sup>1</sup>. Il est surtout préoccupé de « connaître l'homme, Augustin lui-même, plutôt que le détail de sa doctrine » (p. 7). Et, constatant « qu'on ne peut assurément pas séparer l'œuvre de l'homme », il se défend d'insister « sur l'aspect spéculatif de sa théologie, pour aller de préférence à sa pensée la plus engagée dans l'action » (p. 8). Ainsi délimité, l'ouvrage se présente essentiellement comme une biographie ; il adopte, comme il est normal, l'ordre chronologique. Malgré l'absence de bibliographie, il est clair que M. Burger est largement tributaire de ses devanciers. Son livre s'apparente de plus près au *Saint Augustin* de Louis Bertrand qu'aux savantes études d'Alfaric, Marrou et de tant d'autres.

L'exposé est alerte. L'information historique appelle quelques réserves. Le tableau du monde antique que ouvre le volume est sommaire et simplifie parfois les perspectives à l'excès. Le paganisme finissant peut-il être défini, « dans l'extrême bigarrure des croyances religieuses qui s'opposent les unes aux autres », comme « la juxtaposition de cultes rivaux » ? (p. 16). Interpénétration plutôt que juxtaposition, et syncrétisme — le mot n'est pas prononcé — plutôt que rivalité. Le paganisme est rites plus que croyance, et dans la mesure où les cultes à mystères et les écoles de philosophie religieuse l'ont doté de croyances, elles se concilient, de façon plus ou moins cohérente, plus qu'elles ne s'opposent. Sa faiblesse majeure, en regard de la concurrence chrétienne, c'est de n'être pas une Église. — C'est encore simplifier à l'excès que de définir ainsi la doctrine des Ariens : « Ils osent dire du Fils de Dieu qu'il est le premier-né de toutes les créatures » (p. 19). Cette « doctrine abominable » pourrait au demeurant, ainsi formulée, se réclamer d'un précédent apostolique (cf. *Col.* I, 15). Sur le manichéisme et le donatisme, les indications sont plus précises et plus complètes. On aimerait néanmoins que le caractère spécifiquement indigène du second et ses aspects de révolte sociale fussent mieux mis en lumière. De façon plus générale, l'arrière-plan africain de la vie d'Augustin pourrait être dégagé avec plus de relief.

En définitive, ce livre aéré, rapide, n'apportera sans doute pas grand-chose aux augustiniens chevronnés. Mais le public cultivé auquel il s'adresse le lira avec plaisir et profit.

Dans la *Retractatio* qu'il joint, en fascicule séparé, à la seconde édition,

1. J.-D. BURGER, *Saint Augustin (Être et Penser. Cahiers de Philosophie, 24)*. Neuchâtel, Éditions de La Baconnière, 1948, 240 p.

non remaniée, de son *Saint Augustin*<sup>1</sup>, Henri MARROU retouche certaines des vues précédemment exposées par lui. S'il reconnaît à Augustin, « à partir de 415/16, une maîtrise pratique du grec biblique », il maintient cependant sa position antérieure sur la question : « La culture d'Augustin est bien, pour l'essentiel, sinon pour la totalité, de langue latine ». Il nuance la notion de décadence développée dans son livre : si l'on qualifie de « décadent » le style et la rhétorique d'Augustin, « il faut entendre le mot de l'exubérante vigueur d'un art de type baroque et non, comme je le donnais à entendre, d'une sclérose sénile ». Les « défauts » d'Augustin sont bien souvent ceux de l'antiquité presque entière : ainsi sa préciosité, qui procède d'une tradition continue, ou le caractère très scolastique et livresque de ses connaissances scientifiques, qui se retrouve chez la plupart des penseurs de l'antiquité. Marrou peut ainsi conclure que l'âge de saint Augustin c'est non pas le déclin de l'antiquité, mais quelque chose d'original et de nouveau : *Spätantike*, disent les Allemands ; âge de la Théopolis, propose Marrou, en soulignant la nouvelle religiosité qui le caractérise. Il s'agit, en fait, d'une renaissance qui, sans les invasions, aurait normalement produit un équivalent occidental de la culture byzantine, et dont l'avènement d'une « culture latine adulte » complètement émancipée — ainsi s'explique l'oubli du grec en Occident — est le signe avant-coureur. Ainsi, de cette *Retractatio*, saint Augustin ne sort pas diminué ; son époque en sort réhabilitée et grandie. Qu'on suive ou non Henri Marrou sur tous les points, on devra reconnaître combien sont stimulantes et riches, une fois de plus, les pages qu'il vient de nous offrir.

Il est difficile d'intégrer dans ce Bulletin cet autre travail du même auteur<sup>2</sup> : il relève de la philosophie, voire de la théologie, bien plus directement que de l'histoire. Et plus encore qu'une analyse de la pensée augustinienne, c'est un exposé de la pensée propre de Henri Marrou, à la lumière et dans la ligne de celle d'Augustin, dont elle se nourrit. Augustin fournit, avec les thèmes fondamentaux, la trame essentielle du développement : il est le « pédagogue ». Mais le disciple réinterprète, adapte, élabore et souvent recrée. Si bien qu'en définitive c'est sous la rubrique « pensée catholique contemporaine » plutôt que sous celle de la patristique que ce petit volume trouverait sa place normale.

Conférence Albert le Grand, de l'Université de Montréal : peut-être ce patronage explique-t-il non seulement l'orientation très théologique de l'exposé, mais aussi, pour une part du moins, la préoccupation très appuyée d'une orthodoxie sans défaillances : l'hérésie, qu'elle soit manichéenne, pélagienne ou gnostique, y est dénoncée comme insidieuse et perverse ; la continuité de la pensée ecclésiastique, de saint Paul à saint Augustin, de saint

1. Henri-Irénée MARROU, *Saint Augustin et la fin de la culture antique*. « *Retractatio* » (Bibliothèque des Ecoles françaises de Rome et d'Athènes, fascicule 145 bis). Paris, de Boccard, 1949, 90 p.

2. Henri-Irénée MARROU, *L'ambivalence du temps de l'histoire chez saint Augustin*. Montréal, Institut d'Études médiévales, et Paris, J. Vrin, 1950, 84 p.

Augustin à saint Thomas, de saint Thomas à Maritain et à Marrou lui-même, y est soulignée avec force, en accord avec « le trésor le plus authentique de la révélation et la doctrine commune de l'Église ». Si l'auteur a peut-être fait çà et là quelques concessions à son public de thomistes canadiens, il reste qu'il l'a pu sans grand'peine, car il nous a appris maintes fois, par ailleurs, qu'il n'entendait point céder à la tentation d'un modernisme même édulcoré.

« L'ambivalence » ici analysée, c'est le fait que s'affrontent, dans la durée historique, la Cité de Dieu et les forces du mal ; qu'en conséquence, l'histoire est tout ensemble « tendue vers un futur plein de promesses » et vouée à de navrantes régressions ; c'est aussi que « le temps vécu par l'homme... est vecteur et facteur à la fois d'espérance et de désespoir, le moyen par lequel s'accomplit le mieux être et en même temps cette blessure inguérissable, ouverte au flanc de l'homme, par où son être s'écoule et se détruit » (p. 57) — thème cher à Péguy ; « il est à la fois le temps de la nature (blessée) et le temps de la grâce, le temps du péché et du salut... Ces valeurs ont beau appartenir à deux ordres ontologiquement distincts : elles sont pratiquement, concrètement associées de façon, pour le moment, inséparable » (p. 76). Cette « ambiguïté radicale » fait « le mystère de l'histoire », lié à celui de la liberté humaine, et qui ne se dissipera qu'avec l'instauration finale de la Cité de Dieu.

C'est dans cette ligne eschatologique que M. Marrou s'applique à dégager les éléments de l'ambivalence et les termes du mystère. Aux croyants de même obédience que lui, il apporte un robuste chapitre de « théologie correcte ». A tous ses lecteurs, il offre une ample et riche méditation, admirablement charpentée, d'une pensée souple et vigoureuse, nourrie d'une culture patristique, philosophique et littéraire également considérables, sur ce problème de l'histoire qui apparaît comme l'un des problèmes majeurs de notre temps.

Paulin de Nole ne compte point parmi les très grandes figures du christianisme antique : penseur et écrivain de second plan, ainsi le définit son biographe<sup>1</sup>. Mais, ajoute-t-il, « à ne parcourir que les sommets, on se ferait vite une idée assez faussée d'une littérature ou d'une époque ». Le témoignage que Paulin nous apporte sur son temps, précisément parce que sa personnalité, étant de moindre envergure, s'impose moins que celle d'un Augustin, est peut-être « plus précieux, parce que plus fidèle ». Par surcroît, « homme profondément droit,... chrétien convaincu,... mystique,... tenu en haute estime par les plus grands de ses contemporains, il mérite bien qu'on s'intéresse à lui ». M. FABRE en apporte d'heureuse façon la démonstration.

Dans une étude préliminaire, d'une érudition austère et impeccable, il débrouille l'épineux problème de la chronologie des œuvres — lettres et car-

1. Pierre FABRE, *Essai sur la chronologie de l'œuvre de Saint-Paulin de Nole* (Publications de la Faculté des lettres de Strasbourg, fascicule 109). Paris, Belles-Lettres, 1948, v-144 p. — *Saint Paulin de Nole et l'amitié chrétienne* (Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome, fascicule 167). Paris, de Boccard, 1949, xix-396 p.

mina — de Paulin, qu'il classe par rapport à trois dates-repères, l'une certaine — mort du pape Sirice : 26 novembre 399 — les deux autres probables : consécration épiscopale d'Augustin : fin 396, et bataille de Fiesole : 406. Les résultats, appuyés d'habiles démonstrations, sont récapitulés dans trois tableaux qui répartissent l'œuvre de Paulin tout au long de sa vie d'écrivain, et font ressortir, en confrontant la chronologie adoptée par M. Fabre avec les essais antérieurs de classement, les corrections qu'elle y apporte et les précisions qu'elle y ajoute.

Sur le terrain ainsi déblayé et consolidé, M. Fabre construit une étude, savante sans pédantisme, qui apporte plus que ne promet le titre. Sans doute, la plus grande partie du livre est consacrée à la théorie et à la pratique de l'amitié chez Paulin. Mais on y trouve aussi une esquisse biographique et une analyse de la position de Paulin en matière de dogme et de morale. A travers ces chapitres, enrichis de nombreux extraits, fort bien choisis et remarquablement traduits, le personnage revit tout entier, et avec lui non seulement la galerie de ses amis, mais l'époque et le milieu.

A cet égard, l'historien du christianisme appréciera tout particulièrement les pages consacrées aux idées religieuses de Paulin (p. 53-135) et à son culte pour l'ami céleste que fut pour lui saint Félix (p. 339-386). Pratique religieuse, morale, ascèse préoccupent Paulin plus que la pure spéculation théologique. Dans sa lutte contre le péché et les démons, il s'entoure d'auxiliaires, les saints. Il vit sans effort dans une atmosphère de merveilleux et de miracles, parfois assez grossiers. Il propage avec enthousiasme le culte des reliques, auxquelles il prête une vertu particulièrement active le jour de la fête du saint. Pour saint Félix de Nole, protecteur et ami, il compose ses *Natalicia*, qu'il lit parfois aux pèlerins venus à son tombeau, pour sa fête, et qui reflètent une foi simple, déconcertante pour nous dans certaines de ses manifestations, toute proche de celle des foules méditerranéennes. On la retrouverait à peu près identique, M. Fabre le souligne, chez un Augustin ou un Ambroise. Foi robuste avec bonhomie et qui, associée à la culture de Paulin, nourrie par sa sensibilité, trouve parfois pour s'exprimer des accents délicats et émouvants. C'est le grand mérite de M. Fabre de nous avoir restitué, dans sa vérité intégrale, une figure peu connue encore et qui méritait de l'être, en elle-même et comme le reflet fidèle de son temps.

Marcel SIMON,

Doyen de la Faculté des Lettres de l'Université de Strasbourg.



## COMPTES RENDUS CRITIQUES

---

**Festschrift Karl Schwarber** : Beiträge zur schweizerischen Bibliotheks-  
Buch- u. Gelehrten-geschichte zum 60 Geburtstag am November 1949 dar-  
gebr. Basel, Benno Schwabe, 1949 ; 315 pages.

**Aus der Welt des Buches** : Festgabe zum 70 Geburtstag von Georg Leyh  
dargebracht von Freuden und Fachgenossen. Leipzig, Harrassowitz,  
1950 ; 287 pages. (Zentralblatt für Bibliothekswesen, Beiheft 75.)

Prématurément enlevé, le 26 juillet 1950, à la considération affectueuse de ses collègues, le Dr. Karl Schwarber, directeur de la Bibliothèque universitaire de Bâle, n'a survécu que quelques mois à la célébration de son soixantenaire. Les mélanges qui venaient de lui être offerts ne peuvent aujourd'hui être considérés sans l'évocation nuancée de tristesse de la carrière brillante qui avait fondé sa réputation internationale.

Les dix-sept contributions dédiées à Karl Schwarber émanent toutes des bibliothèques suisses dans lesquelles son activité s'était exercée ou qui avaient retenu ses soins. Ces divers travaux concernent soit les richesses bibliographiques des bibliothèques suisses, soit leur activité technique, soit l'histoire intellectuelle helvétique de l'humanisme à nos jours, dénotant une égale compétence dans les domaines les plus divers : de la paléographie à la musicologie, de la philologie à la médecine. Leo Altermatt étudie la *Staatsche Historienbibel* de Soleure ; Pierre Bourgeois analyse l'originalité des bibliothèques suisses ; Max Burckhardt évoque le séjour à Rome de Jacob Burckhardt et reproduit les lettres où il informe la *Basler Zeitung* de la mort de Grégoire XVI et de l'élection de Pie IX ; Hans Flury étudie du point de vue juridique la présence du livre dans une bibliothèque ; Marcel Godet analyse les papiers de Louis Bourguet et sa correspondance avec Iselin ; Hermann Grosser met en lumière l'active coopération des bibliothèques suisses ; Fritz Husner retrace l'activité de l'imprimeur bâlois Oporin, d'après la correspondance de Jérôme Wolf ; Gustav Meyer examine un fragment de l'*Antapodosis* de Luidprand de Cremona ; Heinrich Nidecker précise la collaboration de Wackernagel au *Basler Gesandbuch* ; Theodor Salfinger présente les papiers du germaniste Andreas Heusler ; Paul Émile Schazmann signale une bulle d'excommunication frappant Georges de Supersaxo ; Philipp Schmidt étudie un problème de catalogographie par matières ; les *Helvetica* du fonds de manuscrits de la Bibliothèque de Lucerne retiennent l'attention de Meinrad Schnellmann ; Hans Straub publie une lettre de Wieland tirée des papiers Bernouille ; Christoph Vischer dresse l'inventaire des livres généalogiques de la Bibliothèque universitaire de Bâle ; Hans Georg Wirtz étudie le *Wundartzney* de Felix Wirtz ; Hans Zehntner, les manuscrits de musiciens suisses recueillis à Bâle.

Les mélanges Georg Leyh, restés manuscrits jusqu'ici, avaient fêté, en 1947, les soixante-dix ans de l'ancien directeur de la Bibliothèque universitaire de

Tübingen, un des maîtres de la science bibliothéconomique allemande. C'est le *Zentralblatt für Bibliothekswesen* qui, reprenant la série de ses *Beihefte*, en assure tardivement la publication. Ils nous apportent vingt et une contributions qui décrivent des manuscrits ou des incunables, concernent l'histoire ou l'administration des bibliothèques ou ont trait à l'histoire des idées ou des sciences.

Le Père Alban Dold étudie la traduction latine de l'*Épître aux Romains* dans les fragments du *Codex Carolinus* de Wolfenbüttel; Bernhard Bischoff examine, d'après le *Codex* de Saint-Gall, la compilation de Walafrid Strabo; le Père Bonifaz Fischer analyse Lucifer de Cagliari d'après la tradition textuelle; Kurt Hanemann étudie le fragment d'un manuscrit ecclésiastique du *xvi<sup>e</sup>* siècle trouvé à Anvers dans le dos d'une reliure bâloise; Walter Menn, sur la base des travaux de C. Wehmer, cherche à faire le point sur l'activité de Gutenberg; Ruthardt Oehme étudie la carte de Palestine de Bernhard Breidenbach (1486); Ernst Kyrin retrace l'activité du relieur Zoll à Tübingen.

Viktor Burr analyse l'apport de Pline le Jeune relativement à l'histoire du livre et des bibliothèques; Paul Lehmann étudie la bibliothèque du réformateur Johann Hessius; Hans Widmann, évoquant l'histoire des bibliothèques universitaires allemandes au *xviii<sup>e</sup>* siècle, rapporte le témoignage de J. J. Moser; Heinrich Uhlendahl retrace la création de la bibliothèque de la *Deutsche Nationalversammlung* de 1848-1849; Ludwig Klaiber étudie la réforme de la Bibliothèque nationale par Léopold Delisle; Albert Predeek examine la place que la science des bibliothèques devrait tenir dans l'enseignement universitaire; Wieland Schmidt étudie le projet d'un catalogue général des manuscrits allemands; Erwin Ackerknecht analyse le problème que pose la construction de bibliothèques municipales.

Les études qui suivent concernent les sujets les plus divers: Franz Joseph Meier traduit l'article « livre » dans le dictionnaire de littérature japonais *Nihon-bungaku-daijiten*; Wilhelm Boeck esquisse une histoire du portrait d'après les titres; Karl Preisendanz étudie la magie antique d'après les papyrus grecs; Enno Littmann publie et traduit un poème arabe: la guerre du chat et de la souris; Paul Diepgen examine diverses observations médicales du Moyen Age et de la Renaissance et ce qu'elles apportent à l'histoire de la culture et de la médecine; Felix Burckhardt publie les sources zurichoises sur le sinistre d'une nuit de mardi gras au château de Waldenbruch en 1570; Götz von Selle analyse l'esprit de Göttingen.

De ces nombreuses contributions, trois méritent une mention particulière. Celle de Leo Altermann sur la *Staatsche Historienbibel* est une étude exhaustive qui dépasse en importance par l'étendue des recherches de tout ordre (elles concernent l'écriture, le texte, la langue, l'iconographie) ce que l'on trouve habituellement dans un volume de mélanges. L'essai de Fritz Husner intéresse l'histoire générale, en évoquant l'aurore des études byzantines et précisant les conditions dans lesquelles l'*Editio Princeps* du *Corpus Historiae Byzantinae*, préparée par J. Wolf, fut imprimée par Oporin. Le « mécénat » des Fugger n'alla pas au delà d'une simple avance de fonds. Dans les mélanges G. Leyh, c'est l'étude de K. Preisendanz sur les diverses sources auxquelles nous devons la transmission de la magie antique qui retient notre attention par la richesse de l'information bibliographique<sup>1</sup>.

1. Il nous signale que le t. III des *Papyri Graecae Magiae*, détruit en 1943 au cours du bombardement de Leipzig, pourra être réimprimé.

Que des mélanges aient pu à peu près simultanément être offerts en Suisse et en Allemagne à des bibliothécaires, le fait montre avec quelque éloquence comment s'y interpenètrent le personnel des universités et des bibliothèques. Contrairement à ce que nous connaissons en France, où un système de rémunération savamment calculé prévient un chevauchement auquel on ne redoute pas ailleurs de mettre le prix, nous voyons ici ce qu'une unité de recrutement peut donner : les dix-sept contributions des Mélanges Schwarber sont toutes dues à des bibliothécaires.

Le *Festgabe* Leyh retient spécialement notre attention à un autre titre : il nous rappelle qu'il y a une science des bibliothèques et qu'elle ne se limite pas à l'étude des manuscrits et des livres. Les bibliothèques sont elles-mêmes un objet d'étude, comme nous l'a montré l'école allemande dans son apport sans doute le plus original. Mais avons-nous davantage retenu l'exemple américain, auquel on doit l'esquisse d'une sociologie du livre ?

Les réalisations de la Suisse dans le domaine pratique méritent aussi de soulever notre intérêt. Il est digne de remarque que la Bibliothèque universitaire de Bâle, qui a édité la Correspondance d'Amerbach, le Matricule de l'Université, prêté son appui à la publication des *Akten zur Geschichte der Basler Reformation*, se livre par ailleurs à la documentation technique et, par l'initiative de Karl Schwarber, atteigne dans ses prêts à l'industrie un millier de volumes par jour ! Qu'un système de prêt intercantonal, basé sur un catalogue collectif, englobe 250 bibliothèques suisses !

Attribuerons-nous ces résultats brillants à ce que P. Bourgeois nomme « l'esprit fédératif » ? Cet esprit qui, selon H. Grosser, rapproche dans leur diversité cultures, confessions, voire partis politiques ! Mais il y a à la base la structure fédérale qui semble favoriser les contacts sur le plan horizontal, alors que la centralisation, si elle rapproche par le haut, contribue peut-être fâcheusement à séparer aux échelons inférieurs.

Germain CALMETTE.

Dorothy Kent HILL. *Catalogue of classical bronze sculpture in the Walters art Gallery*. Baltimore (Maryland) ; The Johns Hopkins University Press, 1949 ; in-4°, xxxviii-158 pages, 55 pl.

En s'acquittant fort soigneusement de la publication de ce Catalogue, l'auteur, chargée de la conservation des Antiques à la Walters art Gallery à Baltimore, n'a pas seulement mis à la disposition des savants, du public, les reproductions et le commentaire de 289 pièces, intéressantes, d'art grec et romain. Nous lui devons aussi une excellente *Introduction*, où bien des questions relatives aux bronzes antiques, technique et histoire, ont été exposées et traitées fort attentivement, avec des vues personnelles.

Ainsi qu'on nous l'explique à la fin de l'*Introduction* (p. xxx sqq.), la Collection Henri Walters s'est formée entre 1902 et 1931 ; elle est un produit du goût de collectionner qui s'était développé en Amérique avant la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Elle témoigne, à ce titre, d'une tendance intéressante, du point de vue de l'esprit historique, des capitalistes du Nouveau-Monde. — Personnellement, H. Walters était surtout attiré par les documents de l'archaïsme. En 1902, il acheta la Collection Massarenti, importante, mais mélangée et peu connue, longtemps abritée dans le

palais Accoramboni, au pied du Vatican, à Rome : elle avait été formée surtout sur place, au Latium et dans le domaine étrusque voisin. Les statuettes de bronze, dont Miss D. Kent Hill a eu seulement à s'occuper ici — il y a en outre, à la Walters art Gallery, de la sculpture, de la céramique, des gemmes et des bijoux — étaient au Palais Accoramboni en moindre nombre que les ustensiles et leurs accessoires de même métal<sup>1</sup>. Les autres figurines de bronze furent acquises ensuite dans le commerce, car la Walters art Gallery s'accroît maintenant encore tous les ans, bien dirigée, bien contrôlée. L'ère d'exportation légale des découvertes, en Italie, touchait à sa fin avant le début des efforts de H. Walters comme collectionneur. Deux groupes d'objets provenant de fouilles, seulement, peuvent être ici identifiés, représentés l'un et l'autre sur la pl. 5. L'un d'eux (nos 137, 144 et 149) se compose significativement d'un prêtre égyptien, d'un nègre dansant et d'un acrobate dressé sur les mains : l'origine est à Erment en Égypte. Il est probable que d'autres documents, non identifiés faute d'inventaire et de photographies à leur arrivée dans la Collection, faisaient partie du même lot.

Un autre ensemble vient de Boscoreale : il est plus important : sept petites divinités (de laraires?) le composent (pl. 5 en bas). Pour les acquisitions faites chez les marchands, le principal semble venir de la Méditerranée orientale (Syrie et Égypte) *via* Paris. Il y a eu aussi quelques achats faits dans la région de Tarente.

J'ai l'occasion de donner, dans la *Rev. archéol.* et dans la *Rev. des Études grecques*, plus en détail, mes observations sur les statuettes recensées et sobrement commentées par Miss Dorothy Kent Hill. Ce qui me paraît devoir intéresser les lecteurs de la *Rev. historique*, plus spécialement, est l'étude critique qui nous a été présentée sur la technique des bronzes antiques et sur leur histoire, étude mise en tête de l'ouvrage par Miss D. Kent Hill. Ce mémoire, venant après les études de K. Kluge et de K. Lehmann, de A. K. Neugebauer, de Miss W. Lamb, ou de tant d'autres (cf. la bibliographie des ouvrages cités en abrégé p. 129 sq. : mais il en manque, et notamment la publication des grands et moyens bronzes de Constantinople, par P. Devambez, 1937), constitue une excellente mise au point des découvertes et travaux récents, donc un très utile instrument de travail. On ne se laissera pas trop influencer par le scepticisme, trop absolu, des premières pages, où il est dit, par exemple, que l'examen historique de la sculpture de bronze, grecque et romaine, est, pour l'instant, « indésirable, sinon peut-être impossible ». Ce qui est plus vrai, c'est que les recherches provisoires dont nous disposons ont une valeur scientifique inégale, et qu'on doit se défier, maintenant encore, des théories prématurées, voire des conclusions trop générales. Miss D. Kent Hill a donc bien fait, somme toute, de se limiter aux études principales récentes concernant la technique, en notant ce qui, de l'évolution artistique, peut nous apparaître déjà. On trouvera ainsi successivement, dans l'exposé présenté, des remarques concernant la technique qui a précédé l'invention de la fonte, d'autres sur les traditions relatives aux procédés du battage au marteau (*sphyrelaton*) ; les hypothèses des historiens de l'art ont reçu confirmation par la découverte de la triade des Létoides de Dréros, ces « incunables » actuels de la statuaire métallique en Grèce ; un autre bronze martelé a été trouvé à Samos. Les grandes plaques d'or d'applique, richement historiées, du trésor de l'Aire, à Delphes (1939), ont amené à faire reculer, d'autre part,

1. Ces documents seront étudiés dans le catalogue de la Walters art Gallery qui fera suite, nous dit-on.

la date de la technique des décors apposés sur les statues chryséléphantines : la méthode des appliques — or, bronze, etc. — remonte au <sup>vi</sup><sup>e</sup> siècle, d'assez bonne heure ; elle est presque aussi ancienne que celle du *sphyrelaton*. A propos des statuettes de bronze les plus primitives, ex-voto de sanctuaires, hommes ou animaux, Stanley Casson avait révélé ingénieusement et expliqué le procédé des barres de bronze en lingots minces découpées à plat, puis martelées et repliées. C'est au <sup>vi</sup><sup>e</sup> siècle seulement qu'on eût *fondue* les premières figures, ce qui faisait disparaître la nécessité du martelage et du dressage : même si l'on a été peut-être un peu trop catégorique, en voulant fixer les étapes de ce travail primitif, l'évolution tracée est plausible. Miss D. Kent Hill examine ensuite la fonte grecque ancienne des statues ; elle signale les gains réalisés par les recherches techniques de K. Kluge et de K. Lehmann, qui ont établi que la fonte en creux des œuvres moyennes et grandes, en Grèce, n'était pas exclusivement réalisée par le procédé dit de la « cire perdue ». Un autre procédé en usage exigeait l'emploi d'un modèle de bois et d'un moule de sable l'enrobant. On connaît maintenant la structure et l'emploi des moules en terre réfractaire, le processus des pièces découpées, préparées indépendamment. Les sections du modèle de bois, découpé lui-même, étaient encastées par pression dans une chape de terre, la place de la coulée du bronze restant réservée entre la chape et le noyau : des barres de fer traversaient le noyau et le moule pour consolider l'œuvre ; on ajoutait ensuite peu à peu, en les ajustant, les parties complémentaires des statues et statuettes, soudées par pièces détachées. Ainsi travaillait-on entre 510 et 460<sup>1</sup>. Il y a eu trois stades de la sculpture grecque en bronze (grande taille), le premier répondant à l'invention de Théodoros et Rhoïkos de Samos, associés (milieu du <sup>vi</sup><sup>e</sup> siècle) ; puis vient la fonte en creux (au sable) à partir de 510, procédé dit « *éginétique* » ; la « cire perdue », correspondant au troisième stade, ne se serait, sinon réalisée, du moins généralisée, qu'un peu avant le milieu du <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle, à l'époque de Phidias et de Polyclète. Ces théories, généralement adoptées, ont trouvé déjà leur confirmation, à propos par exemple de la tête de l'Apollon de Chatsworth (fonte au sable exécutée avec un modèle de bois) ; une petite tête de bronze de Karlsruhe (<sup>vii</sup><sup>e</sup> siècle), une autre, éphébique, de Sparte (à Boston), auraient précédé le groupe principal des fontes en creux. Il y a maintenant aussi un joueur de flûte de Samos, grande statuette du milieu du <sup>vi</sup><sup>e</sup> siècle, qui est un exemple de fonte pleine. On peut désormais, d'autre part, étudier techniquement le curieux éphèbe de Sélinonte, seul bronze sicilien de grande taille qui soit connu, daté entre 500 et 460 selon les appréciations. Les découvertes de fonderies en plein air, faites à Olympie (région du Stade) et à Athènes (Ouest de l'Agora, au Sud du temple d'Apollon Patrôos), ont permis d'examiner des fosses à fonte, et, en relation avec elles, les fours de brique où l'on préparait la fusion du métal ; tout cela a beaucoup éclairé nos connaissances<sup>2</sup> sur la technique des Anciens, qui n'était

1. M. Lehmann croit maintenant que la fonte à cire perdue a été introduite par les artistes ioniens à la fin du <sup>vi</sup><sup>e</sup> siècle. Le Zeus d'Artémision, l'Apollon de Piombino, déjà, auraient été exécutés à la cire perdue. L'Apollon de Piombino a été récemment nettoyé au Louvre, et ces soins ont fait mieux ressortir, outre l'inscription, de curieux détails techniques.

2. De la seconde moitié du <sup>vii</sup><sup>e</sup> siècle à la seconde moitié du <sup>v</sup><sup>e</sup>, on a préparé ces installations là où les conditions naturelles étaient favorables, c'est-à-dire là où l'on trouvait de l'argile et du sable. Il est clair ainsi qu'à Athènes la présence de fonderies à l'Ouest de l'Agora n'a absolument rien à voir avec l'identification des dieux occupants du Pseudo-Théseion, devenu, sans avantage, le Pseudo-« Héphaisteion » des architectes américains.



pas beaucoup améliorée au temps de Benvenuto Cellini, comme le prouvent les confidences de l'artiste de la Renaissance sur la fonte du Persée. On travaillait généralement, en Grèce, par pièces détachées, fondues séparément. Nous savons encore trop peu de choses au sujet des détails de la fonte à la cire, utilisée surtout pendant la période classique; d'ailleurs, malgré les aubaines qui nous ont rendu en mer les grands bronzes de l'Artémision, de Marathon, malgré d'autres découvertes précieuses, comme celle de l'Éphèbe de Pompéi (Via dell'Abbondanza), bien des particularités de travail des praticiens, aux meilleurs siècles, continuent à nous échapper. Quelques œuvres — trop rares — comblent la lacune entre la tête de Périnthe (III<sup>e</sup> siècle, selon l'auteur du *Catalogue*) et les productions romaines de l'époque impériale. Miss D. Kent Hill a poursuivi, bien entendu, sa tâche à l'époque romaine, d'après les enquêtes de K. Kluge et de K. Lehmann, principalement, et jusqu'au temps de la grande tête de bronze d'Aphrodisias (Musée Allard Pierson, Amsterdam).

C'est au sujet des statuettes fondues à la cire que notre information générale reste la plus insuffisante. — L'étude de Miss D. Kent Hill apporte, du moins, des renseignements utiles sur les pièces qui présentent des appendices aux pieds, et prouvent, semble-t-il ainsi, qu'elles ont été exécutées *la tête en bas*, sur les formes droites ou bifides de ces « hampes » (supports), etc. — Miss D. Kent Hill a attiré utilement l'attention, à ce sujet, sur la trouvaille de Galjûb en Égypte (Hildesheim), si instructive, puisqu'elle a fourni à la fois des instruments de bronziers et des productions — reliefs, statuettes hellénistiques — documents commentés successivement par A. Ippel, Røder, Edgar et l'auteur même du *Catalogue* de Baltimore. Dans le cas des œuvres de métal<sup>1</sup>, on n'utilisait pas les moules directement, comme pour les terres-cuites, mais plus indirectement, pour modeler et combiner des parties de statuettes, en cire, puis fondre, grâce à ces pièces, un double de bronze. C'est, d'ailleurs, en Égypte seulement et à l'époque alexandrine, que l'on a fait usage de la technique des moules partiels; on savait alors reproduire plus ou moins mécaniquement les pièces statuariques, ce qui a pu avoir pour l'art hautement individualisé de l'époque classique, réclamant une grande capacité créatrice de la part de chaque praticien, des conséquences extrêmement importantes, peut-être même symptomatiques. C'est, en fait, à cette époque précisément, qu'on commence à voir apparaître les pièces établies « en séries », les « doubles ». Les documents révélant leur parité ne sont pas encore très nombreux, et il se pourrait qu'il fallût distinguer parmi eux des faux modernes. Miss D. Kent Hill n'a pas connu le cas de deux statuettes du Louvre, bronze et argent, de moyenne grandeur, qui représentent l'une et l'autre la célèbre biche cérynite aux pattes d'argent. Elles sont *presque* identiques; or, l'une a été trouvée en Syrie, l'autre... au Périgord. Elles devaient être des productions alexandrines, faites plus ou moins en série. Je passe ici — à regret — sur les observations, multiples et précieuses, qu'apporte l'étude, au sujet du traitement final de la surface des statues et statuettes, du montage et de l'usage des statuettes. J'en ferai état en d'autres comptes rendus, ainsi que de l'histoire artistique des bronzes antiques, statues et statuettes.

1. C. C. Edgar a étudié aussi, de son côté, les moules de plâtre d'Égypte, notamment: il pense qu'on les employait à préparer des modèles de cire, et ainsi à reproduire mécaniquement certains sujets. Les trouvailles d'Hackin à Begram (Afghanistan) permettent de renouveler ces recherches, et elles apporteront aussi à l'étude de l'art alexandrin, spécialement, bien des compléments désirables.

Il m'a semblé que cette recension suffisait pour établir le grand mérite du travail, qui ajoute à un catalogue soigneux les éléments d'une contribution technique, enrichissant l'étude des usages des fondeurs grecs et romains. Les histoires du travail dans l'antiquité ont plus ou moins négligé ce qui se passait dans les ateliers d'art, où il y aurait eu pourtant bien des choses intéressantes à apprendre. Nous en étions plus ou moins restés en France à l'article *Statuaria*, du *Dict. des antiquités*, après lequel on a bénéficié de tant d'études et de découvertes. Miss D. Kent Hill n'a pas seulement montré par son introduction savante qu'elle n'ignorait rien — ou presque — des documents et des publications. Elle a aussi très bien classé et commenté, à la suite, les bronzes de la collection de Baltimore, et, c'est ce que je ferai voir le moment venu, sous d'autres aspects.

Ch. PICARD.

A. J. B. WACE. *Mycenae. An archaeological history and guide*. Princeton, Princeton University press, 1949; in-4°, xviii-150 pages, 110 planches.

Alan Wace est actuellement le meilleur spécialiste de Mycènes, où il a participé aux fouilles anglaises de 1920-1923 et dirigé celles de 1939 (puis de 1950). Le sous-titre de son livre en indique l'esprit. C'est un exposé fort clair, sans foisonnantes références ni pénibles discussions archéologiques, aboutissant pourtant à des conclusions très nettes, d'une cohérence et d'une vraisemblance parfaites. La lecture est facilitée par de très nombreuses illustrations de toute nature, cartes, plans, coupes, dessins, photographies, celles-ci excellentes, souvent neuves (un délicieux petit groupe d'ivoire découvert en 1939) ou au moins prises, pour les plus classiques, sous un angle inattendu (porte des Lions). En somme, une véritable réussite, quelque chose de comparable, *mutatis mutandis* (le format et le prix du livre, par exemple), aux *Ruines de Delphes* d'É. Bourguet, ce qui suffit, je crois, à en situer très haut la qualité.

Le plan est la logique même. D'abord, des indications générales : le site, le cadre chronologique, les types de tombes, l'histoire de Mycènes. Puis les monuments, étudiés dans un ordre à la fois géographique et chronologique. Enfin, une vue d'ensemble sur la civilisation mycénienne à sa plus belle époque. L'ouvrage se termine par trois appendices, l'un consacré à l'identification et à la provenance des pierres de Mycènes, les deux autres qui discutent, contre A. Evans et J. Myres, d'une part, contre Daniel, d'autre part, les dates du « trésor d'Atrée » et des murs cyclopéens.

Voici les principales conclusions :

Occupation précoce de la citadelle, au début de l'âge du bronze (Helladique Ancien). Début de la croissance et des contacts avec la Crète à la période suivante (Helladique Moyen) : on commence à fortifier la citadelle et on ensevelit deux princes dans la plus ancienne des « tombes à puits ». Au contraire, les cinq autres tombes du même type sont de l'Helladique Récent I. Une « dynastie des tombes à tholos » commence au cours de cette période et couvre tout le H. R. II : c'est alors que l'influence de la Crète est la plus forte à Mycènes. Celle-ci n'atteint à l'apogée que quand elle s'est libérée de cette influence, au début du H. R. III, et sa grandeur, pendant les deux premières phases de cette période, est impressionnante.

Jusqu'où s'étendait alors le pouvoir direct de ses princes? Nous l'ignorons. L'Argolide était soumise, certainement ; mais il existait au delà d'autres souve-

rains importants. Peut-être faut-il songer à un « roi des rois » : Wace écrit à plusieurs reprises le nom d'Agamemnon et pense qu'Homère n'a pas inventé de toutes pièces. D'où venait la richesse, attestée par l'importance des travaux comme par les trouvailles des tombes ? L'agriculture, le butin dû aux guerres ou à la piraterie apparaissent à Wace des explications insuffisantes. Il en présente une autre : la présence du cuivre et son exploitation dans les montagnes de l'Argolide. Malheureusement, il ne peut invoquer qu'une découverte d'ancienne mine près de Némée et doit supposer une exploration insuffisante de la région. Certes, l'hypothèse rend compte du développement du commerce vers la Sicile, la Thrace, l'Asie Mineure et l'Égypte. Mais elle reste pour le moment une hypothèse, qui ne suffit pas à écarter les autres, sur lesquelles Wace passe peut-être un peu rapidement. On ressent, à vrai dire, quelque surprise à constater qu'il n'y a pas un mot dans le livre sur ce qu'il est traditionnel d'appeler « l'expansion achéenne<sup>1</sup> ». Sans doute n'est-elle pas spécifiquement mycénienne ; mais la civilisation, dont un excellent chapitre nous brosse le tableau, ne l'est pas davantage. Wace nierait-il que cette expansion ait pris la forme de conquêtes ou d'émigrations qu'on lui attribue ordinairement ? La placerait-il plus tard, après la chute de Mycènes ? Estimerait-il que nos renseignements demeurent trop imprécis pour parler d'elle avec profit ? Ces trois explications de son silence sont plausibles ; on eût désiré savoir celle qui a ses préférences. Pas un mot non plus sur le peuplement : les changements dans l'histoire et la civilisation de Mycènes, avant sa destruction évidemment reliée à l'invasion dorienne, correspondent-ils, comme le pensait notamment G. Karo dans son article *Mykenische Kultur* de la *Real-Encyclopädie*, Suppl. VI, à l'arrivée et à l'installation, plus ou moins brusques, d'éléments ethniques nouveaux ? Laisser la question en suspens eût peut-être été sage ; mais la poser eût été certainement utile.

La puissance et la prospérité de Mycènes s'affirment dans des monuments. D'abord (H. R. III A), la citadelle est élargie, ses fortifications remaniées par la construction des murs cyclopéens et de la porte des Lions ; le palais à *megaron* s'édifie au sommet ; un mur circulaire entoure les tombes à puits, les enfermant dans une aire sacrée ; la technique de la construction de la plus grande des tombes à *tholos*, le « trésor d'Atrée », est si semblable à celle de la porte des Lions que cette tombe doit être celle du roi qui a réalisé tous ces aménagements. Au H. R. III B appartiennent l'extension de la citadelle vers le nord-est, la citerne souterraine, la réfection du palais et le grand escalier, la « tombe de Clytemnestre », la « maison des colonnes ». La destruction de Mycènes se place, après une phase de décadence, à la fin du H. R. III C.

La chronologie adoptée par Wace donne des équivalences approximatives : H. A., 3000-2200 ; H. M., 2200-1600 ; H. R. I, 1600-1500 ; H. R. II, 1500-1400 ; H. R. III, 1400-1100, chacune des phases A, B et C durant environ un siècle. Jusqu'en 1300 à peu près, les correspondances semblent établies par la chronologie égyptienne. Ensuite, ces dates dépendent de celle de 1183 assignée par Ératosthène à la guerre de Troie, qui serait suivie rapidement du déclin de Mycènes. Malgré la critique qu'en a faite Jean Bérard dans ses *Recherches sur la chrono-*

1. Pour être exact, un mot y fait allusion ; on jugera de quelle façon concise : *The influence of Mycenae, commercial and political, extended over... and spread abroad to...* (p. 23). Manifestement, Wace s'en tient ailleurs (p. 107-108, 114) aux relations commerciales.

logie mycénienne, cette date traditionnelle n'est pas mise en doute par Wace. En revanche, bien qu'elle contredise Daniel, la discussion de Wace (p. 132-133) sur la date des murs cyclopéens peut s'accorder avec l'étude récente de J. Bérard sur *Le mur pélasgique de l'Acropole et la date de la descente doriennne* : si les travaux de fortification à Athènes ne sont pas contemporains, à Mycènes, des murs cyclopéens, ils le sont de l'extension de la citadelle au nord-est et de la citerne souterraine. S'ensuit-il qu'on craignît alors une menace précise et que celle-ci fût, comme le pense J. Bérard, ce qui allait être l'invasion doriennne? Peut-être ; mais on avait déjà auparavant construit les murs cyclopéens : les menaces ne devaient pas manquer, même quand les rois de Mycènes se trouvaient au plus haut de leur puissance, et identifier l'une ou l'autre ne peut se faire que par hypothèse.

André AYMARD.

Henri VAN EFFENTERRE. *La Crète et le monde grec de Platon à Polybe.*

Paris, E. de Boccard, 1948 ; 1 vol. in-8°, 340 pages, 3 pl. hors texte (dont 2 cartes) (Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome, 163<sup>e</sup> fascicule).

L'auteur de cet important ouvrage — dont nous avons eu le plaisir de recenser, il y a quelques mois, la très intéressante étude sur Mirabello — signale le contraste régnant entre les éloges décernés à la Crète hellénique par Platon et l'appréciation nettement défavorable et « mordante » formulée sur les habitants de cette île par Polybe et adoptée sans hésitation par les modernes, qui recourent contre Platon à l'autorité d'Aristote. M. van Effenterre estime indispensable un nouvel examen du problème, le jugement de Polybe étant sujet à caution, comme l'ont prouvé, notamment, les thèses de M. Flacelière et du regretté Feyel.

Dans la première partie du livre (*La découverte de la Crète*), après avoir souligné la pénurie de notre information sur l'histoire de cette contrée avant le iv<sup>e</sup> siècle — bien qu'en réalité la Crète ne fût pas restée absolument sans contacts avec le monde grec —, l'auteur examine le jugement de Platon sur l'île que ce dernier a choisie, vers 365, pour scène de son dialogue des *Lois*. Traitant, d'abord, de la « documentation crétoise » du philosophe, il montre qu'une partie au moins de ses informations directes sont très dignes de foi, qu'il s'agisse d'histoire, de géographie ou, surtout, de science des mœurs et de pédagogie ; sa documentation juridique et institutionnelle n'est pas moins solide, surtout en matière de droit privé : cette conclusion est plus valable encore si l'on examine l'esprit de la législation plutôt que le détail des institutions. Bref, quoi qu'ait prétendu Wilamowitz, l'auteur des *Lois* n'a certainement pas « ignoré la Crète ». Quelle est l'origine de son information? Comme il ne l'indique jamais, nous devons nous borner à des hypothèses. Il a probablement visité la Crète ; mais ce voyage ne suffit pas à expliquer la précision des nombreux renseignements qu'il possède sur ce pays ; en revanche, il est fort possible que le philosophe se soit largement documenté auprès de Crétois venus en Attique : « un centre comme l'Académie attirait bien des étrangers », et le Pirée recevait une foule de « nationaux de tous les pays », qu'il était très facile d'interroger. Ainsi muni d'abondantes informations, comment Platon juge-t-il les Crétois? D'une façon souvent élogieuse, certes, mais moins enthousiaste qu'on ne le dit en général : s'il approuve leur constitution et plusieurs de leurs institutions, il n'estime guère leurs mœurs encore rudes. Dans l'ensemble, les *Lois* nous

décrivent la grande île sous l'aspect d'un pays aux fortes traditions et dont le droit est à la fois « conservateur et assez avancé » (voir les codes de Gortyne) : ce n'est pas précisément la « barbarie culturelle » qu'a imaginée Wilamowitz.

Les appréciations d'Éphore et d'Aristote portent sur un domaine beaucoup moins étendu que celles de Platon : ils se sont préoccupés avant tout des *syssitia* et de l'organisation des pouvoirs publics, en recourant à de nombreux ouvrages antérieurs ; Éphore nous apporte surtout d'intéressants détails ethnographiques ; Aristote analyse avec précision et profondeur le régime social et politique de la Crète pendant la seconde moitié du IV<sup>e</sup> siècle. Il y avait deux séries essentielles d'institutions sociales : les *agelai*, groupements éducatifs qui réunissaient « les plus illustres et les plus puissants des enfants », et les *syssitia*, ou *andreia*, dont Éphore retrace uniquement le but éducatif et Aristote l'aspect matériel et économique ; la question touche à celle de la condition des périèques crétois, dont le tribut aidait à l'approvisionnement des *syssitia*. Un examen serré des textes mène l'auteur à la conclusion suivante : au-dessous des citoyens, il y avait en Crète : 1<sup>o</sup> des hommes libres privés, au moins en partie, de droits politiques ; 2<sup>o</sup> des « serfs » ; 3<sup>o</sup> des esclaves. Aristote qualifie régulièrement de « périèques » ces membres des classes inférieures, qu'il compare aux hilotes de Laconie, dont la condition était cependant beaucoup plus dure. Quant au régime politique, il se distinguait par l'existence de deux organes essentiels : les cosmes, magistrats suprêmes, et un Conseil restreint, formé d'anciens cosmes, nommés à vie et n'ayant pas de comptes à rendre. Éphore signale aussi des « cavaliers » et Aristote une *ecclesia*, armée d'un seul droit : celui de ratifier les décisions des cosmes et du Conseil. Peut-être s'agit-il là d'une restriction apportée aux pouvoirs traditionnels de l'*ecclesia* par une oligarchie ambitieuse ; la Crète traversait alors une période de graves désordres ; cette situation toute passagère n'autorisait d'ailleurs pas Aristote à condamner le régime politique du pays.

La deuxième partie du livre a pour sujet « l'évolution hellénistique en Crète ». Après avoir examiné d'abord, avec la plus méticuleuse précision, la « tendance fédéraliste », M. van Effenterre conclut que les relations mutuelles des villes crétoises au cours des III<sup>e</sup> et II<sup>e</sup> siècles ont été principalement marquées par un conflit entre l'impérialisme de Cnossos et le fédéralisme de Gortyne. Puis l'auteur montre que la Crète « aristocratique » du IV<sup>e</sup> siècle a certainement évolué vers la démocratie ; mais il ne s'agit pas d'une démocratie intégrale ; en outre, les étapes de cette transformation ne sont pas toujours faciles à discerner, et il existe de notables différences en ce domaine entre cités ou groupes de cités. Les rivalités qui les opposent, du reste, se rattachent à leur politique extérieure, dont les vicissitudes elles-mêmes ne s'expliquent que grâce à une mise au point de l'important problème des mercenaires, fort diligemment étudié par M. van Effenterre. Il traite successivement de l'armement de ces soldats, qui sont surtout des archers, mais exécutent aussi des reconnaissances, des embuscades, des escalades ; de leurs méthodes de combat, parfois très décriées ; de leur emploi, fort répandu (ils servaient tous les princes hellénistiques et dans toutes les grandes rencontres ; mais leur rôle s'affaiblit après Pydna) ; enfin, des conditions du service (organisation des unités ; origines du recrutement, etc.). Quant à la politique étrangère de la Crète, elle est très difficile à expliquer, en raison des conflits entre cités, des lacunes et des incertitudes de notre documentation ; certains historiens ont lancé trop vite à cette politique un reproche d'instabilité perpétuelle et déraisonnable ; d'autres



ont risqué des hypothèses générales insuffisamment fondées. L'auteur estime, cependant, qu'une explication d'ensemble n'est pas impossible. Il fait observer que Cnossos, adversaire de la Macédoine et amie de l'Égypte au III<sup>e</sup> siècle, est devenue l'alliée de Philippe et de Persée au siècle suivant, tandis que Gortyne, assez éloignée de l'Égypte depuis 240, adhère au parti égypto-romain vers la fin du III<sup>e</sup> siècle; il y a là un remarquable « chassé-croisé ». Or, il se produit au temps même où l'hégémonie de Cnossos s'écroule pour une soixantaine d'années; d'où l'ingénieuse hypothèse suivante : les États intéressés au maintien de l'ordre égéen ont recherché l'appui du parti dominant en Crète, tandis que les villes crétoises plus faibles secondaient de leur flotte audacieuse et rapide les princes ambitieux et mal équipés. L'examen des rapports de Rhodes avec la Crète orientale vers la même époque tend à confirmer cette hypothèse : la diplomatie rhodienne mit très habilement à profit l'influence grandissante de Gortyne.

Cette minutieuse analyse des quatre aspects essentiels de l'évolution hellénistique en Crète aboutit aux résultats suivants : l'histoire crétoise est alors dominée par la rivalité entre Cnossos et Gortyne, rivalité que ne suffit pas à expliquer le progrès de la démocratie, mais qui se relie étroitement aux vicissitudes de la politique étrangère. Une telle hypothèse rend compte à peu près de tous les événements aujourd'hui connus de cette histoire (guerre de Chrémonidès; organisation du *Koinon* crétois; guerre de Lyttos; « guerre crétoise »; relations de la Crète avec Nabis; rapports des cités crétoises avec Rome, la Macédoine et les Rhodiens, etc.); avant la fin du II<sup>e</sup> siècle, Cnossos avait ressaisi l'hégémonie; mais Gortyne poursuivait la lutte, tandis que les Romains cherchaient à imposer un régime d'arbitrage; la Crète se laissera finalement entraîner, pour son malheur, dans le camp de Mithridate VI Eupator.

A cette époque, Polybe avait depuis longtemps disparu, après avoir durement flétri les Crétois de son temps. Léonidas de Tarente s'exprime dans le même sens quand il qualifie les Crétois de pirates et de scélérats. Que valent ces accusations? A cette question répond la dernière partie de l'ouvrage (*La réputation des Crétois*). L'auteur rappelle, d'abord, combien le début des *Histoires* de Polybe est faiblement documenté sur la Crète; la suite de cette œuvre est mieux informée; mais Polybe tire des conclusions excessives de l'attentat — fort grave, assurément — commis par Kydonia contre Apollonia; un événement de ce genre ne fut pas très rare dans l'antiquité grecque, macédonienne et romaine. Les accusations dirigées par l'historien contre les personnes ne sont pas plus probantes : les dix-neuf Crétois sur lesquels nous sommes assez bien documentés ne sont pas tous, il s'en faut, des scélérats. Au total, qu'il s'agisse d'individus ou de collectivités, nous sommes en présence d'« évidences contradictoires ». Certes, on ne peut reprocher à Polybe aucun mensonge flagrant; mais, dans son tableau de la Crète, « il n'a parlé que du mal ». Pourquoi? Peut-être parce que les Crétois se rangèrent le plus souvent au nombre des adversaires de l'Achale; mais le fait est qu'après avoir été idéalisés à l'excès par Platon, ils n'ont pas mérité davantage la sévérité partielle et systématique de Polybe. C'est donc à « une conclusion toute de mesure », comme le dit fort bien M. van Effenterre, qu'aboutit cette savante étude, dont nous n'avons pu analyser que bien sommairement l'argumentation si pénétrante et nuancée et dont la consultation sera largement facilitée par de précieux indices.

Paul CLOCHÉ.

Eugène CAVAIGNAC. *Sparte*. Paris, A. Fayard, 1948 ; 1 vol. in-16, 234 pages. Prix : 200 fr.

M. Cavaignac ne s'est pas ici proposé de rédiger une histoire complète de Sparte, mais seulement d'insister sur différentes questions encore imparfaitement expliquées : organisation militaire, institutions de la ligue du Péloponèse, transformations radicales survenues depuis les graves défaites du IV<sup>e</sup> siècle dans la structure de l'État. Telle est la tâche dont il s'acquitte fort bien dans ce clair et séduisant ouvrage, où sont examinés successivement les traits essentiels de l'histoire de Lacédémone jusqu'à l'annexion de la Messénie, l'état social de la Laconie au VI<sup>e</sup> siècle, la ligue du Péloponèse, le conflit athéno-spartiate au V<sup>e</sup> siècle, l'apogée et le déclin de Lacédémone, la Sparte hellénistique et romaine. L'un des principaux mérites de cette étude, c'est que, tout en restant fort accessible à ce « grand public » cultivé auquel elle est destinée, de préférence, la collection dont elle fait partie, elle renferme de savantes discussions, appuyées, le cas échéant, sur des évaluations précises et rigoureuses. Signalons, à cet égard, les pages où l'auteur explique l'organisation de la phalange spartiate, en laquelle il voit « une création typique de l'esprit grec » et comme « un pendant militaire » du Parthénon (p. 25-30) ; celles où sont exposés les droits, les obligations et les ressources militaires et navales de la confédération du Péloponèse (p. 58-66) ; celles qui concernant les diverses générations (réparties en quatre catégories) de Lacédémone et la diminution graduelle de sa population civique depuis la fin du V<sup>e</sup> siècle : M. Cavaignac décrit fort nettement le phénomène qu'il appelle si bien une « destruction physique de la cité » (p. 115-123) ; celles où l'auteur indique les « redoutables » effets sociaux et politiques de ce phénomène (p. 124-128) ; celles qui ont trait à la réorganisation militaire de la confédération péloponésienne au cours du IV<sup>e</sup> siècle (p. 151-158) ; celles où est analysée la situation économique et sociale de Lacédémone à la veille de l'initiative réformatrice d'Agis IV (p. 181-187), etc. Il convient aussi de louer M. Cavaignac de ne pas s'être borné à de brèves et sèches références, mais d'avoir introduit dans son ouvrage un certain nombre de citations assez longues et bien choisies — empruntées, notamment, à Hérodote, à Thucydide, à Isocrate, à Tite-Live, etc. —, qui rendent plus vif encore le plaisir inspiré par la lecture. Enfin, le cadre chronologique fort détaillé que l'auteur a dressé à la fin du volume et qui embrasse la période comprise entre les temps mycéniens et le règne de Marc-Aurèle (p. 226-232) ne pourra manquer de rendre de précieux services aux étudiants et aux maîtres<sup>1</sup>.

Paul Cloché.

1. Ce très utile ouvrage nous paraît appeler certaines réserves et laisser quelques regrets. Le « principal motif » du pacte qui, en 433, unit contre Corinthe les Athéniens et les Corcyréens fut-il bien « l'importance de Corcyre comme escale sur la route de l'Occident » (p. 89 ; cf. p. 91) ? La grave question — formellement indiquée dans le texte de Thucydide — de la suprématie navale d'Athènes, qu'eût sérieusement menacée la mainmise de Corinthe sur la flotte corcyréenne, n'a-t-elle pas joué un rôle prépondérant dans la décision prise par les Athéniens d'appuyer Corcyre ? Il n'eût d'ailleurs pas été inutile, selon nous, d'insister sur le caractère à la fois parfaitement légal et strictement limité de l'intervention athénienne. — Il semble également permis d'exprimer le regret suivant : l'auteur n'a pas assez souligné l'importance de l'action politique et diplomatique exercée en maintes circonstances par divers rois de Lacédémone — Cléomène I<sup>er</sup>, Agis II, Agésilas, Archidamos III, Areus, etc. — en

Karl A. WITTFOGEL, FĒNG Chia-shêng (Fong Kia-cheng). *History of Chinese Society. Liao (907-1125)*. Philadelphia, The American Philosophical Society, 1949; in-4°, XVIII-752 pages, ill., cartes. (*Transactions of the American Philosophical Society*, N. S., vol. 36, 1946.)

Voici l'échantillon monumental d'une histoire en projet de la société chinoise. On s'est étonné qu'on la commençât par une petite dynastie barbare. C'est oublier que la Chine est un empire et méconnaître le rôle des Leao dans l'évolution de cet empire. Leao est le nom que prirent en Chine, lorsqu'ils en eurent conquis le nord, de la Mandchourie au Chan-si, les chefs de la confédération nomade des K'i-tan, dont le nom tribal, survivant à leur empire dans la création, au Turkestan, du royaume de Qarā-Khitāy, a servi à notre moyen âge et sert toujours en Asie Centrale, en Perse, en Russie, à désigner la Chine même. Avant d'être Khanbalik, Pékin fut alors « Capitale du Sud ». Les Leao avaient détruit aux marches coréennes le royaume sinisé de Po-hai pour se siniser à leur tour plus qu'à demi. Leur exemple à la veille des temps modernes illustre des rapports sino-septentrionaux et des dominations étrangères de la Chine et plus anciens et plus récents. Les Leao-K'itan renouvellent aux x<sup>e</sup>-xiii<sup>e</sup> siècles l'expérience des Wei-T'haçā des iv<sup>e</sup>-vi<sup>e</sup> siècles et préfigurent, avec celle des Kin-Jurçān des xii<sup>e</sup>-xiii<sup>e</sup> siècles, celles des Yuan-Mongols et des Ts'ing-Mandchous. La place des Leao justifie donc la priorité que leur accordent MM. Wittfogel et Fong et leur livre intéresse au premier chef l'histoire entière de l'Extrême-Orient.

Le choix de cette dynastie avait encore l'avantage matériel de localiser l'étude à une part cohérente et importante d'une grande époque et de limiter les premiers textes à dépouiller et à élaborer. La fin des Cinq Dynasties, les Song qui les remplacent, bien que contemporains et en rapports constants avec les Leao, n'apparaissent ici qu'en fonction de ces Leao, dont les sources comptent parmi les moins nombreuses et les moins volumineuses de l'histoire chinoise. Elles sont d'ailleurs ramenées, par le plan du livre, à des extraits de la seule histoire dynastique, le *Leao che*, rédigée sous les Yuan et très incomplète, éclairée néanmoins d'autres sources exploitées en notes. Le gros in-quarto de 752 pages compactes à deux colonnes qui en est résulté justifie également cette limitation.

L'histoire des Leao est si mal connue, si faible ou si confuse en historiographie occidentale, qu'un bref rappel en peut être utile. Qui étaient les K'i-tan, pasteurs et chasseurs, que les sources chinoises font descendants des Hiong-nou et des Sien-pi, établis dans les plaines du Leao depuis la boucle de ce fleuve, en mongol le Šira-muren? Nous en sommes, là-dessus, aux « Mongols métissés de Toungous » de Pelliot, et le paragraphe de M. Wittfogel sur ces origines (p. 21-23) insiste trop sur le vocabulaire et n'en prouve guère que la complexité. La section sur les tribus (p. 41 et suiv.) n'en offre pas moins une des vues les plus riches qu'on en ait. L'histoire même de la dynastie, qui donne à leur empire sa chronologie, est divisée par M. Wittfogel (p. 571) en cinq périodes. La première est de fondation à l'intérieur

dépôt des lois qui limitaient théoriquement leur autorité (voir *Les Études Classiques*, t. XVII, p. 113-138, 343-381). — Ne convenait-il pas, enfin, de rappeler un peu longuement les différentes tentatives — finalement inutiles, sans doute, mais vigoureuses et intéressantes — accomplies par Lacédémone durant le premier tiers du iii<sup>e</sup> siècle pour restaurer son ancienne puissance (voir la *Revue des Études anciennes*, t. XLVII, p. 219-242; t. XLVIII, p. 29-61)?

du domaine mandchou (A-pao-ki se proclame en 907 « souverain céleste », T'ien houang-wang ou -ti, et crée sa métropole en 918). La seconde est de conquête à l'est (le Po-hai, au Leao-tong, en 926) et au sud (prise de Pien, i.-e. K'ai-fong, la capitale chinoise, et proclamation du nom dynastique en 947). La troisième est de stabilisation (affermisssement au sud de la Grande Muraille, impuissance à franchir le Grand Fleuve : guerre infructueuse de 979 à 1005 contre les Song). La quatrième est à l'apogée, suivie après 1040 de croissantes difficultés, et la cinquième période est celle du déclin rapide et de la chute.

On peut, en gros, accepter ce schème. Au reste, l'histoire dite *événementielle*, naguère en faveur, est celle qui intéresse le moins l'histoire *structurelle* cultivée suivant les dernières formules par M. Wittfogel. Les événements sont rejetés dans le tableau chronologique de la fin, lequel est beaucoup plus aride que les annales chinoises les plus sèches. Nul effort d'y marquer les occurrences cruciales, apparemment parce qu'elles sont uniques, ni pour démêler l'ent de certaines manifestations pourtant notables du développement ainsi la prétention des K'i-tan à l'Empire. On sait que, selon les auteurs, la déclaration en est reportée de 907 à 922, à 938 et à 947. Les dates de 922 et 938 s'en taisent dans la table chronologique, et A-pao-ki s'y trouve nommé empereur à partir de 907, en servile conformité aux conventions de l'annalistique officielle. Les actes particuliers, surtout politiques, sont nettement sous-estimés dans cette histoire et cela en efface insensiblement les articulations. Les individus n'y sont pas mieux traités que les événements. Le nom des souverains est en appendice. Leurs vies, celles des personnages distingués de leur temps, sont à peu près passées sous silence. Le titre de la section 8 ne doit pas y tromper : ils n'y ont pas accueil. On ne s'étonne donc pas que soit omise une variante du nom d'A-pao-ki, à savoir Ngan-pa-kien, conservée au *Kieou Wou-Tai che* (k. 137) antérieur au *Leao che*, variante qui rejoint celle d'A-pao-kin relevée p. 59, n. 1, et qui, outre l'élément qu'elle fournit sur le nom du fondateur, a peut-être sa valeur dans l'identification de l'idiotisme k'i-tan. Ce n'est là qu'un détail, mais il n'est point seul. La tendance à ne voir que les groupes et les choses les plus corporelles a fait manquer, dans cette histoire des Leao, un remarquable exemple du pouvoir de certains individus à déterminer les masses et des bornes très fortuites de ce pouvoir. Cet exemple eût servi le dessein de l'auteur et précisé l'analyse des forces en jeu dans son problème central, fort en vogue outre-mer, de l'acculturation.

Il soutient que les Leao, quoi qu'on en ait pu dire, n'ont jamais été complètement assimilés par la civilisation de la Chine qu'ils avaient au nord-est conquise. Pour en être sûr, il suffit d'un coup d'œil aux sources ; il n'y a qu'à parcourir la double organisation administrative et militaire et le double régime géographique des Leao, en dépit d'une partielle conversion des pasteurs à l'agriculture et du transfert de paysans chinois en terres k'i-tan ; sur quoi le livre amasse une excellente information. Les savants japonais avaient souligné expressément ce *duellisme*. L'apport de M. Wittfogel est de l'avoir retrouvé, d'en avoir fait une démonstration substantielle et d'en avoir déduit sociologiquement les conséquences. L'assimilation totale, affirmée en passant par quelques orientalistes (cf. p. 4), n'a jamais fait autorité. Une dynastie dont le fondateur, « habile en langue chinoise », *chan Han yu* (*Kieou Wou Tai che*, l. c.), s'aide de Chinois pour unifier les K'i-tan, puis des K'i-tan pour s'établir en Chine, a des raisons de ne pas oublier son caractère. L'invention, à partir de la chinoise, d'une écriture k'i-tan destinée aux docu-

ments d'État et servant aux neuf règnes en est une preuve. La courbe est grande cependant qui va du rude T'ai-tsou, appelant « cadet » ou « enfant » l'empereur d'une Chine croulante (*Kieou Wou Tai che*, k. 137, an. 926, et textes parallèles), au dévot et lettré Tao-tsong émettant, face aux Song, le vœu de renaitre chinois. M. Wittfogel néglige trop des traits si propres à nuancer sa thèse. La vive présentation, p. 409, du récit des annales sur le refus du chef Jurten, préliminaire des hostilités qui allaient emporter les Leao, montre pourtant qu'il en est très capable. Une section de la littérature, au lieu du chapitre sur les rites, code et chroniques annexé à la section du Gouvernement, eût permis un meilleur emploi de la petite anthologie de la dynastie, le *Leao wen ts'ouen*, cité à la bibliographie et aux notes (par exemple, p. 286 et 292, notes 20). Les noms de Leao, de leurs reines, de membres des deux clans impériaux Ye-liu et Siao, y figurent entre autres, et toutes les pièces n'en proviennent pas de leurs lettrés chinois. Concurrentement aux inscriptions et aux monuments bouddhiques répandus en Mandchourie, ils attestent la pénétration de la culture chinoise : on peut dire que, par les K'i-tan et par leurs Leao, cette culture qui, par la Corée et le sud, avait gagné le Japon, refluit maintenant et gagnait le nord, par-dessus la ruine du Po-hai. Il faut distinguer, à mesure que les Leao s'affinent, entre la dynastie et la cour, les gens des cinq capitales et le peuple des provinces. La sinisation a été progressive, a provoqué des réactions variées, et obtenu des succès inégaux. L'investiture chinoise n'a pas supprimé les tribus ni leur nomadisme.

Le défaut de M. Wittfogel est d'avoir trop réduit ce que les partisans de l'assimilation, par un abus contraire, tendaient à retenir exclusivement. Sa supériorité est d'avoir montré, par la théorie et par les faits, en suivant le destin d'une tribu représentative, la persistance de l'élément étranger venu du nord-est, sa résistance à l'énorme pouvoir d'absorption chinois et son élimination finale.

L'originalité est d'avoir pris le contre-pied des méthodes antérieures. Économiste et sociologue, M. Wittfogel a voulu reconstruire une période entière de l'histoire institutionnelle et culturelle de la Chine (comp. p. 32). Son livre comprend une introduction générale, seize sections, cinq appendices, une bibliographie et deux index. Ce n'est en rien une histoire suivie. Chaque section en découvre un aspect : 1. Géographie et peuplement ; 2. Nomadisme et sédentarisme k'i-tan ; 3. Industries tribales ; 4. Communications : routes, animaux, véhicules ; 5. Commerce ; 6. Monnaie et crédit ; 7. Organisation sociale : races, classes, cultes et traditions ; 8. Les puissants non officiels : familles et individus ; 9. Temples et monastères ; 10. Le système financier : structure des services, taxes, revenus, tributs, dépenses ; 11. Les corvées ; 12. Calamités et secours ; 13. Rébellions : querelles de succession, coups d'État, révoltes ; 14. Le gouvernement : organisation politique et militaire, passage de la chefferie à l'empire, administration du nord et du sud, le personnel, les fonctions spéciales (lois, calendrier, etc.) ; 15. L'armée et la guerre ; 16. Table chronologique. Les deux principaux appendices concernent l'historiographie sur les Leao et surtout le Qara-Khitay ; ce dernier, p. 619-674, a l'importance d'un petit volume. Je ne discuterai pas l'ordre des sections : il rappelle que cette mine ouverte à tous n'en est encore qu'aux sondages. Sauf la seizième, chaque section comprend deux parties : une introduction, vigoureuse et prudente, qui aborde carrément les problèmes généraux, et la série des fragments traduits du *Leao che*. Ces fragments sont assez courts, très variables en nombre et de matières diverses à l'intérieur de chaque section. Un classement chronolo-



gique en accentue la segmentation. Mais, après l'introduction générale, où sont exposés non seulement les principes du livre, mais ceux de cette histoire de la Chine dont il est le spécimen, les seize introductions spéciales peuvent être lues d'affilée, et les traductions qui les soutiennent considérées comme autant de preuves. Attaqué de cette manière, ce gros recueil devient d'un parcours assez rapide; mais la référence aux traductions reste indispensable. Référence de travail, non de renseignements tout prêts. La synthèse fournie par les introductions est provisoire. Bien des faits ressortiront mieux à mesure que le dépouillement des histoires dynastiques en rendra possible la comparaison. Même choisis, et même classés, ces fragments restent isolés. Si lâche qu'en puisse paraître le contexte original, il n'est point toujours indifférent à l'interprétation exacte. M. Et. Balázs (*P. A.*, XXIII, 1950, p. 321) a signalé cet inconvénient, et M. Yang Lien-sheng (*H. J. A. S.*, 13, 1950, p. 216-37) a fait des réserves sur l'utilisation des textes parallèles. La partie philologique ne pouvait être qu'imparfaite. Elle n'en représente pas moins un grand et précieux défrichage. L'index des références, p. 696 et suiv., offre un moyen facile de s'en assurer, et l'appareil des notes en est un autre. Ces notes sont moins de critique textuelle que de documentation et visant à faire le point. Elles contiennent d'importants résumés, par exemple, sur les religions étrangères, p. 307-309, et sur l'écriture, p. 241-253 avec les planches. Quelques-unes semblent minces, vu la portée de leur suggestion, par exemple, p. 19, n. 274, où un simple renvoi aux cartes appuie la remarque que les Leao, comme les Wei et les Kin, ont été arrêtés au seuil de la zone du riz. Un dernier exemple, sur le soin mis à réunir les fragments : p. 240, l'invention des petits caractères k'i-tan, attribuée à l'an 925, ne provient ni des *Annales principales* ni des *Biographies*, mais des *Tableaux de l'Histoire des Leao*, k. 64, *Tie-la*, où la dernière idée est de l'aller chercher.

Le livre doit à M. Wittfogel, outre les commentaires, son inspiration et son âme; à M. Fong, spécialiste chinois des Leao, sa très riche documentation textuelle. Leur collaborateur pour la langue des K'i-tan a été M. H. Menges (voir, d'ailleurs, *l'Introd. gén.*, p. 32-35). La *translation* de l'histoire chinoise est entamée de la manière dont ses monuments ont été construits : par un travail d'équipe. Par là, elle satisfait les partisans de ce genre d'entreprises, tandis que ceux du travail individuel et personnel observeront qu'en Occident comme en Asie, l'œuvre collective n'a pris forme et être que sous l'impulsion et la main d'un seul homme. Les trois projets, très différents, aujourd'hui en route, celui de M. Dubs et celui de M. Hummel (cf. *Rev. hist.*, octobre-décembre 1949, p. 248 et 253), comme celui de M. Wittfogel, significativement le sont en Amérique. La qualité de leurs premiers fruits ne peut qu'en faire souhaiter la poursuite, pour le plus grand profit de l'histoire universelle<sup>1</sup>.

E. GASPARDONE.

Régis BLACHÈRE. *Le Coran*, traduction selon un essai de reclassement des *Sourates*. T. I : *Introduction*. Paris, G.-P. Maisonneuve, 1947; LIX-273 pages. (Coll. « Islam d'hier et d'aujourd'hui », vol. III.)

M. Blachère vient de publier le second des deux volumes de sa traduction; j'y

1. Prière de rétablir dans notre numéro de janvier-mars, t. CCVII, p. 137 (bas) : au lieu d' « au point de vue politique occidentale », lire « au point de vue occidental » ; au lieu de « l'his

reviendrai dans un prochain compte rendu. Mais il ne me paraît pas qu'il soit trop tard pour signaler aux lecteurs de la *Revue historique* l'*Introduction* qui précède cette traduction.

L'auteur ne prétend point y apporter des solutions nouvelles ; il a seulement pour but de faire comprendre à son lecteur ce qu'est le Coran, comment il est parvenu jusqu'à nous et les problèmes qu'il pose. Pour cela, M. Blachère fait montre d'une érudition sans défaillance qui est d'un précieux secours pour les spécialistes ; il sait en même temps se placer sur un plan assez général pour que l'« honnête homme » puisse tirer grand profit de son exposé.

Rappelons d'abord, d'après lui, que le Coran est connu en Europe, depuis 1145 environ, par un résumé en latin qu'en fit l'Anglais Robert de Retines à l'instigation de l'abbé de Cluny, Pierre le Vénérable, et en collaboration avec l'équipe des traducteurs de Tolède. La Chrétienté se contenta de ce résumé pendant cinq siècles. La première traduction véritable, due au Français Du Ryer, fut publiée en 1647 à Paris ; dès la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, de nouvelles traductions se succédèrent en diverses langues : c'est certainement celle de l'Anglais Sale, accompagnée d'une introduction (1734), qui servit à renseigner Voltaire sur Mahomet et le Coran. Je ne mentionnerai ici que les traductions françaises : celles de Savary (1782-1783), Kasimirski (1840), Montet (1929), Lalmèche et Bendaoud (s. d.), Peslo et Tidjani (1936). Les études sur le Coran et sur le Prophète sont nombreuses aussi : M. Blachère leur consacre une bibliographie de seize pages.

On sait que, pour les Musulmans, le Coran est la parole même de Dieu, telle que la reçut le prophète Mahomet (ar. : *Mohammed*) au cours de nombreuses révélations. M. Blachère ne discute pas cette interprétation admise comme un fait ; il se préoccupe seulement de savoir ce qui s'est passé entre ces révélations et l'établissement du texte que nous possédons. Un premier fait certain, d'après la tradition musulmane elle-même, c'est que « la mise par écrit de la Révélation, du vivant de Mahomet, ne porta pas sur la totalité du texte et qu'elle fut dominée par bien des hasards ». Il n'est pas moins certain que ce qui fut écrit ne le fut pas de la main du Prophète, mais de celle de quelques-uns de ses compagnons, et nous ignorons dans quelle mesure l'envoyé de Dieu contrôla leur travail. Enfin, l'écriture d'alors tenait plus de la sténographie que de l'écriture proprement dite et, « seule, la récitation par cœur et à haute voix permettait d'aboutir à un déchiffrement sûr ».

Le Prophète mourut en 632 ; peu de temps après, son successeur, le calife Abou-Bakr, comprit, à l'instigation du futur calife Omar, la nécessité de fixer la Révélation avant qu'il ne fût trop tard ; aussi chargea-t-il un des scribes de Mahomet, Zaid ibn Thabit, lettré et doué d'une excellente mémoire, de procéder à cette recension. Celui-ci consigna le résultat de ses efforts sur des « feuilles » qui furent remises au calife, puis à son successeur, Omar ; quand celui-ci périt assassiné, en 644, elles passèrent en la possession de sa fille, Hafsa. Selon la tradition, il aurait existé à la même époque d'autres recensions, plus ou moins différentes du texte établi par Zaid ; M. Blachère en cite huit.

Le troisième calife, Othman, vit bien le danger de cette situation et nomma en 650 une commission chargée d'établir le texte définitif du Coran ; Zaid y joua de

intérieures », lire « et très inférieures » ; p. 138 ligne 4 : au lieu de « et la plus au long », lire « et la plus au long » ; p. 140, lignes 11-12 : au lieu de « rural Sud-oriental », lire « rural Sud-est ».

nouveau le rôle principal et se servit des « feuilles » qu'il avait rédigées quinze ans auparavant et qui lui furent communiquées par Hafça. Une fois terminée cette nouvelle rédaction, tous les matériaux qui avaient été employés furent détruits. Plusieurs copies du nouveau texte furent exécutées, dont aucune ne nous est connue. L'écriture restant déficiente, la tradition orale demeurait essentielle. D'autre part, cette version officielle du Coran ne fut pas unanimement acceptée. Elle finit cependant par prévaloir.

Dès le début du VIII<sup>e</sup> siècle, sous le calife omayyade Abd al-Malik, quelques améliorations furent apportées à l'écriture; au milieu du IX<sup>e</sup> siècle, tous les signes actuellement en usage étaient employés, comme en témoigne la paléographie; d'autre part, la science de la récitation coranique avait été mise au point, non sans que plusieurs écoles (sept, dit-on) se fussent constituées à ce sujet. Bref, on peut considérer que, vers le milieu du IX<sup>e</sup> siècle, la Vulgate du Coran était établie, telle que nous la connaissons.

C'est au XVIII<sup>e</sup> siècle seulement qu'elle fut diffusée dans le monde musulman, sous forme imprimée, par l'édition de Mulay Usman, publiée à Saint-Petersbourg en 1787. Le Coran fut ensuite imprimé tour à tour en Perse, dans l'Inde, à Constantinople. L'édition la plus répandue à l'heure actuelle parut au Caire en 1923, sous le patronage du roi Fouad I<sup>er</sup>; elle est fort bien présentée.

Elle comprend deux sortes de divisions, l'une purement quantitative, en parties égales (30, puis 60), pour les besoins du culte, l'autre, qui remonte au premier établissement du texte, en 114 sourates ou chapitres, elles-mêmes divisées en 6.236 versets, selon l'édition du Caire. Ces chapitres, de longueur très inégale, sont classés, en général, par ordre de longueur décroissante; la seule exception notable est la première sourate (la *Fâtiha* ou *Liminaire*), très courte prière placée en tête du recueil. Chaque sourate porte un titre tiré « soit de l'un des premiers mots, soit d'un récit caractéristique, soit d'un épisode considéré comme prégnant ». Toutes, sauf une, débutent par la *basmala*, c'est-à-dire la formule : *Bi-smillidhi r-Rahmâni r-rahîm* (Au nom d'Allah, le Bienfaiteur miséricordieux). En tête de certaines se trouvent « des sigles parfois simples, plus souvent composés de deux ou trois lettres, très rarement davantage », qui ont donné lieu aux interprétations les plus diverses, voire les plus fantaisistes, souvenirs peut-être de très anciens recueils partiels contemporains de la recension d'Abou-Bakr.

La langue du Coran ne semble pas devoir être rattachée, dans l'ensemble, à un dialecte plutôt qu'à un autre, mais à une sorte de langue arabe commune qui était employée dès avant l'Islam par les poètes et les orateurs de l'Arabie. Le style est très surprenant pour un Occidental; mais, pour l'arabisant, même médiocrement expert, il prend une valeur extraordinaire. M. Blachère le caractérise très heureusement comme « une incantation qui ne suscitait pas d'interprétations logiques, mais un état assez semblable à celui que provoque la musique pure ». Cette incantation atteint sa plus grande vigueur dans les premières révélations, celles de la Mekke, puis « la rime devient accessoire, le rythme se perd : le fond prime constamment le souci de la forme ».

L'auteur passe ensuite à l'examen des critiques qu'a soulevées le texte que nous possédons. Celles des premiers temps ne dépassent guère le stade des querelles de personnes et de préséance entre les tenants du texte révélé. Puis apparaissent des critiques sur l'authenticité du texte officiel, inspirées soit par des raisons théoriques, soit par des raisons politiques. Les unes et les autres reflètent

des états d'esprit bien connus par ailleurs et n'apportent aucun argument précis à leur appui.

Les critiques des orientalistes sont d'une autre nature : elles ont trait, d'une part, aux mauvaises conditions dans lesquelles a été établi le texte coranique ; il est certain que plusieurs fragments de la Révélation ont été perdus et que bien des gloses, voire des interpolations, se sont glissées dans la recension officielle. Elles insistent, d'autre part, sur le classement arbitraire des sourates, qui ne permet pas de bien comprendre le rythme et l'évolution de la Révélation. Aussi certains ont-ils proposé d'établir une édition critique internationale du Coran. Mais, outre que cette entreprise rencontrerait des difficultés pratiques quasi insurmontables, elle défigurerait gravement la pensée coranique, telle que les Musulmans la connaissent depuis bien des siècles, et ne saurait être favorablement accueillie du monde islamique ; elle ne présenterait donc qu'un intérêt théorique discuté.

Dans un dernier chapitre, M. Blachère étudie les « ressources fournies à l'exégèse orientaliste par certaines sciences coraniques ». La science des « lectures » fournit un nombre considérable de variantes purement formelles et quelques-unes qui modifient dans le détail le sens du texte, qu'il s'agisse de fragments d'anciens recueils non canoniques ou de retouches tardives. Il paraît donc « sage de seulement conserver, à côté de la leçon de la Vulgate, celles des « lectures » non canoniques qui, dans ces passages incertains, mettent bien en lumière ce que le texte othmanien offre de difficile ou de flottant ».

De l'exégèse musulmane, on ne peut retenir ni les commentaires des mystiques, ni ceux des chiïtes, les uns et les autres beaucoup trop systématiques et déformants, ni les commentaires modernistes, volontiers prolixes et qui tournent souvent à l'apologie. Seuls les commentaires orthodoxes traditionnels peuvent fournir d'utiles précisions, surtout en ce qui concerne la langue. Quant au reclassement des sourates envisagé par certains auteurs musulmans, il est trop souvent inspiré par un souci hagiographique : « On part du Coran pour établir une « vie » du Prophète et on utilise à son tour celle-ci pour définir la chronologie du Coran. »

C'est seulement au XIX<sup>e</sup> siècle que les orientalistes ont, à leur tour, tenté des reclassements. À la lumière des expériences passées, M. Blachère estime que l'on ne peut espérer aboutir ni à un ordre chronologique strict, ni surtout à un reclassement de détail qui aboutirait à un intolérable émiettement. C'est donc de la sourate prise comme un tout qu'il faut partir, à une ou deux exceptions près. Reclassement des sourates, ce sera seulement essayer de suivre dans son ensemble l'expérience religieuse du Prophète selon trois critères principaux : les thèmes dominants de chaque sourate, la langue et le style, enfin les données historiques, lorsque le texte coranique en fournit. On arrivera ainsi à distinguer trois moments successifs dans cette expérience religieuse : une période d'exaltation, une période d'apaisement, une période d'organisation de la communauté nouvelle. Si larges qu'ils soient, les critères employés laissent subsister beaucoup de difficultés et d'incertitudes. M. Blachère n'a garde de le dissimuler à son lecteur.

J'espère avoir donné dans ce bref résumé une idée suffisante d'un livre très solide, où l'érudition et la rigueur de la méthode s'allient à un respect profond du texte étudié et des croyances exposées.

R. LE TOURNEAU.

**La chronique de Lucelle du R. P. Bernardin Walch**, publiée par L. STOUFF, Strasbourg, P.-H. Heitz, 1950 ; in-8°, 315 pages. (Collection d'études sur l'histoire du droit et des institutions de l'Alsace, XIV.)

Cette édition de la chronique de l'abbaye alsacienne de Lucelle, que rédigea au XVIII<sup>e</sup> siècle le R. P. Walch, est livrée au public avec un retard d'une dizaine d'années, en raison de la disparition successive des hommes qui en avaient assumé l'entreprise ; L. Stouff, que ses études sur l'histoire de l'Alsace qualifiaient particulièrement pour préparer la présente édition, Champeaux et Kiener, qui avaient accueilli celle-ci dans la collection fondée par leurs soins, sont morts trop tôt pour pouvoir saluer l'achèvement d'une œuvre qui leur tenait particulièrement à cœur. Pour comprendre l'intérêt que présente aux yeux des historiens de l'Alsace la chronique de Lucelle, il suffit de noter que cette abbaye, fondée dès 1123/24 à proximité de Ferrette dans le sud de l'Alsace par l'abbaye comtoise de Bellevaux, fut le premier établissement cistercien en Allemagne ; d'ailleurs, la nouvelle abbaye ne tarda pas à essaimer à son tour et, en moins d'un siècle, elle n'avait pas fondé moins de sept filiales, toutes situées dans le sud-ouest de l'Allemagne.

Bien que rédigée au XVIII<sup>e</sup> siècle — son auteur, le R. P. Walch, est mort en 1760 — la chronique de Lucelle, dont la présente édition reproduit le manuscrit original, ne poursuit pas l'histoire de l'abbaye au delà de 1445 ; si, limitée ainsi à une période de trois siècles environ, la chronique du R. P. Walch présente une certaine ampleur, cela tient à la conception même qui a présidé à sa rédaction. L'auteur, en effet, a pris soin, dans les premiers chapitres, de retracer brièvement l'histoire des filiales de Lucelle, ainsi que celle des différentes abbayes qui, réformées par l'abbé de Lucelle, reçurent de celui-ci leur direction spirituelle. L'histoire de l'abbaye elle-même se présente sous forme de notes annalistiques groupées par abbatiat, mais l'auteur ne manque jamais de replacer ces annales dans le cadre de l'histoire générale de l'Empire. La chronique permet ainsi d'évaluer le retentissement qu'eurent, dans le sud de l'Alsace, les grands événements politiques du temps, cependant qu'elle renferme de nombreuses notations sur les guerres qui, dans la même région, dressèrent fréquemment les grandes familles féodales les unes contre les autres.

La présente édition nous étant offerte telle quelle, sans aucune introduction et sans aucune note ou commentaire, il est difficile de déterminer à première vue l'originalité et l'intérêt de la chronique de Lucelle ; on voudrait, en particulier, savoir si la chronique fait état de documents aujourd'hui disparus du chartrier de l'abbaye de Lucelle, actuellement conservé aux Archives départementales du Bas-Rhin à Colmar. On serait heureux, d'autre part, d'avoir quelques renseignements sur la personnalité même du R. P. Walch, sur son plan de travail et les conditions de temps dans lesquelles il est parvenu à le réaliser, sur la méthode qu'il a suivie dans l'interprétation des documents qu'il a utilisés. Ce sont là des questions qui s'imposent à l'esprit du lecteur avec d'autant plus d'insistance que, à en croire quelques lignes insérées dans un bref avant-propos, le R. P. Walch aurait fait des emprunts au « fameux » Bernardin Buchinger, qui fut abbé de Lucelle au XVII<sup>e</sup> siècle et dont l'œuvre historique est de nature à inspirer une légitime suspicion.

Si, comme on nous le laisse espérer, un second volume, contenant l'introduction



et les notes préparées par L. Stouff, doit apporter une réponse à ces irritantes questions, on ne peut que souhaiter la prompte publication de cet indispensable complément à la présente édition.

Ch.-Edmond PERRIN.

Albert BRUCKNER. *Regesta Alsaciae aevi merovingici et karolini 496-918, I (Quellenband)*. Strasbourg-Zurich, 1949 ; in-8°, xxviii-569 pages.

Ce volume, qui se présente comme un recueil complet de preuves destinées à étayer une histoire de l'Alsace durant la période mérovingienne et carolingienne, renferme à la fois les actes diplomatiques et les simples mentions annalistiques qui intéressent l'histoire d'Alsace durant la période indiquée. L'ouvrage de M. Bruckner combine deux sortes de répertoires confondus en un même système chronologique : il est à la fois un régeste, qui signale les mentions concernant à un titre quelconque l'histoire d'Alsace et un recueil de documents (*Urkundenbuch*), qui publie, sous la date qui leur convient, les actes diplomatiques se rapportant à cette même histoire. Toutefois, tous les actes diplomatiques n'ont pas été reproduits intégralement. Dans tous les cas où il s'agit d'un acte publié dans une édition qui répond entièrement aux exigences de la critique moderne (c'est le cas, par exemple, pour les diplômes carolingiens édités dans les *Monumenta Germaniae historica*), l'auteur s'est contenté d'une brève analyse ; au contraire, pour les actes inédits ou qui figurent dans des éditions anciennes et défectueuses, l'auteur s'est astreint à reproduire le document intégralement (c'est le cas, par exemple, pour les documents provenant du chartrier de l'abbaye de Murbach). Enfin, dans le cas des actes empruntés à l'édition déjà ancienne des *Traditiones Wisemburgenses*, l'auteur s'est contenté d'une analyse accompagnée de très larges extraits ; il s'est dispensé de donner une édition intégrale des documents, dans la pensée que les historiens auraient sous peu à leur disposition l'édition critique des dites *Traditiones* que prépare M. Glockner.

Les *Regesta Alsaciae* comptent au total près de 700 numéros, dont 320 environ appartiennent au VIII<sup>e</sup> siècle. Le recueil a été conçu sur un plan très large, l'auteur ayant recueilli tout élément d'information susceptible d'intéresser l'Alsace à un degré quelconque. Les titres de propriété concernant des établissements religieux alsaciens ou des individus établis en Alsace ou originaires de cette région sont particulièrement nombreux, soit que les propriétés se situent en Alsace, soit même qu'elles appartiennent à des régions plus ou moins lointaines, comme la Hesse et la Thuringe. Les actes qui ne jouissent pas d'une parfaite authenticité ont été signalés comme faux, remaniés ou suspects et dans chaque cas particulier on trouve, dans l'appareil critique qui accompagne l'acte, des indications succinctes sur la date du faux et les conditions de son élaboration. L'appareil critique, dans tous les cas, a été heureusement allégé des indications superflues ; c'est ainsi que M. Bruckner a passé sous silence les éditions anciennes, quand celles-ci ont été remplacées par des éditions récentes et correctes. Les documents édités le sont dans des conditions qui donneront satisfaction aux critiques les plus exigeants ; quand l'auteur s'est contenté de donner une analyse avec de longs extraits, il a reproduit avec un soin particulier les noms de lieux et les noms de personnes (y compris les noms de *mancipia*) et on ne peut que le féliciter de cette minutie.

Le volume comporte de nombreux index : catalogue des actes classés par desti-

nataires (*Empfängerverzeichnis*), index des noms de personnes et de lieux, index des principaux termes techniques. En ce qui concerne ce dernier index, l'auteur en a exclu systématiquement les termes qui figurent dans les formules d'appartenance et qui, en règle générale, présentent un intérêt des plus médiocres. Les motifs qui ont présidé au choix des termes retenus pour figurer dans l'index sont d'ordre subjectif et on serait mal venu à reprocher à un tel index ses lacunes; du moins peut-on regretter l'absence à l'index du mystérieux *naulicum jus* du n° 462 et l'expression *quatuordecim noctes* dans un acte de 774 (n° 238), qui présente le grand intérêt de nous renseigner sur les origines possibles de cette prestation en travail qui, mentionnée fréquemment dans les polyptyques du ix<sup>e</sup> siècle, s'étendait sur deux semaines consécutives.

M. Bruckner a eu à identifier un nombre considérable de localités, dont certaines étaient étrangères à l'Alsace; on ne peut que féliciter l'auteur du soin qu'il a apporté à cette tâche ingrate et parfois fastidieuse. Puisque l'occasion m'en est offerte, je me permets de signaler à M. Bruckner quelques identifications présentées par lui et qui, concernant la Lorraine, me paraissent douteuses.

Sous le n° 251, on trouve, à la date de novembre 775, l'analyse d'un diplôme de Charlemagne concédant un ensemble de biens à l'église de Salonnas (Moselle; arrondissement et canton de Château-Salins), fondée un peu auparavant par l'abbé de Saint-Denis Fulrad, qui était d'origine alsacienne, ce qui a valu au diplôme en question de figurer dans le régeste de M. Bruckner. Le diplôme de Charlemagne ayant été publié dans les *M. G. H.*, M. Bruckner s'est contenté de reprendre les identifications proposées par les éditeurs des *M. G. H.*, et on aurait d'autant plus mauvaise grâce à le lui reprocher que les localités où se situent les biens donnés par Charlemagne appartiennent au *pagus Salinensis*, soit à un *pagus* lorrain étranger aux recherches habituelles de M. Bruckner. Toutefois, les identifications proposées pour ces localités (*Warningas*, *Filicioneurte*, *Alningas* et *Carisiago*), et dont certaines, d'ailleurs, ne sont proposées qu'avec hésitation, me paraissent sujettes à caution.

Il faut renoncer à identifier *Alningas* avec Insming (Moselle, Château-Salins, Albestroff), mais j'avoue que je ne suis pas en mesure de présenter une identification qui soit plus satisfaisante. Les éditeurs des *M. G. H.* ont renoncé à identifier *Buzito* et fait preuve ainsi d'une prudence tout à fait louable; on ne rencontre dans la région considérée aucune localité du nom de Boissy et, à supposer que *Buzito* soit un doublet de *Buxeriae*, il faut avouer que, si les Bouxières sont nombreux en Lorraine, aucun d'eux ne se situe dans les limites du *pagus Salinensis*.

Il me paraît difficile d'identifier *Warningas* avec Wirmingen (Moselle, Château-Salins, Albestroff); il est probable qu'il s'agit d'une localité qui figure dans le testament de Fulrad de 777 sous la forme *Warnugocurte*, localité qu'il faut identifier avec Vannecourt (Moselle, arrondissement et canton de Château-Salins), village distant de Salonnas de dix kilomètres. *Ermeregavilla*, qui est mentionnée dans le testament de Fulrad de 777 sous la forme *Almeregacurte*, n'est pas Rémérville (Meurthe-et-Moselle, arrondissement et canton de Nancy), proposé, d'ailleurs sous réserve, par les éditeurs des *M. G. H.*, mais Amelécourt (Moselle, arrondissement et canton de Château-Salins), village distant de Salonnas de cinq kilomètres.

Quant à la localité dénommée *Filicioneurte*, il faut renoncer à l'identifier avec Seraincourt, nom porté aujourd'hui par un moulin situé sur la Petite-Seille entre

Salonnes et Château-Salins, étant donné que Seraincourt figure dans le testament de Fulrad de 777 sous la forme *Sieramnocurte*. Il est probable que *Filicionecurte*, qui était sur la Seille et dont le nom semble avoir évolué vers *Fezzoniscurte*, qui est attesté en 1115 dans une bulle de Pascal II pour l'abbaye de Saint-Mihiel, est une localité aujourd'hui disparue ou qui a changé de nom. En revanche, *Carisiago* n'offre aucune difficulté à l'identification ; il ne saurait s'agir de Quierzy-sur-Oise, mais bien de Chérisey (Moselle, Metz, Verny).

Le n° 198 a, comme M. Bruckner l'a soupçonné (p. 121, n. 2), n'intéresse pas l'Alsace ; encore convient-il de déterminer exactement la nature de l'acte classé sous ce numéro et d'indiquer de façon correcte le nom de la localité qui semble avoir retenu l'attention de M. Bruckner. Le n° 198 a se présente comme une charte de l'évêque de Metz, Chrodegang, par laquelle celui-ci donne à l'abbaye de Gorze un ensemble de biens situés dans la région de Worms. La charte est datée de 765, mais il s'agit, en réalité, d'un acte fabriqué au XII<sup>e</sup> siècle. Parmi les biens donnés par l'évêque, il en est qui sont situés à Osthofen ; le texte du cartulaire de Gorze du XII<sup>e</sup> siècle, qui nous a conservé l'acte en question, texte que M. Bruckner reproduit p. 121, n. 2, doit se lire, en effet : ... *in Ostoven Buodo dimidium mansum* et non ... *in osto, Venbuodo dimidium mansum*, comme l'admet M. Bruckner ; la localité en question ne peut être que le village d'Osthofen, situé à quinze kilomètres de Worms. Dans ces conditions, l'acte n° 198 a n'avait aucun titre à figurer dans le régeste alsacien de M. Bruckner.

A propos des dates admises par l'auteur pour les événements ou documents signalés dans le régeste, je me contenterai de formuler une simple remarque. Sous le n° 658, M. Bruckner reproduit un extrait d'un censier de l'abbaye de Lorsch qui intéresse des domaines situés en Alsace ; ce censier a été publié par M. Glockner dans le *Codex Laurehamensis*, sous le titre de *Notitiae hubarum* et daté par celui-ci du début du IX<sup>e</sup> ou même de la fin du VIII<sup>e</sup> siècle ; or, l'extrait des *Notitiae hubarum* reproduit par M. Bruckner est daté par celui-ci des environs de 900, sans qu'il justifie de quelque manière cette datation, qui me paraît d'ailleurs plus vraisemblable que celle proposée par M. Glockner.

Au total, on ne peut que remercier et féliciter M. Bruckner de ce recueil de conception originale et d'exécution excellente ; souhaitons que d'autres régions françaises soient pourvues d'un recueil du même genre, sans nous dissimuler que le rôle de premier plan joué par l'Alsace dans l'histoire politique et culturelle de l'époque carolingienne et aussi l'étonnante richesse des Traditions de Wissembourg, qui ont fourni à elles seules environ 170 numéros au recueil de M. Bruckner, ont assuré aux *Regesta Alsaciae* une ampleur et une importance exceptionnelles.

Ch.-Edmond PERRIN.

W. JAPPE ALBERTS. *De staten van Gelre en Zutphen tot 1459*. Groningue et Djakarta, J. B. Wolters, 1950 ; in-8°, 269 pages, 4 pl. hors texte. (T. XXII des publications de l'*Instituut voor middeleeuwse geschiedenis* de l'Université d'Utrecht.)

Sous ce titre, M. Jappe Alberts a publié une importante thèse consacrée aux États de la Gueldre depuis les origines jusqu'en 1459. Le sujet du livre étant en principe limité à l'évolution de cette institution, l'auteur suppose déjà bien con-

nue du lecteur l'histoire mouvementée de ce pays pendant le Moyen Age. Aussi, ceux qui ne sont pas déjà familiarisés avec ces problèmes particuliers éprouveront-ils quelque difficulté à suivre le développement des idées. D'autre part, on regrettera très vivement l'absence d'une bibliographie.

Ces réserves faites, il convient de rendre hommage à la conscience de l'auteur, au dépouillement minutieux d'archives encore inédites qu'il a dû entreprendre et, enfin, au fait que cette étude dépasse le cadre régional de l'histoire des institutions pour ouvrir des perspectives d'ordre général.

Après une introduction relative aux origines des États dans l'ensemble des Pays-Bas, M. Jappe Alberts étudie spécialement ceux de la Gueldre à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, date où ils ne présentent pas encore de caractères bien particuliers.

A partir du XIV<sup>e</sup> siècle, les villes, particulièrement celles de Nimègue, Arnhem, Zutphen et Roermonde, acquièrent aux États une importance croissante, par suite des querelles intestines de la maison régnante. En fournissant aux princes leur appui financier, elles obtiennent des concessions politiques et économiques. Leur influence se fait sentir dans certains domaines, celui de la monnaie ou celui du statut des Juifs et des Lombards.

L'examen détaillé des archives municipales a permis à l'auteur d'examiner le fonctionnement de cette collaboration entre le prince et les villes pendant la seconde moitié du XIV<sup>e</sup> siècle, mais, à partir du début du XV<sup>e</sup> siècle, les rapports se tendent entre le duc et les États. Les villes concluent alors une alliance avec les chevaliers et une nouvelle période commence.

L'auteur, en exploitant les plus minimes indications des comptes municipaux des villes d'Arnhem et de Nimègue, retrace pas à pas l'histoire de ce long conflit qui aboutira aux réformes de 1448 et de 1459, qui consacreront pour un temps un nouveau statut organique des États.

L'intérêt principal de cette étude est de mettre en valeur l'attitude des partis, vis-à-vis des ducs de Bourgogne qui cherchaient à utiliser ces différends pour s'emparer du duché. Si, à un moment, les villes parurent prêtes à solliciter l'appui de Philippe le Bon contre leur duc, elles comprirent vite le danger pour les libertés auxquelles elles étaient attachées. Entre 1448 et 1460, elles s'éloignèrent d'un protecteur qui risquait de devenir un maître. Le souci de l'indépendance refit l'unité de la Gueldre, et c'est ce qui explique la longue résistance opposée aux « Bourguignons », puis aux Habsbourgs.

J. GODARD.

**E. H. DUNKLEY. The Reformation in Denmark.** Londres, S. P. C. K., 1948; in-8°, ix-188 p. Prix : 13 s. 6 d.

Ouvrage de seconde main ; inquiétante manière d'aborder le sujet par le récit des trois règnes qui s'étendent de 1513 à 1559. Christian II (1513-1523) a favorisé l'introduction de l'humanisme à l'Université de Copenhague, invité même Karlstadt. Mais ce « bon tyran » vise aussi très politiquement à contrôler l'Église danoise ; ses réformes de 1522, destinées à soutenir la bourgeoisie contre les nobles sous un roi plus fort, tendent à soustraire l'Église à la juridiction romaine. Appelé par les nobles, Frédéric I<sup>er</sup> louvoie entre les évêques inquiets et les prédicateurs réformés de plus en plus nombreux qu'il protège, tel Hans Tausen. Le Herredag d'Odense (1526) marque une étape vers la rupture avec Rome, qui n'aura plus à confirmer les évêques danois. Mesures financières, vues et alliances personnelles

du roi sans doute, mais il y a surtout le progrès continu de la Réforme dans les villes, avec l'appui des bourgeois. Il y a l'opposition d'intérêts entre la noblesse et les évêques. De ces réalités profondes signalées en passant, le livre ne rend pas compte, trop attaché aux événements. En 1530, Frédéric, sans toutefois sanctionner la *Confessio Hafnica*, réformée, autorise toute prédication en accord avec l'Écriture. Viennent ensuite les années troubles (1533-1536), les rivalités dynastiques recouvrant la guerre sociale, mais non pas une guerre de religion. Si Christian II, en effet, est revenu dans l'exil au catholicisme pour avoir l'appui de Charles Quint, ses partisans de 1533, alliés à Wullenwever, sont les adversaires de l'Église, les bourgeois de Copenhague et Malmö, les paysans révoltés du Jutland. Et dans l'autre parti, malgré les évêques, les nobles — beaucoup sont luthériens — imposent l'appel au luthérien Christian III. Celui-ci, vainqueur, impose la Réforme, arrête et dépouille les évêques, appelle Bugenhagen, qui ordonne une hiérarchie luthérienne.

Triomphe facile du luthéranisme après une évolution sans grand heurt qui pose au lecteur, sinon à l'auteur, bien des problèmes : la part du matériel — économique et politique — dans l'accomplissement de cette réforme renforçant la noblesse et plus encore le roi. La question des influences allemandes qu'il faudrait bien dégager, préciser ; le catholicisme danois ne résista guère : indifférence, faiblesse doctrinale, civilisation moins avancée, à la remorque de l'allemande ? Du moins le livre nous apporte-t-il dans une seconde partie des renseignements sur quelques figures de réformateurs danois. Hans Tausen, passé en 1523-1524 à Wittenberg, chapelain de Frédéric I<sup>er</sup> en 1526, prédicateur et controversiste, joue un rôle éminent pendant quelques années. Professeur d'hébreu à Copenhague, d'Écriture sainte à Roskilde, traducteur de Luther, auteur d'un important Sermonnaire, superintendant de Ribe en 1541, faut-il voir en lui un Luther danois ? D'autres l'égalent en importance. Christiern Pederssen, chanoine de Lund, humaniste ayant édité à Paris, accompagne Christian II en exil, y traduit le Nouveau Testament (1529). Luthérien qui se réfère sans cesse à Érasme, Pederssen, revenu à Malmö en 1531 avec l'imprimeur Hochstraten, joue plus tard un grand rôle dans la traduction intégrale de la Bible commandée par Christian III et parue en 1550. Peder Laurensen, carme converti, se rattache au groupe de Malmö en lutte contre l'archevêque de Lund ; son Malmøbog (1530), exposant la réforme effectuée à Malmö par l'autorité bourgeoise, est un moment important dans l'histoire de la Réforme danoise. En face de ces luthériens, une figure d'érasmien resté catholique, Paul Eliaesen, traducteur de l'*Institutio principis christiani*, commentant l'Évangile à Copenhague et Aarhus, aidant à la traduction des *Psaumes*, luttant en vain, sans appui des évêques, pour une « réforme conservatrice » plus conciliante sur certains points, à l'égard du luthéranisme, que les vues d'Érasme.

P. JEANNIN.

I. — A. L. ROWSE. *The England of Elizabeth*. Londres, Macmillan and Co, 1951 ; xv-546 pages, index. Prix : 25 s.

II. — LÉON LEMONNIER. *La vie quotidienne en Angleterre sous Élisabeth*. Paris, Hachette, 1950 ; 319 pages.

I. — Plaisir insigne que de présenter une œuvre pour quoi on n'aura guère que louange. Ce livre, le premier d'une paire, a pour sous-titre : « Structure de la



société. » Le second montrera cette même société dans le train de sa vie, ses réussites dans le champ de l'action et de la culture, sa puissance d'expansion, somme toute la physiologie des organes, dont c'est ici l'anatomie. De là découle, dans le présent travail, la succession des chapitres. D'abord, fondamentales, voici la terre et sa culture. Puis les nouvelles sources de richesse, industrie, commerce, finance, et les accroissements de capital qui s'ensuivent. La place que déjà tiennent, dans une communauté où la prépondérance écrasante est encore à la vie rurale, Londres et les bonnes villes. De là, un mouvement naturel conduit à la description des classes, depuis le bas jusqu'en haut, puis au gouvernement et à l'administration, depuis le haut jusqu'au bas, ou, si l'on veut, du centre, qui est la cour, à la périphérie, qui est la paroisse. Vient alors la justice, expression, lien aussi, de la société; l'Église, étudiée moins comme système de croyance que comme un ciment social, lequel, précisément alors, se craquèle sous l'impact de la Réforme; l'opposition à l'anglicanisme, à droite celle des catholiques, à gauche celle des puritains; enfin, l'instruction publique, en tant qu'elle contribue à modeler le groupe social: tout cela, on le voit, d'un dessin parfaitement logique et cohérent. Certains thèmes dominants, et qui traversent tout l'ouvrage, marquent le rythme auquel se développent les forces ci-dessus: choc de la Réforme qui, d'un désordre initial, fait jaillir par la suite des énergies nouvelles, croissance de la *gentry*, ou petite noblesse terrienne, qui s'affirme dans tous les champs de l'activité humaine. « C'est de la composition musicale, précise notre auteur, que j'ai reçu le tuyau (*tip*): souvent je ne fais qu'annoncer un thème, pour le développer plus tard, parfois sur des variations. » Tant l'artiste en lui coexiste avec le savant!

Lisez, par exemple, ce beau chapitre introductif, dont je n'ai point encore dit mot: *A living age*. Un temps qui continue de vivre. Le propos en est de montrer tout ce qui persiste, en l'Angleterre de nos jours, de l'inspiration élisabéthaine. Et c'est, pour commencer, le décor, qui demeure en tant de châteaux, hôtels, même humbles cottages, dans une vieille petite ville intacte comme Exeter; le faste de ces orgueilleux tombeaux, ou bien portraits, témoins d'un âge où l'individu s'éveille à la conscience de lui-même; l'orfèvrerie, les bijoux; la légende même, inégalee, qu'ont laissée derrière elle la reine Élisabeth et, dans son sillage, certaines figures inoubliées, sir Philippe Sidney, l'amiral Drake; l'Église d'Angleterre, catholique en son ordre, protestante en doctrine, image fidèle du caractère anglais, et dont, « pour ceux même en qui la foi aujourd'hui chancelle, les paroles majestueuses et tendres ont marqué l'esprit d'un sceau indélébile, jusque dans la mort, jusque dans l'incroyance »; le drame, et cet unique Shakespeare, poète d'instinct et comme de nature, insoucieux d'un système religieux formel, mais assuré dans la beauté et la morale, tout Anglais encore en cela, et tellement que seul il a été et il demeure l'inspiration des peuples anglophones; la langue, enrichie, assouplie, embellie, que l'époque a léguée aux modernes, lesquels n'ont fait que l'affadir; la musique; l'initiation aux sciences; l'expansion par delà les mers, qu'ont amenée l'esprit de lucre et d'aventure, certes, mais aussi la curiosité pour un monde inconnu...

Et ce livre, que nourrit une érudition nonpareille — et la meilleure, celle qui procède d'une lecture immense, oui, mais celle aussi qui naît du contact personnel et direct avec les choses, monuments, œuvres d'art, paysages — ce livre de la plus sévère méthode et du plus riche contenu, en même temps il est tout charme, car « on pensait trouver un auteur et on trouve un homme ». Un homme avec qui

on est loin, bien entendu, de toujours tomber d'accord. Mais un homme qui aime son pays comme on doit l'aimer, avec une pudeur fière, pour les services rendus à l'honneur du genre humain, et qui apparie dans son cœur — pourquoi non ? — les périls de l'Armada avec ceux de la bataille d'Angleterre, hier encore, et qui ne craint pas de le dire. Un homme sensible et fin, en qui l'imagination, émue par l'amour, recrée d'instinct le passé en lui redevenu vivant. Un poète enfin, et dont la chance suprême est qu'il a les moyens de sa poésie. Car l'anglais qu'il écrit est une langue admirable : « Ces monuments de nos ancêtres en sont les coquillages, tels les coraux alignés qui demeurent aux récifs quand les bêtes vives ne sont plus ; mais, si vous tendez de près l'oreille, ils retiennent les murmures, la rumeur affaiblie de leur vie antérieure, comme un écho ou une ombre de ce qui fut un jour l'action, le mouvement, la vie. » Et encore, visitant le château de Hardwick : « J'ai un souvenir inoubliable de l'avoir vu, par une nuit d'été, des profondeurs du parc, tandis qu'une lune citron montait de l'orient et que des ombres surannées, veneurs et daims, sortaient et rentraient sous les arbres, et que d'un ancien piqueux dans l'inscription tumulaire, lue là-bas dans l'église, chantait dans ma pensée :

Lui qui longtemps courut la biche fauve ou rouge  
Sous le trait de la Mort maintenant plus ne bouge. »

Assurément, dans le champ de nos études, l'Angleterre nous offre aujourd'hui une équipe, les Brogan, les Neale, les Williamson — sans parler de l'ancêtre, sir Ernest Barker — dont toute nation aurait le droit d'être fière. A. J. Rowse vaut ses émules, avec quelque chose en plus. Et, après tout, pourquoi un historien, même professionnel, n'aurait-il pas le droit d'avoir du talent ?

II. — Un livre comme celui de M. Lemonnier est difficile à composer : il faudrait donner le sentiment, comme fait Carcopino dans sa parallèle *Vie quotidienne à Rome*, qu'on a vécu cette vie même dans son intimité familière. Faute de quoi on s'expose à laisser l'impression de fiches entassées dans les tiroirs Maison, Costume, etc., et ensuite mises bout à bout. L'ouvrage de M. Lemonnier n'est pas exempt tout à fait de pareil papillotement. Ce n'est pas, au moins, qu'il manque d'intérêt, tout fourmillant qu'il est, au contraire, de détails piquants, saugrenus, illuminants : l'époque est si pittoresque ! Et l'auteur a bien mis en lumière ce caractère composite d'une société en pleine période de transition, où les seules couches supérieures sont touchées du reflet de la Renaissance, principalement italienne, tandis que la vaste masse du peuple reste encore toute imbue du Moyen Age, et d'un Moyen Age assez cru. Il arrive que la peinture n'apparaisse pas tellement topique : les histoires de fées semblent bien plutôt irlandaises, les histoires de sorcellerie extrêmement peu différentes de celles, françaises, de Jean Bodin ou, allemandes, de Johann Wier ; est-ce que les histoires de brigands appartiendront au xvi<sup>e</sup> siècle plutôt qu'aux xvii<sup>e</sup> ou xviii<sup>e</sup>, pour les lecteurs de *Lorna Doone* ou de *Moll Flanders* ? Mais le grand public, auquel cette sorte d'ouvrage est destinée, apprendra évidemment, avec un mélange de stupéfaction, d'amusement et de scandale, nombre de choses sur ce monde hardi, gaspilleur et vivace, étonnamment dur aussi, où hier encore nos pères ont vécu. M. Lemonnier a lu trop d'anglais, et trop continûment : sa lecture finit par contaminer sa langue et disparaître : un « prêtre de paroisse » est, en français, un curé. Et il arrive que deux fiches confrontées sans nuance

laissent un sentiment tant soit peu trouble : « Les évêchés vacants furent attribués à des hommes savants et habiles ; le pillage de l'Eglise fut arrêté, et l'Angleterre s'établit tranquillement dans la paix religieuse. Mais une défense de Rome interdit la présence des catholiques aux services de la nouvelle religion. L'ordre fut largement écouté, et l'obéissance fut regardée par Elisabeth comme un acte direct de défi... De lourdes amendes furent levées sur ceux qui n'allaient pas à l'église. Il y avait des lois cruelles contre les catholiques... Certains Jésuites célébrèrent la messe secrètement : ils furent mis à mort. » Était-ce bien la paix religieuse ou non ? On se le demande.

Roger CHAUVIRÉ.

**The Correspondence of Sir Thomas More**, edited by Elisabeth Frances Rogers ; Princeton University Press, 1947 ; in-8°, XXI-584 pages.

Ce beau volume nous rend une correspondance dont les historiens savent le prix. Elle nous fait pénétrer dans ce monde des Réformateurs d'Oxford, parmi lesquels Érasme, encore hésitant et sollicité par la poésie latine, semble bien avoir trouvé définitivement sa voie. Elle nous introduit dans l'intimité de cette Angleterre italienne dont les maîtres les plus éminents, Colet, Grocyn, Linacre, avaient connu l'Académie platonicienne de Florence ou l'imprimerie vénitienne d'Aldé Manuce. Angleterre italienne, Angleterre érasmiennne, puisque tout aussitôt Érasme, qui volontiers se plaçait sous la discipline de Colet, devenait le guide et l'inspirateur de Thomas More. Cet italianisme, cet érasmisme se conciliaient avec la défense des libertés anglaises, puisque Thomas More, jeune député de Londres au Parlement de 1504, y mettait en échec les demandes de subsides présentées par Henry VII, et d'ailleurs, jusqu'à la fin du règne, vivait dans une sorte de disgrâce. C'est alors que sa passion religieuse, après avoir failli le conduire chez les Chartreux de Richmond, devenait, sous la discrète conduite d'Érasme et de Colet, passion du retour à la Bible, passion de la liberté chrétienne. De là un programme de restauration érasmiennne, humaniste et religieuse, dont le jeune roi Henry VIII semblait volontiers accepter l'esprit. Et de là, en 1510, lorsque Érasme, après le contact prolongé de l'Italie et de la cour de Rome, a conçu l'urgence d'une réforme religieuse, morale, politique du monde chrétien, l'accord de Thomas More avec toutes les hardiesses de la *Moria* ; de là encore, lorsque More, activement mêlé à la vie diplomatique de l'Angleterre et aux affaires de la grande politique européenne, s'est initié au jeu du monde, cette *Utopie* où la fantaisie antique et platoniciennne continue et complète l'ironie d'Érasme. Luther apparaît ; Érasme adresse à More sans commentaire les quatre-vingt-quinze thèses de Wittenberg ; et tous deux, pendant de longs mois, s'efforcent de défendre, contre les scolastiques et les théologiens romains, le libéralisme humaniste. Dans la pratique, More collabore à cette réforme érasmiennne d'une Église anglicane demeurée catholique sous le contrôle érasmien de Thomas Wolsey. Mais déjà ce sont bien les amis anglais d'Érasme et Thomas More lui-même qui l'ont déterminé à rompre avec Luther et à composer contre lui le traité du *Libre arbitre*. More prend violemment parti contre la propagande indiscrète des luthériens en Angleterre, contre les traductions bibliques de Tyndale, sans cesser de soutenir contre Edward Leo ou contre Henry Standish l'humanisme et la critique érasmiennne. La question du divorce royal engage le gouvernement anglais dans une politique de désaccord

de plus en plus grave avec Rome ; et l'on voit se développer une législation qui subordonne au roi l'Église nationale ; l'irritation générale contre la cour de Rome, la présence parmi les Lords d'un certain nombre de prélats érasmiens en ont facilité le vote. Thomas More était depuis octobre 1529 chancelier du royaume ; il appliquait strictement les lois contre l'hérésie, car l'Église anglicane entendait rester catholique ; et l'érasmien Warham rédigeait le texte aux termes duquel le roi recevait le titre de protecteur de l'Église. Mais Thomas More, comme Érasme, ne voulait pas abolir la suprématie pontificale ; et, lorsqu'il apparut que Henry VIII entendait mener la résistance de la monarchie anglaise jusqu'à la soustraction d'obédience et au schisme, le chancelier rendit les sceaux le 18 mars 1532. Le schisme se consommait en janvier 1534 ; la conscience de More ne lui permettait pas de l'accepter. Suspect d'entente secrète avec Rome, avec les Franciscains et les Chartreux, qui luttaien désespérément pour défendre la primauté du pape, accusé et convaincu de haute trahison, il était décapité devant la Tour de Londres le 6 juillet 1535.

Il est évident que, dans sa correspondance, ce sont les lettres échangées avec Érasme qui présentent l'intérêt le plus profond et le plus varié. C'est à peine si le nombre paraît en diminuer pendant les dernières années. Érasme, du moins, a pieusement recueilli tous les détails qu'il a pu obtenir sur le procès et la fin tragique du chancelier ; une partie s'en retrouve dans le dernier ouvrage érasmien, le *De praeparatione ad mortem*. Mais toutes ces lettres avaient été publiées par P. S. et H. M. Allen, et la nouvelle éditrice s'est contentée de renvoyer le lecteur à cette magnifique collection. Un tel parti pris ne pouvait guère être évité ; mais il diminue singulièrement le volume et l'intérêt d'une correspondance mutilée. Du moins trouvons-nous ici l'ensemble des lettres échangées avec Colet, avec les érasmiens des Pays-Bas, avec Budé ; les réponses à divers adversaires d'Érasme, à divers théoriciens du luthéranisme ; certaines, comme celles qu'il adressa à Edward Lee ou à Bugenhagen, ont pris le développement de véritables traités et sont du plus haut intérêt pour l'histoire intellectuelle, morale et religieuse de l'Angleterre humaniste. Quelques lettres échangées entre 1528 et 1532 avec Cochlaeus intéressent la résistance du romanisme allemand à la conquête luthérienne. Un certain nombre d'instructions et de documents, rédigés en anglais et relatifs aux missions diplomatiques de More sur le continent, quelques lettres également en anglais à Thomas Cromwell, commissaire royal auprès de l'Église anglicane, touchent aux problèmes les plus graves de la politique internationale ou intérieure. Des lettres de Thomas More à sa famille, et qui ne sont pas très nombreuses, les plus émouvantes sont naturellement celles qui datent de sa captivité et furent écrites de la Tour de Londres. Les dernières sont admirables de sérénité morale et religieuse.

La correspondance de Thomas More ne comprend que deux cent dix-huit lettres, chiffre assez médiocre, si l'on songe au rôle joué par l'homme et aux questions débattues<sup>1</sup>. La plupart de ces textes avaient paru dans des collections anciennes ou dans des volumes de difficile accès. Les inédits, qui proviennent de la Bibliothèque Bodléienne, du Record Office ou des collections manuscrites du British Museum, sont peu nombreux. L'édition a été préparée avec le plus grand soin ;

1. En réalité, la lettre n° 193 n'a pas été adressée par Érasme à Thomas More, mais à Désiré Moreau, archidiacre de Luxeuil (Fribourg, 12 octobre 1533 ; All., X, 2870).

la bibliographie est riche et complète. Cette belle correspondance constitue pour l'histoire de la chrétienté occidentale, au cours d'une crise religieuse qui mit aux prises la liberté chrétienne d'Érasme, la violence révolutionnaire de Luther, la tradition romaine de l'unité catholique, un précieux recueil de documents humains.

Augustin RENAUDÉ.

Max CASPAR. *Johannes Kepler*. Stuttgart, W. Kohlhammer, 1948 (2<sup>e</sup> éd., 1950); 1 vol. 17 × 24 cm., 479 pages, 4 fig. Prix : 18 DM relié.

Depuis au moins une trentaine d'années, M. Caspar a consacré une part essentielle de son activité à l'étude, à l'édition critique et à la traduction de latin en allemand des différentes œuvres de Képler; il dirige, en particulier, l'édition monumentale des *Gesammelte Werke* de J. Képler, dont le sixième volume a paru en 1945. Aussi était-il la personne la plus qualifiée pour présenter une nouvelle étude biographique du grand astronome allemand de la fin du xvi<sup>e</sup> et du début du xvii<sup>e</sup> siècle.

L'œuvre astronomique de Képler est d'une importance tout à fait exceptionnelle. Dans son célèbre *De revolutionibus orbium coelestium* de 1543, Copernic créa l'astronomie moderne en détruisant la croyance en l'immobilité de la terre et en considérant notre globe comme une simple planète tournant, comme les autres, autour du Soleil; mais, continuant à croire en la perfection sacrée du mouvement circulaire uniforme, il conserva la théorie des excentriques et des épicycles de Ptolémée pour expliquer les mouvements irréguliers du Soleil et des planètes. C'est à Képler que nous sommes redevables des trois lois si harmonieuses qui régissent les mouvements planétaires. Fruit de longues et patientes recherches, les deux premières lois, qui définissent le mouvement elliptique, se trouvent exposées dans son *Astronomia nova* (Prague, 1609), tandis que la troisième, qui, par une relation simple entre les dimensions des orbites et les durées correspondantes de révolution, donne l'explication de la figure de l'ensemble du système solaire, ne fut énoncée qu'en 1619 dans les *Harmonices mundi libri quinque* publiés à Linz. Ces lois devaient permettre à Newton d'échafauder sa grande théorie de l'attraction universelle, et Képler lui-même réalisa quelques travaux d'approche dans cette voie. Mais son œuvre s'étend très au delà de la découverte de ces trois lois si importantes et ses apports, tant en astronomie qu'en géométrie et en analyse, sont très nombreux et se situent aussi bien sur le plan des résultats que sur celui des idées et des méthodes.

Né le 27 décembre 1571 à Weil, petite ville de Souabe, Johannes Képler mourut le 15 novembre 1630 à Regensburg, après une vie très mouvementée. L'étude biographique de M. Caspar nous donne une peinture très vivante et remarquablement documentée de cette vie, si agitée, si tumultueuse et si bien remplie. Après les années de jeunesse et d'adolescence passées dans sa famille, puis au séminaire et à l'Université de Tübingen, en 1594 Képler fut nommé professeur de mathématiques des États de Styrie à Graz, où il résida jusqu'en 1600. Des persécutions religieuses l'amènèrent alors à partir pour Prague, où il servit d'aide au grand astronome Tycho Brahé. Des difficultés d'argent et des heurts avec Tycho Brahé rendirent le début de ce séjour très pénible; mais, dès octobre 1601, la mort de son maître lui permit d'accéder au poste de mathématicien de l'Empereur. Cependant, tandis qu'il poursuivait opiniâtrement son œuvre, les ennuis financiers, familiaux



et politiques qui l'avaient déjà harcelé pendant les premières années de sa vie ne disparaissaient pas pour autant. Obligé de quitter Prague, il fut professeur à Linz de 1612 à 1626. L'ouvrage de M. Caspar nous permet de suivre avec le plus grand intérêt toutes ces étapes et ces diverses péripéties, souvent bien tristes, de la vie du grand astronome qui dut se résigner à tirer l'essentiel de ses revenus de la pratique de l'astrologie. Ses dernières années se passèrent à Ulm et Sagan, et il mourut dans un état d'extrême misère, alors que ceux qui avaient utilisé ses services lui devaient une petite fortune.

L'intérêt essentiel de cette belle étude biographique réside dans la sûreté et la précision de la documentation, qu'elle soit d'ordre purement biographique ou d'ordre historique ou scientifique. Le lecteur y sent naître et se développer l'œuvre du grand astronome au milieu de toutes les difficultés dues, tant aux désordres de l'époque elle-même, qu'au caractère difficile de Képler et à l'ingratitude des gens avec qui il fut en contact. La science nouvelle nous apparaît ainsi, non comme issue de simples réflexions abstraites, mais comme fécondée par un contact brutal avec les dures réalités.

R. TATON.

FRANCES ACOMB. *Anglophobia in France 1763-1789. An essay in the history of Constitutionalism and Nationalism.* Durham (North Carolina), Duke University Press, 1950 ; in-8°, XIII-167 pages. Prix : 4 d. 50.

Comme Miss Acomb le rappelle, c'est une notion commune que, durant la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'anglomanie et l'anglophilie furent à la mode en France et que le mouvement philosophique, Montesquieu et Voltaire en portent particulièrement témoignage, s'inspira de l'exemple de la Grande-Bretagne. Les succès guerriers d'une nation profitent d'ordinaire à son influence intellectuelle, car il est naturel que les vaincus recherchent chez le vainqueur ce qui a pu contribuer à sa victoire. A la réaction contre l'absolutisme de Louis XIV, on découvre sans peine des origines dans l'histoire intérieure de la France, mais les événements désastreux de la fin du règne constituaient un enseignement pragmatique qui explique le prestige de régime constitutionnel et relativement libéral de la Grande-Bretagne. A la fin de l'Ancien Régime, au contraire, il décrut rapidement et c'est encore un fait bien connu. Mais, comme l'auteur l'observe, on ne s'est guère appliqué à mettre en lumière l'opposition anglophobe des conservateurs et le soutien que le sentiment national lui procurait, non plus qu'à rechercher les origines et la croissance du discrédit de l'Angleterre dans l'esprit des réformateurs. Miss Acomb entreprend de combler ces lacunes à l'aide d'investigations étendues dans les imprimés du temps dont elle produit une longue liste ; un appendice sur le caractère apocryphe de quatre lettres d'Helvétius, insérées dans l'édition de ses œuvres en 1795, atteste son souci critique. Elle ne se fait pas d'illusion sur le résultat : un sondage statistique de l'opinion de la nation est impossible et la recherche n'aboutit qu'à une approximation. D'autre part, nul doute que les événements du temps aient exercé une grande influence sur la réputation de l'Angleterre ; en sens contraire, l'idée qu'on se faisait d'elle a-t-elle engendré ces événements ? L'auteur ignore pas le problème et admet sagement que l'historien doit s'en tenir à une évidente action réciproque sans avoir le moyen de la doser.

Miss Acomb décrit d'abord l'Anglais tel que se le représentait le Français.

Pareille étude se recommande, parce que l'image collective que les membres d'une nation se font des étrangers constitue un facteur important de la politique extérieure du gouvernement : elle oriente l'opinion à son égard et ne laisse pas d'ailleurs d'exercer une influence sur la plupart des dirigeants eux-mêmes. La description reste ici d'origine littéraire, et l'on ne peut s'en étonner, puisqu'elle ne figure qu'un avant-propos ; ce n'est pas le lieu de rechercher quelle étendue il conviendrait d'assigner à une enquête éventuelle : l'on se borne à signaler qu'elle devrait porter aussi sur la représentation populaire et que celle-ci doit beaucoup aux souvenirs des hostilités anciennes, promptement simplifiés assurément, mais plus durables qu'on ne croit souvent ; comme ils aident aussi au progrès du sentiment national dont l'auteur tient grand compte, ils auraient pu attirer son attention.

Miss Acomb rappelle ensuite l'attitude des diverses sections de la pensée française à l'égard de l'Angleterre au cours des années qui précéderent le traité de Paris. N'insistons pas sur les philosophes et contentons-nous de remarquer qu'en fond leurs connaissances demeuraient imparfaites et que notamment ils paraissent ignorer que l'administration locale restait aux mains des landlords et de la gentry ; il semble, d'autre part, que, sur l'anglophilie de la noblesse et des parlementaires, il était prématuré de faire grand fond. Plus neuf est l'exposé en tant qu'il marque l'anglophobie accusée de tous ceux qui défendaient l'Ancien Régime contre les philosophes.

Après 1763, ces conservateurs ne changèrent pas d'opinion et on les voit encore, du temps de Maupeou et de Brienne, accuser les Parlements de se guider sur l'exemple de l'Angleterre dans leur opposition au gouvernement royal. Dans une certaine mesure, les physiocrates partageaient leur antipathie ; soumettant le prince aux lois naturelles que sa fonction est simplement d'énoncer et de faire respecter, ils n'en tiennent pas moins un despotisme éclairé pour le régime idéal ; admirant l'agriculture britannique, ils blâment le mercantilisme obstiné de la Grande-Bretagne, la prédominance croissante qu'elle consent au trafic et à l'industrie ; ils s'offusquent de voir la bourgeoisie d'affaires réduire chez elle l'influence des propriétaires fonciers auxquels leur doctrine réserve le monopole du pouvoir. Toutefois, la période se caractérise surtout par le désenchantement croissant des philosophes et de leurs partisans. L'affaire Wilkes, les premières manifestations du radicalisme, l'apologie conservatrice de l'équilibre politique en Angleterre, l'influence de Rousseau, enfin, les détournent du principe de la séparation des pouvoirs, les conduisent à critiquer le fonctionnement des institutions britanniques compromis par la corruption et par l'influence du patronage royal et à blâmer l'existence des partis qui, attachés à l'intérêt particulier d'une classe et d'un groupe, paralysés par leurs préventions, déchirés par les ambitions et les querelles personnelles, leur paraissent incompatibles avec le règne de la « volonté générale », que le *Contrat social* définit comme désintéressée et subordonnée par conséquent à la moralité. Miss Acomb ne signale cet état d'esprit que chez un petit nombre d'écrivains et l'avis de Marat, par exemple ne peut être considéré comme symbolique. C'est la guerre d'Amérique qui fut décisive. Désormais, le prestige des États-Unis, sans roi, sans lords, sans privilèges, prend nettement le pas, chez Condorcet notamment, et il est incontestable que l'évolution s'accélère. La grande noblesse s'y montre moins sensible, parce qu'elle juge une chambre des Lords à sa convenance.

La transformation s'achève lorsque, les États généraux convoqués, un retournement non moins notable se manifeste parmi les défenseurs de l'Ancien Régime, même l'auteur; en présence de la poussée du tiers état, la monarchie anglaise leur apparaît comme un moindre mal parce que, supposant à Georges III un droit de veto, tombé pourtant en désuétude depuis le début du siècle, et se prévalant de l'autorité des Lords qui contient le pouvoir représentatif des Communes, ils estiment que pareille constitution préserverait la hiérarchie sociale, les privilèges et le régime seigneurial. Si l'aristocratie française avait effectivement accepté une « monarchie à l'anglaise », suivant l'indubitable vœu de Necker, elle aurait eu assez beau jeu; quelques-uns de ses membres y ont pensé, l'évêque La Luzerne, notamment. En réalité, il convenait d'ajouter qu'on ne les écouta pas: l'aristocratie réclamait ce qu'elle présentait comme l'ancienne constitution du royaume, détraquée par les usurpations de l'absolutisme: des États généraux et une administration locale que dominerait la noblesse. C'est après la victoire du tiers état que les « nouveaux conservateurs », comme les appelle Miss Acomb, apparurent vraiment et ils représentaient non les partisans de l'Ancien Régime, mais une partie des nobles libéraux et quelques membres du tiers état, les « monarchiens », les « angliomanes »; défendant le veto absolu et le bicamérisme, dans l'espoir de limiter la Révolution, ils n'en étaient pas moins attachés aux principes de 1789.

Il appert donc que, dans l'ensemble, anglophobie et anglophilie évoluèrent en fonction du conflit des Ordres, c'est-à-dire de la lutte des classes; mais l'auteur attribue, avec raison, une puissante influence aussi au sentiment national qu'elle appelle « nationalism » suivant l'habitude de l'historiographie anglo-saxonne et germanique, alors que nous ne parlons de « nationalisme » que depuis l'affaire Dreyfus. Miss Acomb pense que ce sentiment est antérieur chez nous à la Révolution. Sans aucun doute et, sans la conscience de la solidarité nationale, le tiers état n'aurait pu la faire; le problème est périmé au même titre, par exemple, que l'origine de la petite propriété. Néanmoins, les observations, pour n'être pas neuves, sont utilement rassemblées. Dès lors, elle critique Bernard Fay pour avoir rapporté à l'esprit révolutionnaire l'appui que l'opinion française accorda aux insurgés américains, tandis que, disciple du professeur Gottschalk, l'historien de La Fayette, elle est persuadée que la haine de l'Angleterre, le désir de venger les désastres de la guerre de Sept ans ont tout fait. A mon avis, éliminer l'autre facteur, c'est verser en sens contraire, mais je pense également que l'action du sentiment national fut de beaucoup prédominante. La victoire ne le désarma pas et, après 1783, divers événements, le traité de commerce de 1786, l'affaire de Hollande, entretenirent au contraire l'hostilité. Presque tous les Français s'accordaient en 1789 à croire l'avenir assuré à leur pays, plus étendu, plus peuplé, d'une économie plus stable parce qu'agricole et, à ce titre, favorisé par le sol et le climat. Les physiocrates eux-mêmes ne doutaient pas qu'en adoptant leur saine doctrine, l'agriculture française l'emporterait sans peine sur sa rivale. Et surtout, médiocrement attentifs au triomphe de la machine et parfaitement ignorants des incomparables ressources de crédit et des perspectives de la concentration capitaliste, les Français s'imaginaient que la puissance de la « moderne Carthage », artificielle et fragile, s'effondrerait un jour ou l'autre: la guerre l'y aiderait en entravant ses exportations. Ces vues, qui naissaient de la structure arriérée de l'économie française, n'étaient pas en désaccord avec les souvenirs du peuple, non plus qu'avec sa

fidélité au catholicisme ; l'ensemble procurait à l'anglophobie une assiette solide et profonde ; l'histoire de la Révolution et de l'Empire en porte la marque.

G. LEFEBVRE.

**JAMES CARTY.** *Ireland from the flight of the earls to Grattan's parliament, 1607-1782.* Dublin, C. J. Fallon, xv-192 pages. Prix : 8 s. 6 d.

**ID.** *Ireland from Grattan's parliament to the great famine, 1783-1850.* Ibid., xxxi-180 pages. Prix : 8 s. 6 d.

**ID.** *Ireland from the great famine to the Treaty, 1851-1921.* Ibid., viii-250 pages. Prix : 10 s. 6 d.

M. Carty, conservateur à la Bibliothèque nationale, Dublin, et auteur déjà d'une excellente bibliographie de l'histoire d'Irlande, achève de mettre au jour une série de volumes bien séduisants. Ils résument ou, pour être plus exact, ils raniment l'histoire moderne de son pays, depuis la chute de l'ordre gaélique en 1607 jusqu'à l'érection de l'État libre en 1921, et ce sous un aspect inédit : ne se permettant aucun récit suivi ou didactique, ils offrent tout uniment au lecteur un choix de documents originaux (discours, rapports, statistiques, mémoires, lettres, etc.), comme aussi d'illustrations documentaires, savoir empruntées aux cartes, proclamations, gravures, portraits contemporains. Méthode très vivante, déjà pratiquée de longue date sur le continent, et qu'on se réjouit de voir adoptée là-bas par un homme de goût et un *scholar*. Et d'un tel travail, assurément, la personnalité de l'auteur n'est pas absente : le *choix* seul des textes comme des images suffirait à en trahir les conclusions, qu'elles soient religieuses ou politiques ; mais c'est là son droit strict. Et ce qui demeure, c'est qu'un tel recueil est plus convaincant qu'aucun commentaire, étant plus suggestif, nous plongeant bon gré mal gré, presque à notre insu, dans une atmosphère. Certaines de ces images (pêcheurs d'Aran pleurant l'enfant noyé, femmes en pèlerinage au puits sacré), étant des fictions d'artistes, gardent-elles une valeur documentaire ? Selon moi, oui, et M. Carty a raison d'en faire état : si elles ne paraissent pas, comme un texte de loi, un plan de ville, avoir le poids d'un fait, elles montrent comment ce peuple se conçoit lui-même, et ce fait spirituel n'est-il pas à la fin, en histoire, le plus important des faits ? Pour la même raison, j'approuverais M. Carty de n'hésiter point à faire appel, comme témoins du passé, au roman, à la poésie, à la littérature, enfin. Quel exposé technique évoquera l'affreux régime policier de Napoléon à l'égal d'*Une ténébreuse affaire*, ou les journées de 1848 à l'égal de *L'éducation sentimentale* ? Je rappelle que Froude, ayant écrit *The English in Ireland*, a cru bon de doubler son œuvre d'historien par l'inoubliable fiction *The two chiefs at Dunboy*. Quoi de plus authentiquement « historique » que les pages où William Carleton, rappelant ses père et mère, illettrés, Dieu merci, et par là héritiers, en poésie comme en musique, d'un folklore millénaire, nous fait toucher du doigt cette pathétique époque transitionnelle, où la tradition gaélique, langue, mœurs ou croyances, agonise et s'efface pour céder à l'esprit moderne et britannique ? Remercions donc M. Carty d'avoir réveillé de leur poussière ces grands conteurs d'antan, Charles Lever, Maria Edgeworth, avant tout Carleton. Ils valent les voyageurs comme Hall ou Arthur Young, les statisticiens comme Wakefield. Ils nous apprennent une autre chose, mais une chose qui a son prix, si c'est le génie même des gens. Enfin, dernier mérite,

M. Carly sait le gaélique, en ce temps-là encore truchement normal du peuple, il cite volontiers (avec traduction) les poèmes, dictons, ballades gaéliques, et ce faisant, il donne une voix à cette masse des humbles qui, au fond, est le seul vrai sujet de l'histoire et que trop souvent une histoire superficielle laisse muette, ignore. Un regret : que l'auteur n'a-t-il cité ce très intéressant observateur, le comte de la Tocnaye, émigré, qui visita l'Irlande vers 1797 ? Et une jalousie : ces beaux livres, imprimés en beaux caractères sur beau papier couché, constellés d'illustrations sans nombre, rognés, reliés en bonne toile, coûtent huit shillings six pence l'un, soit dans les 400 francs : pour le même prix, je demande simplement quelle sorte de livres nous produisons en France.

Roger CHAUVIRÉ.

Louis B. WRIGHT. *The Colonial Civilisation of North America, 1607-1763.* London, Eyre and Spottiswoode, 1949.

Le titre de cet ouvrage est assez décevant. Il s'agit effectivement moins d'une étude de la civilisation américaine pendant la période coloniale que d'une étude de la société des différents groupes de colonies qui prirent naissance sur la côte atlantique aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. L'auteur a dégagé de façon satisfaisante leur personnalité respective. Aux colonies de la baie Chesapeake, dominées à ses yeux par la classe des « patricians » et des « yeomen », à leur économie essentiellement agraire, il oppose celles de la Nouvelle-Angleterre, où la piété s'allie aux préoccupations commerciales et intellectuelles. Entre ces deux groupes, il situe la terre « sainte » de Pennsylvanie, où Penn a réalisé une formule de liberté presque « utopique », les colonies de l'Hudson et de la Delaware, caractérisées par la diversité de leurs races, de leurs croyances, de leurs types d'exploitation. A l'extrême sud, enfin, les deux Carolines et la Géorgie se distinguent par leur économie agraire et commerciale, par leurs fortes oppositions sociales et régionales.

L'exposé est bien fait, bien écrit, d'une clarté irréprochable, et certains mouvements, comme la rébellion de Nathaniel Bacon en Virginie (1676), sont l'objet d'un examen critique intelligent qui permet d'en préciser la portée. Mais, au lieu de tenter de mettre en relief les traits distinctifs de la civilisation américaine, l'auteur passe en revue tous les aspects de l'histoire des colonies atlantiques, et il fait une place aussi importante à l'étude des guerres avec les tribus indiennes ou des visées de l'Angleterre sur la Nouvelle-Amsterdam qu'à l'exposé de l'organisation sociale, du développement culturel, de la vie économique et religieuse de chaque groupe de colonies. Il parle longuement des compagnies de commerce qui ont amorcé la colonisation de la région de Plymouth et du territoire de la « Baie », trop longuement pour un ouvrage consacré en principe à une étude de civilisation. Mais il néglige des points fondamentaux, comme le vrai caractère du mouvement religieux des Pilgrim Fathers, ou les tendances qui s'associent dans la grande émigration des Puritains. Le meilleur chapitre, le mieux équilibré, le plus directement lié au titre de l'ouvrage, est celui que l'auteur a consacré à la Pennsylvanie. Pour les Carolines, on ne peut qu'approuver la place importante qu'il fait à la diversité ethnique de leur population : on est surpris, en revanche, qu'il n'ait pas tenté de définir l'apport de ces différents groupes dans l'édification de la civilisation des États du Sud.

L'ouvrage est un bon résumé, parfois excellent, de la structure sociale des colo-



nies atlantiques. Mais peut-on le considérer comme un exposé de la civilisation américaine dans la période antérieure à la Révolution?

Marcel GIRAUD.

I. — Merle CURTI. *The Roots of American Loyalty*. New-York, Columbia University Press, 1946.

II. — *The Federalist or the New Constitution*, éd. par Max BELOFF. Oxford, Basil Blackwell, 1948.

I. — M. Merle Curti, qui s'est toujours attaché à faire ressortir le rôle du patriotisme dans la culture américaine, nous présente ici une étude systématique de ce patriotisme, de sa naissance, de son évolution jusqu'à la deuxième guerre mondiale, de ses éléments constitutifs.

Il en saisit l'origine à l'époque coloniale, à un moment où le sentiment national, en dépit de l'entrée dans les colonies américaines des premiers espaces de l'Ouest dégagés de tout particularisme local, est encore obscurci par le patriotisme régional, par l'attachement à l'État plus qu'à la nation. Ce n'est qu'au lendemain de la Révolution, lorsque le pays eut été doté d'une constitution qui renforçait le concept de l'État fédéral, que le patriotisme se dégagait lentement de ses faiblesses initiales.

Il va de soi que, à mesure que le peuplement de l'Union américaine augmentait en nombre et en diversité, du fait de l'afflux des émigrants européens, à mesure que les États du Nord, qui recevaient la majeure partie de ces derniers, se différencient des États du Sud, dont l'isolement relatif et la composition ethnique plus homogène renforçaient le particularisme, l'essor du patriotisme se heurtait à de nouveaux obstacles. Le patriotisme régional persistait, et il se compliquait de l'allégeance que beaucoup d'émigrants conservaient à leur pays natal. La théorie du *melting pot*, base d'un patriotisme nouveau, ne pouvait réussir dans les États du Sud. Dans l'ensemble de l'Union, elle suscitait l'opposition de ceux qui, inféodés au mouvement nâtiviste, prétendaient sauvegarder l'intégrité des traditions américaines, essentiellement anglo-saxonnes et protestantes, contre un afflux d'émigrants qu'ils tenaient pour inassimilables, et dont certains groupes, comme les Allemands catholiques, se montraient effectivement réfractaires à toute tentative d'américanisation.

M. Merle Curti estime, cependant, que la notion de patriotisme ne fut pas profondément affectée par ces données nouvelles. La scission du pays entre deux groupes d'États, le Nord et le Sud, qui en arrivaient à se considérer comme étrangers les uns aux autres, n'étouffait pas le sentiment patriotique, et beaucoup, parmi les gens du Sud, gardaient la conviction qu'ils appartenaient à une patrie commune à tous les États. Avant la guerre de Sécession, les liens économiques qui s'étaient formés entre les différentes parties de l'Union, l'établissement d'un réseau de communications solide, la conscience de l'avenir du pays, et, davantage encore, le droit reconnu au gouvernement fédéral d'attribuer souverainement les terres libres de l'Ouest, avaient cimenté l'idée nationale. La guerre civile, dans ces conditions, était vouée à l'échec. Si des ressentiments survécurent à cette épreuve, l'attachement à la patrie américaine se rétablit rapidement, et la force s'en exprima au cours des guerres engagées au nom des intérêts nationaux dans le courant du XIX<sup>e</sup> siècle.

On doit convenir que le point de vue de M. Merle Curti, appuyé sur une documentation approfondie, se vérifie aujourd'hui sur le terrain des faits. Le loyalisme envers la patrie américaine emprunte à la diversité des races et des religions qui la constituent, à l'opposition des idéologies qu'on peut aisément observer entre les différents États, une apparence de fragilité. Mais cet aspect superficiel n'altère point l'attachement à l'Union américaine. Celui-ci est d'autant plus profondément enraciné qu'un type de nationalisme nouveau avait pris naissance au lendemain de la guerre civile : envisageant la nation comme un organisme vivant et homogène, il avait supplanté l'idée de l'association volontaire d'un ensemble de communautés politiques indépendantes, et, sans détruire les particularismes régionaux, il les avait graduellement fondus dans l'idée dominante de la patrie américaine.

II. — Un utile complément à l'ouvrage de M. Merle Curti sera fourni par le texte du *Federalist*, publié par M. Max Beloff. Le terme désigne, on le sait, une série d'essais et d'articles parus dans les journaux de New-York de 1787 à 1789, et dont les auteurs (Alexander Hamilton, John Jay, James Madison) dissimulaient leur identité sous le pseudonyme de Publius. Étant donné la place que ceux-ci font à la discussion de l'idée nationale dans la période révolutionnaire, l'insistance qu'ils mettent à démontrer la nécessité pour l'avenir de l'Union d'un gouvernement central fort, on y trouvera un exposé intéressant de la pensée politique américaine, représentée par l'élément conservateur de l'époque. Le texte est un classique de l'histoire des États-Unis. Il est aussi utile par lui-même que par l'introduction historique qui le précède. L'intérêt en serait cependant accru par une annotation critique et explicative plus copieuse que celle dont il est accompagné.

Marcel GIRAUD.

Francisco Sanchez RAMOS. *La economía siderúrgica española. I : Estudio crítico de la historia industrial de España hasta 1900*. Madrid, Instituto de Economía « Sancho de Moncada », 1945 ; in-8°, 383 pages.

Cet ouvrage doit servir d'introduction à une étude technique détaillée de la sidérurgie espagnole actuelle. Tel quel, il est très précieux, car nous connaissons fort mal l'histoire de l'industrie dans la péninsule ibérique ; la bibliographie en témoigne qui ne peut rappeler l'existence d'aucun travail d'ensemble sur la question. Or, celle-ci mérite qu'on s'y attache. L'Espagne est un prestigieux pays minier ; les traditions du travail du fer y sont très anciennes et lui assuraient encore au xv<sup>e</sup> siècle une véritable hégémonie dans ce domaine. Pourtant, le déclin est survenu alors et le retard, depuis, n'a plus été rattrapé. C'est ce qu'il importe d'expliquer ; l'auteur l'a compris et il a fait porter tout son effort sur les causes de l'infériorité manifestée par son pays au regard de tant d'autres dans les temps modernes et au xix<sup>e</sup> siècle.

A trois reprises surtout, l'Espagne manqua son heure de créer une puissante industrie sidérurgique. Ces occasions manquées se situent respectivement dans la seconde moitié du xviii<sup>e</sup> siècle, lors de l'abaissement des tarifs britanniques, et au moment de l'expansion capitaliste générale en Europe.

On ne voit pas sans regret M. F. Sanchez Ramos passer vite sur l'ère mercantiliste. Sans doute cette époque a-t-elle été étudiée assez récemment par M. J. Lar-

raz. Tout de même, il y avait autre chose à en retenir que le maintien des douanes intérieures et l'insuffisance des transports maritimes pour rendre compte d'une décadence à peu près continue. Précisément, une première occasion se présente sous Charles III de remonter la pente : l'Angleterre a grand besoin de fers ouvrés ; elle ne parvient pas à se suffire à elle-même : ses importations de minerai triplent au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle ; mais celles en provenance d'Espagne vont diminuant : c'est que la péninsule extrait alors et consomme moins de fer qu'au XVII<sup>e</sup> siècle. Pourquoi cette carence ? Il est possible d'invoquer tout à la fois les prix trop élevés de l'extraction, le manque de charbon de bois dû à un déboisement inconsidéré, un outillage insuffisant, une politique douanière destinée tout uniment à protéger le marché intérieur, la difficulté de circulation des produits jusqu'aux ports d'embarquement, autant de facteurs dont on ne peut dire lequel commande les autres.

Dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le fournisseur espagnol aurait pu regagner du terrain sur le marché britannique ; mais il reste défavorisé par son outillage désuet, le manque de liaison entre les charbonnages des Asturies et le minerai de Biscaye, les prix de revient trop élevés ; et c'est la Suède qui profite de l'abaissement des droits d'entrée par Huskisson en 1826 ; non qu'elle bénéficie d'un coût de transport inférieur : elle l'emporte au point de vue technique.

La situation ne se modifie guère par la suite, alors qu'avec la construction des voies ferrées dans toute l'Europe la demande de produits métalliques s'accroît rapidement. Pauvre en capitaux, incapable de renouveler son outillage (le procédé Bessemer ne viendra que très lentement remplacer le procédé Chenot), manquant d'ingénieurs, l'Espagne se laisse toujours distancer. Elle vend son minerai au lieu de créer une grande industrie de transformation qui serait plus rémunératrice. L'extraction en est grandement stimulée et, en 1880, la péninsule extrait, pour la première fois, plus de minerai que la France (le nombre d'ouvriers dans les mines quadruple de 1870 à 1880). Par contre, la production en fer forgé et en acier demeure modeste (l'effectif, dans ces entreprises, augmente à peine dans la même période et, en 1880, nous relevons 85.000 tonnes de lingots à l'actif de l'Espagne contre 1.725.000 pour la France). C'est la houille anglaise qui, à la fin du siècle, permet à la Biscaye d'agrandir ses établissements, de les moderniser, sans oublier l'apport de capitaux de provenance également étrangère (principalement britanniques, pour une part français et belges). D'ailleurs, la concurrence et le protectionnisme contribuent aussi à la concentration capitaliste au profit de la même région. Il n'en reste pas moins qu'aux approches de 1900, l'Espagne produit 20 kilogs de fer ouvré par habitant, contre 62 en France, 146 en Allemagne, 168 en Belgique, 207 en Angleterre, 229 aux États-Unis.

Les références ne sont pas toujours précises et la reproduction des titres des ouvrages en langue étrangère ne va pas sans incorrections très nombreuses (exemples : Delom, *Le cuivre et le bronze...* ; Granier (J.), *Le fer...* ; Mantoux (P.), *La révolution industrielle au XVII<sup>e</sup> siècle*, Cornely édit... ; Sinclair (S.), *Statistical Account of Scotland...* ; Strigl (R.), *Die ökonomischen Kategorien und die Organisation der Wirtschaft...* ; Tugan-Baranowsky, *L'évolution industriel dans l'Angleterre...* ; deux fautes également dans une citation en anglais, p. 172). L'auteur ne pouvait évidemment citer tous les travaux se rapportant à l'histoire du fer ; mais il ne semble pas avoir utilisé le grand ouvrage, toujours précieux, de Ludwig

Beck, *Geschichte des Eisens* (1890-1903, 5 vol.), non plus que celui, moderne, de Th. S. Ashton, *Iron and steel in the industrial revolution* (1924).

Robert SCHNERB.

J.-H. PIRENNE. *La Sainte-Alliance. Organisation européenne de la paix mondiale*, t. I et II. Neuchâtel, Éditions de La Baconnière, 1946 et 1949; in-12, xvi-282 et 396 pages.

L'ouvrage de M. Jacques-Henri Pirenne apporte une interprétation nouvelle de l'œuvre du Congrès de Vienne, des deux grands traités de la Sainte-Alliance et de la Quadruple-Alliance, enfin du Congrès d'Aix-la-Chapelle. L'introduction du tome I laisse espérer que l'œuvre sera poursuivie jusqu'en 1830.

L'auteur reproche aux historiens de la Sainte-Alliance d'avoir limité trop étroitement le champ de leurs observations. Le récit ne devrait pas être enfermé dans le cadre de la politique européenne; il faut l'envisager sur le plan mondial et essentiellement sous le jour de la rivalité anglo-russe. M. Pirenne, quant à lui, s'est attaché à montrer l'importance croissante des pays d'outre-mer par rapport aux nations européennes.

En partant de ces observations générales, voici les principales conclusions auxquelles parvient l'auteur. La Russie possède depuis 1815 un programme d'expansion en Asie, surtout en Perse et au Turkestan; établie depuis 1809 à Bodega Baie, près de San-Francisco, elle y voit le point de départ de conquêtes sur la côte nord-américaine du Pacifique, et, de ce fait, le sort du Nouveau-Monde ne saurait lui être indifférent. Bref, la Russie est devenue une puissance mondiale et, comme telle, elle se heurte partout à la Grande-Bretagne. Ne possédant cependant une marine suffisante pour faire face au conflit, elle doit rechercher l'aide des puissances maritimes, sur lesquelles elle s'appuie pour maintenir un équilibre dans le monde en face de l'Angleterre. D'où ses efforts pour introduire sa médiation dans le conflit entre la Grande-Bretagne et les États-Unis; d'où sa politique matrimoniale à La Haye et à Madrid. Mais, en même temps, la Russie est une puissance continentale et revendique en 1815 l'annexion de toute la Pologne. A travers les négociations de paix, Alexandre I<sup>er</sup> va donc chercher à inaugurer un système mondial auquel participeraient les puissances maritimes en même temps que celles du continent. A ce système, les Anglais veulent en opposer un autre, qui a pour but d'écarter de l'aréopage européen les puissances maritimes, afin de pouvoir procéder seule à l'exploitation commerciale des colonies espagnoles révoltées, d'établir par suite une séparation complète entre les questions maritimes et les questions continentales et de maintenir un équilibre européen tel que la suprématie russe fût écartée en Europe.

Le développement de cette rivalité constitue la trame même du livre de M. Pirenne. Le premier tome retrace l'histoire du Congrès de Vienne et montre comment l'Angleterre, après s'être assurée par le traité du 5 juillet 1814 la place prépondérante dans le commerce espagnol, a réglé par le traité de Gand son conflit avec les États-Unis (décembre 1814), pour avoir les mains libres dans les affaires européennes. Par l'alliance secrète du 3 janvier 1815, grâce à l'Autriche qui, comme elle, craint l'hégémonie russe et grâce à la France, désireuse de rentrer dans le concert européen, elle oblige le tsar à lâcher prise et à renoncer pour lui-

même à toute la Pologne, pour son allié prussien à la Saxe. La Russie, après avoir été rejetée du monde maritime, se voit mise en échec sur le continent.

Le tome II indique comment le tsar cherche à utiliser la seconde Restauration pour s'assurer l'appui de la France, qu'il ménage évidemment lors du second traité de Paris. Mais le rapprochement avec la France, puissance maritime, n'est qu'un aspect de la politique mondiale du tsar, qui a trouvé son expression dans la Sainte-Alliance. Celle-ci n'est pas, comme on l'a dit, un document issu de l'esprit mystique d'Alexandre I<sup>er</sup>, agissant sous l'influence de la baronne de Krüdener; c'est un effort réaliste pour constituer une organisation du monde sans vainqueurs ni vaincus, englobant les puissances maritimes comme les puissances continentales et assurant contre l'Angleterre les intérêts russes dans le monde. La réponse anglaise fut la Quadruple-Alliance du 20 novembre, interprétée à tort comme une ligue permanente de surveillance à l'égard de la France, mais dont le sens profond était le suivant : écarter les puissances maritimes et laisser dans l'alliance, en face de la Russie, des États qui n'eussent pas des intérêts extra-européens et qui pussent sur le plan continental arrêter son hégémonie. Ainsi, dès la fin de 1815, les deux systèmes sont en présence. Qu'en résulte-t-il? La Russie apparaît incapable à se concilier les puissances maritimes, parce qu'il est contradictoire de préconiser une intervention armée contre les colons espagnols en révolte, et de rechercher l'alliance des États-Unis favorables à leur indépendance. Cette contradiction permet à l'Angleterre de discuter avec Washington les problèmes anglo-américains et d'empêcher, lorsque se réunit le Congrès d'Aix-la-Chapelle (octobre 1818), que la question des colonies espagnoles y soit discutée et que les puissances maritimes soient introduites au Congrès. Seule la France fut admise, par la transformation de la Quadruple en Quintuple-Alliance, dans le concert européen. C'est donc par un succès de l'Angleterre que se clôt cette période de l'histoire : avec la collaboration de l'Autriche, elle a réussi à contenir l'expansion menaçante de l'Empire des tsars et à faire fonctionner en Europe ce jeu de contrepoids qui lui permettra d'assurer en toute sécurité sa suprématie commerciale dans le monde.

Certes, l'ouvrage de M. Pirenne n'apporte point que du nouveau, et l'un des reproches que l'on est tenté de lui faire est de ne pas rendre assez hommage à ses devanciers. Il est facile cependant de noter ce qu'il doit, entre autres, à Webster, à Perkins, à Bemis, à Srbik, à W. Naf. Sur le rôle de Talleyrand au Congrès de Vienne, M. Pirenne confirme l'opinion selon laquelle le représentant de la France a bluffé quand il a prétendu, par le traité du 3 janvier, avoir détruit la coalition, et il est exact de dire que ce traité n'a pas été « un élément de l'organisation permanente de la paix européenne » et qu'il a servi avant tout la diplomatie anglaise (t. I, p. 170) ; mais cela avait déjà été démontré. De même, à propos du Congrès d'Aix-la-Chapelle, je n'ai pas vu d'allusion à l'article de Ch. Dupuis : « La Sainte-Alliance et le directoire européen de 1815 à 1818 » (*Revue d'histoire diplomatique*, t. XLVIII, 1934), dont pourtant certaines conclusions se rapprochent de celles de M. Pirenne. Sur le fond, il est difficile de se prononcer, car l'auteur n'a pu faire, bien entendu, de sondages dans les Archives russes, devant se contenter, pour ce qui est de la politique de ce pays, des textes traduits. Pourtant, il semble avoir surestimé les préoccupations américaines du tsar ; au contraire, il est fort peu question dans ses livres du problème ottoman qui, aux yeux de E. Bourgeois, était pourtant l'explication de la Sainte-Alliance. On peut, enfin, lui reprocher de n'avoir cherché à aucun moment à tracer des portraits des hommes d'État, dont il est



amené à parler : ceux-ci sont des abstractions au service de grandes ambitions politiques et leur action se déploie comme un mécanisme monté.

Pourtant, l'ouvrage donne une impression de puissance et prouve une ouverture d'esprit remarquable. L'ampleur de l'investigation est étonnante et présente des aperçus nouveaux sur bien des questions. Il sera impossible dorénavant, sans s'y référer, de traiter l'histoire de la réorganisation de l'Europe en 1815, dominée par les facteurs et les conflits d'outre-mer.

Jacques Droz.

**Codric C. CUMMINS. Indiana Public Opinion and the World War, 1914-1917.** (Indiana Historical Collections, vol. XXVIII). Indianapolis, Indiana Historical Bureau, 1945.

Cette intéressante étude des réactions de l'opinion publique de l'État d'Indiana pendant les premières années de la guerre mondiale montre le profit qu'il y aurait à multiplier des monographies de cet ordre. Ce serait le plus sûr moyen de se dégager de la tendance, que l'on a trop souvent en Europe, à simplifier les réactions du public américain en appliquant à des régions déterminées des sentiments ou des attitudes qui sont le fait d'une fraction seulement de leur population. Les États du Middle West sont ainsi devenus synonymes d'« isolationisme ». La diversité de leurs races, de leurs conditions sociales a pourtant engendré et continue d'alimenter une diversité d'opinions qu'il est difficile de concilier avec l'étiquette qu'on a coutume de leur appliquer.

En étudiant les réactions de l'Indiana de 1914 à 1917, à une époque où ses groupes ethniques étaient moins affranchis de leurs allégeances nationales qu'ils ne le sont aujourd'hui, l'auteur établit la fragilité de ces généralisations. Pour juger de ces réactions, il faut effectivement analyser non seulement l'état d'esprit des différentes races ou nationalités qui se juxtaposaient dans la population de l'État, mais celui des partis politiques, des confessions religieuses, des classes sociales, qui empiétaient sur les barrières raciales ou linguistiques. En disséquant tous ces éléments de l'opinion publique de l'Indiana, M. Cummins nous offre un excellent tableau de la complexité de ses réactions. Particulièrement instructif est le chapitre qu'il consacre à leur étude dans les premières semaines du conflit, avant que les pertes causées par la guerre sous-marine et les erreurs de toute sorte commises par les puissances de l'Europe centrale et par leurs alliés, surtout la Turquie, n'aient contribué à l'unification relative de l'opinion contre l'Allemagne.

Bien que l'opinion de l'Indiana fût en majorité favorable aux Alliés, la confusion, au début, y était extrême. Allemands et Irlandais, suivis dans une large mesure par les catholiques et les luthériens, défendaient la cause des puissances de l'Europe centrale contre les Américains de « vieille souche », dont les sympathies se nuançaient pourtant d'une anglophobie toujours latente. Méthodistes, Presbytériens, Baptistes, quoique hostiles à toute idée d'intervention des États-Unis, souhaitaient, par aversion pour le militarisme prussien, la victoire des Alliés. Hommes d'affaires, fermiers et ouvriers, tout en accueillant la guerre comme un élément susceptible de mettre un terme à la « dépression » de l'année 1914, étaient loin de préconiser une politique d'armements, les premiers parce qu'ils doutaient de son intérêt pour les États-Unis, les autres parce qu'ils s'accusaient réciproque-

ment de vouloir exploiter la situation pour provoquer une hausse des prix et des salaires. Les réactions des ouvriers non syndiqués, favorables aux Alliés, différaient de celles des ouvriers syndiqués, parmi lesquels les Américains d'origine allemande (*hyphenate Americans*) figuraient en grand nombre, et qui opposaient à l'attitude de la Russie la politique sociale de l'Allemagne. Les intellectuels, enfin, hommes de lettres, comme Booth Tarkington, professeurs d'anglais, bibliothécaires, rédacteurs de revues, et, avec moins d'unanimité, les éditeurs de journaux défendaient la cause des Alliés par antipathie envers une Allemagne militariste. Encore ce tableau n'épuise-t-il pas l'analyse des réactions de l'Indiana : les Juifs, les immigrants de l'Europe centrale et orientale, Hongrois, Polonais..., étaient profondément divisés.

Les événements des années 1915 et 1916 atténuèrent ces divergences en consolidant le sentiment patriotique américain, en suscitant contre l'Allemagne une hostilité grandissante, mais sans effacer les oppositions initiales. En fait, à mesure que les événements militaires s'aggravaient et que se précisait l'éventualité d'une intervention des États-Unis, une nouvelle opposition se formait entre pacifistes et nationalistes. Dans le premier camp figurent les hommes d'affaires, les fermiers et les ouvriers, persuadés que, pour leur permettre de sauvegarder leur structure de vie, l'Amérique doit rester étrangère aux conflits européens. Dans le camp adverse, la presse Hearst et McCormick, en dépit de ses tendances pro-allemandes, défend avec le plus d'acharnement une politique d'armements et de préparatifs militaires. Les éléments directement intéressés à la prospérité économique de l'État, les fermiers surtout, souhaitaient la prolongation de la paix, mais, en même temps, en s'opposant à tout embargo sur les expéditions d'armes ou de denrées alimentaires à destination de l'Europe, ils demandaient la stricte protection des intérêts des États-Unis, au risque de placer leur pays, en présence des atteintes portées par l'Allemagne aux droits des États neutres, dans une position dont la guerre finirait par être la conséquence. Leur isolationisme était donc très relatif, d'autant plus qu'ils s'associaient activement à la croisade entreprise en faveur de l'établissement d'un système de paix internationale, garanti, le cas échéant, par le recours aux armes. L'attitude des Églises catholique et luthérienne, renonçant à leur programme initial pour favoriser une politique d'armements, augmente encore la complexité des réactions. Et, bien que l'opinion de l'Indiana paraisse avoir été hostile, dans son ensemble, à toute révision de la politique défensive américaine, les enrôlements volontaires, lorsque la guerre éclata, dépassèrent dans le Middle West ceux des États atlantiques, où, pourtant, l'idée d'une intervention militaire n'avait jamais été l'objet des mêmes réticences, et les députés de l'Indiana se rallièrent à l'unanimité aux initiatives du président Wilson.

Un utile complément à l'ouvrage de M. Cummins serait fourni par une étude du même ordre sur les fluctuations de l'opinion dans les années consécutives à la première guerre mondiale. On souhaiterait, en outre, une analyse plus approfondie des réactions des nationalités du Middle West autres que les « German-Americans », auxquels l'auteur attache une importance légitime, mais qui le porte à négliger l'étude des groupes plus modestes et moins agissants.

M. GIRAUD.

Jacques LACOUR-GAYET. *Histoire du commerce*. T. I : *La terre et les hommes*. T. II : *Le commerce de l'ancien monde jusqu'à la fin du XV<sup>e</sup> siècle*. Paris, Spid, 1950 ; in-8°, 305 et 360 pages.

C'est une entreprise considérable que celle-ci. Il s'agit de décrire, en cinq volume, toutes les manifestations de l'activité humaine qui, de l'antiquité à nos jours, se rattachent au domaine de l'échange commercial. « Œuvre impartiale, exacte et complète », annonce M. Jacques Lacour-Gayet ; et d'ajouter aussitôt : « Utilisant les dernières données de la science historique et possédant souvent, par surcroît, la connaissance approfondie de l'économie contemporaine, les collaborateurs de l'*Histoire du commerce* se sont proposé... de traiter dans son ensemble un sujet des plus vastes et qui n'avait été jusqu'ici que fragmentairement abordé. » Le dessein est louable, si l'ambition de faire « complet » peut effrayer.

Indiquons tout d'abord le plan général : un volume de généralités, puis quatre tomes entre lesquels se distribuent les grandes périodes de cette histoire : le tome II, consacré au Moyen Age ; le tome III au commerce extra-européen jusqu'aux temps modernes ; le tome IV au commerce du xv<sup>e</sup> siècle au milieu du xix<sup>e</sup> ; le tome V au commerce depuis le milieu du xix<sup>e</sup> siècle. Il s'agit donc bien de « la totalité des activités commerciales de l'humanité » ; et les auteurs ont fait délibérément craquer le « cadre traditionnel » selon lequel les Européens ou à tout le moins les Blancs sont nécessairement au centre du sujet. La perspective est intéressante.

On nous met d'abord sous les yeux un ample tableau des conditions dans lesquelles s'effectue l'échange commercial : conditions géographiques qu'examine M. André Journaux ; conditions proprement humaines que décrit ensuite M. Pierre Benaerts ; formes d'exploitation dont l'évolution d'ensemble est présentée, enfin, par M. Michel David. C'est sous le signe d'une communicative sympathie pour leur héros, le commerçant, que ces auteurs et ceux qui ont signé le tome II — M. Maxime Lemosse et M<sup>me</sup> Marguerite Boulet — ont travaillé de concert ; c'est un commun respect pour les bienfaits du négoce qui paraît les avoir unis dans leur tâche ; d'ailleurs, dans son Introduction, M. Lacour-Gayet ne cache pas son désir de réhabiliter un genre d'activité pacifique par définition, école de solidarité et d'initiative individuelle, mine d'inspiration pour l'inventeur, le juriste et l'artiste tout à la fois. Aussi l'ingérence des États est-elle jugée avec sévérité : « L'analyse des influences physiques et économiques, nous dit, par exemple, M. Journaux, devrait suffire à expliquer les tracés des chemins de fer. Mais que de problèmes sans réponse ! Des lignes sans utilité aucune, des tracés aberrants, un trafic inadapté à des tarifs qui ne paient pas ; ainsi se solde l'influence politique, souvent partisane, des gouvernements » (p. 37) ; ou encore : « Cette adaptation des moyens de transport ne s'est pas faite sans léser des intérêts : l'influence de la géographie, des tarifs, du libre jeu de la concurrence, recule devant les considérations de haute politique » (p. 81). C'est la thèse libérale dans sa pureté théorique : l'État doit veiller à la sécurité, mais il ne saurait valablement intervenir dans le domaine économique. Or, on voudrait une étude un peu poussée de la notion de profit, des éclaircissements sur la contradiction entre l'esprit de corps des grossistes et leur effort en vue de se grouper « contre la concurrence qui leur est faite » d'une part, la libre entreprise de l'autre (p. 287) ; on aimerait à savoir comment, d'après

M. Michel David, peuvent se concilier la royauté du consommateur et la tendance des entreprises commerciales à la concentration et au groupement (p. 327).

Sans doute y a-t-il refus d'adhérer aussi bien aux idées des scolastiques qu'au mercantilisme ou à la physiocratie. Hostiles au marxisme, nos auteurs entendent ne retenir du matérialisme historique que ce qu'il peut apporter d'utile au point de vue méthodologique. Peu soucieux d'apporter une pierre supplémentaire à l'histoire proprement historisante, ils se plaisent à évoquer les humbles, les petits boutiquiers, les colporteurs ; ils n'accordent pas aux « figures de proue » une plus large place qu'aux obscurs aventuriers. Ils exposent avec précision les conditions physiques, matérielles et psychologiques de la vie commerciale, tenant compte aussi bien des facteurs religieux et politiques que des données économiques. Leur vision du réel est souvent très concrète : qu'il s'agisse du transporteur sur route (p. 21), des animaux porteurs (p. 67), du colporteur (p. 263) ou du mandataire aux Halles (p. 293). Naturellement, la part est faite à la technique (moyens de transport, méthodes comptables) et certaines pages consacrées à l'état d'esprit des employés de commerce (p. 212), à l'ambition des grands commerçants (p. 231) sont d'une belle venue. On ne saurait reprendre par le détail ce que le tome I en particulier nous apporte de notions utiles ; elles sont à rapprocher de celles que M. Max. Sorre nous présente sur les mêmes matières dans ses remarquables *Fondements de la géographie humaine* (voir surtout *Les fondements techniques ; la géographie de l'espace*). On appréciera aussi la bibliographie générale que M<sup>me</sup> Andrée Gobert a dressée ; elle comporte une recension fort utile des principaux périodiques ; mais il est dommage que l'énumération des ouvrages ne soit pas accompagnée de notes critiques et que l'ordre alphabétique rapproche, par exemple, l'*Histoire sommaire du commerce* de R. Rousseau, qui est de 1910, et le *Dictionnaire universel de l'industrie et du commerce* de M. Postlethwyth, qui date de 1755.

Le tome II fournit une base désormais indispensable à quiconque désire se faire une idée précise des économies antique et médiévale. M. Lemosse et M<sup>me</sup> Boulet ont lu pour nous les ouvrages fondamentaux et nombre d'articles éparpillés dans les revues. Ils sont au courant des grands problèmes : quand finit l'Antiquité ? Y a-t-il une coupure après les grandes invasions du <sup>v</sup>e siècle ou après l'invasion arabe ? Quelles sont les vraies causes des voyages outre-Atlantique ? Quelle fut au juste la politique économique de Louis XI ? Etc. Les descriptions de grandes villes méditerranéennes, l'étude des principaux produits transportés et négociés, des itinéraires, des classes marchandes, des différentes classes sociales et de leur pouvoir d'achat rendront de réels services. Mais le souci des distinctions juridiques prime souvent, trop souvent à notre gré, l'évocation des réalités. On sait que la caravane domine l'économie égyptienne, le comptoir l'économie phénicienne et grecque ; on voudrait voir celle-là marcher dans le désert, celui-ci s'organiser en vue du trafic et de la défense. On aimerait pouvoir fréquenter de plus près le marchand de Carthage et celui de Venise. Il y a lieu de regretter, par ailleurs, que dans une histoire du commerce soit négligée la notion de profit, au point que les problèmes monétaires et les questions de prix passent à peu près inaperçus. L'étude de la monnaie médiévale (p. 294) est tout à fait insuffisante ; l'« affirmation du capitalisme marchand » au déclin du Moyen Age est présentée sans qu'on sache ce que pouvaient être au juste les « spéculations capitalistes » du temps. Quant aux cartes, elles omettent tout simplement la représentation du relief et, dès lors, défigurent l'image des pays et des itinéraires.

Ces réserves ne peuvent faire oublier les qualités de la collection. Bien présentée, commode à consulter, la grande *Histoire du commerce*, dont M. Lacour-Gayet assume la direction, entouré d'excellents collaborateurs, comble une grave lacune. Réunissant une riche documentation, elle se présente comme une synthèse de connaissances bien assimilées. Écrite avec soin et même avec talent, elle se lit agréablement. Souhaitons-lui bonne vie.

Robert SCHNERB.

ELIAS. *Umriss einer Geschichte der Preise und Löhne in Deutschland vom ausgehenden Mittelalter bis zum Beginn des Neunzehnten Jahrhunderts.* Leiden, A. W. Sijthoff's Uitgeversmaatschappij, 1949; in-8°, 138 pages.

L'enquête menée par le Comité international de l'histoire des prix se poursuit. On sait la valeur de la participation française à ce travail collectif, celle du volume que Henri Hauser présenta en 1936<sup>1</sup>. La contribution de la section allemande devait être apportée par M. Elsas et celui-ci avait, dès 1936 également, publié les premiers résultats d'un imposant dépouillement d'archives germaniques : un tome I, auquel était promise assez vite une suite ; mais la guerre, et en particulier l'invasion de la Hollande — car, dès les commencements, la section allemande avait fait imprimer à Leyde — retarda la publication du tome II, dont une première partie parut en 1946 et la seconde en 1949. C'est de cette dernière qu'il sera question.

Nous n'insisterons pas sur la méthode suivie tant pour le choix des documents que pour la présentation. Après un bref aperçu du rôle économique joué par les trois places d'affaires où les sondages ont été effectués, à savoir Francfort, Leipzig et Spire, vient le commentaire des tableaux des salaires et des prix. Prix et salaires sont ensuite confrontés. Enfin, et ce sont là les pages les plus suggestives, une interprétation est tentée du mouvement des prix et des salaires à la lumière des faits démographiques.

En effet, M. Elsas s'inscrit en faux contre la fameuse théorie quantitative de la monnaie. Comme Sombart et beaucoup d'autres économistes, il établit que les données monétaires ne peuvent rendre compte des prix non plus que des salaires. A première vue, on pourrait croire au moins que la hausse, observée au xvi<sup>e</sup> siècle et dans les premières années du xvii<sup>e</sup>, est imputable à l'avalissement de l'argent ; mais il n'en est rien. Au reste, l'avalissement a été assez faible, d'autant que nous avons affaire à des bourgeoisies soucieuses du renom des espèces qu'elles faisaient frapper. Il faut donc chercher ailleurs.

Or, au xvi<sup>e</sup> siècle, les villes allemandes grossissent, mais une amélioration de la productivité rurale n'intervient pas qui leur permette de suffire à leurs besoins en denrées alimentaires ; aussi les terres à céréales et les pâtures s'étendent-elles, mais il en résulte une élévation des frais de production. Si la hausse des prix peut dans une certaine mesure trouver une explication dans le volume plus considérable ou dans la qualité moindre des moyens de paiement, elle est davantage en rapport avec l'augmentation du coût de revient des marchandises. La preuve de ce mécanisme paraît fournie au surplus par les phénomènes du deuxième quart

1. *Recherches et documents sur l'histoire des prix en France de 1500 à 1800.* Paris, Les Presses modernes, 1936.



du xvii<sup>e</sup> siècle : la chute des prix accompagne alors le dépeuplement contemporain de la guerre de Trente ans ; les plus mauvaises terres sont délaissées et, si la production fléchit, les frais en sont aussi réduits. M. Elsas observe qu'un fait a pu masquer longtemps une telle concomitance valable pour les xvi<sup>e</sup> et xvii<sup>e</sup> siècles, c'est qu'à partir du xviii<sup>e</sup> et au cours du xix<sup>e</sup> les rapides progrès de la circulation ont habitué les populations au jeu de la loi de l'offre et de la demande dans le cadre d'un marché singulièrement élargi.

Quant aux salaires, leur sort ne paraît pas rigoureusement lié à celui des prix. Ainsi, au xvi<sup>e</sup> siècle, les techniques de la production industrielle se développant et l'offre de travail étant abondante, la rémunération des services suit de loin le coût des denrées dans sa marche ascendante ; au contraire, après 1620, la diminution de la population a pour conséquence un certain manque de main-d'œuvre qui se traduit par une résistance des salaires à la baisse. Les graphiques des pages 71 à 84 sont très parlants ; ils se prêtent mieux aux interprétations que les tableaux numériques un peu massifs qui constituent comme l'armature de cette étude sévère, mais solide.

Robert SCHNERB.

Warren C. SCOVILLE. *Capitalism and French Glassmaking, 1640-1789*. Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1950 ; in-8°, 210 pages. (Vol. 15 des *Publications in Economics de l'Université de Californie*.)

Lentement le voile se lève qui cachait la physionomie de l'ancienne France industrielle. En 1946, la thèse complémentaire de M. Jean Vidalenc sur *La petite métallurgie rurale en Haute-Normandie sous l'Ancien Régime* constituait l'un des premiers sondages méthodiques ; la même année, on remarquait l'utile biographie de M. André Rémond sur *John Holker, manufacturier et grand fonctionnaire en France au XVIII<sup>e</sup> siècle* — le fondateur de la première manufacture « à l'anglaise ». Depuis a paru l'excellent ouvrage de M. Bertrand Gille sur *Les origines de la grande industrie métallurgique en France*. Et chaque jour le défrichage s'élargit. Déjà, sur la verrerie, nous possédions — l'abondante bibliographie dressée par M. Scoville en fait foi — maintes pages, mais dispersées et de valeur très inégale. Or, il semble que la consciencieuse enquête menée depuis longtemps par le professeur américain ne laisse guère de sources inexploitées non plus que de problèmes dans l'ombre. M. Scoville n'a pas seulement lu presque tout ce qui avait été publié jusqu'alors<sup>1</sup>, il a exploré maints fonds d'archives, dont ceux de quelques chambres de commerce, et, s'il doit regretter la pauvreté en statistiques des rapports officiels, d'ailleurs rares et fragmentaires, il se félicite d'avoir pu largement emprunter aux archives privées de la Compagnie de Saint-Gobain. Pourquoi n'a-t-il pas — c'est une voie que nous indiquions jadis — interrogé les documents fiscaux, tels que les vingtièmes d'industrie (au moins pour l'époque 1760-1775) et la patente ? On eût préféré aux tableaux chiffrés, répartis entre les annexes, des graphiques et des cartes (il manque, par exemple, une carte générale de la réparti-

1. Il a pourtant omis certains articles du regretté Paul-M. Bondois sur les verreries d'Arbonne (cf. H. SÉN, *Histoire économique de la France*, t. I, p. 367). D'ailleurs, M. SCOVILLE paraît ignorer l'existence du dernier grand ouvrage de Henri SÉN ; il se borne à renvoyer à *l'Esquisse d'une histoire économique et sociale*.

tion des verreries). Il faut toutefois rendre hommage au persévérant effort de l'auteur qui est parvenu à dégager les caractères d'un des genres de fabrication particulièrement complexes et à préciser de la sorte les conditions de travail et celles du marché avant l'ère de la législation libérale.

C'est que, par verrerie, on entend en réalité au moins quatre branches d'industrie, dont chacune a sa technique, sa clientèle, sa localisation propres, donc son originalité. Alors que la fabrication du verre courant à usage domestique doit répondre à une demande diffuse, celle du miroir est en rapport avec les exigences de la mode et le progrès du luxe; la vitre s'offre surtout à la construction urbaine et dans les régions à hivers prononcés, mais la bouteille n'est devenue objet de large utilisation qu'à dater de 1700 et auprès des viticulteurs (la substitution du charbon au bois dans la chauffe lui ayant alors seulement conféré une réputation de solidité indispensable). On conçoit aisément que le mode de la grande industrie ait plutôt convenu à la production des bouteilles en verre sombre à la mode anglaise, l'utilisation du combustible minéral expliquant à la fois la teinte de l'article et la concentration relative (jusqu'à cent cinquante ouvriers à Sèvres, à Pierre-Bénite, à Givors); par ailleurs, un établissement privilégié comme l'était Saint-Gobain avait à la Cour un débouché et des commanditaires tels qu'il pouvait employer plusieurs centaines de personnes et que sa richesse équivalait, à la fin du siècle, à celle de vingt-cinq autres verreries réunies. Au contraire, dispersées qu'elles étaient dans les régions boisées, les petites entreprises travaillaient le verre à vitre (en particulier la vitre à couronne de Normandie) et les objets d'usage varié; elles ne groupaient que de quinze à vingt ouvriers.

La localisation se marque mieux au xviii<sup>e</sup> siècle qui ne chauffe encore qu'au bois et dont les moyens de transport sont onéreux et difficiles; il est vrai que, dans le cas des miroirs coûteux, il faut se rapprocher de l'acheteur pour réduire les pertes dues au bris (remarquons ici que les exigences souvent contradictoires — être à la fois près du combustible et de la demande — expliquent les déplacements de la manufacture royale entre Paris et Saint-Gobain); sans oublier les influences personnelles, comme celle d'un Louvois, désireux d'établir une verrerie sur ses terres du Tonnerrois, afin d'écouler son bois. Plus tard, l'attraction qu'exercent les forêts est moins prédominante, le charbon commençant à jouer son rôle et les ports à vin à fabriquer eux-mêmes des bouteilles.

M. Scoville marque avec force ce qu'il est convenu d'appeler l'intervention des pouvoirs publics. Il en relève les inconvénients en même temps que les innombrables formes. Cet étatisme varie du reste beaucoup avec l'importance et le genre des entreprises; mais il s'atténue peu à peu à partir de 1720. Le capitalisme industriel qui apparaît vers cette date, lié à la concentration et au progrès technique, ébranle l'ancienne structure sociale: non seulement disparaît la figure archaïque des « gentilshommes verriers », orgueilleux et faméliques, mais l'accord à caractère patriarcal entre patrons et compagnons de la petite entreprise est remplacé par le contrat entre employeurs et employés. Notons que la technique particulière à cette industrie ne se prêta jamais à la pratique artisanale habituelle et que la manufacture royale, avec ses règlements stricts et aussi ses garanties, put survivre aux attaques du libéralisme économique.

Si l'on reconstitue sans trop de peine le genre de vie des ouvriers dans ce milieu très fermé qu'était la maison de Saint-Gobain, il paraît plus difficile de se faire une idée exacte des conditions d'existence si disparates auxquelles étaient voués les travailleurs des différentes entreprises: maîtres souffleurs, cueilleurs ou gamins,

bossiers ou garçons, moulleurs, charpentiers, maçons, forgerons, manœuvres de toute espèce. L'ouvrier qu'était le maître souffleur tend en tout cas à s'effacer devant une sorte de manœuvre spécialisé dont le salaire diffère moins des autres.

L'auteur s'inspire des directives de Simiand, d'Hauser et de M. Ernest Labrousse lorsqu'il s'agit d'établir les tableaux de salaires et de prix. Il indique que la montée des prix après 1720 est plus rapide que la hausse des salaires, sans que pour autant la condition des ouvriers verriers cesse d'être enviable dans l'ensemble. Mais, pour lui, le problème du pouvoir d'achat ne semble pas pouvoir être résolu. Il va de soi que les fluctuations du marché se prêtent mieux au calcul. M. Scoville confirme ce que nous savions du marasme économique de l'époque louis-quatorzienne, du développement des affaires dans la période 1720-1750 et du ralentissement sensible qui se marque ensuite, compte tenu de la dépréciation de la livre tournois.

Prudent, l'auteur hésite parfois à répondre avec toute la vigueur et toute la netteté désirables aux multiples questions qu'il pose d'ailleurs avec perspicacité. C'est une attitude qui convient, bien que notre curiosité ne soit pas toujours satisfaite.

Robert SCHNERR.

I. — Percy E. SCHRAMM. *Hamburg, Deutschland und die Welt : Leistung und Grenzen hanseatischen Buergertums in der Zeit zwischen Napoleon I. und Bismark. Ein Kapitel deutscher Geschichte.* Munich, Callwey, 1943, in-8°, 782 pages, ill.

II. — Ernst HIEKE. G. L. Gaiser. *Hamburg-Westafrika. 100 Jahre Handel mit Nigeria.* Hambourg, Hoffmann et Campe, 1949 ; in-8°, 143 pages, ill.

I. — Le gros livre de M. Percy E. Schramm sur Hambourg, l'Allemagne et le monde entre 1815 et 1870 est un des plus importants, des plus riches et des plus intelligents qui aient paru sur l'évolution économique et sociale de l'Allemagne au XIX<sup>e</sup> siècle. L'auteur est parti des mémoires écrits par l'un des plus gros commerçants de Hambourg, Justus Ruperti, associé à la maison Merck et C<sup>ie</sup>, au cours d'une cure à Ems en 1854. Le sénateur Ruperti avait alors soixante-trois ans. Ses souvenirs sont confirmés par sa correspondance, par les lettres et les rapports de divers membres de sa famille ou de celle des Merck, dont il avait épousé une fille. Les archives ont, d'autre part, fourni une abondante documentation sur Hambourg et ses rapports avec l'Angleterre ou l'Allemagne. La presse, soigneusement déponillée, a enfin permis de restituer l'atmosphère quotidienne.

Une brève introduction retrace l'évolution de Hambourg jusqu'au début du XVIII<sup>e</sup> siècle. Limité au commerce de transit entre la mer du Nord et la Baltique, le port n'avait pas, au temps de la Hanse, l'importance de Lubeck ou de Cologne. La ville, toujours ouverte à l'immigration rurale, ne comptait au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle que 10.000 habitants, parmi lesquels les commerçants n'ont jamais formé de patriciat héréditaire comme dans d'autres cités. Les grandes découvertes isolèrent Lubeck des nouveaux courants commerciaux, la Réforme et la révolution des Pays-Bas, en bloquant Cologne, permirent à Hambourg d'exploiter son arrière-pays, desservi par l'Elbe, et de redistribuer les produits coloniaux qui affluaient aux Pays-Bas, en France, en Angleterre, en Espagne et au Portugal. Des réfugiés flamands et wallons apportèrent leurs capitaux et leurs techniques com-

merciales. Les « marchands aventuriers », chassés d'Anvers par le duc d'Albe, obtinrent, en 1611, les privilèges dont jouissaient autrefois les hanséatiques à Londres. Ils formèrent l'« English court », firent de Hambourg la porte d'entrée des produits anglais en Allemagne et aidèrent la ville à conserver sa neutralité pendant la guerre de Trente ans. La population atteignit 40.000 âmes au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle et 100.000 au début du XVIII<sup>e</sup>.

Vers 1760, les commerçants commencèrent à aller chercher eux-mêmes les produits coloniaux outre-mer; ils obtinrent d'abord l'autorisation de se rendre aux Antilles danoises; à partir de 1765, sous prête-nom espagnol et en partant d'un port espagnol, ils purent se livrer au commerce avec les colonies d'Amérique centrale et méridionale; la révolte des É. U. A. élargit, enfin, définitivement l'horizon de Hambourg, également favorisée par la crise commerciale de 1763, dont Amsterdam souffrit beaucoup, et par les guerres de la Révolution, qui ruinèrent la Hollande.

Après la dissolution de l'Empire, en 1803, Hambourg, Lubeck et Brême reçurent le statut de « villes libres et hanséatiques », qui proclamait leur indépendance. Il y avait à ce moment déjà 41 millionnaires à Hambourg, qui était devenue le grand exportateur des lins silésiens. En 1812, Hambourg avait 110.000 habitants, Brême 45, Lubeck 25. Cosmopolite, essentiellement mercantile, anglophile, démocratique, Hambourg fut ruinée par l'occupation française (1806) et par le blocus continental; mais elle se releva vite.

Justus Rupert, fils d'un pasteur hanovrien qui termina sa vie comme super-intendant de la petite ville de Stade, se voua très tôt à la carrière commerciale. En 1805, il quitta Hambourg, ruinée par le blocus, pour Londres, où il fut commis chez son beau-frère, Zimmermann, dont la maison se livrait surtout à la contrebande de produits manufacturés vers l'Allemagne. Dès le départ des Français, en 1813, Justus alla vendre des produits anglais à Königsberg, Stralsund, Leipzig. Mais le flot qui envahit l'Allemagne — en 1813, l'Angleterre y exporta pour 3 millions de livres de cotonnades — fit baisser les prix et provoqua entre autres la faillite de Zimmermann. Justus resta commis à Londres jusqu'en 1822. Il réussit peu à peu à capitaliser 2.000 livres en exportant pour son compte des joncs exotiques vers l'Allemagne. Puis on lui proposa d'aller fonder une des filiales que les firmes anglaises dispersaient dans les colonies espagnoles révoltées. Il refusa le Brésil par égard pour ses parents en 1821, mais accepta l'année suivante d'aller fonder la maison Green, Hartley et Rupert au Mexique. Débarqué avec ses marchandises, installé peu après à Mexico et à Alvarado sur la côte, il fit de bonnes affaires, malgré la concurrence de la Rheinisch Westindische Kompanie et d'autres firmes anglaises et américaines. Il se tint prudemment à l'écart des concessions minières, s'intéressa beaucoup aux projets de colonisation d'un groupe d'émigrés allemands conduits en 1825 par Sartorius et F. W. Grube, et regagna l'Europe en 1827 à la suite de spéculations malheureuses de ses associés.

Tombé amoureux de la fille du sénateur Merck, à Hambourg, il liquida ses affaires avec un bénéfice de 100.000 marks banco et de 10.000 dollars, qu'il prêta à son successeur à Mexico. Le mark banco, monnaie de compte hambourgeoise à émission d'argent, créée au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, valait 1 florin autrichien ou, à peu près, ½ taler prussien. Justus continua jusqu'en 1835 à commercer, avec le Mexique surtout, puis entra comme associé dans la firme de Merck.

A ce moment, le commerce hanséatique était en plein développement. Des mar-

chés nouveaux s'ouvrirent à tous, non seulement en Amérique latine, mais en Chine, après la guerre de l'opium de 1842, et en Afrique, ou dans le Pacifique, où l'huile de palme commençait à être recherchée pour l'éclairage ou comme lubrifiant. Si l'on en croit la *Weberzeitung* de 1845, il y avait à cette date 393 maisons de commerce allemandes hors d'Europe, dont 277 hanséatiques.

L'histoire de la famille Merck, originaire de Schweinfurth et installée à Hambourg depuis 1794, est écrite avec autant de soin que celle des Ruperti. Au moment où Justus y entra, la maison Merck, comparable à d'autres grandes firmes — telles Behrenberg, Gossler et C<sup>ie</sup> ou César Godeffroy, qui deviendra « le roi des mers du sud » — se livrait à de nombreuses opérations, magistralement analysées en 40 pages : importation d'abord de cotonnades anglaises, puis, de plus en plus, de coton brut pour les tissages saxons, silésiens, suisses, autrichiens ou russes (Riga). Merck créa des filiales à Manchester et en Saxe pour faciliter ce commerce. Pendant la morte saison, avant la récolte du coton, il importait du café, de la soie, des alcools et exportait jusqu'en Amérique et en Chine les grains de l'Est, le cuivre, le zinc de Silésie, etc.

La firme, d'autre part, faisait valoir ses capitaux en avalisant les traites à quatre-vingt-dix jours, tirées par divers vendeurs sur leurs clients allemands. Elle plaçait les emprunts des États voisins, Prusse, Danemark, Suède, et s'intéressait aux assurances maritimes.

Enfin, Merck s'intéressait aux grosses entreprises industrielles qui se créaient à cette époque de mécanisation. Les plus importantes concernaient les transports. Hambourg développa beaucoup moins que Brême sa flotte marchande. L'importation du tabac et l'exportation des émigrants assuraient à Brême un fret régulier. Elle fit les travaux nécessaires pour devenir le point d'attache en Europe de l'Océan Steam Navigation Co, créée aux États-Unis en 1847. Celle-ci dut, d'ailleurs, suspendre son activité dix ans après. Hambourg se contenta longtemps de petites compagnies locales et du tonnage anglais toujours disponible. Lorsque la Hapag, à laquelle quarante et une firmes hambourgeoises s'intéressèrent, fut créée en 1847, elle ne voulut encore utiliser que des voiliers.

Par contre, la participation des firmes hambourgeoises à la construction des chemins de fer allemands, autrichiens et russes fut considérable. Les 30 pages qui résument l'histoire des chemins de fer allemands dispensent de la consultation de nombreuses études de détail. La ligne Hambourg-Berlin est plus spécialement considérée (1842-1846). Elle fut achevée un an avant Hambourg-Hanovre, et Berlin était déjà reliée à ce moment à Magdebourg, Leipzig et Stettin. La reconstruction du port et la modernisation de la ville après le grand incendie de 1842 offrirent également de nombreuses possibilités d'investissement.

L'étroite liaison entre Hambourg et l'Angleterre explique l'hostilité des commerçants, favorisés par le libre-échange, au Zollverein. Il en résulta un conflit doctrinal entre nationalistes allemands et hanséatiques. Ces derniers, comme les Anglais, voulaient limiter le développement industriel de l'Allemagne et multiplier les échanges de produits agricoles contre des articles manufacturés. L'auteur analyse longuement les thèses en présence dans son chapitre sur Hambourg, l'Angleterre et l'Allemagne de 1815 à 1848. La révolution de 1848 créa une flotte allemande. On sait que l'Angleterre la vit naître sans plaisir et que la Prusse n'en favorisa pas le développement parce qu'elle n'en obtint pas le contrôle.

Signalons encore les 100 pages consacrées à l'évolution morale et politique, aux



grands courants du protestantisme, à l'émancipation des Juifs, à la vie quotidienne dans les grandes familles de commerçants; l'apprentissage de leurs enfants, leurs séjours en Angleterre ou dans les filiales américaines, leurs voyages, leurs distractions, plus sportives qu'intellectuelles, leur goût pour une vie plus large, avec maisons de campagne et parfois grandes propriétés lointaines créèrent une génération de grands bourgeois, beaucoup plus ouverts aux courants mondiaux que les hanséatiques d'avant 1848 ou que la moyenne bourgeoisie allemande. Les grosses fortunes s'accumulèrent. Après l'introduction de l'impôt sur le revenu en 1866, on ne dénombra pas moins de 494 millionnaires à Hambourg.

Sous leur influence, le commerce changea d'orientation entre 1850 et 1860. La Russie et la Suède passèrent au premier plan, avant l'Allemagne et bien avant le Mexique et les Amériques. L'exportation de coton brut vers la Russie passa de 1850 à 1860 pour Hambourg de 251.000 à 537.000 quintaux et pour Brême de 45.000 à 562.000. L'Afrique noire et le Pacifique fournirent des quantités de plus en plus considérables d'huile de palme. Brême conserva son avantage dans le transport des émigrants (37.000 en 1851 contre 12.000 à Hambourg). Sur ce point, d'ailleurs, on regrette la discrétion de M. Schramm. On aurait aimé une étude plus poussée sur la route Hambourg-Hull-Liverpool-New-York, signalée par M. Hansen. La flotte locale tripla son tonnage entre 1840 et 1860.

La crise commerciale de 1857 menaça de mettre fin à cette prospérité. La hausse constante du coton aux É. U. A. avait poussé beaucoup d'importateurs à constituer des stocks. La mévente des produits de luxe européens, surabondants, amena un brusque resserrement du crédit en Amérique. Les cours du coton s'effondrèrent alors à New York en novembre 1857. Les grandes firmes anglaises furent touchées à leur tour et les maisons hambourgeoises, dont une partie des capitaux étaient investis à long terme dans la construction de chemins de fer ou dans des entreprises industrielles, se virent acculées à la faillite. Elles furent finalement sauvées par un emprunt de 10 millions de marks négocié par le sénateur Ernest Merck auprès de l'État autrichien après un refus de la Prusse. Le relèvement fut rapide à partir de 1858, mais le coton perdit son rôle essentiel dans le commerce du port.

L'unité allemande amena une nouvelle orientation, que l'auteur signale dans sa conclusion. Il y constate aussi que la transformation des mœurs, de l'économie, de la civilisation hambourgeoises et hanséatiques a été beaucoup plus importante au cours de la période 1820-1860 qu'au cours de celle qui l'avait précédée entre 1780 et 1820.

II. — C'est un commerçant allemand, Adolphe-Jacob Hertz, qui découvrit vers 1850, sur la côte orientale de l'Afrique, une variété de cauris, qu'il proposa aux indigènes du Bénin. Ceux-ci l'acceptèrent aussi bien que les produits importés d'Extrême-Orient. Un commerce lucratif en résulta, qui dura plus de vingt ans. La firme Diederichsen et Morhardt, installée à Ouidah en 1845, transférée à Lagos en 1852, échangea les cauris de Zanzibar contre l'huile de palme et l'ivoire. Elle céda ses établissements de Lagos et de Palma à la maison O'Swald en 1853 et en 1858. Dix ans après, les cauris étant moins recherchés, O'Swald revendit ces factoreries à une autre firme hambourgeoise, Gaiser et Witt.

Gottfried Leonhard Gaiser avait appris à Marseille la technique de l'extraction de l'huile de palme. Il avait acquis en 1859, à Harbourg, un moulin à huile, qu'il modernisa et spécialisa dans l'huile de palme. Harbourg appartenait au Hanovre,

qui faisait partie du Zollverein et disposait d'un vaste marché. Gaiser développa parallèlement le commerce de sa firme hambourgeoise et l'activité de son moulin de Harbourg, jusqu'à sa mort en 1899. Son successeur étendit son commerce au Cameroun par la création de la Hamburg-Westafrika Gesellschaft en 1902. M. E. Hieke nous donne le bilan de l'activité de la firme, qui reprit ses affaires en Nigéria après 1918.

H. BRUNSWIG.

W. H. CHALONER. *The Social and Economic Development of Crewe, 1789-1923*. Manchester, Manchester University Press, 1950 ; in-8°, xx-326 pages, 10 illustr., 4 cartes. Prix : 30 s.

L'histoire économique de la Grande-Bretagne tend de plus en plus à être conçue sous forme de monographies régionales. Un des efforts les plus intéressants et les plus originaux accomplis en ce sens depuis longtemps est certainement celui de W. H. Chaloner, *senior lecturer* à l'Université de Manchester, qui nous livre aujourd'hui, dans un très beau livre, le résultat de longues et minutieuses recherches poursuivies principalement dans les archives et la presse locales. Effort original, car il s'agit d'une monographie de ville, *rara avis*, où sont intégrés tous les aspects de la vie urbaine : évolution économique, démographique et sociale, luttes politiques, croissance des institutions municipales et des services sociaux. Effort original également, en raison des caractères particuliers de la ville étudiée : Crewe (Cheshire) est, en effet, une localité d'importance moyenne, et surtout une création de toutes pièces de la révolution industrielle, ou plutôt de la révolution des transports. C'est une ville du chemin de fer. Cas particulier, voire cas limité, mais il n'en est pas moins passionnant ; la partie essentielle de ce livre est consacrée à la création de la ville par le chemin de fer et à l'évolution des rapports entre le père et l'enfant ; le reste est une étude plus classique des progrès du gouvernement local depuis un siècle et demi.

La ville que l'on appelle aujourd'hui Crewe, et qui dépassait, en 1931, 46.000 habitants, s'est développée surtout sur le territoire de l'ancienne *township* de Monks Coppenhall, située dans un district purement rural et ayant, en 1831, 148 habitants. Il est vrai que ce district fait partie de la *Midland Gate*, seuil peu élevé entre les Pennines et les avancées du massif gallois, grande voie de passage entre le centre et le nord-ouest de l'Angleterre ; mais, au XVIII<sup>e</sup> siècle, la circulation passait plus à l'ouest, par la vieille ville routière de Nantwich. En 1833, le *Grand Junction Railway* entreprit de construire une ligne de Birmingham à Newton sur le *Liverpool and Manchester* ; probablement à cause de l'opposition locale des propriétaires terriens et du prix trop élevé des terrains, la Compagnie décida de négliger Nantwich et sa ligne traversa les territoires de Monks et Church Coppenhall et de Crewe. La première condition de l'essor d'une ville nouvelle fut la transformation de la halte de Crewe en un grand embranchement, grâce à l'action du *Grand Junction*, la plus puissante compagnie de la région ; un projet de liaison directe Manchester-Birmingham échoua et fut remplacé par une ligne Manchester-Crewe (1842) ; dès 1840, une ligne Crewe-Chester-Birkenhead avait été construite ; en 1846, l'ensemble de ce réseau était fondu dans le L. N. W. R. Mais la gare elle-même ne devait jouer qu'un rôle secondaire dans le développement de la ville, le facteur essentiel étant l'installation, en 1843, par le G. J. R. de ses ateliers de

construction et de réparation du matériel roulant, situés auparavant près de Liverpool, décision dictée par la position centrale de Crewe et le bon marché des terrains dans cette région rurale. Ces ateliers, d'abord modestes, devaient connaître une expansion remarquable, que W. H. Chaloner retrace avec soin (le maximum fut atteint en 1920, quand 10.000 ouvriers y étaient employés). Ce sont les besoins de main-d'œuvre de ces immenses ateliers qui créèrent la ville, d'autant plus que, jusqu'à une date récente, aucune autre industrie importante ne parvint à s'implanter durablement à Crewe.

Créée par une compagnie de chemins de fer, la nouvelle ville devait rester longtemps sous son influence, et l'intervention du L. N. W. R., du *railway paternalism*, dans la vie de Crewe, est l'objet de certaines pages les plus curieuses de ce livre. Intervention qui fut une affaire « de principe, d'intérêt et de nécessité », trois forces qui obligèrent la compagnie à avoir une large politique sociale. Jusqu'en 1860, en effet, le gouvernement local resta théoriquement aux mains de la *centry* de Monks Coppenhall, organe traditionnel absolument impropre à l'administration d'une localité importante ; en 1845, la Compagnie établit donc un comité qui, en fait, administra la ville nouvelle ; c'est elle qui construisit des logements, des boutiques, une église, des égouts ; qui distribua l'eau et le gaz, améliora la voirie, établit un service de vidange, entretint des agents de police, subventionna les écoles... Chez ses dirigeants, un certain sens de responsabilité sociale venait renforcer le désir de s'assurer une main-d'œuvre stable.

Cependant, ces fonctions de « gouvernement » de la Compagnie ne s'étendaient qu'aux terrains qu'elle possédait et, dans le reste de la *township*, qui se construisit rapidement après 1851, le vieux système de gouvernement s'était effondré, le chaos et l'insalubrité régnaient. De toute façon, la classe moyenne, souvent radicale, désirait une administration responsable. Aussi, en 1860, un *local government Board* fut-il institué. A partir de cette date, l'intervention de la Compagnie dans les affaires de Crewe alla en déclinant, et ses fonctions administratives furent peu à peu reprises par les autorités locales nouvelles. Cependant, vingt ans plus tard, la Compagnie, ou plutôt le directeur des ateliers, tentera une énergique contre-offensive ; les contremaitres des ateliers constitueront un comité chargé de faire pression sur les ouvriers pour assurer l'élection au Conseil municipal des candidats conservateurs. W. H. Chaloner conte en détail cette curieuse *Intimidation Affair* qui permit aux conservateurs et aux hauts fonctionnaires de la Compagnie de gouverner la ville pendant une dizaine d'années ; l'intervention de Gladstone, en 1869, contribua à l'échec final de cette tentative. Ainsi s'affaiblit l'intervention du L. N. W. R., qui avait cependant réalisé à Crewe une des rares œuvres d'urbanisme de l'ère victorienne.

La seconde partie de l'ouvrage de W. H. Chaloner est, nous l'avons dit, plus classique : c'est une étude du développement du gouvernement local dans une ville anglaise moyenne, depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Étude minutieuse, scrupuleuse, mais d'un grand intérêt. Le lecteur français, en particulier, y trouvera un admirable exemple de la croissance spontanée et presque végétale, tant elle est empirique, progressive, tant elle est déterminée par des nécessités pratiques, des institutions municipales anglaises. On y verra l'illustration de l'idée, chère aux Webbs et à Halévy, de l'importance des questions d'hygiène ; la nécessité d'améliorer l'état sanitaire est, à Crewe comme ailleurs, le facteur principal dans le développement du gouvernement local. On y saisira également l'importance de l'œuvre

réalisée par les Britanniques dans ce domaine depuis un siècle, œuvre due largement à l'activité militante de quelques individus, politiciens ou fonctionnaires municipaux pour qui, notion bien anglaise, le triomphe des *waterclosets* sur les tinettes était une forme du progrès social. Quand le *Local Board* de 1860 eut fait place, en 1877, à une *corporation*, on assista enfin à un développement continu des services sociaux de toutes sortes et des entreprises municipales.

Quant à la vie politique, elle se développa surtout après la création d'une circonscription parlementaire en 1885, coïncidant avec la réforme électorale de 1884, qui fit passer le nombre des électeurs de 700 à 5.000 et qui, comme dans beaucoup de centres industriels, représenta bien plus que la réforme de 1867 le départ de la démocratie. W. H. Chaloner consacre un chapitre riche de substance et d'une réelle portée générale à une analyse de la structure politique de Crewe, ville nouvelle, sans traditions, sans *gentlemen*, avec une population d'ouvriers et de petits commerçants parmi lesquels les sectes non conformistes occupaient de très fortes positions. Aussi Crewe, en général, a tendu vers la gauche. A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les libéraux dominent, libéraux aux tendances nettement radicales, puissamment appuyés par les non-conformistes et les associations de tempérance (conjonction bien curieuse pour le lecteur français) ; c'est un des apports les plus intéressants de ce livre que de nous faire saisir sur le vif le caractère démocratique à l'échelle locale de ce parti libéral, parti mené par des commerçants, de petits *entrepreneurs*, des ministres dissidents et soutenu par les ouvriers. En face, les conservateurs sont menés par les *squires* locaux, le clergé anglican, quelques hauts fonctionnaires de la Compagnie, soutenus énergiquement par les débitants, menacés par l'alliance du Libéralisme et de la Tempérance. Alliance bien curieuse également que celle des *publicans* et de l'Eglise anglicane ! Cependant, le déclin du libéralisme sera rapide : en 1902, le premier travailliste est élu au Conseil municipal et, dès 1908, les libéraux s'allieront aux conservateurs contre les travaillistes. La décadence des sectes dissidentes et du mouvement de tempérance, l'essor des syndicats achèveront rapidement de substituer le *Labour* aux libéraux, comme la grande force politique de Crewe.

Tels sont quelques-uns des apports de ce livre, dont on devine la richesse ; signalons seulement qu'il touche bien d'autres aspects de la vie de Crewe, tels les progrès de l'enseignement et l'activité du mouvement coopératif, l'évolution de l'emploi, etc... Il faut aussi insister sur la méthode rigoureuse, la conscience et le soin avec lequel cet ouvrage a été préparé et rédigé. Des critiques ? Elles seront rares ; on peut seulement regretter que ce livre ne soit pas plus *construit*, avec un plan plus organique et plus cohérent. Mais ce n'est qu'une ombre bien légère, sur un très beau travail.

François CROUZET.

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

---

**Histoire générale.** — Sir Leonard WOOLLEY. *Ur of the Chaldees* (Londres, Ernest Benn, 1950, 2<sup>e</sup> édition, in-16, 210 p., XVI planches, 2 cartes). — Sir Leonard Woolley, l'heureux fouilleur de la ville d'Ur, a rassemblé dans ce petit livre tout ce qu'il est nécessaire de savoir de nos jours sur cette cité qui fut la métropole incontestée du pays de Sumer pendant un millénaire, et l'une des villes saintes les plus vénérées de Mésopotamie jusqu'au temps des Achéménides ; il nous en présente l'histoire depuis les origines jusqu'à l'avènement de Cyrus. — Les œuvres d'art les plus célèbres, les plus grandioses constructions conservées, des relations étroites avec certains passages bibliques, tel le départ d'Abraham d'Ur en Chaldée, commandent l'attention de l'historien et du lettré.

On regrettera que cette seconde édition offre le même texte que la traduction française de Jeanne Rogier : *Ur en Chaldée* (Payot, 1938), faite sur la huitième réimpression de la première édition. Certaines rectifications étaient nécessaires, en particulier dans la chronologie des hautes époques. Maurice LAMBERT.

— Lhaoussine MTRUGGUI. *Vue générale de l'histoire berbère* (Alger, La Maison des Livres, s. d. [1949], in-16, 199 p.). — Ce petit livre est remarquablement écrit ; il suppose, en outre, une profonde connaissance de l'histoire maghrébine et des travaux les plus récents auxquels elle a donné lieu. Mais c'est un livre à thèse : selon l'auteur, l'Afrique du Nord est berbère et *uniquement* berbère ; la religion et la civilisation arabo-islamiques n'apparaissent alors que comme des épiphénomènes sans grande importance. C'est faire bon marché de l'Islam qui, pourtant, a profondément marqué le Maghreb ; c'est ne pas tenir compte de la civilisation authentiquement orientale qui s'est développée dans des villes comme Fès et Tunis ; c'est oublier, enfin, que, si certains éléments berbères sont restés farouchement attachés à leurs institutions ancestrales, voire à leur indépendance politique, d'autres, les Berbères errants des hautes plaines et des régions présahariennes, ont tout de suite fait très bon ménage avec les tribus bédouines arrivées au XI<sup>e</sup> siècle et ont rapidement adopté la langue arabe.

En dépit du remarquable talent dont il donne la preuve, ce livre ne doit donc être lu qu'avec beaucoup de réserve. R. LE TOURNEAU.

— J. P. DONOVAN. *Pelagius and the fifth Crusade* (Philadelphie, University of Pennsylvania, 1950, petit in-8°, 124 p.). — Dans cette monographie d'une facture impeccable, il s'agit moins de camper un personnage que d'exposer la succession des problèmes et événements auxquels le légat Pélage d'Albano a été mêlé, à Constantinople pour l'organisation du clergé latin et de ses rapports avec l'Eglise grecque, en Égypte lors de la cinquième Croisade, puis en Syrie et à Chypre sur des questions mineures, en partie du même ordre qu'à Constantinople, enfin en Italie dans le cadre de la politique de Grégoire IX contre Frédéric II au temps de



la Croisade de ce dernier. L'histoire de la cinquième Croisade forme naturellement l'essentiel de l'exposé, et c'est par elle que Pélage est passé à la postérité d'une manière, on le sait, en général fort peu élogieuse, la catastrophe qui clôt la Croisade étant imputée à ses défauts de caractère, de sens politique, de capacité militaire. A juste titre, semble-t-il, l'auteur souligne ce qu'a d'excessif ce point de vue. Si la responsabilité personnelle du légat ne peut être contestée dans les malencontreuses décisions de la dernière heure, la faillite générale de la Croisade est due à une série de facteurs où est engagée la responsabilité, dès le début, de tous les participants, et d'absents, tel Frédéric II. On est un peu étonné qu'à cette occasion l'auteur, qui reconnaît ce qu'il doit au feu professeur La Monte, n'ait pas exposé et discuté la théorie de celui-ci (cf., par exemple, dans *Renaissance*, II-III, 1944-1945, La Papauté et les Croisades, p. 160) sur l'opposition de la Papauté à toute solution, fût-elle favorable au royaume de Jérusalem, qui n'était pas de nature à servir l'Église, attitude qui expliquerait le rejet des offres pacifiques des Ayyoubides, et dont Pélage n'aurait été que l'interprète, le vrai responsable, en l'occurrence, ayant été Honorius III. Les faits narrés par l'auteur autorisent à poser la question, et il eût été souhaitable qu'elle fût traitée explicitement.

Claude CAHEN.

— Edward ROSEN. *The Naming of the Telescope*. Foreword by Harlow SHAPLEY (New-York, Henry Schuman, s. d. (1947), 1 vol., 110 p., 12 × 18 cm., 15 fig., relié; prix : 2 dol. 50). — Consacrée à un sujet d'apparence secondaire, cette petite monographie — tout en discutant d'une façon minutieuse de divers témoignages relatifs à l'origine du mot « télescope », apparû au cours de l'année 1611, nous présente un tableau très vivant de divers événements de la vie de la science en Italie à cette époque. Elle apporte quelques nouveaux documents sur la question, toujours controversée, de l'origine du télescope. L'auteur pense que le mot « télescope », créé par le poète d'origine grecque J. Demisiani, a été utilisé en public par F. Cesi au cours d'un banquet offert à Galilée le 14 avril 1611.

R. TATON.

— *The Early History of Science, A short Handlist* (Londres, George Philip and Son, Ltd, 1 vol., 64 pl., 13 × 19 cm.; prix : 2 s. 6 d.) (Helps for Students of History, n° 52, publiés par The Historical Association). — Excellent petit guide bibliographique d'histoire des sciences, préparé avec le concours de plusieurs spécialistes afin de permettre aux étudiants en histoire d'approfondir leur connaissance de l'évolution de la pensée et du progrès scientifiques. Si les ouvrages de référence sont choisis de préférence en langue anglaise, on y trouve cependant un bon choix de livres fondamentaux publiés en d'autres langues, en français en particulier. Il serait souhaitable qu'un guide analogue puisse fournir aux historiens français des renseignements aussi facilement utilisables.

R. T.

— Noel DEERR. *The History of Sugar*. Vol. II (Londres, Chapman and Hall, 1950, in-8°, xiv-377 p.). — L'auteur de ce gros volume (la *Revue* n'a pas reçu le premier tome de l'ouvrage) s'est placé sous l'invocation de Plinie l'Ancien, et on lui rendra cet hommage, que la lecture de son livre ne laisse en aucune manière entrevoir que les méthodes scientifiques aient réalisé le moindre progrès depuis l'ensevelissement de Pompéi et d'Herculanum. Cet ouvrage se présente candidement comme une compilation, et il serait injuste de lui appliquer de trop sévères critères. M. Deerr, qui semble avoir été un membre important du monde sucrier

a voulu présenter sous un classement méthodique le plus grand nombre possible de renseignements sur l'histoire du sucre, que l'on peut réunir en dépouillant les sources imprimées. Le premier volume était consacré à l'histoire de la culture de la canne, région par région. Celui-ci traite de sujets plus variés : l'esclavage sur les plantations et son abolition, les problèmes de main-d'œuvre dans les « Iles », avant et après l'abolition, la vie sur les plantations, la réglementation du commerce du sucre et la taxation de ce produit, l'industrie du raffinage, les machines utilisées pour la production du sucre et, enfin, les sucres autres que le sucre de canne, y compris naturellement une étude de la betterave. On trouvera là une mine de faits et de détails, extraits souvent de publications peu connues, et l'ensemble rendra certainement des services. Mais on regrettera que l'auteur n'ait fait ni effort de critique, ni effort de composition.

F. C.

— W. Gordon EAST and O. H. K. SPATE (Edited by): *The Changing Map of Asia. A political geography* (Londres, Methuen, 1950, in-8°, 414 p., 34 cartes ; prix : 25 s.). — Asie unique? Asie double ou triple ou multiple? Et quelle que soit la définition retenue, facteur de paix, de progrès ou de régression dans un monde bipartite? Tels sont les problèmes de fond qui dominent tout ce volume. Un résumé commode et, en général, au point (cependant déjà périmé pour l'Indonésie) de toute la géographie de l'Asie : faits physiques, démographiques, économiques ; mais l'accent mis sur la structure politique, ses liens avec les religions et les impérialismes, les relations commerciales, diplomatiques, idéologiques de chaque groupe d'État. Le plan est nettement régional : Asie du Sud-Ouest, étudiée surtout en fonction du pétrole, Inde et Pakistan, Asie du Sud-Est, Extrême-Orient (Viet-nam exclu), Asie soviétique, Haute-Asie. Les idées maîtresses sont regroupées par les éditeurs sous une introduction et une conclusion substantielle. Entre tous ces ensembles régionaux, une unité apparente, due à l'importance des pensées religieuses, à la pauvreté agricole, aux retards techniques dans l'industrie. Mais, en réalité, la seule unité réelle provient de la xénophobie antieuropéenne. Une fois les Européens partis ou réduits à l'impuissance, il ne reste qu'une poussière d'États et de sociétés inachevés, méfiants ou hostiles, entre lesquels une unité de type fédéral paraît théoriquement souhaitable, mais pratiquement impossible actuellement. Et trois candidats à l'hégémonie : le Japon, la Chine, l'Inde. Mais trop d'observateurs n'ont pas remarqué qu'en réalité l'effacement de la France, de la Hollande, de l'Angleterre, ne marque pas la fin de l'eupéanisation ; car il subsiste un agent terriblement actif : l'U. R. S. S. Il ne faut pas oublier que, historiquement, la Russie a atteint les rives du Pacifique avant d'occuper celles de la Baltique ou de la mer d'Azov. Sa position asiatique est telle que l'un des premiers écrivains de géographie politique, Mac Kinder, en faisait le cœur d'une possible domination mondiale (*heartland*) ; la technique militaire actuelle enlève, en réalité, sa valeur agressive à ce bloc compact de terres gorgées de minerais, mais lui conserve en grande partie sa valeur défensive. Les étroites relations que noue avec cette U. R. S. S., jugée asiatique en Europe et européenne en Asie, l'énorme bloc humain de la Chine peut-il constituer un facteur d'unité pour l'Asie? Autrement dit, l'hégémonie des deux géants alliés pourra-t-elle se constituer en force attractive, menacée par les intérêts occidentaux dans les régions pétrolifères, ou par la renaissance japonaise? Et ne va-t-elle pas se heurter aux mouvements nationalistes conservateurs du Sud, du Sud-Est, du Japon, tiraillés entre le désir de l'unité

« asienne » (l'adjectif « asiatique » est maintenant considéré comme péjoratif ! ) et la méfiance pour le régime soviétique ? Mais cette hostilité aux nouveautés sociales creuse à son tour un fossé entre les gouvernements et les peuples qui murmurent « plus ça change, plus c'est la même chose » (en français dans le texte). Face à face un régime du xx<sup>e</sup> siècle, les Soviets, et une série de régimes du xix<sup>e</sup> : plantations, monopoles... Quelle unité est présentement possible ? L'Asie est un monde « encore non né ». Et sa naissance, peut-être imminente, recèle « d'incalculables possibilités d'avance ou de régression, pour ses propres peuples et pour le monde entier ».

André MEYNIER.

— *World Geology of petroleum* : American geographical Society, special publication n° 31. Edited by Wallace E. PRATT et Dorothy GOOD (1950, xviii-464 p.). — Il s'agit surtout d'une étude régionale des pays producteurs de pétrole, rédigée par divers spécialistes, en général originaires des pays qu'ils décrivent. Pour l'U. R. S. S., les éditeurs, ayant demandé en vain le concours de l'Académie des Sciences soviétiques, le chapitre notablement plus court que les autres a été écrit de seconde main en recoupant diverses sources. Pour chaque pays nous sont présentés un tableau géographique particulièrement développé sur les régions peu connues, telle l'Arabie ; une description des structures productrices de pétrole ; un historique sommaire des concessions ; l'état actuel de l'exploitation, de la raffinerie, des transports des produits pétroliers. Les chapitres généraux, notablement plus réduits, donnent une idée de l'organisation géologique, de la prospection, des problèmes géographiques que posent la transformation, le transport et la consommation. L'ouvrage vaut surtout pour les mises au point et les cartes sur la situation présente des champs pétrolifères. Il ouvre des horizons généralement à peine soupçonnés sur l'ampleur du travail qu'a provoqué la mise en exploitation de cette richesse. Songeons qu'aux seuls U. S. A., 252.540 puits ont été creusés en vain, et que, encore aujourd'hui, malgré les progrès des techniques, on ne compte pas plus de 20 % de sondages productifs. Les États-Unis apparaissent comme de beaucoup les plus attachés à la recherche du pétrole. Non seulement leur territoire possède les plus vastes réserves du monde, mais encore les capitaux nord-américains contrôlent 75 % des réserves de l'Amérique du Sud, 40 % de celles du Moyen-Orient, 30 % de celles de l'Extrême-Orient. Mais l'ampleur de la consommation est telle que les réserves connues ne donnent qu'une perspective de dix ans de production pour les États-Unis, vingt-cinq ans pour le monde. Il est vrai que jusqu'ici les découvertes de nouvelles réserves ont dépassé chaque année les quantités extraites. Mais jusqu'à quand ? Durant la décade 1931-1940, la consommation annuelle de chaque Américain fut de moins de huit barils, en 1948 de quatorze. L'historien trouvera un excellent exposé du ravitaillement en produits pétroliers des troupes d'invasion anglo-américaines en Europe en 1944-1945. En revanche, il éprouvera quelque déception devant la banalité du chapitre sur « le pétrole et la politique des Nations » et surtout devant la discrétion gardée par les auteurs sur la genèse, l'organisation, le rôle des grands trusts pétroliers. Ce n'est que par allusion et presque furtivement qu'il est question de la Shell ou de la Standard. Les écrivains français, Maurette ou de Rousiers, ne nous avaient pas habitués à une telle pudeur !

A. M.

— Raymond F. MIKESSELL et Hollis B. CHENERY. *Arabian Oil. America's stake in the Middle East* (Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1949,

in-8°, xi-201 p., 1 carte). — Si la rencontre d'une caravane de chameaux et du long serpent d'acier d'un pipe-line sur quelque *hamada* d'Irak ou d'Arabie a été depuis longtemps un sujet d'excitation pour bien des journalistes, les études sérieuses traitant des graves problèmes politiques et économiques que pose la mise en valeur des puissantes réserves de pétrole du Moyen-Orient sont extrêmement rares. Bien qu'il ne prétende pas à l'exhaustivité et se limite à un aspect de ce problème, le livre de MM. Mikesell et Chenery, rendra donc de précieux services. Il a pour origine une thèse écrite par M. Chenery, ingénieur devenu économiste, qui a été refondue en collaboration avec le directeur de cette thèse, M. Mikesell, professeur à l'Université de Virginie, conseiller du gouvernement américain pour les affaires du Moyen-Orient. L'objectif des deux auteurs est, avant tout, l'étude des concessions détenues par cinq grandes compagnies pétrolières américaines, à Bahrein, en Arabie Séoudite et à Koweït. Mais ils ont, dans leur première partie, replacé cette question dans le cadre plus général du problème mondial du pétrole. Ils dressent d'abord un bilan des réserves mondiales de pétrole : les ressources des U. S. A. s'épuisent rapidement et ils sont déjà devenus importateurs ; pour ménager ces réserves, dans l'éventualité d'une nouvelle guerre, et pour assurer le ravitaillement de l'hémisphère oriental, il faut mettre en valeur rapidement les ressources du Moyen-Orient qui sont les premières du monde et dont l'exploitation est facile et peu coûteuse. D'où l'activité, dans cette région, des grandes compagnies américaines, dont l'intervention commença vers 1930 ; bien que l'exploitation commerciale fut à peine en route en 1939, elles possèdent aujourd'hui 42 % des réserves contre 54 % aux compagnies anglaises. Une étude rapide, mais précise et bien informée, est consacrée à chacun des gisements pétroliers du Moyen-Orient, aux termes léonins des concessions que les cinq grandes compagnies concessionnaires ont su imposer aux États arabes et à la structure de ces compagnies elles-mêmes. Les huit grandes compagnies qui y participent comptent elles-mêmes parmi les plus puissantes du monde et constituent ainsi une véritable oligopolie qui peut facilement contrôler le marché. La deuxième partie du livre est consacrée plus spécialement aux problèmes que posent pour les U. S. A. les concessions d'Arabie Séoudite et de Bahrein. Les conséquences sérieuses du développement soudain d'une grande industrie moderne dans des pays primitifs sont rapidement étudiées. Pour conclure, les auteurs examinent ce qu'a été, et ce que devrait être, la politique du gouvernement américain vis-à-vis du pétrole du Moyen-Orient ; les tentatives de participation directe en 1943 et 1944, que repoussèrent les grandes compagnies, les relations avec les Britanniques, les conséquences de la guerre de Palestine qui paralysa l'essor de l'exploitation en bloquant les travaux du pipe-line transarabique, sont successivement présentés.

Dans l'ensemble, cet ouvrage est rapide ; certains problèmes sont seulement esquissés (la rivalité anglo-américaine en particulier) ; les réflexions sur la société et la politique des États arabes sont désarmantes de naïveté. Mais l'information est solide (il y a d'utiles appendices statistiques) et la présentation très claire.

F. C.

— Jean ALAZARD. *Cent chefs-d'œuvre du Musée national des Beaux-Arts d'Alger* (Paris, Arts et Métiers graphiques, 1951). — Créé en 1930 dans un cadre merveilleux, au-dessus du *Jardin d'Essai* dont les verdures luxuriantes et semi-tropicales s'harmonisent avec les flots bleus de la Méditerranée, le Musée des Beaux-Arts

d'Alger n'a guère plus de vingt ans. Mais, grâce à la libéralité du Gouvernement général de l'Algérie et à l'activité de son conservateur Jean Alazard, qui, après avoir défini clairement un programme, a su le réaliser avec méthode, il s'est développé avec une ampleur que pourraient envier la plupart de nos musées métropolitains.

L'élégante anthologie qui vient de paraître avec une sélection de cent pièces choisies parmi les plus remarquables montre mieux qu'un catalogue complet la qualité des acquisitions, qui ont valu au plus jeune des musées de l'Union française une réputation méritée.

L'art français moderne y tient naturellement le premier rang. Mais les Écoles étrangères, et plus spécialement l'École italienne, sont représentées par quelques morceaux de choix tels que le *Baptême du Christ* de Barnaba de Modène et l'*Invention de la Vraie Croix* par Girolamo Romanino.

L'École italianisante de Fontainebleau sert d'introduction aux trois siècles de la Peinture française, jalonnés par l'*Adoration des Mages* de Claude Vignon, des *études de mains*, aussi individuelles que des visages, dues au portraitiste Largillière, et pour finir une série remarquable de chefs-d'œuvre de l'Impressionnisme.

L'Orientalisme triomphe, comme de juste, dans la métropole de l'Afrique du Nord, et Jean Alazard, qui en est le meilleur historien, lui a réservé une place d'honneur. À défaut des *Femmes d'Alger* de Delacroix, émigrées au Louvre et à Montpellier, qui échappent à ses prises, il a réussi à conquérir, outre un charmant pastel du Genevois Liotard, des œuvres maîtresses de Chassériau, de Fromentin et de Dehodencq.

La dernière caractéristique du Musée d'Alger sur laquelle il convient d'insister est l'importance exceptionnelle des collections de sculpture, depuis le buste de *Crébillon* par J.-B. Lemoyne et les bronzes de Barye jusqu'aux grands maîtres contemporains : Rodin et Bourdelle, Maillol et Despiau.

La Sculpture, trop souvent sacrifiée à la Peinture, a toujours été depuis le Moyen Âge un des principaux titres de gloire de l'art français. Elle méritait cet hommage de la France d'outre-mer.

Louis RÉAU.

— Le fascicule XIII (*Connaissance de soi — Contemplation*) du *Dictionnaire de Spiritualité ascétique et mystique. Doctrine et histoire*, publié sous la direction de Marcel VILLER, S. J., vient de paraître (Paris, libr. Beauchesne et fils, 1950, col. 1521 à 1775). — Presque exactement la moitié du fascicule (124 colonnes sur 254) est consacrée à l'article (qui reste inachevé) qui traite de la *Contemplation* dans la Bible, chez les anciens philosophes du monde gréco-romain, chez les Grecs et les autres chrétiens orientaux. Dans l'article *Consécration*, l'étude historique occupe six colonnes denses, de même que huit colonnes sont consacrées à la *Consolation chrétienne*, à l'époque patristique, au Moyen Âge et dans les Temps modernes; chacun des neuf personnages du nom de *Conrad* est l'objet d'une substantielle notice, ainsi que *Constantin de Barbançon*, mystique capucin qui vécut de 1582 à 1631.

— Le fascicule LXIX-LXX : *Charles Borromée-Citeaux*, du *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques*, publié par A. DE MEYER et ÉT. VAN CAUWENBERGHE (libr. Letouzey et Ané, 1951, col. 513-960), nous apporte la fin de l'article consacré à *Saint Charles Borromée* et, entre autres articles particulièrement importants, celui qui résume la vie du *R. P. de Charlevoix*, l'« Hérode » de la Compagnie de



Jésus, des notices sur *Chartres* (30 colonnes), *Chelm* en Pologne, chef-lieu d'un diocèse de rite gréco-ruthène, et *Chelmno* en Poméranie polonaise, *Henry Chichele*, archevêque de Cantorbéry, 1414-1443, *Chichester*, la *Chine* (38 colonnes, avec 4 cartes hors texte), les *rites chinois* (11 colonnes), *Saint Chrodegand*, qui fut évêque de Metz au VIII<sup>e</sup> siècle, *Chypre* (29 colonnes), les *Circoncussions d'Afrique*, *Garcia Jiménez de Cisneros* (5 colonnes), et surtout l'abbaye et l'ordre de *Cîteaux*, dont commence une monumentale étude, avec 108 colonnes, qui ne nous mènent encore qu'au début du XIV<sup>e</sup> siècle.

**Antiquité.** — Helmut BERVE. *Griechische Geschichte. Erste Hälfte : Von den Anfängen bis Perikles* (Fribourg, Herder, 1951, 1 vol. in-8°, vi-328 p., 9 pl.). — M. Berve a très diligemment et utilement révisé l'ouvrage dont il avait publié en 1930 la première édition : tirant bon profit d'une grande partie des nombreux travaux consacrés à l'histoire de la Grèce durant la vingtaine d'années qui s'est écoulée depuis cette date, il semble avoir réussi à dire tout l'essentiel, ou peu s'en faut, sur la période qui fait l'objet de son examen. Les lacunes de son exposé étaient à peu près inévitables ; mais celles de sa bibliographie sont moins excusables : une place démesurée y est réservée aux livres allemands — l'un de ceux que signale l'auteur est même franchement périmé — et l'on regrette le silence gardé sur différents travaux français, tels que *Peuples et civilisations* (particulièrement fâcheuse est l'omission du remarquable volume de 1950 où il est traité des *Premières civilisations* et où les résultats des dernières recherches historiques et archéologiques sont si clairement et brillamment présentés). M. Berve a raison d'indiquer la meilleure et la plus importante des monographies publiées sur Périclès — celle de G. de Sanctis — et de négliger l'étude fort imparfaite et superficielle de Burn ; mais il eût aussi convenu de rappeler celle qu'il a fait paraître en 1940 sur le même sujet. On a également le droit de s'étonner que l'auteur ne mentionne ni la belle et précieuse *Histoire de la littérature grecque* d'A. et M. Croiset, ni la *Sparte* d'E. Cavaignac, ni *La cité grecque* de G. Glotz, ni *La Grèce et l'hellénisation du monde antique* de R. Cohen (2<sup>e</sup> édition), ni la participation de ce dernier à l'*Histoire grecque* de G. Glotz, etc.

Paul CLOCHÉ.

— Max WEGNER. *Das Musikleben der Griechen* (Berlin, De Gruyter, 1949, 1 vol. in-16, 232 p., 32 pl.). — L'auteur de cet intéressant ouvrage ne se borne pas à étudier d'un point de vue strictement technique la musique grecque, dont maints éléments, d'ailleurs, nous échappent. Il rappelle, d'abord, à quelles notions mythologiques se rattachait cet « art des Muses », sous le patronage desquelles l'antiquité plaçait également tant d'autres productions de l'esprit humain. Puis M. Wegner décrit avec une précision méritoire les différents instruments musicaux dont usaient les Hellènes : cithares, lyres, flûtes, etc. ; il traite ensuite du chant — où il voit la manifestation de vie la plus ancienne qu'ait connue l'humanité —, des sons, du rythme et de l'harmonie. Il retrace aussi l'histoire de l'activité musicale en pays grec depuis l'invasion dorienne jusqu'au IV<sup>e</sup> siècle : c'est du moins pour cette période, déjà longue, que nos informations sont les plus abondantes et les plus sûres. L'auteur souligne, enfin, avec vigueur la profonde influence exercée par la musique sur les Hellènes, à toute la vie morale, civique et religieuse desquels elle fut si étroitement liée durant les temps classiques.

P. C.

— Henri SEYRIG. *Notes on Syrian coins, Numismatic Notes and Monographs*,

n° 119 (American Numismatic Society, 1950, in-8°, 35 p., 2 pl.). — Ce fascicule renferme deux études. La première est intitulée : *La découverte de Khan el-Abda et le monnayage de Tryphon*. Il ne s'agit pas d'un véritable trésor, mais de pièces dispersées par les eaux et qui devaient provenir d'un trésor. Découverte précieuse surtout par la présence de très belles et rares monnaies de Tryphon, l'usurpateur qui avait tué en 142/1 sa créature Antiochus VI pour périr en 138 sous l'attaque d'Antiochus VII. Khan el-Abda est précisément l'antique Orthosia où débarqua Tryphon en déroute. La savante étude de M. Seyrig précise divers moments de la lutte entre Tryphon et Antiochus VII. On sera très intéressé par l'explication du type singulier de casque qui décore les monnaies de Tryphon, et qui doit être l'emblème du Zeus d'Arad — et plus encore par l'étude de l'*asulia* concédée à Tyr par Démétrius II. Dans son grand ouvrage sur l'économie hellénistique, M. Rostovtseff considérerait l'inviolabilité dite *asulia* comme un facteur de signification économique. M. Seyrig insiste surtout sur le caractère sacré qu'elle conférerait à la ville et qui lui assurerait une sécurité relative. — La deuxième étude, concernant les abréviations observées sur les monnaies syriennes, est importante et fixera l'attention des spécialistes.

A. PIGANIOL.

— Ch. WIRSZUBSKI. *Libertas as a Political Idea at Rome during the Late Republic and Early Principate*, in *Cambridge Classical Studies* (Cambridge, 1950, in-8°, 182 p.). — Cette étude rentre dans toute une catégorie de mémoires consacrés à définir le sens exact des concepts romains, *dignitas*, *concordia*, *auctoritas*, etc., qui ne correspondent pas exactement à celui des termes modernes qui les traduisent. Certaines de ces recherches, dues à Heinze, à Wagenvoort, sont importantes.

Mais était-il utile de publier la dissertation que M. Wirszubski, élève de M. Adcock, a présentée en 1946 pour obtenir le grade de docteur en philosophie?

Il suffit de parcourir la table des matières pour se rendre compte de l'extraordinaire dispersion de ses commentaires. Il étudie tour à tour les lois agraires et les lois tabellaires, le *senatus-consultum ultimum* et la *senatus auctoritas*, les pouvoirs extraordinaires à la fin de la République, — puis la théorie de Cicéron sur le gouvernement et la définition du principat, — puis l'attitude de Thræsea et de Helvidius Priscus et la théorie de l'*optimus princeps*. Il ne peut naturellement avoir à nous présenter des idées neuves sur tant de sujets disparates, qui souvent se relient très arbitrairement à son thème essentiel.

On notera dans le détail des inadvertances : il ne faut pas dire que « la *lex Cornelia de XX quaestoribus* donna au Sénat un caractère représentatif » (p. 43). Je ne vois pas qu'il soit question du mot d'ordre *libertas* donné par Cassius Chaerea au temps de l'assassinat de Caligula.

Voici la conclusion, de peu d'intérêt : sous le Principat, « la possession de la *libertas* devint un don plutôt qu'un droit et, cessant d'être un droit, perdit ce qui avait été sa qualité essentielle » (p. 171).

Il aurait fallu surtout comparer la *libertas* romaine et l'*eleutheria*, et aussi étudier de manière approfondie la conception de la liberté chez les différentes écoles philosophiques, au lieu de se contenter de banalités sur la liberté stoïcienne.

A. P.

**Islam.** — Max VINTÉJOUX. *Le miracle arabe*. Préface par Louis MASSIGNON (Alger, Éd. Charlot, 1950, 206 p., dont 1 carte). — Voilà un ouvrage de bonne volonté et qui, s'il est lu, pourra peut-être donner au grand public l'idée que la

civilisation arabe au Moyen Age fut très brillante et, au moins au début, fort en avance sur la civilisation de l'Europe occidentale.

Les spécialistes le savaient déjà et l'avaient dit maintes fois ; ils ne trouveront donc dans ce livre aucune idée originale, ni même une mise en œuvre satisfaisante, car les erreurs et les approximations ne manquent pas dans ce travail rédigé trop vite et sans une expérience suffisante du sujet.

R. LE TOURNEAU.

— Ibn Jobaïr. *Voyages* ; traduits et annotés par M. GAUDEFROY-DEMOMBYNES, 1<sup>re</sup> partie. Documents relatifs à l'histoire des Croisades publiés par l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, vol. IV (Paris, Librairie Orientaliste Paul Geuthner, 1949, 105 p.). — L'auteur est un Andalou de race arabe, né en 1144 ou 1145 et mort à Alexandrie en 1217. Il s'embarqua pour son premier pèlerinage à la Mekke (il en fit deux autres en 1187 et 1192) le 1<sup>er</sup> février 1183 et ne fut de retour à Grenade que le 25 avril 1185. Pendant ce long délai, il traversa la Méditerranée de Centa à Alexandrie, remonta le Nil jusqu'à la hauteur de Djedda, franchit le désert jusqu'à la mer Rouge et, après une traversée périlleuse, parvint au port du territoire sacré. De là, il gagna la Mekke où il séjourna huit mois en attendant l'époque de pèlerinage de 580/1184. Il se rendit ensuite à Médine, puis à Bagdad et à Mossoul avec les pèlerins de l'Irak. Il reprit alors la direction de l'ouest et, passant par Alep, Hama et Homs, atteignit Damas en juillet 1184 ; il y resta deux mois. Après avoir visité Tyr, il s'embarqua à Saint-Jean-d'Acre et ne toucha terre à Messine qu'après une traversée difficile de près de deux mois, qui finit par un naufrage. Il lui fallut attendre trois mois et demi avant de trouver le bateau qui le ramena sain et sauf à Carthagène le 17 avril 1185.

Telle est l'odyssée que narre Ibn Jobaïr dans sa *Rihla* (Récit de Voyage), première œuvre connue d'un genre qui devait faire fortune dans le monde musulman occidental et dont les autres représentants célèbres sont el-Abdari (fin du xiii<sup>e</sup> siècle), el-Tijani (début du xiv<sup>e</sup>), Ibn Battouta (dernier quart du xiv<sup>e</sup>), el-Ayyachi (seconde moitié du xvii<sup>e</sup>).

La première édition du texte de la *Rihla*, due à l'Anglais Wright (1852), reproduit le texte du manuscrit de Leyde, seul connu pendant longtemps ; de Goeje en a publié une seconde en 1907, avec glossaire. Des traductions partielles ont été données par Sauvaire en 1840 (Damas), Amari en 1845 et 1846 (Sicile), dans la collection des *Historiens des Croisades* (t. III) en 1884 (Syrie).

La première traduction intégrale, en langue italienne, est l'œuvre de Schiaparelli (1908). Nul n'était plus qualifié que M. Gaudefroy-Demombynes pour en donner une version française intégrale : grâce à ses remarquables travaux sur le pèlerinage et sur la Syrie, il possède une profonde connaissance de la plupart des régions où a passé Ibn Jobaïr ; si l'on ajoute à cela sa remarquable science de la langue arabe, son impeccable érudition et la chance qu'un nouveau manuscrit ait été découvert à la bibliothèque de l'Université Qarawiyin de Fès — incomplet et délabré, il est vrai — on comprendra toute la valeur de ce travail.

Dans la première partie, seule parue à ce jour, Ibn Jobaïr raconte son voyage depuis son départ de Grenade jusqu'à son arrivée à la Mekke. Les principaux passages ont trait à la description d'Alexandrie, du Caire et de la vallée du Nil. L'auteur raconte, enfin, sa traversée de la mer Rouge et décrit minutieusement le sanctuaire de la Ville Sainte.

Point n'est besoin d'insister sur la valeur de la traduction, aussi précise qu'aisée.

Elle est accompagnée de notes, d'une introduction, savante et captivante à la fois, sur Ibn Jobair, son œuvre et le genre de la *Rihla*. L'auteur y signale notamment les emprunts souvent textuels et nombreux faits par Ibn Battouta à Ibn Jobair.

R. LE T.

**La seconde guerre mondiale.** — Toujours de nouveaux livres sur l'histoire de Vichy ! Bientôt tous les partisans de ce régime, grands ou petits, auront publié leur propre apologie. Le livre de Marcel PEYROUTON, *Du Service public à la Prison commune*<sup>1</sup>, ne présente guère d'intérêt pour les historiens. Il eut avant la guerre la carrière normale d'un fonctionnaire consciencieux. En août 1940, Vichy en fit le Secrétaire général du ministère de l'Intérieur et il devint ministre quand, deux mois plus tard, Pétain renvoya tous les hommes politiques, à l'exception de Laval. Son récit de la chute de Laval constitue, dans son livre, la seule contribution d'intérêt historique. A l'en croire, Laval proposa d'envoyer une expédition reconquérir le Tchad, ce qui aurait ruiné la politique d'équilibre entre l'Allemagne et l'Angleterre ; aussi Peyrouton, à lui seul, provoqua la chute de Laval. Cette version s'accorde mal avec d'autres récits, mais cependant elle peut expliquer la conduite de Peyrouton lui-même. Le reste du volume n'ajoute rien à nos connaissances, bien qu'il couvre la période où l'auteur fut gouverneur général de l'Algérie au nom de Giraud.

— C'est aussi sa propre défense que présente l'amiral Georges ROBERT dans *La France aux Antilles de 1939 à 1943*<sup>2</sup>. L'originalité de ce livre est constituée par l'explication secrète de l'armistice donnée par Darlan. Elle prouve clairement que les partisans de Pétain comptaient sur la défaite de la Grande-Bretagne, ce que les apologistes de Vichy ont toujours nié. La plus grande partie du livre expose comment l'amiral maintint l'équilibre entre la pression américaine sur les Antilles et la pression allemande sur son gouvernement. Une fois que l'on a accepté le postulat originel de Robert — que son devoir était de faciliter les choses pour la métropole en observant les conditions de l'armistice — on peut admettre qu'il exécuta consciencieusement cette tâche. Mais ce volume ne contient que peu de renseignements qui n'étaient pas déjà connus par les Mémoires de Cordell Hull et d'autres sources américaines.

— L'ouvrage d'Yves BOUTHILLIER, *Le drame de Vichy. I : Face à l'ennemi, face à l'allié*<sup>3</sup>, est le plus sérieux de ces trois volumes et il contient des renseignements nouveaux qui complètent nos connaissances. Évidemment, il est alourdi par un nouveau récit de l'armistice, alors que Bouthillier ne devint ministre des Finances que postérieurement. C'est seulement à partir de l'automne de 1940 que l'ouvrage devient important. On y trouve l'argumentation vichissoise classique, suivant laquelle Montoire fut compensé par des accords secrets avec l'Angleterre ; avant d'accepter cette argumentation, il faudrait examiner la version britannique de ces accords, qui les traite avec mépris. On peut même se demander si les ministres de Vichy eurent sur le moment conscience du double jeu auquel ils attribuent maintenant une telle importance. Cependant, Bouthillier nous donne un récit de la

1. Plon, 1950, II-316 p. ; prix : 390 fr.

2. Plon, 1950, XVIII-230 p. ; prix : 330 fr.

3. Plon, 1950, 320 p. ; prix : 420 fr.

chute de Laval qui est important. Il prouve clairement que, pour Laval au moins, Montoire signifiait l'alliance avec l'Allemagne, et que cette alliance devait être assurée par des concessions de la part de la France, si graves fussent-elles. La chute de Laval fut provoquée par une révolte des ministres qui étaient des « attentistes » authentiques ; et ainsi se termine, pour ne jamais ressusciter, la collaboration volontaire avec l'Allemagne.

A. J. P. TAYLOR.

— M. [l'abbé] Paul GUILLAUME semble avoir tout dit sur la question qui fait l'objet de son gros livre sur *La Sologne au temps de l'héroïsme et de la trahison* (Orléans, Impr. nouvelle, 1950, in-8°, 393 p., illustr. ; prix non indiqué). Il l'avait déjà abordé dans un ouvrage de 1946 et épuisé, mais, depuis, des témoignages nombreux lui sont parvenus, et il a pu corriger et développer certains aspects de son précédent récit. Les dix-huit chapitres entre lesquels sont répartis les matériaux utilisés par l'abbé Guillaume fournissent une quantité de faits bien établis sur les intrigues allemandes, sur les menées des pauvres Français que les autorités nazies avaient fait entrer dans la Gestapo, et sur la résistance organisée par les patriotes — David contre Goliath, selon le titre d'un des chapitres. On assiste à la formation et à la mort des réseaux « Adolphe » et « Prosper », et certes, malgré tous ses efforts de censure justicière, M. l'abbé Guillaume n'est pas toujours parvenu à fournir un exposé aussi clair qu'il le faudrait sur les modes d'action des « résistants » et de leurs adversaires, tant s'entremêlent les accusations et s'interpénètrent les réquisitoires. Mais que de choses dans ce volume, avec les étudiants fusillés, la reconduction du sous-réseau « Antoine », la formation des maquis de Souesme, de Saint-Viâtre, du Chêne, de Sologne-Loiret, la lutte le long du Cher et de la Loire, la bataille de la Blandinière, la poursuite des Allemands vers l'est ; et c'est la libération, marquée par le passage de 18.000 prisonniers par la Sologne. J'ai dit la richesse documentaire de l'ouvrage ; mais je dois souligner, dans la documentation utilisée par M. l'abbé Guillaume, les photographies de personnes et de lieux, qui nous font passer sous les yeux tant de figures de traitres, de bourreaux sadiques, de héros, et le théâtre de tant de massacres et de magnifiques élans patriotiques.

Georges BOURGIN.

— A l'actif de l'« Istituto nazionale per la storia del movimento di liberazione in Italia » qui fonctionne à Milan, signalons :

1° La revue *Il movimento di liberazione in Italia*, dont le premier numéro a paru en juillet 1949. Paraissant tous les deux mois, cette *Rassegna*, riche en études, en recensements des sources et en documents, offre un grand intérêt. Notons, au premier numéro : MAURIZIO, *Il movimento di liberazione e gli alleati*, et des notes de S. CORTA sur l'étude de la Résistance en France et aux Pays-Bas ; — numéro de septembre 1949, des lettres de partisans au moment de leur exécution ; — numéro de novembre 1950 : Mario GOVANE, *Una formazione partigiana in terra di fronte* (il s'agit de la brigade Rosselli, dont l'activité justifie la proposition faite par M. Baudot au Congrès d'Amsterdam en faveur de réunions entre résistants français et résistants des pays voisins en vue de grouper et critiquer les sources et confronter les résultats déjà enregistrés) ; — numéro de janvier 1950, les réflexions intéressantes de G. V., *La Resistenza è storia di ieri?* ; — numéro de mars, *I tedeschi e l'esercito di Salò* (documents émanant de Mussolini, maréchal Graziani, Farinacci et autres, qui soulignent l'affreuse bassesse des dirigeants fascistes à l'égard des chefs nazis) ; — numéro de mai : D. R. PERETTI-GRIVA, *La magistratura italiana nella*



*resistenza*; — numéro de juillet : F. CARACCIOLLO, *Il governo di Salerno* (contribution à l'histoire de la résistance et de la libération dans le Midi).

2<sup>o</sup> Une publication collective établie par l'« Istituto... in Piemonte », sous le titre *Aspetti della resistenza in Piemonte* (Torino, 1950, in-8°, xvi-181 p.). Préfacé par F. ANTONICELLI, se suivent une introduction du cher grand maître Gaetano SALVEMINI sur *La guerra per banda*, où est faite la liaison entre les guérillas du cardinal Ruffo, en 1799, et le maquis de 1944, en passant par les projets de Maxini et le débarquement des frères Bandiera; les études de G. VACCARINO, *Gli scioperi del marzo 1940* (contribution à l'histoire du mouvement ouvrier à Turin en mars 1943); G. ROVIRO, *Il clero piemontese nella Resistenza*; M. GIOVANA, *Le popolazioni alpine della guerra partigiana del Cumes*; enfin des témoignages, dans la Chronique du Comité piémontais de L. N. (8 septembre 1943-9 mai 1945).

G. B.

— Field-Marshal Lord Wilson of LYBIA. *Eight years overseas (1939-1947)* (Hutchinson and Co, 1950, in-8°, xiii-285 p., avec 10 cartes et 24 fotogr.). — L'auteur commandait les troupes britanniques en Égypte quand il fut placé à la tête de celles qui, en 1941, opérèrent en Grèce, puis en Syrie. Il exerça ensuite le commandement en chef en Perse et en Irak, puis celui du Moyen-Orient; enfin, en 1944, celui du théâtre d'opérations méditerranéen.

Ses fonctions, dans ces divers emplois, furent d'ordre administratif, politique et diplomatique autant que d'ordre proprement militaire. De là, pour les historiens de la deuxième guerre mondiale, l'intérêt de ces Souvenirs.

Ils apportent des éléments essentiels d'information sur la décision d'intervention en Grèce, sur l'attaque contre la Syrie, sur les relations ultérieures entre Français de Syrie et Britanniques, sur les rapports anglo-égyptiens, sur les débuts de la Résistance en Yougoslavie et en Grèce, sur la libération de ces deux pays et sur les inévitables difficultés qui opposèrent les Britanniques à leurs Alliés, qu'il s'agisse du général de Gaulle, du commandement russe ou des chefs de partisans yougoslaves ou grecs.

Général LESTIEN.

— John CRESWELL. *Sea Warfare, 1939-1945. A Short History* (Londres, Longmans, Green and Co Ltd., 1950, in-8°, xv-344 p., 14 cartes; prix : 25 s.). — Ce volume, dû à un capitaine de la *Royal Navy*, est une mise au point des aspects navals de la seconde guerre mondiale. Mise au point provisoire, car l'auteur n'a utilisé que les ouvrages et les documents publiés jusqu'à maintenant, avant tout par l'Angleterre et les U. S. A., et sur certains problèmes la documentation est encore bien maigre. Le plan adopté est à la fois géographique et chronologique, l'auteur exposant l'évolution des opérations navales sur les principaux théâtres

— Atlantique, Méditerranée, Pacifique, etc... — par grandes périodes. L'exposé est intelligent et intéressant, l'évolution des tactiques et de la stratégie étant fréquemment mise en lumière et commentée. Sans prétendre à l'originalité, ce livre rendra donc des services. Il semble cependant que certaines erreurs s'y soient glissées : par exemple p. 56 : à Mers-el-Kébir, ce fut le *Dunkerque* qui fut mis hors de combat et le *Strasbourg* qui s'échappa, et non pas le contraire.

F. C.

— Waldemar ENFURTH. *Der finnische Krieg 1941-1944* (Wiesbaden, Limes Verlag, 1950, in-8°, 324 p., avec 8 fotogr.). — Représentant du Haut Commandement allemand auprès du maréchal Mannerheim, général en chef de l'armée fin-

landaise, pendant toute la durée de la collaboration des deux armées, le général Ederth était le témoin le plus qualifié pour écrire l'histoire de ces trois années de guerre contre l'U. R. S. S.

On eût pu craindre une certaine partialité dans l'exposé des inévitables difficultés résultant de la divergence des intérêts nationaux et surtout de la rupture finale entre la Finlande et le Reich. Or, l'auteur éprouve une telle sympathie pour l'armée et le peuple finlandais et une telle admiration pour Mannerheim que c'est toujours à ceux-ci qu'il donne raison contre Hitler et son entourage militaire, à qui il reproche leur aveuglement, leur défaut de compréhension et leur entêtement. Cela donne à ce témoignage un intérêt tout particulier.

De ce récit, aussi clair et précis que solidement documenté, le fait essentiel qu'on retiendra est qu'entre les deux peuples il y eut, non pas alliance, mais « fraternité d'armes ». Du côté finlandais, on veillait avec soin à ne jamais employer le premier de ces termes : c'était exclusivement le second (*Waffenbrüderschaft*) qui, officiellement et effectivement, caractérisait leurs relations, les deux commandements ne collaborant et ne coordonnant leur action que dans la mesure où ils considéraient cette action comme utile à la réalisation de leurs buts propres.

— Lt. Gen. Sir Frederick MORGAN. *Overture to Overlord* (Londres, Hodder and Stoughton, 1950, in-8°, 296 p. ; prix : 20 s.). — Ce livre apporte un témoignage capital sur la préparation du débarquement de Normandie, opération dont le nom conventionnel était *Overlord*.

On sait que, de mars 1943 à la désignation du général Eisenhower comme commandant en chef en janvier 1944, cette préparation fut l'œuvre d'un état-major anglo-américain, appelé COSSAC (des lettres initiales de *Chief of Staff to the Supreme Allied Commander*), que dirigea le général anglais Sir Frederick Morgan.

Sir Frederick Morgan indique clairement dans ce livre les solutions données aux innombrables problèmes qui se posèrent dans tous les domaines, et les difficultés qu'il fallut surmonter, difficultés dont les moindres ne furent pas les différences de tempérament, de méthode de travail, de tradition, voire de langage, et surtout la divergence des points de vue entre Britanniques et Américains.

Écrit avec humour, l'ouvrage ne présente pas moins d'intérêt du point de vue historique que de celui de l'enseignement qu'on en peut tirer pour l'organisation d'une grande armée internationale.

— Georges BLOND. *Le débarquement, 6 juin 1944* (Fayard, 1951, in-12, 377 p.). — Suite de scènes vivantes, qui, pour le grand public, précisent tous les aspects de la gigantesque opération que fut le débarquement de Normandie, depuis sa conception et sa longue préparation jusqu'à l'écrasement des dernières divisions allemandes dans la « poche de Falaise ». Il est difficile d'exploiter plus fidèlement, sans jamais en déformer les données, la volumineuse documentation publiée sur ce sujet tant aux États-Unis et en Angleterre qu'en Allemagne.

— Desmond YOUNG. *Rommel*<sup>1</sup> (Londres, Collins, 1950, in-8°, 288 p., avec 2 cartes et 10 gravures hors texte ; prix : 12 s. 6 d.). — Le général Desmond Young commandait en Libye une brigade d'infanterie quand, en juin 1942, il fut fait prisonnier lors de l'attaque dirigée par Rommel. Après la guerre, séduit par la curieuse

1. Trad. française, Paris, Fayard, 1951, 380 p.

figure de ce chef, si différent, lui semblait-il, de la plupart des généraux allemands, il se rendit en Allemagne et interrogea longuement à son sujet la veuve de Rommel, certains de ses officiers d'état-major et des généraux qui avaient été ses collaborateurs directs.

Ainsi documentée, la biographie qu'il consacre au maréchal Rommel ne pouvait manquer d'être teintée de quelque partialité, quoique le général Desmond Young soit un esprit d'une rare indépendance, dont témoigne la sévérité de ses jugements sur les faiblesses du commandement britannique et sur l'armée française de 1940.

Elle n'en sera pas moins précieuse par les précisions recueillies sur la psychologie de Rommel, sur sa formation militaire, sur ses idées tactiques, sur l'évolution de ses rapports avec Hitler, sur le suicide qui lui fut imposé, ainsi que par le témoignage direct qu'elle apporte sur les opérations de 1941-1942 en Afrique du Nord.

D'importants extraits des papiers laissés par Rommel (observations sur les opérations en Afrique), publiés en appendice, augmentent encore la valeur documentaire de cet ouvrage.

— Albert CHATELLE. *Dunkerque, ville ardente* (Éditions Ozanne, 1950, in-8°, 319 p., avec 92 photographies et de nombreux fac-similés et dessins). — Auteur d'ouvrages remarquables sur les villes du nord de la France pendant la première guerre mondiale et enseigne de vaisseau de réserve mobilisé à Dunkerque en 1939, M. A. Chatelle était particulièrement qualifié pour apporter son témoignage sur le martyre de cette ville et de ce port du 18 mai au 4 juin 1940, ainsi que sur l'activité des chefs qui en dirigèrent la défense. Ce témoignage est extrêmement émouvant. Il n'est pas seulement précieux pour l'histoire locale : il obligera à rendre une meilleure justice aux chefs de 1940, à notre marine et à notre armée. On regrettera toutefois que, faute d'avoir fait effort pour réviser ou mettre au point ses amères impressions d'alors, l'auteur revienne trop souvent sur ce qu'il appelle, d'un terme très inexact, « la défaillance anglaise ».

— M. LARDRY. *Notes pour servir à l'histoire de l'occupation allemande : L'AOK ? et le général Dormann au Mans (1942-1944)* (Le Mans, impr. Monnoyer, 1948, in-8°, 48 p.). — Vus d'une fenêtre d'une maison voisine, ce sont quelques détails de la vie apparente du P. C. de la VII<sup>e</sup> armée allemande qu'a fixés l'auteur, ainsi que quelques silhouettes de soldats et d'officiers, parmi lesquels le commandant de cette armée. Ces *Notes* ne font que confirmer ce que l'on pouvait deviner ou supposer de la diminution progressive de la valeur de l'armée allemande.

Général LESTIEN.

**Allemagne.** — *Zeitschrift für Bayerische Landesgeschichte* (t. XV, n° 2, 1949). — Cette revue a eu l'heureuse inspiration de faire le point pour la Bavière, au lendemain de la guerre et de ses bouleversements, de la science historique sous ses aspects les plus divers, de montrer brièvement ce qui a été fait et ce qui est à faire. Parmi la trentaine d'articles, dus surtout à des professeurs d'université, citons comme spécialement approfondis ceux de H. Fehn sur les études géographiques, de H. Mitteis sur l'état des questions de l'histoire du droit et des institutions, de F. Lütge sur l'histoire économique, avec une bibliographie très étendue. Les disciplines les plus particulières ne sont pas négligées, telles l'héraldique ou la « science

du journalisme », à laquelle se consacre un institut de l'Université de Munich. Une dizaine d'autres articles exposent, avec les pertes subies, la réorganisation des archives, bibliothèques, musées, sociétés d'histoire, écoles : l'un d'eux examine la situation matérielle et morale des étudiants d'après-guerre. C'est dire l'intérêt exceptionnel de ce numéro, intérêt qui dépasse fréquemment le cadre régional.

R. FOLZ.

**Amérique espagnole.** — Publiée par l'*Instituto panamericano de Geografía, e Historia*, la *Guía de instituciones que cultivan la Historia de América* (Mexico, D. F., 1949, in-8°, 240 p.) est une initiative heureuse. Il est vrai qu'elle porte la marque d'un grand historien et réalisateur, Silvio ZAVALA. 835 organismes de 32 pays y sont présentés, un indice par pays et un indice par personnes en rendent la consultation facile. Voilà qui réjouira les américanistes. Mais la simple arithmétique est parfois désagréable. Ouvrons l'indice par pays : États-Unis, 321 organismes qui s'occupent d'histoire d'Amérique ou se veulent tels, bien sûr, c'est normal ; 21 en Espagne, 13 au Portugal, ... 3 en France, ce qui l'est moins.

— Le livre de Carlos Molina ARGÜELLO [*El gobernador de Nicaragua en el siglo XVI. Contribución al Estudio de la Historia del Derecho Nicaragüense*, publication du Consejo superior de Investigaciones científicas Escuela de Estudios hispano-americanos (Sevilla, 1949, in-8°, 252 p., 4 cartes hors texte)] offre plus et moins à la fois que son titre ne promet. Son étude, étroitement juridique, beaucoup trop à notre gré, dépasse sensiblement pourtant le cadre du Nicaragua..., et c'est un peu, sans éviter toujours un verbiage facile, l'institution du gouverneur indien au xvi<sup>e</sup> siècle qu'on nous passe en revue. Plus d'un aspect, toutefois, de la véritable histoire du gouverneur nicaraguayen est laissé dans l'ombre...

Le livre, construit en grande partie sur une documentation inédite tirée de l'Archivo General de Indias, comprend trois parties fort inégales : une première, très réduite, qui trace (p. 25-37) la naissance du Nicaragua espagnol et de son gouverneur ; une seconde, pléthorique (p. 39-232), consacrée plus qu'au gouverneur nicaraguayen, à l'institution elle-même du gouverneur hispano-indien ; une troisième partie (p. 233-241) exécute en huit pages les péripéties de l'institution nicaraguayenne supprimée en 1542, lors de la publication des nouvelles lois au profit de l'Audiencia de Guatemala, rétablie en 1565.

Une Institution plus complexe et moins bien définie qu'on ne le pense, tel apparaît le gouverneur de Nicaragua dans l'étude de Molina Argüello, née d'une usurpation en 1525, confirmée par la voix populaire des cabildos. Ce n'est que peu à peu en avançant dans le siècle que le gouverneur devient le délégué permanent du pouvoir royal dans une circonscription territoriale donnée, tel que nous nous le représentons. Circonscription territoriale qui ne peut, elle-même, se laisser préciser ; quatre cartes permettent de suivre l'évolution et pour mieux dire les hésitations du territoire nicaraguayen, refoulé par le Veragua sur la côte Pacifique (la chose n'est pas pour me surprendre, car j'ai eu au cours de mes recherches plus d'une fois la preuve d'une côte Pacifique bien plus vivante dans ces régions que la côte Atlantique pendant tout le xvi<sup>e</sup> siècle)..., et il faudra attendre le xviii<sup>e</sup> siècle pour que le Nicaragua réussisse à faire le pont entre les deux mers (je serais tenté de dire, quand la chose en vaudra la peine..., mais Carlos Molina ne nous donne aucun élément de réponse). Hésitations et imprécisions des frontières, que nous

trouvons dans toute l'Amérique latine coloniale<sup>1</sup> et qui est la rançon d'un peuplement sporadique en noyaux. Les querelles de frontière qui divisent périodiquement les pays centro-américains plongent leurs racines dans ce lointain passé. Mais Molina trop souvent se contente d'énumérer les faits sans les expliquer.

Quoi qu'il en soit, malgré ses limites et grâce à elles, l'honnête monographie de Carlos Molina contribuera à la connaissance des institutions hispano-indiennes<sup>2</sup>.

— L'historiographie hispano-américaine ne cesse depuis quelques années d'avancer à pas de géants, comme le prouve la publication du tome VIII de la grande *Historia de la Compañía de Jesús de la Provincia de Paraguay*. Nous signalions dans notre récent Bulletin historique (1950, n° 1, p. 77-106) l'importance capitale de cette remarquable collection de documents. Commencée en 1912 par le Père Pastells, interrompue en 1933 par la mort de l'auteur, reprise en 1946 par le Père Mateos, ancien collaborateur du P. Pastells, trois tomes sont parus en l'espace de quatre ans. La deuxième partie du tome VIII, qui vient de nous parvenir [*Historia de la Compañía de Jesús en la provincia del Paraguay (Argentina, Paraguay, Uruguay, Perú, Bolivia y Brasil) según los documentos originales del Archivo General de Indias extractados por el R. P. Pastells, S. J., continuación por F. MATEOS, S. J. Tomo VIII, Segunda parte : 1760-1768* (Madrid, Publicación del Consejo de Investigaciones científicas Instituto Santo Toribio de Mongrovejo, 1949, in-8°, p. xlv-p. 705 à 1350, reproductions photographiques de plans)], renferme la seconde moitié des 450 documents inédits qui forment la moitié du tome VIII de la collection. Prise entre le « traité des limites » de 1750 et la Pragmatique Sanction de Charles III du 27 février 1767, stipulant l'expulsion des membres de la Compagnie des États du Roi Catholique, cette période de l'histoire du Paraguay est hautement critique, puisqu'elle nous place à l'acmé de l'État jésuite du Paraguay, au moment où le poids même de sa puissance contribua à former le complexe causal qui déterminait l'acte de 1767 et la chute de la théocratie paraguayenne. Or, il n'est pas sans intérêt de suivre à travers la collection de documents remarquablement choisis, et plus remarquablement encore publiés par le R. P. Mateos, la pénétration et les progrès des « lumières », au sein même de l'Amérique jésuite. Un dernier tome, qui sera consacré à la liquidation de la Compagnie dans les pays de la Plata, terminera une des œuvres les plus remarquables produites par l'historiographie espagnole au cours de ce demi-siècle.

— *Miranda*. — Il est parfois heureux d'être un héros malheureux. C'est peut-être le cas de *Miranda*. Le grand précurseur de la Révolution hispano-américaine partit trop tôt ; il mourut dans une prison de Cadix en juillet 1816, après avoir parcouru l'Europe révolutionnaire et impériale à la recherche d'appuis pour son grand projet. Pour n'avoir fait qu'ébaucher, sa gloire n'est pas ternie par l'encombrant succès, c'est pourquoi Caracas le révere aujourd'hui comme le héros national, plus encore que Bolivar... Juste revanche posthume. Le deuxième centenaire de sa naissance a donné lieu à cérémonies et publications. Certaines sont excellentes... Tel est le cas de la plaquette de René NAVILLE, *Le voyage d'un général vénézuélien*

1. Sur le fait, cf. *Annales*, E. S. C., 1949, n° 4 : Dans la Pampa, p. 487-490 ; R. H., 1951, n° 1, p. 56-68 : A travers quelques aspects d'une Hispano-Amérique sacrifiée.

2. Rappelons, dans le même ordre d'idée, les excellentes études de SCHÄFFEN et de J. H. PARRY, cf. comptes rendus critiques, R. H., 1950, n° 4, p. 295-298 et 1951, p. 132-137.



en Suisse (juillet-décembre 1788) : *Francisco Miranda* (Paris, E. de Boccard, 1949, in-8°, 16 p., 1 portrait hors texte). L'épisode est mince, mais la France est proche, et Miranda y fera à ses dépens la fructueuse expérience de la Révolution.

Pierre CHAUNU.

— M. Silvio ZAVALA a eu l'attention de nous envoyer un tiré à part de l'article qu'il a consacré dans les *Cuadernos americanos* (Mexico, 1949, n° 2) à l'ouvrage d'un publiciste français, A. Dillon, paru en 1822 : *Beautés de l'histoire du Mexique ou Époques remarquables, traits intéressans, mœurs, usages, coutumes des indigènes et des conquérans, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours*. Il comporte d'ailleurs une introduction générale sur la portée de la découverte du Nouveau Monde; les extraordinaires conséquences pour la civilisation de l'Europe y sont mises en lumière, mais, dans l'ensemble de l'ouvrage, les méfaits des conquérans du Mexique et de l'exploitation coloniale ressortent essentiellement et la conclusion s'en déduit que, pour les indigènes au moins, l'arrivée des Européens engendra plus de maux que de bienfaits. Cette manière de voir ne me paraît pas différente de celle de Raynal, et elle concordait, dans l'Amérique espagnole, avec la conception que les insurgés se faisaient de leur passé. Une appréciation, sinon optimiste, du moins plus nuancée, n'a pu apparaître que de nos jours. Pour l'histoire générale, l'étude de M. Zavala présente cet intérêt qu'à côté de l'influence de la Révolution française sur la mentalité des libérateurs de l'Amérique latine, il convient de faire une place à celle de l'historiographie des Indes occidentales par les Français de tradition philosophique : un ouvrage tel que celui de Dillon était propre à renforcer l'état d'esprit hostile à l'œuvre de l'Espagne que surexcitait la lutte armée contre sa domination.

G. L.

**Belgique.** — Auguste VINCENT. *Que signifient nos noms de lieux?* (Bruxelles, Office de publicité (anc. établ. J. Lebègue), 1947, in-8°, 91 p.). (*Collection Nationale*, 7<sup>e</sup> série, n° 82.) — Après une introduction sur les zones linguistiques belges, l'auteur étudie en 18 pages « les noms les plus anciens ». La partie la plus développée traite des « noms de lieux du Moyen Âge » (40 pages). Puis l'auteur passe aux temps modernes. L'ouvrage renferme un nombre considérable de noms expliqués et comparés. Dommage que l'absence d'index rende la recherche un peu difficile.

Il est certain que ce livre rendra de grands services, et seul un spécialiste aurait le droit de le critiquer. Je remarque pourtant que l'auteur met ensemble les noms de lieux rencontrés dans les trois zones linguistiques (flamande, wallonne, allemande) qu'il a distinguées d'abord. Il semble qu'une étude scientifique soit rendue ainsi assez malaisée. Est-ce qu'une étude des *aires* où des noms ou des particularités s'observent n'aurait pas été instructive? On s'étonne de ne trouver aucune carte.

Dans la partie consacrée aux noms « les plus anciens », l'auteur ne pose guère de problèmes. Pour les historiens, la méthode suivie par E. Salin dans son livre sur la *Civilisation mérovingienne*, par W. von Wartburg dans ses recherches sur l'origine des peuples romans, offre certainement plus d'intérêt. Le présent ouvrage se présente surtout comme une collection bien classée.

A. P.

— Jean-Didier CHASTELAIN. *Vie et mort du pays du Zwin* (Bruxelles, Office de publicité S. C., 1949, in-12, 89 p., 3 pl. h. t.) (*Collection Nationale*, 9<sup>e</sup> série, n° 98.) — Ce petit livre, consacré aux avant-ports de Bruges : Damme, Mude, Mounikerode,

Houcke, l'Écluse, met à la portée du lecteur de langue française l'essentiel de certains travaux récents parus en langue néerlandaise et indiqués dans la bibliographie sommaire qui termine l'ensemble. Le récit de cette prospérité et de cette décadence bien connues est mené avec vivacité et se lit avec agrément.

Toutefois, l'auteur se laisse entraîner parfois, par l'amour d'un pays qui lui est manifestement cher, à certaines exagérations. D'autre part, on aurait aimé à trouver un plan plus précis des pays du Zwin. La reproduction d'une carte du XVI<sup>e</sup> siècle, conservée au musée Gruuthuse, est plus pittoresque qu'utile à celui qui veut suivre l'évolution de la baie.

— LÉON VOET. *De brief van abt Othelbold aan gravin Otgiva over de relikwieën en het domein van de Sint-Baafsabdij te Gent (1019-1030)* (Bruxelles, Commission royale d'histoire, 1949, in-8°, 282 p.). — Cette publication est consacrée à la réédition et surtout à l'étude critique d'un document déjà bien connu et publié plusieurs fois, notamment par Serrure, dans le *Cartulaire de Saint-Bavon à Gand* (Gand, 1836-1840). L'auteur s'efforce surtout de prouver l'authenticité de ce texte, fort important à divers points de vue. Après une étude diplomatique des manuscrits qui nous sont parvenus, il examine d'une manière critique le contenu de la lettre elle-même, où l'abbé fait l'inventaire des richesses spirituelles (les reliques de nombreux saints) et temporelles du célèbre monastère de Saint-Bavon. Ceci l'amène à retracer l'histoire des vastes domaines de l'abbaye, qui s'étendaient bien au delà des limites de l'actuelle Belgique. Aussi l'ouvrage de M. Voet présente un intérêt certain pour l'histoire générale.

— MARCEL VANHANME. *Bruxelles, 1100-1800, et les Environs de Bruxelles* (Bruxelles, Office de publicité S. A., 1949 et 1950, in-16, 103 et 96 p., nombreuses gravures et plans h. t.). — Ces deux petits livres, qui se font suite, constituent un guide pour les touristes amateurs d'histoire et, sans doute aussi, pour les Bruxellois désireux de bien connaître leur ville et ses environs, si riches en souvenirs. Écrits par un érudit remarquablement compétent, agréablement présentés, d'une conception très « pratique », ils peuvent passer pour un modèle du genre.

— JEAN-DIDIER CHASTELAIN. *Où leur ombre rôde encore* (Bruxelles, Durendal, n° 81, 1950, in-16, 190 p.). — Comme l'indique un sous-titre, l'auteur s'adresse aux amateurs de petite histoire. Nous croyons qu'il les intéressera. En effet, au cours de douze chroniques échelonnées du XIV<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, il raconte, souvent avec beaucoup de charme, des événements, tantôt tragiques, tantôt comiques, qui se sont déroulés en Belgique et qui ont mis en cause des hommes parfois très célèbres dans la politique, les lettres ou les arts.

— J. BUNTINX. *Het Memoriaal van Jehan Makiel, klerk en ontvanger van Gwijde van Dampierre, 1270-1275* (Bruxelles, Commission royale d'histoire, 1944, in-8°, 199 p.). — Ce document, qui appartient aux Archives provinciales de Gand, n'avait jamais été publié que d'une manière fragmentaire (Gaillard, *Archives du Conseil de Flandre*. Gand, 1856).

Il présente néanmoins un très grand intérêt. Sorte de brouillon de compte établi par le receveur de Guy de Dampierre, il offre de très curieuses particularités diplomatiques et philologiques, que M. Buntinx met en valeur dans son introduction (en flamand). Selon lui, il s'agit du plus ancien texte écrit sur papier connu dans la région. La langue est un curieux mélange de latin et de français.

Les opérations financières, dont le détail nous est ainsi connu, correspondent à la Croisade de Tunis et c'est ce qui, du point de vue historique, donne à cette publication un intérêt exceptionnel. Des renseignements précieux nous sont fournis sur la chronologie détaillée de la Croisade et sur les conditions de la vie économique dans les pays de la Méditerranée occidentale, notamment Languedoc et Italie (histoire des prix, objets susceptibles d'être trouvés dans les foires, monnaies utilisées, etc.).

M. Buntinx a publié en appendice quelques documents (déjà connus parfois) relatifs à la Croisade ou à Jehan Makiel. Rapprochés du « Memoriaal », ces textes aident à mieux comprendre les méthodes financières de l'époque.

Le document lui-même est souvent obscur, mais la savante étude critique de M. Buntinx en rend l'utilisation plus facile.

— Renée DOEHAERD. *Comptes du Tonlieu d'Anvers (1365-1404)* (Bruxelles, Commission royale d'histoire, 1947, in-8°, 318 p.). — Sous ce titre, l'auteur a réuni un certain nombre de documents fiscaux conservés aux Archives du Royaume. Leur aspect est assez disparate ; dans la majorité des cas, ils sont en néerlandais, mais quelques-uns sont en français. L'auteur a écrit son important commentaire en français et établi un glossaire pour faciliter l'intelligence d'un texte, où les termes techniques abondent.

Néanmoins, la publication forme un ensemble, car ces comptes correspondent à la période où Anvers fut placée sous l'autorité du comte de Flandre et sont relatifs à des taxes spéciales mises par celui-ci pour couvrir des dépenses d'ordre militaire.

L'historien des institutions fiscales en tirera parti, bien qu'il s'agisse d'un cas particulier, dû à la politique énergique de Louis de Male. Leur intérêt, toutefois, est surtout considérable au point de vue économique. Ils apportent beaucoup de précisions nouvelles sur la première phase de l'expansion commerciale d'Anvers, dont certains travaux récents, notamment ceux de Sturler, avaient montré l'importance. L'interprétation des textes est délicate, car les impositions s'appliquaient, suivant les cas, à diverses formes d'opérations commerciales. Aussi le commentaire de l'auteur est-il fort utile.

A cette date, Malines constitue une « étape » privilégiée pour certaines catégories de marchandises, notamment le poisson et le sel. Dans ce cas, le grand port de l'Escaut n'est encore qu'une annexe de la ville de l'intérieur. Par contre, Anvers devient un marché d'importance croissante pour les laines anglaises et les produits du Nord.

Ces textes permettent, en une certaine mesure, une évaluation chiffrée du trafic. Leur publication, avec un appareil critique remarquable, rendra de grands services à tous ceux qui étudieront le commerce de l'Europe du Nord-Ouest.

J. GODARD.

**Espagne.** — Antonio PONS. *Libre del Mostassaf de Mallorca* (Mallorca, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, Escuela de Estudios medievales, 1949, in-8°, 111-385 p.). — Le Mostassaf, ou Mustaçaf (mot arabe qui signifie juge des poids et mesures), remplissait, dans le royaume de Majorque, aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, l'une des charges les plus importantes de l'administration urbaine, à la fois édile, questeur et, si l'on veut, préfet de police. Dans une introduction d'une soixantaine de pages, M. Antonio Pons retrace ce que l'on sait de l'institution et de son évolution (il ne semble pas qu'il y ait continuité avec une institution musulmane anté-

rieure : si une charge analogue exista à l'époque de domination arabe, on n'en trouve plus aucune trace dans le premier siècle suivant la reconquête). Du début du XIV<sup>e</sup> siècle à la fin du siècle suivant, l'importance de la « Mostassafaria » va sans cesse croissant ; à ses fonctions administratives, le Mostassaf ajoute une juridiction propre, qui lui permet de sanctionner directement les délits dans les domaines relevant de son autorité. Le « Livre du Mostassaf » édité par Pons est un manuscrit rédigé, ou du moins copié, en 1449, et qui renferme les règlements qu'il appartient au Mostassaf d'appliquer. Il s'agit essentiellement de la police des métiers (bouchers, taverniers, vendeurs de poissons et d'huile, etc...) et de la vente des marchandises. M. Pons l'a fait suivre, sous le titre « Livre judiciaire du Mostassaf », d'un recueil de sentences émanant de son tribunal. Un second appendice rassemble des ordonnances et dispositions diverses émanant de l'autorité royale ou municipale, et relatives à l'exercice des fonctions du Mostassaf. Dans un dernier appendice figurent les noms des titulaires de la « mostassafaria » avec leur date d'entrée en fonction.

Deux indices, onomastique et toponomastique, terminent l'ouvrage, qui apporte une notable contribution à l'histoire des institutions urbaines.

— *Biblioteca Colombina. — Catalogo de sus libros impresos publicado por primera vez...* Con notas bibliograficas del Dr. D. Simón DE LA ROSA LOPEZ (†) y D. Francisco Garcia MADUEÑO. Revisión e Indices de D. Ramón PAZ Y REMOLAR, Prólogo del Excmo. e Illmo. Sr. Dr. Joaquín DE ENTRAMBASAGUAS. Tomo Septimo (Madrid, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, 1948, in-16, 322 p.). — La magnifique bibliothèque réunie par Fernand Colomb, fils naturel de l'amiral, et qui compte plus de vingt mille volumes, constitue une source bibliographique d'un considérable intérêt. La publication de son catalogue, interrompue au tome VI par la guerre civile espagnole, s'achève avec la parution du présent volume, malheureusement publié dans un format différent des précédents. Outre la fin du catalogue alphabétique (lettres T à Z), ce dernier tome comporte un index alphabétique des auteurs pour l'ensemble de la collection.

— Janine BOUISSOUNOUSE. *Isabelle la Catholique. Comment se fit l'Espagne* (Paris, Hachette, 1949, in-8°, 256 p.). — Publié dans une collection de vulgarisation et fondé sur une bibliographie assez sommaire, l'ouvrage de J. Bouissounouse n'apportera rien de nouveau à l'historien, qui y relèvera plus d'une affirmation discutable, mais il pourra donner au grand public une idée des graves problèmes politiques et religieux qu'eurent à résoudre Isabelle et son mari.

M. DEFOURNEAUX.

— *Documentos sobre relaciones internacionales de los Reyes Católicos.* Edición preparada por Antonio DE LA TORRE ; vol. I : 1479-1483 (Barcelone, 1949, in-4°, XIII-488 p.) ; vol. II : 1484-1487 (Barcelone, 1950, in-4°, 624 p.). (C. S. I. C., Patronato Marcelino Menéndez Pelayo, Biblioteca « Reyes Católicos », Documentos y textos, nos I et II.) — On dispose pour le règne des Rois Catholiques d'un bon ensemble de chroniques et des excellentes « *Anales de la Corona de Aragón* » de Zurita, si bien que les historiens ont eu tendance à négliger les archives. Aussi doit-on féliciter D. Antonio de la Torre, le grand spécialiste de cette période, d'avoir entrepris la publication d'une collection de documents qui en renouvellera l'étude. Limitée aux relations internationales, elle ne concerne que les archives de

la couronne d'Aragon et doit aller jusqu'en 1504, date de la mort d'Isabelle la Catholique. Les deux premiers tomes vont de 1479 à 1487.

Les documents, empruntés aux registres de la chancellerie royale, sont publiés par ordre chronologique, le plus souvent sous forme d'extraits. On a éliminé ceux qui ne supposent pas une intervention directe des souverains. Une étude sommaire par pays, de bons index onomastique et topographique en rendent le maniement aisé. Ces textes sont d'une extrême diversité et concernent aussi bien des incidents de frontières, des interventions en faveur d'ecclésiastiques ou de marchands, que la grande politique. Les relations avec la Papauté et l'Italie fournissent le plus gros contingent, mais on trouve également bon nombre de références relatives à la France, la Navarre et l'Orient. D'importants appendices font connaître l'organisation complexe de la Chancellerie aragonaise. Cette publication, réalisée avec beaucoup de soin, fait honneur à l'érudition espagnole.

— *Registro general del Sello*. Volumen I (1454-1477) por Gonzalo ORTIZ DE MONTALVAN, nueva edición revisada, reformada y preparada por Maria Asunción DE MENDOZA LASSALLE. Introducción del Ilmo. Sr. D. Miguel BORDONAU Y MAS Director general de Archivos y Bibliotecas (Valladolid, 1950, in-4°, xv-530 p.). (C. S. I. C., Patronato Marcelino Menéndez Pelayo. Cuerpo Facultativo de Archiveros, Bibliotecarios y Arqueólogos. Biblioteca « Reyes Católicos ». Inventarios y Catálogos, n° I.) — Dans la série, déjà copieuse, des catalogues des archives de Simancas, le n° XIII, *Registro general del Sello*, t. I, dû à G. Ortiz de Montalvan, avait paru en 1935. On vient d'en publier une réédition, sensiblement augmentée et modifiée, par Da. M. A. de Mendoza, et qui prend place dans la nouvelle collection *Biblioteca « Reyes Católicos »* du C. S. I. C., où doivent paraître les inventaires de tous les documents relatifs à ce grand règne. Le « Registro general del Sello » était une section de la Chancellerie castillane, qui enregistrait les copies de tous les actes délivrés sous le sceau royal. Il existait certainement depuis longtemps, mais, à la différence de l'Aragon, qui a conservé tous ses registres sans lacunes depuis la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle, la Castille ne possède les siens que depuis le début du règne des Rois Catholiques. Les textes antérieurs à 1475 sont, en effet, très peu nombreux. Les documents analysés dans ce premier tome, qui va jusqu'en 1477, intéressent les affaires les plus diverses, confirmations de privilèges, pragmatiques, nominations aux offices, affaires judiciaires, etc..., bref toute l'administration de la Castille. Ce catalogue, fort bien présenté, rendra les plus grands services.

— Académie royale de Belgique. Commission royale d'Histoire. *Les chiffres de Philippe II (1555-1598) et du Despacho Universal durant le XVII<sup>e</sup> siècle*, par J. P. DEVOS (Bruxelles, 1950, in-fol., 576 p.). — L'ouvrage de M. Devos, publié avec sa somptuosité coutumière par la Commission royale d'Histoire, a pour objet de permettre le déchiffrement des nombreuses dépêches diplomatiques espagnoles qui restent encore enfouies dans divers dépôts d'archives européens. Les codes publiés proviennent de Simancas et des Archives générales du Royaume. Dans l'introduction, l'auteur donne un aperçu du fonctionnement du Conseil d'État et de la Secrétairerie qui pourra être utile aux historiens, des notices biographiques et, enfin, une étude technique sur la cryptographie du temps. Cette science a des origines lointaines, mais c'est dans la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle qu'elle réalise des progrès décisifs avec les travaux de Porta (1563) et de Vigenère (1586). Cependant, la Secrétairerie d'État n'a pas employé les méthodes les plus perfectionnées de la



\* substitution double. Elle s'est contentée de la classique substitution simple avec renversement des fréquences pour éviter un déchiffrement trop facile. Il y a un chiffre général, fréquemment changé, et des chiffres particuliers. Le premier se compose de trois éléments, un alphabet, un syllabaire et un dictionnaire pour les mots les plus importants. Divers procédés bien connus, grille, jargon, langage convenu, encre sympathique, sont également utilisés.

— José María JOVER, 1635. *Historia de una polémica y semblanza de una generación* (Madrid, C. S. I. C., Instituto Jerónimo Zurita, 1949, in-4°, 565 p., 20 pl.). — L'histoire des idées est très en faveur en Espagne, témoin le livre récent de M. Jover, jeune professeur de l'Université de Valence. A première vue, il ne traite que d'un sujet restreint, la polémique déclenchée en 1635 par le manifeste de Louis XIII, justifiant l'ouverture des hostilités. Du côté français, l'étude se limite aux écrits de Jérémie Ferrier et Besian Arroy ; en revanche, elle s'étend à une quinzaine d'auteurs espagnols ou sujets du roi d'Espagne, parmi lesquels Guillén de la Carrera, Quevedo, Jansenius, Saavedra Fajardo, Céspedes y Meneses, Pellicer. En fait, la portée de la controverse est considérable, car elle met en cause toute la politique de Richelieu. Ses adversaires répondent aux griefs français relatifs aux divers points de friction, Valteline, affaire de Trèves, etc..., mais surtout ils énoncent les grands principes traditionnels : subordination de la politique à la morale, nécessité d'un ordre chrétien en Europe, mission transcendante de la Monarchie Catholique, chargée de défendre la Justice et la Religion. Ils défendent le *statu quo* et condamnent l'alliance avec les protestants. En général, ils veulent distinguer une « bonne » et une « mauvaise » France, ménagent Louis XIII et réservent toute leur animosité pour Richelieu. Il y a entre eux quelques divergences : certains insistent sur la communauté d'intérêts entre les deux branches de la maison d'Autriche, d'autres inclinent à un nationalisme proprement espagnol. La plupart font preuve d'un orgueilleux optimisme, la « soberbia española », tandis que chez quelques-uns se fait jour une tendance au pessimisme, dont l'auteur se demande en passant si elle n'est pas une caractéristique de l'esprit « baroque ». En résumé, le livre de M. Jover, bien informé et solidement construit, contribue à faire ressortir l'importance de l'opinion publique, même en régime de monarchie absolue, et la nécessité d'une idéologie dans les grands conflits internationaux.

— Manuel USANDIZAGA. *Historia del Real Colegio de cirugía de San Carlos de Madrid (1787-1828)* (Madrid, C. S. I. C., 1948, in-8°, 129 p., 15 pl.). — Les chirurgiens, inclus dans la même corporation que les barbiers, étaient méprisés par les médecins jusqu'en plein XVIII<sup>e</sup> siècle. En Espagne, leur perfectionnement technique et le relèvement de leur condition commencèrent avec la fondation par Charles III du Collège royal de Chirurgie de Madrid en 1787. Quand il disparut en 1828, faisant place au Collège de Médecine et de Chirurgie, l'unification des deux professions est enfin réalisée. Le nom de Faculté de Médecine n'apparaîtra qu'en 1845.

H. LAPEYRE.

**France.** — Le douzième fascicule (1948-1949) des *Mémoires de la Société pour l'histoire du droit et des institutions des anciens pays bourguignons, comtois et romands* (Dijon, Faculté de droit, 1950, in-8°, 309 p.) axe ses études sur l'histoire et le droit de la noblesse en Suisse romande et en Franche-Comté, dues à MM. CHA-PUIS, B. DE VEVEY, W. A. LIEBESKIND, L. JUNOD, J. BRILVE, G. CHEVRIER, B. BER-

THET, A. COLOMBET, R. RICHARD. Suivent des articles de L. FALLETTI sur *Le contraste juridique entre Bourgogne-Savoie au sujet de la mainmorte seigneuriale*, J. PORTEMER sur *Un jurisconsulte bourguignon, Berlier et l'élaboration du Code civil*, G. CHEVRIER sur *L'évolution du testament dans le droit de Bourgogne du XIV<sup>e</sup> à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle*, F. DUMONT sur *L'administration bourguignonne du XVIII<sup>e</sup> siècle*, R. VILLERS sur *Parentèles et représentation dans les pays bourguignons et les pays de l'Ouest*, P. GRAS sur *Une charte inédite du roi Robert II relative aux foires de Chalon (1283)*, R. MERCIER sur *Le duel judiciaire ou « jugement de Dieu » en Bourgondie-Romandie*. Viennent ensuite des *Mélanges*, courts articles de MM. G. CHEVRIER, *Contribution à l'étude de l'acte à cause de mort au Moyen Age*; C. DAVILLÉ, *La « potestas » carolingienne au comté de Bourgogne et ses survivances médiévales*; J. GIGOT, *Contrats relatifs au flottage des bois*; P. GRAS, *Quelques contrats d'association entre cultivateurs de la région chalonnaise au XV<sup>e</sup> siècle*; J. MAILLET, *La part en droit successoral bourguignon*; H. POLGI, *Les facteurs juridiques de l'évolution topographique des villes (à propos de Besançon)*; J. RICHARD, *Le contrôle juridique de la profession médicale à Dijon au XV<sup>e</sup> siècle*; G. ROTH, *Le cartulaire du chapitre de Notre-Dame de Lausanne*; L. BLIN, *Recherches sur le chemin de l'Écluse à Genève et le passage du Rhône à Chancy aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*. Le volume se clôt par les résumés ou les textes des communications présentées aux Congrès des Sociétés savantes de Bourgogne (Roanne, 1947; Auxerre, 1948). J'indique : R. et M. BERTHET, *Lieux-dits et frontière*; G. DRIOUX, *La pluralité des archidiacres au diocèse de Langres*; J. YVER, *L'égalité entre héritiers et l'exclusion des enfants dotés dans la coutume du duché de Bourgogne*. Il faut saluer ce groupement fédératif et cette publication à laquelle le Centre national de la Recherche scientifique a su accorder une subvention utile.

G. BN.

— Henri FOCILLON. *Le peintre des Miracles de Notre-Dame*. 40 miniatures photographiées par Pierre DEVINOY (Paris, Paul Hartmann, éditeur, 1950, in-8°, 48 p., XL planches hors texte). — Le livre des Miracles de Notre-Dame, écrit par Gautier de Coincy, alors qu'il était prieur de Vic-sur-Aisne en 1214 et 1223, a été illustré au XIV<sup>e</sup> siècle par un peintre très proche de Jean Pucelle. Le manuscrit, qui appartient au Grand Séminaire de Soissons, a été mis en dépôt à la Bibliothèque nationale quelques années avant la dernière guerre. On se demande pourquoi il n'a pas été versé, selon la loi, dans nos Bibliothèques publiques, lors de la sécularisation. Il figura à l'Exposition de la Vierge dans l'Art français au Petit-Palais. Mais, tandis que l'étude historique, paléographique et littéraire en avait été faite depuis longtemps, notamment par Léopold Delisle et de Laborde, les miniatures, qui sont certainement parmi les plus belles de l'époque, n'avaient jamais encore été publiées.

Focillon montre en premier lieu l'accord des images et du poème : celui-ci est rude, plein de sacrilèges et de meurtres ; celles-là, sans rien omettre de toutes ces horreurs, les enveloppent dans une harmonie élégante et tranquille, « image d'une civilisation parvenue à sa maturité raffinée ». L'analyse détaillée des formes, des couleurs, des fonds et de marges permet d'établir une distinction entre le « Maître des Miracles » et Jean Pucelle, ou plus précisément le Bréviaire de Belleville, dont notre manuscrit est si proche : les miniatures du Bréviaire sont plus graphiques, la gamme des tons y est plus froide, le canon des figures plus gracile ; les miniatures des Miracles sont plus plastiques et plus colorées. A l'occasion de cette analyse

pénétrante, Focillon reprend sous une forme condensée et très ferme quelques-unes de ses vues générales sur les peintures des manuscrits depuis le haut Moyen Âge, les deux aspects de l'Occident médiéval, rationnel et fantastique, avec, entre les deux mondes visionnaires de l'art roman et du flamboyant, la culture tout humaine de l'art gothique aux <sup>xiii</sup><sup>e</sup> et <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècles.

Cette étude méritait d'introduire une reproduction intégrale des miniatures. On regrettera de ne pas trouver même toutes les scènes auxquelles le texte fait une allusion précise. Un léger reproche pourra être fait au sujet des renvois aux planches, qui obligent le lecteur à passer par l'intermédiaire des notes groupées à la fin du texte.

Du moins, les XL planches sont-elles excellentes. Elles reproduisent les miniatures agrandies (du moment qu'on ne donnait pas un fac-similé, il y avait, en effet, tout intérêt à les rendre ainsi plus lisibles) et donnent en noir, beaucoup mieux que les imparfaites reproductions en couleur dont on abuse aujourd'hui, le rapport exact des tons et des valeurs. Les notes très détaillées, rédigées sous la direction de l'éditeur, donnent les références, les dimensions exactes, une description précise de la miniature et l'indication des couleurs, en termes actuels, plus clairs que les noms anciens des teintes. Le titre qui précède chaque image est recopié, avec un résumé du miracle et quelques brèves citations du texte, souvent savoureuses.

Un des plus beaux manuscrits à peintures du Moyen Âge et un des meilleurs textes de Focillon.

Georges GAILLARD.

— Charles DARTIGUE. *Histoire de la Guyenne* (Presses Universitaires, 1950, in-12, 124 p.). — DU MÊME AUTEUR. *Histoire de la Gascogne* (même collection (Que sais-je?), 1951, 120 p.). — Ces deux brèves monographies de provinces sont inéparables l'une de l'autre. Et, après avoir pris connaissance des quelques pages d'exposé géographique sur lesquelles elles s'ouvrent, le lecteur ne peut échapper à l'impression, appuyée sur des souvenirs scolaires, qu'il eût été plus rationnel de n'en pas séparer l'étude, dans le passé aussi bien que dans le présent. En tout cas, ce n'est pas l'affaire de l'auteur. M. Charles Dartigue, qui enseigne à Bordeaux l'*Histoire du Sud-Ouest de la France* (voilà du moins une étiquette que chacun entend sans effort), s'est tiré à son honneur des difficultés que présentait pareil découpage. Il a réussi à faire ressortir ce qui dans le passé peut donner un semblant d'individualité aux deux groupes de pays que l'on peut ranger sous ces dénominations inégalement historiques de Guyenne et de Gascogne. Comme dans toutes les monographies provinciales de la collection, la partie la plus ingrate est celle qui traite du Moyen Âge, avec son compartimentage territorial, ses guerres de fief à fief, ses frontières perpétuellement mouvantes. M. Dartigue y a versé les trésors d'une érudition qui l'a fait connaître comme le meilleur spécialiste de ces questions. Et l'usager, s'il est historien de métier, lui en saura gré. Si c'est un simple curieux, il trouvera sans doute excessive la part faite au Moyen Âge. Du moins s'arrêtera-t-il avec plaisir aux pages où sont recensées les principales productions de l'art architectural. À partir du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, l'exposé s'aère et s'allège. Avec la Fronde, la venue de Louis XIV à Bordeaux, son mariage à Saint-Jean-de-Luz, le récit prend une animation qui ne se démentira plus jusqu'à la Révolution et au delà. Certains ne jugeront peut-être pas d'une extrême importance pour l'histoire de la Gascogne qu'Alfred de Vigny soit venu séjourner à Pau pour y tomber amoureux. Mais il s'en trouvera d'autres qui, au contraire, se féliciteront de rencontrer çà et là des

notations de ce genre et qui sauront gré à l'auteur d'avoir parfois cédé à l'attrait de la petite histoire.

— Paul F. GEISENDORF. *Théodore de Bèze* (Genève, Labor et Fides, 1949, gr. in-8°, 456 p.). — Depuis près d'un demi-siècle, depuis la publication collective dont en 1905 le troisième centenaire de la mort de Bèze a été l'occasion, rien d'essentiel n'avait été apporté à la biographie du successeur de Calvin. Le livre que vient de nous donner le pasteur Geisendorf n'était donc pas superflu. Il s'inscrit parmi les meilleures productions de l'historiographie protestante. C'est l'œuvre d'un historien digne de ce nom, et d'un historien doublé d'un écrivain de race, une œuvre que l'on serait tenté de dire définitive si l'on n'avait toutes sortes de bonnes raisons de s'interdire le mot. Chacun, en tout cas, pourra s'en servir en toute sécurité. Et ce que l'on y pourra chercher, ce n'est pas seulement l'exposé détaillé de ce que l'on sait de certain sur l'existence publique et privée de Bèze, mais, à travers Bèze, l'histoire générale du calvinisme genevois pendant la dernière partie du XVI<sup>e</sup> siècle, de 1564 à 1605. « C'est Calvin qui a créé, qui a bâti et consolidé, nous dit fortement M. Geisendorf. Mais, Calvin mort, c'est à Bèze qu'échoit la tâche difficile de prolonger son influence. » Il n'y a pas lieu de vanter en lui les mérites du théologien, ni même ceux de l'écrivain. Son œuvre écrite n'a pas les qualités exceptionnelles que les contemporains reconnaissaient à sa parole. Encore faut-il mettre à part ses Psaumes, rivaux de ceux de Marot, et que, comme ceux de Marot, « les soldats huguenots entonnaient à pleine voix sur le champ de bataille ». Bien que M. Geisendorf déclare avoir pris connaissance de quelque quatre-vingt-dix écrits d'ordre théologique dus à la plume de Bèze, il n'est guère question de théologie au cours de l'ouvrage. Et, du point de vue de l'histoire tout court, on ne peut que s'en féliciter. L'essentiel de la documentation repose sur l'abondante correspondance manuscrite qu'un chercheur du début du siècle, Aubert de la Rue, a pu rassembler à Genève, au Musée de la Réformation. Les citations sont fréquentes et bien choisies. Dans le genre biographique, si décrié par ses compromissions avec la littérature, ce travail mérite d'être considéré comme un modèle. Le ton y est, d'un bout à l'autre celui du chercheur qui entend tout sacrifier à la recherche de la vérité. Pour s'en convaincre, on pourra se reporter, par exemple, au bref développement (p. 191-192) où le point est fait sur la question jadis si controversée des responsabilités dans le massacre de Vassy.

G. Z.

— M. Gabriel Boissy, ayant publié en 1921 des *Pensées choisies des rois de France*, se flatte d'avoir fait, grâce à son volume, « découvrir » ces rois « tout à coup » et inspiré une « série imposante d'ouvrages d'un esprit tout nouveau ». La liste est fort belle, en effet, des historiens que M. Boissy nous dit avoir orientés, ou réorientés, puisque nous y trouvons, à côté des noms de Pierre Champion, de Louis Bertrand, de Louis Madelin, ceux de Louis Battifol, de Philippe Sagnac et de quelques autres dont nous ignorions parfaitement qu'ils dussent tant à notre auteur. Mais il reste encore à éclairer une foule de Français égarés par les « quelque deux cent vingt mille instituteurs et institutrices... quotidiennement employés à défigurer et à déshonorer ceux qui ont fait la France ». A ces égarés il convient d'apprendre, une bonne fois, que nos rois ont pensé, et ce qu'ils ont pensé, leur révéler que Henri III, ce prétendu pédéraste, eut le constant souci et la plus haute intelligence des choses de gouvernement ou que le noble Louis XVI, imbu des maximes philosophiques,

n'eut pas d'autre dessein que de les mettre en pratique... D'où le nouveau recueil, élargi et commenté, qui a paru récemment<sup>1</sup>.

D'aucuns s'aviseront peut-être que les monarques ou chefs d'État de tous les temps ont fait connaître de bonnes « pensées », même des intrus comme nos deux Napoléons, en tout cas comme les douze ou treize présidents de notre III<sup>e</sup> République, dont les discours officiels, écrits par eux ou par leurs secrétaires, composeraient aisément une anthologie aussi édifiante que celle des rois vus par M. Boissy.

Rendons cette justice à M. Boissy qu'il ne dit pas le contraire, et que son choix tel qu'il est peut servir, en particulier pour Louis XIV, qui occupe à lui seul un quart de son volume, ou presque. Mais ce choix serait à coup sûr plus significatif s'il faisait moins de place à des édits ou à des déclarations solennelles, qui ont bien pu être « pensées » par d'autres que les souverains eux-mêmes. Henri IV et Louis XIII, parce que M. Boissy leur a emprunté des lettres réellement personnelles, nous semblent être ses témoins les plus valables.

— La *Bibliothèque d'Humanisme et Renaissance* a donné, dans son tome X, 1948, p. 209-227, la suite de sa précieuse *Bibliographie* périodique. On y trouvera plus de 600 titres de volumes ou articles publiés de 1940 à 1948 sur le vaste ensemble de questions incluses dans l'histoire de la pensée, des lettres, des arts et des techniques en France et plus généralement en Europe occidentale, du xv<sup>e</sup> au début du xvii<sup>e</sup> siècle. Tous les périodiques essentiels ont été dépouillés. Catalogue à la fois abondant et sélectionné que tout seizièmeiste aura profit à consulter.

— Francis W. GRAVIT. *The Peiresc Papers* (Michigan, University Press, in-8°, 57 p.). (N° 14 des *Contributions in Modern Philology*, publ. par l'Université de Michigan, février 1950.) — On sait quel amasseur de papiers fut, au début du xvii<sup>e</sup> siècle, Peiresc, cet archétype étonnant de l'érudit universel. Malheureusement, ses livres, ses manuscrits, ses notes écrites par lui-même ou par ses émules, les lettres reçues par lui de centaines de correspondants ou ses copies de lettres reçues par d'autres, tout cela est aujourd'hui dispersé entre quinze ou seize bibliothèques françaises ou étrangères (italiennes, hollandaises, anglaises, etc.). M. R. Lebègue travaille à rassembler les lettres écrites par Peiresc, en vue de compléter la publication inachevée de Tamizey de Larroque (coll. des *Documents inédits*, 1888-1898, 7 vol. parus). De son côté, M. Francis W. Gravit, de l'Université de Michigan, vient de rendre le service d'établir un dénombrement et un catalogue général de l'ensemble des papiers (lettres comprises) conservés dans les dépôts publics. Il passe d'abord en revue les principales collections et dit leur origine, en s'appuyant sur les catalogues Dupuy et Montfaucon, ainsi que sur les catalogues modernes. Puis il dresse lui-même un catalogue d'ensemble, procédant par bibliothèque (Carpentras, Aix, Bibliothèque nationale, Florence, etc.) et fournissant, avec la cote dans chaque dépôt, l'analyse de son contenu. Tout cela très méthodique et certainement utile, en particulier pour les travailleurs américains, qui trouveront là un guide précieux à travers les 300 ou 350 cotes recueillies. Quelques lapsus : nos bibliothèques municipales sont toutes dites à tort départementales (voire « départementales »).

H. DROUOT.

1. *Les pensées des rois de France. Recueil général établi, commenté et précédé d'une préface et d'une introduction*, par Gabriel Boissy. Paris, Albin Michel, s. d. [1949], in-12, 389 p.



— François-Georges DREYFUS. *L'industrie de la verrerie en Bas-Languedoc de Colbert à la Révolution industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle* (extrait des *Annales du Midi*, janvier 1951, p. 43-70). — L'étude de la fabrication du verre prouve que les conditions techniques et sociales d'un tel genre industriel se modifièrent moins dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle qu'au cours du XVIII<sup>e</sup>. C'est, en effet, entre 1750 et 1789 que la verrerie à charbon tendit à supplanter la verrerie au bois, le vieil artisanat corporatif des « gentilshommes verriers » succombant devant l'entreprise capitaliste qui fait appel à une main-d'œuvre de prolétaires. La coupure n'est pas en 1789 (la Révolution précipite seulement la décadence d'une noblesse industrielle) ; il n'y en a pas ; mais on assiste à une lente évolution qui, durant plus d'un siècle, prépare elle-même l'avènement des formes contemporaines.

Robert SCHNERB.

— Jacques SAINT-GERMAIN. *Les financiers sous Louis XIV* (Plon, 1950, in-8°, 291 p.). — Le travail devrait être plutôt intitulé : Les financiers du temps de Louis XIV, vus à travers l'un d'eux. Car il est construit autour de la seule personnalité de Bourvalais — Paul Poisson de Bourvalais — l'un des plus notables représentants de l'espèce. D'autres apparaissent çà et là, mais en simples comparses, pour meubler le décor dont il faut bien entourer le récit d'aventures assez minces et difficiles à exposer dans tout leur détail. L'auteur n'est pas historien de métier, on s'en aperçoit aisément, et pas seulement à l'absence de références, si gênante pour le spécialiste ou simplement pour celui qui désire s'instruire à bon escient. Si on le lit avec un intérêt soutenu, c'est qu'on le sent capable de traiter son sujet en le dominant. Car il ne s'adonne pas à l'histoire uniquement par goût de ce qu'on y peut rencontrer de pittoresque. Il y a en lui, comme on eût dit au temps de son héros, des « parties d'économiste ». Tout le chapitre qui s'inscrit sous cette formule très XX<sup>e</sup> siècle : « L'inflation désordonnée des emplois publics », est à lire et à méditer : il nous en apprend davantage que telle thèse inutilement pesante sur la vénalité des offices à l'âge précédent. Que la hausse générale des prix puisse être une conséquence de la prolifération des offices (p. 83), c'est là, toutefois, une affirmation qu'on jugera quelque peu simpliste, qui, en tout cas, ne saurait se suffire à elle-même. Pareillement, on s'étonne de voir rapprocher la multiplication des péages et la multiplication des offices (p. 87-88), comme s'il s'agissait de faits naturellement liés. Sur des questions de ce genre on aimerait voir s'instituer quelque discussion critique, nourrie de citations, ou, mieux encore, de faits vérifiés. Si intéressant que puisse être le livre, il a le grave inconvénient, comme bon nombre de ses pareils, de laisser croire au lecteur que l'histoire dont il traite est faite, alors qu'en réalité elle est seulement en voie d'élaboration.

G. Z.

— M. LÉGIER-DESGRANGES a conté l'évasion de M<sup>me</sup> de La Motte, la triste héroïne de l'Affaire du Collier, avec un incontestable talent narratif et une connaissance de la topographie de la Salpêtrière dont ses fonctions lui avaient donné la familiarité et qui lui permet d'expliquer par le menu comment la prisonnière a pu s'échapper (*L'évasion de M<sup>me</sup> de La Motte*, Paris, Perrin, 1949, in-8°, 256 p.). Elle trouva dans sa singulière prison des complicités plus ou moins volontaires et la description des personnages qui l'aidèrent n'est pas la partie la moins pittoresque du livre. Le public crut à l'intervention de grands personnages et surtout de la reine. M. Légier n'a pas trouvé d'arguments décisifs à cet égard et, tout compte fait, estime que la connivence de l'entourage a pu suffire. On le pense aussi,

mais, comme il en convient, il reste que la reine et ses familiers montrèrent de l'intérêt pour le sort de la prisonnière et la question reste ouverte de savoir quels rapports cette dernière avait pu entretenir avec Marie-Antoinette. Toute l'Affaire du Collier se trouve, de ce chef, en question et on pourrait en reprendre l'examen, car le livre de Funck-Brentano fut l'objet de justes critiques en 1903 dans la *Révolution française* et dans la *Revue d'histoire moderne*.

— Il a été fait mention précédemment (t. CCVII, 1951, p. 149) de la publication du R. P. GASNIER : *Les Dominicains de Saint-Honoré. Histoire et préhistoire du Club des Jacobins* (Paris, Éditions du Cerf, s. d. (1950), in-8°, 342 p.). En dépit du titre, le célèbre club y tient peu de place. Mais on croit utile de rappeler que l'ouvrage sera consulté avec fruit sur l'histoire de la renaissance catholique au XVII<sup>e</sup> siècle et sur ses faiblesses, ainsi que sur la décadence d'une congrégation masculine au XVIII<sup>e</sup> siècle.

G. L.

— LOUIS GRIMAUD. *Histoire de la liberté d'enseignement en France*; t. V : *La Restauration* (Paris, Liget et Rousseau, 1950, in-8°, xxxi-6-694 p.). — Ce volume constitue une véritable somme des documents relatifs à l'enseignement public ou privé en France pendant la Restauration. Après avoir étudié dans une première partie l'évolution du problème de l'enseignement sous la Première Restauration, M. Louis Grimaud examine la position des défenseurs de l'université et de l'enseignement libre pendant la Seconde Restauration, ainsi que les diverses ordonnances prises à ce sujet, sans négliger de mentionner au passage les débats parlementaires les plus importants. Une partie essentielle, la plus développée, est consacrée à l'étude du régime légal des diverses formes de l'enseignement privé, des cours d'anatomie aux petites écoles de campagne. Un exposé des campagnes de presse ou des mouvements d'opinion autour du problème de la liberté de l'enseignement complète ce volume, dont l'auteur adopte trop souvent un ton de polémique ou d'apologie. « Tout entiers à leurs œuvres d'enseignement, d'apostolat et de piété, les disciples de saint Ignace se tenaient dans le plus grand effacement, ne faisaient aucun bruit et poussaient la prudence jusqu'à la timidité » (p. 142).

— Eugène DALLEGIO. *Les Philhellènes et la guerre de l'Indépendance. Lettres inédites de J. Orlando et A. Louriotis* (Athènes, 1949, in-4°, 240 p.). (Collection de l'Institut français d'Athènes, n° 19.) — Dans une introduction de 39 pages, M. Dallegio précise les conditions dans lesquelles furent écrites les lettres dont il a ensuite reproduit le texte. Il insiste, en particulier, sur l'importance et la complexité des opérations financières destinées à soutenir la guerre de l'Indépendance, surtout les emprunts en Angleterre. Les lettres sont groupées, après les documents d'ordre général, d'après leurs destinataires, individuels ou collectifs : Comité de Paris et Philhellènes français, J. Bentham, Lord Cochrane (et lettres relatives à la marine). Une dernière catégorie réunit les lettres échangées avec des personnalités américaines, ou assimilées, puisqu'on y trouve une lettre adressée à Lafayette au moment de son voyage aux États-Unis. Un index et un répertoire facilitent la consultation de ces documents d'un intérêt indéniable.

— Docteur L. LAROCHE. *Histoire du collège de Tournus* (Mâcon, Buguet Compagnon, 1948, in-8°, 233 p.). — Cette monographie d'un établissement d'enseignement devient une étude des institutions scolaires dans une petite ville du Moyen Âge à l'époque contemporaine. Elle montre dans quelle mesure les conditions

locales purent modifier les instructions générales ou les lois. On peut suivre à travers les avatars du collège, devenu institution libre, puis école secondaire, collège communal, puis école primaire supérieure et, enfin, collège moderne et technique, l'évolution de l'enseignement et des fonctions de la ville dans son cadre régional.

— A. AUGUSTIN-THIERRY. *La princesse Mathilde (Notre-Dame-des-Arts)* (Paris, Albin Michel, 1950, in-8°, 330 p.). — Cette biographie retrace autour de la princesse Mathilde divers aspects de la vie mondaine et artistique sous la Monarchie de Juillet et surtout le Second Empire. Une illustration soignée, reproduisant les portraits de membres de la famille impériale, accompagne cette étude de la haute société parisienne et internationale qui paraît cependant avoir fait la part trop belle à l'héroïne.

— Pierre SAINT-MARC. *Émile Ollivier (1825-1913)* (Paris, Plon, 1950, in-8°, 463 p., 10 illustrations hors texte). — Œuvre d'un avocat au Conseil d'État et à la Cour de Cassation, cette biographie d'Émile Ollivier dépasse largement les limites d'un plaidoyer pour un homme d'État malheureux. L'histoire des débuts et du Commissaire de la Seconde République sont traités assez rapidement, et c'est au rôle du député du Second Empire, rapporteur de la loi de 1864 sur les coalitions, puis du ministre, que M. Saint-Marc consacre les principaux chapitres de son étude. Il fait sienne sans aucune réserve la thèse du « guet-apens » où Bismarck aurait entraîné son héros, mais son ouvrage rejette une bonne part de responsabilité sur le duc de Gramont, choisi pourtant par É. Ollivier.

— Dr. Juan ROGER. *Esquema del Pensamiento Frances en la Postguerra* (Madrid, Departamento Internacional de Culturas Modernas, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, 1950, in-4°, 284 p.). — Cet ouvrage constitue une sorte de guide à travers les principaux courants de la vie intellectuelle et artistique de la France depuis 1945. L'auteur remonte, à vrai dire, fréquemment en arrière pour rechercher les antécédents idéologiques de tel ou tel mouvement. Les courants philosophiques, le problème religieux et la question scolaire sont ainsi examinés successivement avant un chapitre sur la littérature, remontant au symbolisme, et un dernier sur les arts (théâtre, cinéma, peinture et musique). Si certains jugements ou rapprochements surprennent, l'ensemble constitue un raccourci commode dont on souhaiterait avoir l'équivalent en France.

Jean VIDALENC.

— Constantin DE GRUNWALD. *Le duc de Gramont, gentilhomme et diplomate* (Hachette, 1950, 255 p.). — Il était d'un intérêt certain d'écrire une étude objective et documentée sur le ministre des Affaires étrangères du cabinet Ollivier. S'appuyant sur les archives familiales et sur celles du Quai d'Orsay, M. de Grunwald retrace la biographie de ce « fils des émigrés » rallié à l'Empire, ambassadeur auprès du Saint-Siège au moment de Castelfidardo, puis auprès de François-Joseph de 1861 à 1870, enfin ministre, un peu à son corps défendant, le 14 mai 1870. D'intéressantes précisions sur les tentatives répétées d'évacuation de Rome par les troupes françaises entre 1858 et 1861, sur les relations de l'ambassadeur avec Thouvenel et Napoléon III, sur ses conflits avec les généraux de Goyon et Lamoricière, avec le cardinal Antonelli et Mgr de Mérode. A Vienne, Gramont n'a pas été plus écouté qu'à Rome par Napoléon III. Partisan d'une démonstration militaire après Sadowa, Gramont n'a jamais cru à la possibilité d'une alliance autrichienne après 1866. Lors de l'incident Hohenkollern, la démarche diplomatique de

Gramont fut normale, mais Bismarck voulait la guerre et l'acceptation de l'insulte constituée par la « dépêche d'Ems » aurait été pour la France une humiliation sans précédent. Gramont a cru à la suprématie militaire française. On peut penser, toutefois, qu'il aurait dû montrer nettement à la Commission du Corps législatif l'isolement diplomatique du pays.

L'ouvrage, écrit de façon attachante, comporte une bibliographie et d'intéressantes références et citations de documents en note.

— Antoine OLIVESI. *La Commune de 1871 à Marseille et ses origines* (Paris, Marcel Rivière et C<sup>ie</sup>, 1950, 168 p. ; prix : 300 fr.). — Présenté au public par M. Georges Bourgin, l'ouvrage s'ouvre par deux chapitres sur l'évolution des idées révolutionnaires à Marseille de 1830 à 1851, telle du moins qu'on peut la reconstituer d'après l'œuvre des poètes ouvriers de la littérature régionale. Deux chapitres suivants exposent le développement de l'Internationale à Marseille de 1867 à 1870, mettant en lumière la personnalité attachante de Bastelica, et les rapports assez déflants des socialistes avec les républicains radicaux. Les cent dernières pages contiennent un récit objectif et vivant des épisodes du mouvement communaliste à Marseille du 8 août 1870 au 4 avril 1871. Ce dernier semble caractérisé surtout par l'influence de Bakounine et de Proudhon, dont la haine de l'État trouve un terrain propice dans le « fédéralisme » marseillais, dans l'individualisme des révolutionnaires méditerranéens et aussi dans la faiblesse du gouvernement de la Défense nationale. Il semble qu'il y ait eu peu d'hommes de valeur d'un côté comme de l'autre, Bastelica étant parti à Paris. Intrigues personnelles et inflation oratoire ont joué un grand rôle.

L'ouvrage comporte une bibliographie. Il est fondé sur une documentation d'archives relativement mince (beaucoup de dossiers ont disparu) ; mais la presse et les enquêtes de l'Assemblée nationale constituent une très riche source de documentation qui a été habilement utilisée.

On souhaiterait que l'auteur tourne ses recherches vers les sujets suivants : quelle fut, sur le prolétariat marseillais, l'influence de l'immense bouleversement économique dont la ville fut le théâtre entre 1850 et 1870 ? Les prix, les conditions du logement, celles des transports ont changé. De nouvelles activités ont fait leur apparition. Quelle fut la réaction des portefaix vis-à-vis des sociétés des Docks, des Messageries, du P.-L.M. ? Quel fut le rôle des étrangers ? Y avait-il des chômeurs ? Quelle partie du peuple marseillais restait royaliste et catholique ? On voit bien les partisans de la Commune, mais on aperçoit mal leurs adversaires. Quelques estimations chiffrées seraient les bienvenues. Le présent ouvrage de M. Olivési nous incite à souhaiter qu'il poursuive et développe ses recherches en ce sens.

LOUIS GIRARD.

**Grande-Bretagne.** — La *Short History of Scotland* de P. Hume Brown, publiée en 1908 et sept fois réimprimée, avait été conçue à la fois comme livre de vulgarisation et manuel pour les grandes classes de l'enseignement secondaire. Une nouvelle édition, revue par le Dr. H. W. MEIKLE (Édimbourg, Oliver and Boyd, 1951, in-8°, xvi-350 p. et 77 planches hors texte), se recommande par sa belle présentation, sa riche illustration et son prix modique (12 s. 6 d.). Le texte, d'une langue enfantine, se conforme à des idées périmées : beaucoup de guerres et de récits de batailles, dont on souligne l'importance en supputant ce qui serait arrivé si la fortune avait changé de camp ; de bons et de mauvais rois ; des héros et des grands

hommes. De l'histoire? Ou plutôt leçons de patriotisme, de civisme et de morale? Les grandes périodes de l'histoire écossaise sont largement développées : guerre d'indépendance contre Édouard I<sup>er</sup> et ses successeurs (p. 69-104) ; Réforme et tragédie de Marie Stuart (p. 170-215) ; Covenanters (p. 231-255) ; mouvement jacobite (p. 278-310). Mais, de Culloden à nos jours, l'Écosse, privée d'histoire politique propre, n'a plus droit qu'à vingt-quatre pages. Ça et là, de courts chapitres de civilisation, par trop élémentaires, interrompent la narration. Un exemple : le tableau de la société féodale aux temps de David I<sup>er</sup> (1124-1153) décrit les tournois — qui n'ont pénétré en Angleterre que dans la seconde moitié du XII<sup>e</sup> siècle, et plus tardivement en Écosse — tels qu'ils étaient au XV<sup>e</sup> siècle, avec lices, combats singuliers et belles spectatrices, alors qu'au XII<sup>e</sup> siècle il s'agissait de charges collectives en champ ouvert. A vrai dire, il était difficile de rajeunir un texte aussi désuet.

E. PERROY.

— E. G. R. TAYLOR. *An atlas of Tudor England and Wales* (Londres, Penguin books, 1951, 32 p. et 40 cartes en couleur ; prix : 3 s. 6 d.). — John Leland, bibliothécaire et archiviste de Henri VIII, avait reçu du roi la charge de parcourir le royaume, à la fin d'y recouvrer les titres et documents dispersés par la ruine des monastères. Il profita de sa commission pour y adjoindre, de son chef, les recherches topographiques, mais, hélas ! mourut prématurément (1552), sans avoir rien publié. Néanmoins, ses notes et esquisses, étant connues, passaient de main en main, copiées, utilisées enfin par des historiens, tel Camden, ou des cartographes, tels Christopher Saxton, John Norden ou John Speed, ce tailleur londonien qui, avec l'argent des pourpoints, satisfaisait sa passion pour les cartes. De ce dernier, le grand ouvrage in-folio, *Theatre of the Empire of Great Britain*, 1611, eut une édition de petit format en 1627 : c'en sont les cartes qui sont reproduites dans le présent ouvrage. Le professeur Eva Taylor, spécialiste de la géographie au XVI<sup>e</sup> siècle, a muni ce joli petit livre d'une notice courte et compacte pour chacun des comtés, en plus d'une introduction générale où elle nous rend sensible la profonde différence entre le paysage des temps Tudor, encore tout féodal, tout rustique aussi, et l'Angleterre de nos jours, industrialisée, surpeuplée, et où l'égalitarisme démocratique efface, l'une après l'autre, ces princières demeures, châteaux ou palais, lesquels avaient précisément, en très grand nombre, surgi sous le règne d'Élisabeth.

— Robert J. STONOR. *Stonor, a catholic sanctuary in the Chilterns from the fifth century till today* (Newport, Johns Ltd., 1951, 400 p. ; prix : 21 s.). — L'auteur, moine bénédictin, écrit à l'honneur d'une famille, la sienne, enracinée au domaine de Stonor depuis plus de 800 ans, et qui traversa deux siècles et demi de persécutions sans jamais relâcher sa fidélité à la vieille foi. C'est dire que généalogies, histoire épisodique tiennent ici une grande place et que, nécessairement, l'ouvrage est un peu épars ; mais c'est là une sorte de livre pour quoi il y a toujours un public en Angleterre. On y voit au clair une nuance que le catholicisme anglais — en dehors de ses éléments d'origine irlandaise, bien entendu — affecte volontiers et qu'on ne trouve guère chez le nôtre, savoir une couleur aristocratique, sans nul doute héritée des grandes maisons par lesquelles, contre vents et marées, il a survécu : le leader des catholiques anglais est le duc de Norfolk. Et une autre chose éclate : le beau sentiment, raide et fier, d'une minorité religieuse renforcée dans son attitude par les abus mêmes de la force, liée d'honneur à la mémoire gardée



émue et brûlante de ses martyrs. Qu'on lise le *Tablet*, le grand hebdomadaire catholique, et l'on comprendra ce que je veux dire.

— D. R. GUTTERY. *The great civil war in Midland parishes* (Birmingham, Cornish brothers Ltd., 1951, 136 p., Index ; prix : 15 s.). — Ce petit livre, d'ailleurs puisé à de bonnes sources et illustré avec des fac-similés de documents originaux, conte les marches et contre-marches, escarmouches, embuscades, sièges de bicoques prises ou secourues, à quoi se livrent dans le pays de Worcester, pendant des années, les armes opposées du Parlement et du roi. D'une lecture amusante, il a surtout, j'en ai peur, un intérêt anecdotique et local. On y constate combien minces encore — hors les grands chocs, si rares ! — étaient les forces qui se faisaient une guérilla sans aucune fin prévisible : heureuse Angleterre, de pouvoir appeler une telle miniature sa « grande » guerre civile ! Ce n'est pas à dire, du reste, qu'elle ne fit bien du mal aux gens du plat pays sans défense, rien qu'en durant : nulle part en Europe, le soldat du XVII<sup>e</sup> siècle n'était tendre.

— William Richard EMERSON. *Monmouth's rebellion* (Newhaven, Yale University Press, 1951, 98 p. ; prix : 2 dollars). — Cet ouvrage, choisi pour publication par le Comité de Yale, est le type même de l'excellente thèse pour diplôme d'Études supérieures. Il examine la double rébellion du duc de Monmouth, aîné des bâtards de Charles II, et de son confédéré des Highlands, le comte d'Argyll, lors de l'accession de Jacques II à la couronne. Il cherche à montrer que, terminée par la défaite de Sedgmoor et la sauvage exécution du duc, la tentative avait cependant plus de chances que les historiens antérieurs, Macaulay entre autres, n'ont voulu l'admettre : ç'auraient été les lenteurs et indécisions de Monmouth, comme aussi son manque d'entente avec le grand seigneur écossais, qui en auraient été le principal handicap. Notre auteur expose bien la complexité de la situation politique où soudain se déroule l'aventure du « duc protestant » : espoirs des whigs réfugiés aux Pays-Bas après l'échec du coup de Rye House, attitude équivoque du stathouder Guillaume d'Orange, attentisme de Versailles, renseigné par l'ambassadeur Barillon et soucieux uniquement de se garder l'alliance ou du moins la neutralité anglaise dans sa lutte contre les ligues européennes. On ne s'étonne guère, s'il est vrai que l'équipée de Monmouth faillit réussir, que trois ans plus tard le roi Jacques, catholique affiché, engagé dans la politique française, mal sûr de ses propres troupes, trahi déjà par les siens comme il le sera par John Churchill, soit tombé de la corde raide où il s'entêtait à marcher.

— George L. MOSSE. *The struggle for sovereignty in England from the reign of Queen Elizabeth to the Petition of Right* (East Lansing, Michigan State College Press, 1950, 191 p., Index ; prix non marqué) ; David MATHEW. *The age of Charles I* (Londres, Eyre & Spottiswoode, 1951, 351 p., Index ; prix : 21 s.) ; *Life under the Stuarts*, par quinze auteurs différents (Londres, Falcon Educational Books, 1950, 189 p. ; prix : 12 s. 6 d.). — Ces trois livres traitent, qui plus, qui moins, d'une époque si compliquée et confuse dans l'histoire d'Angleterre qu'elle n'a sans doute pas reçu chez nous, depuis le vieux Guizot, toute l'attention qu'elle mérite. En particulier, le règne de Jacques I<sup>er</sup>, hors les étincelante ou pathétique figures de Buckingham ou de la reine de Bohême, nous semble à nous Français un temps pendant lequel il ne se passe rien. Et cependant, justement parce qu'il est un temps de transition, fil d'une eau incertaine et trouble, mais où l'avenir flotte, il mérite une attention extrême. C'est maintenant que se prépare la révolution lente qui

finira par coûter au roi Charles la couronne et la vie, plus tard aux derniers Stuarts la chute définitive et l'exil. Déjà sous Élisabeth tous les brandons de l'incendie étaient en place : Couronne et Parlement se faisaient équilibre bien plus que le ton du dialogue ne l'indique ; un puritain comme Peter Wentworth prenait déjà l'attitude même des Hampden et des Pym ; et si le feu n'éclatait pas, c'est que la vieille marde (comme elle se qualifiait elle-même) se gardait de toucher aux allumettes : elle était un bien trop fin politique, elle avait aussi l'esprit bien trop anglais, pour chercher à tirer au clair un problème qu'il valait mieux laisser dormir. Jusqu'au bout, elle compta sur prestige et succès personnels pour prolonger une entente tacite qui reposait sur l'équivoque. Et ils suffirent, mais tout juste : à sa dernière apparition en Parlement, les acclamations se faisaient rares. Avec le successeur, tout change. Ce pédant maladroit, ce « Franco-Écossais » abstracteur de quintessence, ce théoricien fêru du droit divin veut l'inscrire en noir sur blanc dans la loi, pontifie sur la matière, porte au rouge la controverse, rien qu'à la produire formellement sur la place publique. Et Charles, avec Laud et Strafford, s'enfoncera encore plus avant dans l'imprudence. Car dès le début les dés sont jetés : un Parlement de maintenant presque cinq cents membres, et qui représente tout ce qui en Angleterre compte, commerce, bonnes villes, propriétaires nantis qu'ont engraisés, renforcés les biens d'Église, doit forcément l'emporter. Et certes l'étude, surtout juridique, de ce lent transfert de la puissance, politique comme administrative, est d'une sévérité tant soit peu rebutante ; mais elle est essentielle à l'intelligence du temps. C'est cette évolution même qui est l'objet, précis et exclusif, du travail de M. Mosse. Elle circule, partout souterraine, dans celui, plus large en son propos, du Dr Mathew, dont on peut ne pas goûter le plan peut-être un peu compartimenté, mais où l'on se nourrit à la plus sûre et industrieuse érudition. *La vie sous les Stuarts* est un ouvrage plus scolaire, numéro d'une série, *La vie sous les Tudor, La vie au XVIII<sup>e</sup> siècle*, etc., mais qui offre au débutant des notions bien utiles pour l'étude éventuelle ultérieurement plus poussée ; et il donne, sur chaque question prise à part, les plus commodités bibliographiques.

Roger CHAUVIRÉ.

— E. LIPSON. *The Growth of English Society. A short economic History* (Londres, Adam and Charles Black, 1949, in-8°, 467 p.). — Bon connaisseur de l'histoire économique de la Grande-Bretagne et en particulier des fabrications lainières, l'auteur qui, par ailleurs, a esquissé un tableau général de l'évolution européenne depuis 1815, annonce, dans sa préface, son intention de suivre la société anglaise depuis les origines jusqu'à nos jours, société dont, selon lui, la croissance s'expliquerait par le développement de l'esprit d'initiative. Il décrit avec soin et sympathie les efforts des communautés rurales du Moyen Âge pour échapper à la servitude. Il sait expliquer les formes variées de l'économie agraire, les méthodes de culture, la disposition des terroirs. Il évoque les catastrophes de ces temps au cours desquels la lutte pour la liberté, que ce soit dans les campagnes ou dans les villes, connaît des fortunes diverses. Son souci de bien classer est très méritoire. Mais peut-être l'amène-t-il à accepter des divisions un peu scolaires, qui ne rendent pas toujours un compte exact des réalités, à mesure que les activités humaines se multiplient et se diversifient. Étudier successivement dans le régime corporatif l'industrie et le commerce et reprendre ces subdivisions pour l'époque du mercantilisme et pour celle du machinisme a quelque chose d'un peu fastidieux. Nous perdons de vue celui qui « doit manger son pain à la sueur de son front » (épigraphe du frontispice) et nous ne voyons plus guère par moments que vicissitudes de la pro-

duction, théories d'économistes et variations du législateur en matière de monnaie ou de douane. Certes, l'étudiant, auquel ce livre s'adresse, y trouvera des explications bien ordonnées et sereines sur les origines et les conséquences des grandes transformations matérielles. Il apprendra à replacer correctement les événements de cette nature dans leur cadre historique général. M. Lipson se garde de formules à l'emporte-pièce, comme celle de « révolution industrielle » ; il analyse avec finesse l'état d'esprit des classes dominantes à l'endroit des *poor laws* et les réactions ouvrières en présence des inventions techniques modernes. Pour lui, les entreprises humaines ne suivent pas une courbe régulière ; il y a des bonds en avant avec avances de l'individualisme et des retours vers des formes dirigées, selon les nécessités du moment.

R. S.

— Charles HADFIELD. *British Canals, an illustrated history* (Londres, Phoenix House, 1950, 259 p., ill. et cartes ; prix : 16 s.). — Une introduction assez brève sur les transports par eau en Grande-Bretagne, du Moyen Age au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, et un épilogue un peu plus étoffé qui mène de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à notre époque encadrent un exposé complet sur l'âge d'or des canaux (1760-1845) et leurs luttes avec les chemins de fer. Il n'est pas nécessaire d'être historien de métier pour apprécier le beau livre de M. Charles Hadfield. Des reproductions impeccables de dessins d'époque et des citations bien choisies restituent l'atmosphère de la période 1760-1845, tandis qu'un style alerte et simple entraîne le lecteur d'un chapitre à l'autre suivant un plan plus net qu'on ne le trouve d'habitude dans un ouvrage anglais. De ce livre qui se lit aisément, l'historien de métier a beaucoup à retenir. Hadfield a modestement dissimulé dans des notes terminales une connaissance parfaite d'archives dispersées dans les cartons poussiéreux de cabinets juridiques. On ne pourra plus parler de la Révolution industrielle sans le citer et surtout sans avoir compris, grâce à lui, le rôle de ce réseau étendu de voies établies sous George III et ses fils pour des bateaux de 5 à 60 tonnes — généralement de 25 à 30 tonnes (*narrow boats*) : la voie navigable, en jouant à sa manière la fonction attribuée par la suite au chemin de fer, a permis le développement économique de l'Angleterre. Comme le prouvent entre autres les exemples des canaux de Basingstoke et de Bude, elle a même assuré les progrès de l'agriculture. Mais, après 1840, la navigation intérieure n'a pu résister à la concurrence du rail, plus apte à servir de transporteur universel. Seules ont gardé leur utilité les rares voies, construites ou refaites à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, pour des bateaux de mer ou des chalands de grande dimension, tels les canaux de Manchester et de Gloucester ou les systèmes de la Weaver et de l'Aire and Calder. M. Hadfield n'a pas analysé cette évolution du rôle de la batellerie d'une époque à l'autre. Mais il n'aurait pu le faire que s'il était sorti de son sujet pour établir des comparaisons entre les canaux britanniques et ceux de France, de Belgique et d'Allemagne.

Jean Doisx.

— Sir Evan COTTON. *East Indiamen. The East India Company's Maritime Service*. Edited by Sir Charles FAWCETT (Londres, The Batchworth Press, 1949, in-8°, 218 p., 11 pl. ; prix : 15 s.). — L'auteur de cet ouvrage, avocat et homme politique anglo-indien, s'était, pendant de longues années avant sa mort, livré à des recherches sur les *East Indiamen*, les navires employés par la Compagnie des Indes pour assurer les relations entre Londres et ses comptoirs asiatiques ; le manuscrit inachevé a été mis au point, complété et enrichi de deux chapitres par un magistrat anglo-indien, Sir Charles Fawcett. Tel qu'il nous est présenté, il s'agit plutôt

d'une succession de chapitres sans grand lien entre eux que d'un tableau complet et systématique; l'exposé lui-même tombe trop souvent dans l'énumération ou dans l'anecdote (on lit avec intérêt les longues pages sur les naufrages ou les combats contre les Français, mais la substance historique est mince). Cependant, ce volume n'est pas sans valeur; il repose sur des lectures très abondantes, dans l'imprimé et l'inédit; il met fort bien en lumière la lenteur, les dangers, les hasards des relations avec l'Inde jusqu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle; il nous montre aussi les énormes fortunes que l'Inde apportait à ceux qui en revenaient vivants; les moindres de ces *nababs* n'étaient pas les capitaines des *East Indiamen*; la pacotille qu'ils avaient le privilège d'emporter, les sommes considérables qu'ils extorquaient aux passagers, les enrichissaient en quelques voyages. Le dernier chapitre, consacré à la carrière de ces capitaines et à leur origine sociale, est d'un vif intérêt. Dans l'ensemble, un ouvrage utile qui vient compléter le travail classique de Northcote Parkinson.

— M. W. BERESFORD. *The Leeds Chamber of Commerce*. With an epilogue by S. J. BATCHELDER (Leeds, Leeds Incorporated Chamber of Commerce, 1951, in-8°, 192 p., 8 pl., 2 plans; prix: 10 s. 6 d.). — Comme plusieurs autres villes industrielles anglaises, Leeds posséda à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle une Chambre de Commerce fondée en 1785. Mais son existence fut brève et toute trace de son activité disparaît au delà de 1793 (le même fait s'observe, d'ailleurs, dans la plupart des autres centres). Durant le second quart du XIX<sup>e</sup> siècle se produisit une nouvelle floraison de Chambres de Commerce, et le tour de Leeds vint en 1851. C'est pour commémorer ce centenaire que le présent volume a été publié, sa rédaction étant assurée par un chargé de cours d'histoire économique à l'Université de Leeds; cependant, pour des raisons faciles à comprendre, M. Beresford a interrompu son étude en 1926, et c'est le secrétaire de la Chambre qui s'est chargé de retracer rapidement la période 1926-1951. L'auteur a pu utiliser largement les archives de la Chambre, mais, pour conserver à son ouvrage des dimensions raisonnables, il a volontairement limité le champ de son étude. A juste titre, il n'a pas essayé d'écrire une histoire économique de Leeds, mais il s'est appliqué à dégager les problèmes économico-politiques qui ont préoccupé les membres de la Chambre (largement représentatifs, d'ailleurs, de l'ensemble des hommes d'affaires de la ville), à résumer les solutions qu'ils y ont proposées, en somme à analyser les conceptions économiques des milieux d'affaires de Leeds depuis un siècle et « les mouvements importants dans le comportement et les opinions économiques ». Malgré la brièveté de son ouvrage, reconnaissons que M. Beresford a réussi à traiter ce sujet de façon intelligente et suggestive; certains de ses chapitres se lisent avec un réel intérêt, par exemple celui qui traite de « quelques problèmes économiques de l'homme d'affaires au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle »; quand la Chambre fut fondée, le libre-échange venait de remporter ses victoires décisives, la libre entreprise était indiscutée et la Chambre n'avait à considérer qu'un petit nombre de problèmes pour la plupart d'ordre juridique (par exemple, la réforme des lois sur les banqueroutes). Plus tard, nous voyons apparaître de nouveaux problèmes: renaissance du protectionnisme à l'étranger et concurrence étrangère, dangers du monopole des chemins de fer, rapports avec les syndicats, politique en matière d'enseignement technique. Cependant, les chapitres les plus suggestifs sont les derniers où est étudiée la politique de la Chambre depuis un demi-siècle, surtout du point de vue de son attitude

en face de l'intervention croissante de l'État dans la vie économique. Si, à partir de la première guerre mondiale, la Chambre de Leeds s'est largement convertie au protectionnisme, son libéralisme dans le domaine intérieur est resté inflexible : elle s'oppose à toute mesure de législation du travail, de sécurité sociale ou de nationalisation, elle proteste de façon continue contre la lourdeur de la fiscalité et réclame des économies... Sa position déflationniste lors des crises de l'entre-deux-guerres est spécialement intéressante. L'auteur souligne justement qu'en un siècle l'attitude de la Chambre a subi un renversement complet : son libéralisme de 1851 était vraiment révolutionnaire ; comment qualifiera-t-on son pseudo-libéralisme de 1951 ? Signalons un appendice intéressant où ont été étudiées les conceptions de la Chambre en matière de fluctuations économiques, dont le caractère cyclique ne fut reconnu que tardivement. Dans l'ensemble, ce volume est utile, sans évidemment atteindre le niveau du beau travail d'A. Redford sur la Chambre de Commerce de Manchester.

F. C.

**Inde.** — Henri DEYDIER. *Contribution à l'étude de l'art du Gandhâra. Essai de bibliographie analytique et critique des ouvrages parus de 1922 à 1949*. Préface de René Grousset (Paris, Adrien-Maisonneuve, 1950, in-8°, xxviii et 327 p., 1 planche et 4 cartes hors texte). — Ce livre résume, précise et éclaire la question de l'art gréco-bouddhique du Gandhâra, devenue obscure par l'abondance même des travaux qui la concernent. M. Deydier a soigneusement dépouillé la littérature du sujet de 1922 à 1949, non sans tenir le plus grand compte des travaux antérieurs, mais en se trouvant dispensé de les analyser en détail, parce que déjà mis en œuvre dans l'ouvrage fondamental de M. Foucher, *L'art gréco-bouddhique du Gandhâra*, précisément jusqu'à 1922.

La difficulté principale du sujet est une difficulté de chronologie due à l'absence de donnée certaine sur la nature de l'ère employée dans les inscriptions datées que portent plusieurs pièces archéologiques importantes. Toute la question est liée à l'histoire de l'Inde aux débuts de l'ère chrétienne, question traitée par ailleurs dans l'ouvrage récent de M<sup>me</sup> van Lohuizen-de Leeuw, *The Scythian Period*, dont il sera rendu compte d'autre part. Elle est liée aussi à l'étude générale des relations et des échanges culturels entre l'Empire romain et la Moyenne-Asie.

Après une introduction d'ensemble, M. Deydier a divisé son livre en chapitres correspondant aux diverses régions de trouvailles archéologiques et ajouté un chapitre spécial sur la chronologie. Chaque section comporte une introduction spéciale et l'énumération des travaux sur le sujet. Une brève et substantielle analyse critique est donnée de ces travaux. Cartes et index (des noms d'auteurs, historique, géographique, iconographique, et des mots chinois) font du livre un ouvrage parfaitement adapté aux besoins des chercheurs.

— K. A. NILAKANTA SASTRI. *History of India*. Part I : *Ancient India* (Madras, S. Viswanathan, 1950, in-8° viii et 330 p.). — Cette histoire de l'Inde tire une valeur particulière du fait qu'elle est l'œuvre d'un historien de l'Inde plus complet que ne l'ont été beaucoup de ses devanciers, pour qui l'Inde était seulement l'Inde aryenne de culture sanskrite. M. Nilakanta Sastri, dont les travaux originaux ont porté sur les royaumes dravidiens du Sud, a fait naturellement une grande place à leur histoire dans le présent livre. Mais c'est une juste place, car il n'a nullement minimisé l'importance de l'histoire du Nord et il a bien équilibré son exposé.

L'ouvrage est du type des manuels qui ne peuvent traiter l'histoire de l'Inde en



donnant les références aux sources et aux discussions sur les nombreux points de détail encore controversés. Il ne pouvait qu'exprimer, sous peine de longueur et de confusion, les opinions auxquelles l'auteur s'est arrêté. On peut en préférer d'autres et on pourrait parfois en démontrer d'autres contre lui, mais, même en ce cas, il est fort utile pour les historiens de l'Inde de connaître le jugement personnel de M. Nilakanta Sastri. Au reste, les désaccords dans lesquels on peut se trouver avec lui ne portent pas sur l'essentiel de la perspective historique qu'offre le livre.

L'histoire telle que l'a entendue M. Nilakanta Sastri ne se limite pas aux événements politiques. Elle comprend, au contraire, le développement des religions, des civilisations et des échanges, situe l'apparition des principales œuvres littéraires et les étapes de l'art. Six chapitres vont de la préhistoire à l'Empire Gupta (300-550 après J.-C. environ). Deux derniers chapitres traitent séparément de l'Inde du Nord jusqu'en 1200 et de l'Inde du Sud jusqu'en 1300, c'est-à-dire de l'une et de l'autre jusqu'à l'installation de dominations musulmanes étendues, plus tardives dans le Sud que dans le Nord. Des cartes, des tableaux dynastiques, une bibliographie (un peu trop sommaire), un résumé chronologique et un index (aux références choisies et non pas exhaustives) y sont ajoutés. Deux autres volumes sont annoncés, dont il faut souhaiter la publication rapide et qui couvriront les périodes de 1200-1300 à 1707, date de la mort d'Aurangzeb, puis de 1707 aux temps présents.

— Louis RENOU. *La civilisation de l'Inde ancienne* (Paris, Flammarion, 1950, in-12, 265 p.). (Bibliothèque de Philosophie scientifique.) — La civilisation de l'Inde ancienne décrite par M. Renou est celle qui apparaît dans les sources littéraires sanskrites, en particulier dans les *Dharmaśāstra*, « Traités de l'Ordre établi », ordre des choses en général, mais surtout social et juridique, et l'*Arthaśāstra*, « Traité de l'intérêt », règle de la politique et des affaires. Une substantielle introduction trace le cadre historique et donne un précis de la littérature sanskrite, des religions et des spéculations. Huit chapitres étudient la caste, la famille, le droit civil, le droit pénal, l'organisation de l'État monarchique, la politique et la guerre, l'économie, enfin la vie publique et privée. M. Renou y condense, en une synthèse neuve et, de ce fait, particulièrement bienvenue, l'essentiel de données innombrables éparses dans une littérature immense. Il donne les références essentielles aux sources, bien que l'absence de notes lui ait interdit d'indiquer le détail bibliographique de chaque question et les discussions auxquelles elles peuvent donner lieu. La bibliographie est à la fin, après un sommaire chronologique. Elle est systématiquement classée, riche et précise.

Le livre est une mise au point qui manquait à l'indologie, et il met à la disposition du public cultivé la contre-partie positive des exposés sur la civilisation de l'Inde ancienne qui tendent à lui accorder dans l'histoire seulement un rôle philosophique et mystique, qu'elle a eu, il est vrai, éminemment, mais à côté d'un autre, matériel et rationnel, qu'il n'est pas juste d'oublier<sup>1</sup>.

— SRI RAM SHARMA. *A constitutional history of India (1765 to 1948)* (Bombay, Karnatak Publishing House, 1949, in-12, vi et 298 p.). — A un moment où l'Inde joue un rôle croissant dans la politique mondiale, la genèse de l'État qu'elle cons-

1. PETIT ERRATUM. — P. 41, l. 16, lire : vers le milieu au lieu de vers la fin. — P. 56, l. 7 et 6 du bas, lire : présente et manquant. — P. 118, l. 11 du bas, lire : Doçakum. II. — P. 212, l. 1 du bas, lire : § 111.

titue est une question actuelle. M. Sri Ram Sharma traite cette question en partant de l'installation britannique dans l'Inde, car c'est cette installation et l'évolution administrative, gouvernementale et législative subséquente qui ont abouti à la structure présente que l'Inde vient de se donner constitutionnellement. Trente et un courts chapitres traitent clairement de l'évolution du régime administratif et des réformes successives de législation de 1600, et plus particulièrement de 1765 jusqu'à 1948, date où a été promulguée la nouvelle Constitution de l'Inde, qui est résumée et étudiée dans le dernier chapitre. Le livre est un précis qui ne comporte pas de références, mais une bibliographie, malheureusement trop sommaire, et un résumé chronologique commode. Il est riche de faits et propre à faire prendre rapidement connaissance des mesures successives qui ont contribué par elles-mêmes ou par les réactions qu'elles ont suscitées à créer la structure de l'Inde actuelle.

J. FILLIOZAT.

U. R. S. S. — L'histoire de Russie de Walther KIRCHNER<sup>1</sup> est un manuel commode, pourvu de cartes claires et simples, et d'une chronologie en appendice qui s'arrête à la date de 1949. On saura gré à l'auteur d'avoir consacré un tiers du volume à la Russie bolchévique dont l'histoire, pour des raisons compréhensibles, a tenté assez peu jusqu'ici les historiens, et, dans un but louable d'impartialité, d'avoir réduit un récit nécessairement très abrégé à l'énoncé brut des faits. Peut-être le souci de simplification va-t-il un peu loin. Rappeler en tête de chapitre les dates essentielles, chapeauter les paragraphes d'une phrase-type en gros caractères, ce sont là précautions qu'on ne saurait blâmer dans un manuel. Mais l'idée de traduire en courbes l'évolution des rapports anglo-russes de 1856 à 1945 et des rapports germano-russes depuis 1870 d'après les caractéristiques : médiocres, satisfaisantes, bonnes, ne ralliera pas tous les suffrages.

Erdmann HANISCH vient de publier le dernier tome de son Histoire de Russie, qui couvre la période 1917-1941 (de l'installation du gouvernement bolchévique à la rupture des relations germano-russes)<sup>2</sup>. On est singulièrement gêné par le parti pris évident de l'auteur et surtout par un court chapitre liminaire (p. 1-3) qui présente le gouvernement bolchévique à ses débuts comme une dictature juive camouflée. Pourtant, l'ouvrage a de grands mérites. Il étudie successivement le temps de Lénine, le temps de Staline, et s'achève par un développement assez copieux consacré aux caractéristiques nouvelles de l'État, de la société et de la vie

1. Walther KIRCHNER, *Geschichte Russlands von den Anfängen bis zur Gegenwart*. Stuttgart, Fr. Mittelbach, 1950, 416 p. Rappelons que W. KIRCHNER a donné dans la *Revue historique* (octobre-décembre 1949, p. 161-183) un excellent article sur « Le commencement des relations économiques entre la France et la Russie (1550-1650) », et qu'il a fait une communication au IX<sup>e</sup> Congrès international des Sciences historiques (1950) sur le sujet suivant : « Russia and Europe ; a study in sixteenth century political and economic East-West relations », montrant que la prise de Narva par les Russes en 1558 a été le point de départ, entre la Russie et l'Occident, d'échanges très actifs, éphémères sans doute (une dizaine d'années), mais tels qu'on n'en retrouvera l'équivalent que sous Pierre le Grand, après la création de Pétersbourg.

2. Erdmann HANISCH, *Geschichte Sowjetrusslands 1917-1941*. Freiburg, Herder, 1951, 206 p., formant le troisième tome de la *Geschichte Russlands*. I Bd. : *Von den Anfängen bis zum Ausgang des 18<sup>en</sup> Jahrhunderts*, 1943 (2<sup>e</sup> éd.) ; II Bd. : *Von 1801 bis 1917*, 1944 (2<sup>e</sup> éd.), même éditeur.

intellectuelle. C'est toutefois le point de vue économique qui l'emporte, et le chapitre le mieux venu à cet égard est celui qui, sous le titre : Commerce extérieur (p. 99-178), définit les rapports commerciaux et politiques avec les États étrangers. Il n'est — à ma connaissance — aucun exposé aussi complet — sous une forme concise — des relations de l'Union soviétique avec l'extérieur (dates, contenu des traités, volume et nature des échanges ; en particulier dix pages denses sur les rapports de l'Union soviétique avec le Japon). On regrettera seulement l'absence de toute référence et de toute bibliographie.

L'entreprise la plus considérable concernant l'histoire soviétique (tout au moins en dehors de l'Union soviétique) est tentée par E. H. CARR. Le premier volume de son *History of Soviet Russia* est paru<sup>1</sup>. Il amorce un tableau de la structure de l'Union soviétique dans la période de sa formation (1917-1923). Ce premier volume est consacré exclusivement à l'organisation politique. Pour la même période, deux autres volumes sont prévus, l'un traitant de l'organisation économique, l'autre des relations de l'Union soviétique avec le monde<sup>2</sup>. On voit aussitôt le défaut d'un ouvrage par ailleurs fortement documenté et bien construit. L'étude politique est menée sans qu'apparaisse l'arrière-plan économique et social, sans qu'on voie non plus le lien des événements mondiaux avec les décisions prises par le gouvernement bolchévique. Il est vrai que l'auteur se défend dans sa préface de vouloir raconter la période ; c'est moins l'histoire des événements que l'étude des caractéristiques et de l'évolution du régime qui forme son propos. Mais l'évolution du régime après la prise du pouvoir par le parti bolchévique, comme d'ailleurs cette prise du pouvoir elle-même s'expliquent mal sans que soient évoquées la pression étrangère, la contre-révolution et la montée des revendications sociales, tous phénomènes dont on retrouvera sans aucun doute l'exposé dans les volumes suivants. Cette remarque faite, il n'en reste pas moins que l'ouvrage de E. H. Carr est, à ce jour, l'étude la meilleure et la plus étendue de la formation politique de l'Union soviétique ; la troisième partie, qui traite du fédéralisme, est particulièrement riche et précieuse. On souhaite que les volumes suivants paraissent au plus tôt<sup>3</sup>.

L'atmosphère agitée de batailles, l'élément passionnel sont, au contraire, au premier plan de l'*Histoire de la Révolution russe* préparée sous la direction de Maxime GORKI, V. MOLOTOV, K. VOROCHILOV, S. KIROV, A. Jdanov et J. STALINE<sup>4</sup> ; les tomes III et IV, relatifs à l'arrivée au pouvoir des bolchéviks dans les deux capitales sont à la fois récit et explication marxiste des événements. C'est

1. Edward Halett CARR, *The bolshevik Revolution, 1917-1923*, vol. I. London, Macmillan, 1950, 430 p. Le même éditeur a publié un volume groupant une série de quatorze articles écrits par E. H. Carr pour le supplément littéraire du *Times* entre 1946 et 1949 : E. H. CARR, *Studies in Revolution*, 1950, 226 p. Consacrés aux penseurs révolutionnaires en général, certains d'entre eux intéressent directement la Russie ; en particulier pour la période post-révolutionnaire : Lenin : The master Builder. Stalin : (1) The road to Power, (2) The dialectics of Stalinism.

2. Le deuxième tome de l'ouvrage couvrira la période 1923-1928, sous le titre : *The Struggle for Power*.

3. Une bibliographie sera donnée dans le troisième volume ; le premier comprend, toutefois, de nombreuses références infra-paginales.

4. *Histoire de la Révolution russe*. T. III : *Les journées d'octobre 1917 à Pétersbourg*. Éditions sociales, 1950, 368 p. — T. IV : *L'insurrection à Moscou et l'instauration du pouvoir soviétique*. Ibid., 1950, 218 p.

dire qu'il ne saurait être question ici de séparer le politique du social et de l'économique. C'est l'ensemble des situations qui est étudié et soumis à l'analyse. Par l'abondance des faits, des citations, l'ouvrage en cours est la plus détaillée des histoires de la Révolution russe écrites en Russie même. On doit, bien entendu, en raison de son caractère officiel, la prendre avec précaution. Les expressions : soulèvements de masse, compréhension des tâches politiques, etc..., recouvrent parfois des réalités plus menues auxquelles la victoire ultérieure du bolchévisme confère une importance excessive ; le rôle de nombreux acteurs du drame, liquidés plus tard ou disparus de la scène politique, apparaît souvent dans une perspective construite *a posteriori*. Et cependant le lecteur impartial (ou qui s'efforce de l'être), effectuant les corrections nécessaires, appréciera dans cet ouvrage l'utilité d'une réaction contre le point de vue de nombreux historiens antimarxistes qui présentent encore l'arrivée au pouvoir des bolchéviks simplement comme le triomphe d'une poignée d'agitateurs profitant de circonstances favorables et s'incrétant par la terreur. C'est évidemment oublier que le régime n'eût pu durer s'il n'était allé dans le sens d'une volonté populaire plus ou moins consciente et n'avait été l'instrument de réalisations souhaitées. La comparaison qu'on serait tenté de faire avec d'autres régimes durables n'a point de valeur ici, s'agissant d'un pays fermé à toute influence et à toute action étrangère.

Mais le problème qui accapare toute l'attention des historiens occidentaux paraît être celui de la fidélité aux principes. Ranko LAZITCH<sup>1</sup>, dans une étude dont le sous-titre : Du parti bolchévique à la conquête du pouvoir, caractérise bien le contenu, estime que « le mouvement communiste a remporté ses victoires les plus décisives — c'est-à-dire la prise du pouvoir — précisément dans la mesure où il s'est éloigné du marxisme comme théorie scientifique et du prolétariat comme force révolutionnaire dirigeante » (p. 257). Ainsi s'est constitué un État nouveau, tyrannique et impérialiste, dont le pouvoir s'est étendu bien au delà de ses frontières, vers l'Occident grâce à la force de l'armée rouge, vers l'Orient grâce à l'efficacité de la propagande sur les misérables masses asiatiques. Les raisons profondes du succès du parti bolchévique en Union soviétique même n'apparaissent cependant pas très clairement dans l'ouvrage de Lazitch. L'accent est mis sans doute sur la science politique des communistes russes. Mais qu'est-ce que la science politique, sinon l'art de gouverner dans les directions de l'avenir, de reconnaître avec perspicacité, dans le moment même, les routes qui conduisent au succès ? Et gouverne-t-on, en vase clos, sans l'assentiment au moins tacite d'une majorité ?

L'idée — d'ailleurs violemment combattue par les historiens soviétiques — que le régime a tourné le dos à la doctrine marxiste-léniniste renferme une part de regret : on semble faire grief à l'Union soviétique de n'être pas restée fidèle à un idéal dont la poursuite eût abouti à l'échec, et d'avoir construit un État socialiste puissant sur un reniement prétendu. Ce regret intéressé affleure dans l'ouvrage de Barrington MOORE<sup>2</sup>, qui est cependant un essai loyal de démêler, dans l'évolution du régime soviétique, ce qui est resté conforme à la doctrine et ce qui en a été abandonné ou repoussé à plus tard devant les nécessités d'ordre pratique. Philo-

1. Ranko LAZITCH, *Lénine et la III<sup>e</sup> Internationale* (préface de Raymon Aron). Neuchâtel, La Baconnière, 1951, 286 p.

2. Barrington MOORE, J. R., *Soviet Politics. — The Dilemma of Power. The role of ideas in social change*. Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1950, 504 p.

sophe de la Révolution, Barrington Moore juge peut-être le régime par rapport à des concepts un peu trop absolus de liberté et d'égalité, à la manière de ces incroyants qui, au nom d'une religion qui n'est pas la leur, font peser sur l'Église le poids de leur sévérité intransigeante. Ainsi de l'existence de cette bureaucratie soviétique dont l'auteur paraît admettre qu'elle constitue une classe sociale, reconnaissant toutefois qu'elle n'a point la base économique héréditaire indispensable à la formation d'une caste. Il est hors de doute que l'égalité des chances est un idéal inaccessible dans la réalité ; mais on peut affirmer que le régime soviétique ne favorise pas l'inégalité durable. Le grand intérêt du livre de Barrington Moore, pourvu de références et d'une abondante bibliographie, réside dans l'analyse très poussée de l'idéologie soviétique, et dans la démonstration que les idées ne sont pas simples épiphénomènes, mais qu'une fois adoptées par un groupe social, elles sont en elles-mêmes facteurs d'évolution. L'élément de foi, de confiance incontestable de la masse à l'égard du régime soviétique explique justement l'adhésion successive à des idées qui paraissent contradictoires et qui témoignent simplement de la variété d'une réalité donnée et de l'utilité de certaines concessions provisoires. Ainsi le parti bolchévique a dû résoudre la contradiction entre les fins posées par la doctrine et les moyens à employer pour parvenir à ces fins. Selon Barrington Moore, le seul succès du bolchévisme conforme à l'idéal communiste est la mainmise sur les moyens de production. Mais, à la différence des auteurs dont il a été question plus haut, il voit dans l'inachèvement de la société communiste, non pas à proprement parler un échec, ni une renonciation définitive à un idéal toujours officiellement proclamé : plutôt, une nécessité momentanée contenant un point d'interrogation pour l'avenir.

R. PORTAL.

---

ERRATUM. — C'est par suite d'une erreur de mise en pages qu'a été classé dans notre numéro d'avril-juin 1952, p. 337-338, sous la rubrique *Pays-Bas* et non *Belgique*, l'ouvrage de L. VAN DER ESSEN et H.-F. BOUCHERY, *Waarom Justus Lipsius gevierd?*

---



## RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES<sup>1</sup>

### I. GÉNÉRALITÉS ET INSTRUMENTS DE TRAVAIL

L. Santifaller. Oswald Redlich Ein Nachruf. [*Mitt. d. Inst. f. österr. Gesch.*, LVI, 1948.] — Auguste Brun. Bibliographie d'Eugène Duprat (érudit provençal, 1872-1949). [*Provence hist.*, octobre-décembre 1950.] — C. Pérez Bustamante. Don Antonio Ballesteros, suivi d'une Bibliografía de Antonio Ballesteros Beretta. [*Rev. de Indias*, nos 37-38, juillet-décembre 1949.] — Vicente Romero Muñoz. Estudio del bibliófilo sevillano Nicolás Antonio (Conclusión). [*Archivo hispalense*, 1950, nos 43-44.]

O. Lamprecht. Dorf-und Flurgeschichte. [*Zt. d. hist. Vereines f. Steiermark*, 1948.] — André Aymard. Toponymie et histoire. [*Annales*, janvier-mars 1951.] — Paul Leuilliot. Questions d'histoire agraire. [*Ibid.*] — F. Imberdis. Le problème des champs courbes. [*Ibid.*] — K. Lechner. Sinn und Aufgaben geschichtlicher Landeskunde. [*Mitt. d. Inst. f. österr. geschf.*, LVIII, 1950.] — B. Panzram. Kirchliche Rechtsgeschichte und wissenschaftliche Rechtsvergleichung. [*Ibid.*] — W. Sas-Zaloziecky. Die Gegenwartprobleme der Kunstgeschichte und die Krise der Geschichtswissenschaft. [*Ibid.*] — K. Swoboda. Kunst und Religion. [*Ibid.*] —

1. Périodiques analysés dans le présent fascicule : *Analecta Bollandiana* (1951, fasc. 1-2). — *Annales* (janvier-mars 1951). — *Annales de Bourgogne* (janvier-mars 1951). — *Annales de l'Institut d'études orientales d'Alger* (1949-1950). — *Annales du Midi* (avril 1951). — *Annuaire d'histoire liégeoise* (1949). — *Archivio storico italiano* (1949, II). — *Archivo hispalense* (1950, nos 43-44). — *Atti della Accademia nazionale dei Lincei, Rendiconti* (vol. V, fasc. 11-12, novembre-décembre 1950). — *Blätter für Heimatkunde* (1948-1950). — *Bulletin de Correspondance hellénique* (1950, fasc. 2). — *Bulletin historique et littéraire de la Société de l'histoire du Protestantisme français* (avril-juin 1951). — *Bulletin de la Commission royale d'histoire* (Belgique) (t. CXI-CXV). — *Bulletin de l'I. F. A. N.* (avril 1951). — *Bulletin de la Société académique des Antiquaires de la Morinie* (fasc. 326, mars 1951). — *Die Welt als Geschichte* (1951, n° 1). — *Estudios americanos* (nos 2 à 6, septembre 1948-mai 1950). — *Hesperis* (t. XXXV, 1950). — *Hispania* (1950, n° 38). — *Hispanic american historical review* (nos 2, 3, 4, mai à novembre 1950). — *Historisk Tidsskrift*. Oslo (1951, n° 1). — *Journal of economic history* (printemps 1951). — *Journal of the history of ideas* (avril 1951). — *1848* (mai 1951). — *Mitteilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung* (1944-1950). — *Provence historique* (octobre-décembre 1950). — *Revue de Défense nationale* (mai 1951). — *Revue d'histoire de l'Amérique française* (juin 1951). — *Revue des études slaves* (1921-1951). — *Revue des Deux Mondes* (janvier-juin 1951). — *Revue d'histoire de droit français et étranger* (1951, n° 1). — *Revista de Historia. Universidad de La Laguna* (1950, nos 90-91). — *Revista de Indias* (avril-décembre 1949). — *Revue d'histoire de l'Eglise de France* (juillet-décembre 1950). — *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale* (juin 1951). — *Review of politics* (avril 1951). — *Rivista storica italiana* (1951, fasc. 1). — *Speculum* (1951). — *University of Birmingham historical Journal* (1950, II, 2). — *Zeitschrift für bayerische Landesgeschichte* (1942, n° 2). — *Zeitschrift des historischen Vereines für Steiermark* (1948-1950).

*H. Planitz*. Studien zur Rechtsgeschichte des städtischen Patriziats. [*Ibid.*] — *Th. Ulrich*. Siegelrückgabe als Quittung. [*Ibid.*, LVI, 1948.] — *L. Farnleitner*. Aus der Frühzeit des Weizer Eisenhandwerkes. [*Bl. f. Heimatkunde Steiermark*, 1949.] — *H. von Srbik*. Die Freiherren Pyrker von Weissenthurn. [*Zt. der hist. Vereines f. Steiermark*, 1948.] — *K. Oettinger*. Die Grabungen von St. Stephan (Vienne), 1945-1948. [*Mitt. d. Instit. f. österr. Gesch.*, LVII, 1949.]

*Jean Larnac*. Le roman historique. [1848, mai 1951.] — *Joseph Needham*. Natural law in China and in Europe (II). [*J. of the hist. of ideas*, avril 1951.] — *Francisco Javin de Ayala*. Iglesia y Estado en las leyes de Indias. [*Estudios Amer.*, n° 3, mai 1949.] — *F. Heer*. Die « Renaissance ». Ideologie im frühen Mittelalter. [*Mitt. d. Inst. f. österr. Gesch.*, LVII, 1949.] — *Alfred Cobban*. An age of revolutionary wars : an historical parallel. (La période de la Révolution française et la nôtre.) [*Rev. of politics*, avril 1951.] — *Hans Tümmeler*. Nationale Charaktere europäischen Kunst im Spiegel des deutschen und italienischen Sakralbaus. [*Die Welt als Gesch.*, 1951, 1.] — *Johannes Kühn*. Geschichtsphilosophie und Utopie. [*Ibid.*] — *A. D. Usher*. Sir John Howard Clapham and the empirical reaction in economic history. [*The J. of Econ. Hist.*, printemps 1951.] — *K. F. Helleiner*. Moral Conditions of Economic Growth. [*Ibid.*]

*W. Brantner*. 100 Jahre historischer Verein für Steiermark, 1850-1950. [*Zt. d. hist. Vereines f. Steiermark*, 1950.] — *H. Untersweg*. Liste des articles et comptes rendus relatifs à l'histoire de la Styrie parus dans sept revues de 1848 à 1949. [*Ibid.*] — *H. Fehn*, etc... Zur Landeskunde Bayerns. (Série d'études et de mises au point concernant les études d'histoire de la Bavière.) [*Zt. f. bayer. Landesgesch.*, 15, 2, 1949.] — *H. Duda*. Die osmanischen Staatsschreiben des königlichen Reichsarchivs zu Kopenhagen. [*Mitt. d. Inst. f. österr. Gesch.*, LVIII, 1950.] — *Leopoldo La Rosa Olivera*. Catálogo del Archivo municipal de la Laguna [de Tenerife]. (Continuación.) [*Rev. de hist.*, 1950, n° 90-91.] — *Ernest Hildesheimer*. Chronique bibliographique, travaux parus sur le département des Alpes-Maritimes, au cours des dernières années. [*Provence hist.*, octobre-décembre 1950.] — *Id.* Table générale des publications de la Société de statistique de Marseille et de l'Institut historique de Provence. [*Ibid.*] — *Roger Dion*. Paris dans la géographie. Le site et la croissance de Paris. [*R. des D. M.*, 1<sup>er</sup> janvier 1951.] — *Élie Debidour*. A travers le Paris de l'histoire. [*Ibid.*, 15 janvier 1951.] — *Pierre Lavedan*. Paris et l'urbanisme. [*Ibid.*, 1<sup>er</sup> février 1951.] — *François Boucher*. Paris dans l'art. [*Ibid.*, 15 février 1951.] — *Colonel Justinard*. Notes d'histoire et de littérature berbères. [*Hesperis*, XXXVI, 1950, 3-4.] — *G.-H. Bousquet*. Le chameau volé. Document de procédure marocaine. [*Ibid.*] — *Id.* Figh et sorcellerie. Petite contribution à l'étude de la sorcellerie en Islam. [*Ann. de l'Inst. d'ét. or. Alger*, 1949-1950.] — *U. Monneret de Villard*. Sulla festa del battesimo in Abissinia. [*Rendiconti Lincei*, V, 11, 12, novembre-décembre 1950.] — *A. Breglia*. L'attuale fase dello sviluppo storico dell'economia e la coscienza cristiana. [*Ibid.*]

## II. PRÉHISTOIRE. ANTIQUITÉ CLASSIQUE

*A. Ruhlmann*. Restes humains fossiles du Maroc. [*Hesperis*, XXXVI, 1950, 3-4.] — *Marc Romieu*, *Georges Daumas* et *Jean Féraud*. Grotte de la Montade n° 3 bis, dépôt sépulcral de bronze avec crâne trépané. [*Provence hist.*, janvier-mars 1951.] — *W. Krämer*. Die Vorgeschichtsforschung in Bayern. [*Zt. f. bayerische*

*Landesgesch.*, 15, 2, 1949.] — *Albert Vincent*. L'Égypte primitive. [*R. des D. M.*, 15 janvier 1951.]

*Hubert Schrader*. Die Achaiermauer und der babylonische Turm. [*Die Welt als Gesch.*, 1951, 1.] — *Louis Gernet*. Aux origines de la pensée grecque. [*Annales*, janvier-mars 1951.] — *R. Demangel*. Fouilles et recherches sous-marines en Grèce. [*B. C. H.*, LXXIV, 1950, 2.] — *D. Feytmans*. Les pithoi à reliefs de l'île de Rhodes. [*Ibid.*] — *J. Marcade*. Notes sur trois sculptures archaïques récemment reconstituées à Délos. [*Ibid.*] — *J. Pouilloux*. A propos d'une étude sur l'Erechthéion. (N. M. Kontoléon, Τὸ 'Ερεχθτεῖον ὡς οἰκοδόμημα χθονίας λατρείας.) [*Ibid.*] — *M. Miosos*. Inscriptions d'Athènes. (Lectures nouvelles d'inscriptions parues dans I. G., II<sup>o</sup>.) [*Ibid.*] — *P. Lévêque*. Un fragment inédit de la frise du théâtre de Delphes. [*Ibid.*] — *V. Cilento*. Linceo nel mito e nella filosofia. [*Rendiconti Lincei*, V, 11, 12, novembre-décembre 1950.] — *Piero Meloni*. La grande rivolta dei Satrapi contro Artaserse II (370-359 a. C.). [*Riv. st. ital.*, 1951, fasc. I.]

*S. Ferri*. I « Kaskei », un nuovo etnico della protostoria italiana. [*Rendiconti Lincei*, V, 11, 12, novembre-décembre 1950.] — *F. Ribezzo*. Numa Pompilio e la riforma etrusca della religione primitiva di Roma. [*Ibid.*] — *P. Meloni*. La cospicua fra Taranto e Turi per il possesso della Siritide. [*Ibid.*] — *F. Chamoux*. Gaius César. [*B. C. H.*, LXXIV, 1950, 2.] — *P. Romanelli*. Note storico-geografiche relative all'Africa al tempo di Augusto. [*Rendiconti Lincei*, V, 11, 12, novembre-décembre 1950.] — *G. Pesce*. Il « gran tempio » in Cirene. [*B. C. H.*, LXXIV, 1950, 2.] — *A. Solari*. L'antistoricismo nell'attività letteraria di Plinio. [*Rendiconti Lincei*, V, 11, 12, novembre-décembre 1950.] — *J. Martinie*. A propos de Mappalia. [*Hesperis*, XXXVI, 1950, 3-4.] — *F. de Visscher*. La table de Heba et la décadence des comices centuriates. (La loi, dont le texte a été découvert en Toscane en 1917, sur le territoire de la colonie de Heba, a été votée à l'occasion de la mort de Germanicus, marque un rapprochement de Tibère avec l'oligarchie. Elle éclaire aussi la réforme des comices centuriates au III<sup>e</sup> siècle avant notre ère.) [*R. hist. de droit fr. et étr.*, 1951, n<sup>o</sup> 1.]

### III. LE MOYEN AGE

*Raymond de Roover*. Le Moyen Age face à l'histoire statistique. [*Annales*, janvier-mars 1951.] — *R. H. Hilton*. Y eut-il une crise générale de la féodalité? [*Ibid.*] — *Carlo M. Cipolla*. Questioni aperte sul sistema economico dell' Alto medio Evo. [*Riv. st. ital.*, 1951, fasc. I.] — *Raoul Busquet*. Rois de Bourgogne et comtes de Provence. [*Provence hist.*, janvier-mars 1951.]

*L. Wallach*. Charlemagne, *De litteris colendis* and Alcuin. (Le mandement à Baugulf serait de 794-796; le *De litteris colendis* de 794-797.) [*Speculum*, t. XXVI, 1951.] — *J. de Malafosse*. Contribution à l'étude du crédit dans le Midi aux X<sup>e</sup> et XI<sup>e</sup> siècles; les sûretés réelles. [*A. du Midi*, avril 1951.] — *G. Hugues*. Une cachette de monnaies féodales sur La Can de L'Hospitalet (Vébron, Lozère). [*Ibid.*] — *R. Rey*. L'énigme du portail nord de la cathédrale de Bordeaux. [*Ibid.*] — *J. R. Strayer*. Economic conditions in the County of Beaumont-le-Roger, 1261-1313. (D'après les inventaires pour l'assiette de l'apanage de Robert d'Artois; signes d'une récession économique de l'agriculture française dès la fin du XIII<sup>e</sup> siècle.) [*Speculum*, t. XXVI, 1951.] — *J. H. Hill*. Raymond of Saint-Gilles in Urban's plan of Greek and Latin friendship. (Fidélité de Raymond de Toulouse à la

conception d'Urbain II ; son opposition à Bohémond.) [*Ibid.*] — *Jacq. Le Goff*. Un étudiant tchèque à l'Université de Paris au XIV<sup>e</sup> siècle. (Intéressantes précisions sur les rapports des Universités de Paris et de Prague.) [*R. des ét. slaves*, 1948, t. XXIV.] — *Georges Chevrier*. Conjectures sur l'originalité du droit féodal dans les Deux Bourgognes. [*A. de Bourg*, janvier-mars 1951.] — *André Bossuat*. Les prisonniers de guerre au XV<sup>e</sup> siècle. La rançon de Guillaume, seigneur de Châtouville. [*Ibid.*] — *André Leguai*. Espions et propagandistes de Louis XI arrêtés à Dijon. [*Ibid.*]

*A.-M. Bonenfant-Feytmans*. Une bulle originale d'Eugène III pour l'abbaye de Saint-Bertin. [*Bull. Comm. R. d'Hist.*, CXI, 1-2.] — *De Vroede*. Een document betreffende Mechelsche handelaars in gebreke van betaling op de Jaarmarkten van Champagne en Brie. [*Ibid.*] — *M. Gysseling et A. C. F. Koch*. Het fragment van het tiende eeuwse *Liber traditionum* van de Sint Pietersabdij te Gent. [*Ibid.*, CXIII, 4.] — *E. Brouette*. Chartes et documents de l'abbaye d'Argenton à Lonzée. [*Ibid.*, CXV, 3.] — *M. Bruwier*. Étude sur les cartulaires du Hainaut. [*Ibid.*, CXV, 2.] — *Theo Luykx*. Een klachtenlijst van Brabanders over hun wederrechtelijke behandeling op Vlaams grondgebied in 1260. (Rapports Flandre-Brabant, XIII<sup>e</sup> siècle.) [*Ibid.*, CXIII, 1-2.] — *A. de Smet*. De klacht van de « Ghemeente » van Damme in 1280. Enkele gegevens over politieke en sociale toestanden in een kleine Vlaamse stad gedurende de tweede helft der XIII<sup>e</sup> eeuw. [*Ibid.*, CXV, 1.] — *A.-M. Bonenfant-Feytmans*. La corporation des orfèvres de Bruxelles au Moyen Age. [*Ibid.*, CXV, 2.] — *Anton Koch*. Een onderzoek naar de gedragingen van een liden rechterlijken ambtenaar (1305). (Concerne les institutions flamandes.) [*Ibid.*, CXIII, 1-2-3.] — *F. Favresse*. Les premiers statuts connus des métiers bruxellois du duc et de la ville et note sur ces métiers. [*Ibid.*, CXI, 1-2.] — *Id.* Dix règlements intéressant la draperie bruxelloise (1376-1394) et Dix règlements inédits sur la vente des laines et des draps et sur les métiers de la draperie bruxelloise (1364-1394). [*Ibid.*, CXI, 3-4.] — *Id.* Actes inédits du Magistrat et de la Gilde de Bruxelles relatifs à la draperie urbaine depuis 1343 environ jusqu'à l'apparition de la « nouvelle draperie » vers 1440. [*Ibid.*, CXII, 1-2-3.] — *Id.* Notes et documents sur l'apparition de la « nouvelle draperie » à Bruxelles, 1441-1443. [*Ibid.*, CXIII, 1-2-3.] — *J. Buntinx*. De XIV<sup>e</sup> eeuwse kanselarijregisters van het graafschap Vlaanderen. (Diplomatique flamande, XIV<sup>e</sup> siècle.) [*Ibid.*, CXIII, 4.] — *Floris Prims*. Het Chartarium van de O. L. V. Priorij van Kórsendonk (Oud-Turnhout) van af de stichting tot rond 1415. [*Ibid.*] — *M.-R. Thielemans*. Une lettre missive inédite de Philippe le Bon concernant le siège de Calais (1436). [*Ibid.*, CXV, 3.] — *Joseph Ruwet*. Chartes intéressant l'histoire liégeoise aux archives communales de Maastricht. (Répertoire de quarante-neuf pièces (1284-1481), précédées d'une étude sur le condominium liégeois-brabançon sur Maastricht.) [*Annuaire d'hist. liég.*, t. IV, n° 2, 1949.] — *Henri Dessart*. L'alternative accordée aux collateurs liégeois le 31 octobre 1441. (Étude — qui dépasse et le cadre liégeois et le XV<sup>e</sup> siècle — sur ce mode de répartition des produits des bénéfices ecclésiastiques entre le Saint-Siège et les bénéficiers.) [*R. H. D. F. E.*, 1950, n° 4.]

*Vik. Sinding*. Une tragédie de la race blanche. (Grandeur et déclin de la colonie européenne établie au Groenland du X<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle.) [*R. des D.-M.*, 1<sup>er</sup> mars 1951.] — *Ludvig Holm-Olsen*. Ulv de Lauvnes et l'écrit sur les croisades danois. (1191-1192. A propos de l'« Historia de protectione Danorum in Hieresolymam » ; en norvégien.) [*N. H. T.*, 1951, 1.] — *Johan Schreiner*. Assemblée des grands (høvdings-

mote) et conseil (riksråd) en Norvège, 1299-1331. (Le Riksråd, comprenant seulement des laïcs, se substitue à l'assemblée où siégeaient les évêques; en norvégien.) [*Ibid.*] — Antonio Ubieto Arteta. Monarcas navarros olvidados: los reyes de Viguera. (Branche cadette de la dynastie navarroise, x<sup>e</sup> siècle.) [*Hispania*, 1950, n° 38.] — Francisco Collantes de Terán. La Torre y la Puerta de Macarena [en Sevilla]. [*Archivo hispalense*, 1950, n° 43-44.] — Leopoldo La Rosa Olivera. La Égloga de Dácil y Castillo. (Biographie du conquérant des Canaries, Gonzalo del Castillo, mort en 1513.) [*Rev. de hist.*, 1950, n° 90-91.] — Angeles Mastia de Ros. El Maestro Racional en la Corona de Aragón. Una pragmática de Juan II sobre dicho cargo (1459). [*Hispania*, 1950, n° 38.] — Hans Liebeschütz. Englische und europäische Elemente in der Erfahrungswelt des Johannes von Salisbury. [*Die Welt als Gesch.*, 1951, 1.]

Noël Henry. L'Europe du Saint-Empire. [*R. des D. M.*, 1<sup>er</sup> juin 1951.] — H. Mikoletzky. Quellenkunde des Mittelalters. [*Mitt. d. Inst. f. österr. Geschf.*, LVIII, 1950.] — F. Posch. Probleme der steierischen Frühgeschichte. [*Zi. d. hist. Vereines f. Steiermark*, 1948.] — E. Zöllner. Awarisches Namengut in Bayern und Österreich. [*Mitt. d. Inst. f. österr. Geschichtsf.*, LVIII, 1950.] — E. E. Stengel. Das gefälschte Gründungsprivileg Karls des Grossen für das Spessartkloster Neustadt am Main. [*Ibid.*] — M. Uhlirz. Der Fürstentag zu Mainz im Februar-März 983. [*Ibid.*] — N. Bischoff. Über die Chronologie der Kaiserin Gisela und über die Verweigerung ihrer Krönung. [*Ibid.*] — U. Brumm. Zur Frage der Echtheit der ersten Stauferdiplome für südburgundische Empfänger. (Conclut à l'authenticité de dix-sept diplômes de Conrad III et Frédéric I<sup>er</sup> décernés à des hauts personnages du royaume d'Arles.) [*Ibid.*, LVII, 1949.] — F. Hausmann. Formularbehalte der frühen Stauferkanzlei. [*Ibid.*, LVIII, 1950.] — P. Rassow. Zum Kampf um das Ehrerecht im 12. Jahrhundert. [*Ibid.*] — K. Piovec. Quellenanalyse zu Dietrich von Niem. [*Ibid.*] — R. Geyer. Die mittelalterlichen Stadtrechte Wiens. [*Ibid.*] — H. Planitz. Das Wiener Stadtrecht und seine Quellen (xiii<sup>e</sup>). [*Ibid.*, LVI, 1948.] — F. Ranke. Der Waise in der deutschen Krone. [*Ibid.*, LVIII, 1950.] — D. Frey. Der Chor der Stadtpfarrkirche in Feldkirch. [*Ibid.*] — D. Ochinsky. Quellen zur Verwaltungs- und Wirtschaftsgeschichte der englischen Gutsheerrschaft im Mittelalter. [*Ibid.*] — F. Wintermayr. Das Urkundenwesen im Stift Klosterneuburg im 12. und 13. Jahrhundert. [*Ibid.*, LVII, 1949.] — W. Müller. Untersuchungen über die Privaturkunden des Klosters St Blasien (Forêt-Noire) im 13. und 14. Jahrhundert. [*Ibid.*, LV, 1944.] — Karl Oettinger. Die Babenberger Pfalz in Klosterneuburg. [*Ibid.*] — O. Mitis. Eine Gedenkstiftung für Babenberger im Verbrüderungsbuch des Klosters Reichenau. [*Ibid.*, LVII, 1949.] — H. Fichtenau. Die Kanzlei der letzten Babenberger. [*Ibid.*, LVI, 1948.] — A. Lhotsky. Apis Colonna, Fabeln und Theorien über die Abkunft der Habsburger. [*Ibid.*, LV, 1944.] — O. Stolz. Die Staatsverträge der österreichischen Landesfürsten im 13. und 14. Jahrhundert. [*Ibid.*, LVIII, 1950.] — A. Lhotsky. Die Bibliothek Kaiser Friedrichs III. [*Ibid.*] — K. Ausserer. Ein Tiroler Jagdbuch des Kaisers Maximilian I. [*Ibid.*, LVI, 1948.] — F. Baethgen. Bemerkungen zu der Erstlingsschrift des Pierre Dubois (xiv<sup>e</sup>). [*Ibid.*, LVIII, 1950.] — F. Heer. Zur Kontinuität des Reichsgedankens im Spätmittelalter. [*Ibid.*] — F. Tremel. Die oberdeutschen Kauffleute in der Steiermark im 15. und 16. Jahrhundert. [*Zi. d. hist. Vereines f. Steiermark*, 1949.]

Giampiero Carocci. La rivolta degli Straccioni in Lucca. [*Riv. st. ital.*, 1951,



fasc. I.] — A. M. Contributo ad una bibliografia Laurenziana. (Édition des œuvres de Laurent le Magnifique et des ouvrages le concernant.) [*Arch. St. It.*, 1949, II.] — A. P. I minutari delle lettere di Lorenzo il Magnifico. [*Ibid.*] — Raymond de Roover. I libri segreti del Banco de' Medici. [*Ibid.*] — Gaetano Pieraccini. Lucrezia Tornabuoni. (Mère de Laurent le Magnifique, 1425-1482.) [*Ibid.*] — Antonio de la Torre. Ferdinando il Cattolico e Lorenzo dei Medici. [*Ibid.*] — Raymond de Roover. Lorenzo il Magnifico e il tramonto del Banco dei Medici. (Il n'a pas bien su gérer les affaires de la Banque et n'a pas choisi de bons conseillers.) [*Ibid.*] — Paolo Toschi. La « Neucia » e di Lorenzo. (On a contesté à tort l'attribution traditionnelle de ce poème à Laurent le Magnifique.) [*Ibid.*] — Giovanni Pratico. Lorenzo il Magnifico e i Gonzaga. (Leurs rapports ont été constamment amicaux.) [*Ibid.*] — Francescà Morandini. Il conflitto fra Lorenzo il Magnifico e Sisto IV dopo la congiura de' Pazzi (1478-1479). (D'après la correspondance de Laurent de Médicis avec Jean Morelli, son ambassadeur à Milan.) [*Ibid.*] — Niccolò Rodolico. Nel quinto centenario di Lorenzo il Magnifico. (Caractérise les grands traits de la personnalité et de l'œuvre de Laurent.) [*Ibid.*]

J. Dayre. Martin Držić conspirant à Florence. (Comment et pourquoi un Ragusain essaya d'intéresser Cosme de Médicis à intervenir contre l'oligarchie qui gouvernait sa ville.) [*R. des ét. slaves*, 1930, t. X.] — Émile Dermenghem. Aboû Bakr Chibli, poète mystique bagdadien (861-945). [*Ann. de l'Inst. d'ét. or. Alger*, 1949-1950.] — A. Gateau. Quelques observations sur l'intérêt du voyage d'Ibn Jubayr pour l'histoire de la navigation en Méditerranée au XII<sup>e</sup> siècle. [*Hesperis*, XXXVI, 1950, 3-4.] — J. Sawaghet. Sur le minbar de la Kutubiya de Marakech. [*Ibid.*] — G. Marçais. Sur la grande Mosquée de Tlemcen. [*Ann. de l'Inst. d'ét. or. Alger*, 1949-1950.] — R. Mauny. État actuel de la question de Ghana. (D'après les fouilles de 1949 à Koumbi Saleh.) [*Bull. de l'I. F. A. N.*, avril 1951.]

A. Vucinich. The Soviet theory of social development in the early Middle Ages. (Exposé critique des travaux russes sur les civilisations slaves primitives.) [*Speculum*, t. XXVI, 1951.] — Jan. Eisner. Les origines des Slaves, d'après les pré-historiens tchèques. (Indications sur l'expansion des Slaves à l'ouest de l'Elbe dès le IV<sup>e</sup> siècle.) [*Rev. des ét. slaves*, 1948, t. XXIV.] — J. J. Mikkola. Avance des Slaves vers la Baltique. (Mouvement dès le milieu du IV<sup>e</sup> siècle, à la suite du départ des Germains vers le Sud.) [*Ibid.*, 1921, t. I.] — N. Iorga. Les plus anciens États slavo-roumains sur la rive gauche du Danube (VII<sup>e</sup> siècle). [*Ibid.*, 1925, t. V.] — M. Rostovtzeff. Les origines de la Russie Kievienne. (Existence d'une civilisation « slave » dans la région du Dniepr, en relation avec les mouvements des peuples de l'Europe Centrale, et bien antérieure à l'influence des Varègues.) [*Ibid.*, 1922, t. II.] — Alex. Haggerty Krappé. La chute du paganisme à Kiev. (Exégèse et critique des chroniques russes.) [*Ibid.*, 1937, t. XVII.] — George Vernadsky. The Royal Serfs (*servi regales*) of the « Ruthenian Law » and their origin. (Influence des Mongols dans l'établissement du servage chez les Ruthènes.) [*Speculum*, t. XXVI, 1951.]

J. Blum. The Early History of the Russian Peasantry. [*The J. of Econ. Hist.*, printemps 1951.] — Jan Dabrowski. La Pologne et l'expédition de Varna en 1444. (Comment Ladislas Jagellon, circonvenu par le légat du Pape, agit à l'égard de la Turquie, contrairement à l'opinion et à la volonté de la Pologne.) [*R. des ét. slaves*, 1930, t. X.] — O. Forst-Battaglia. Polen am Vorabend des letzten Interregnums. [*Mit. d. Inst. f. österr. Geschf.*, LVIII, 1950.] — P. Francastel. Les relations artistiques entre la Pologne et la France. (Comment la Pologne a reçu directement

de la France les principes de l'art roman (avec Cluny, XI<sup>e</sup> siècle) et de l'art ogival (Cliteaux, XII<sup>e</sup> siècle.) [*R. des ét. slaves*, 1937, t. XVII.] — José Alcina Franch. Nuevas interpretaciones de la figura del Shaman en la cerámica chimú. (Archéologie précolombienne-Pérou.) [*Rev. de Indias*, n<sup>os</sup> 37-38, juillet-décembre 1949.]

#### IV. LE XVI<sup>e</sup> SIÈCLE ET L'ANCIEN RÉGIME

Fernand Braudel. L'Espagne de Charles-Quint et de Philippe II. [*Annales*, janvier-mars 1951.] — Eric Voegelin. Machiavelli's Prince : background and formation. [*Rev. of politics*, avril 1951.] — Ernest A. Moody. Galileo e Avempace (I). [*J. of the hist. of ideas*, avril 1951.] — Vittorio de Caprariis. Qualche precisazione sulla morte di Erasmo. [*Riv. st. ital.*, 1951, fasc. I.]

M. Dierickx. Recherches sur la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle aux Archives de Besançon, Rome, Madrid, l'Escorial et Simancas. (Résumé des publications existantes.) [*Bull. Comm. R. d'Hist.*, CXIII, 3.] — Nicandre de Corcyre en Morinie (extrait de son *Journal de voyage*) (1544). [*Bull. de la Soc. acad. des Antiq. de la Morinie*, fasc. 326, mars 1951.] — C. Wyffels. Een Antwerpse zeeverzekeringsspolis uit het jaar 1557. (Assurances maritimes, XVI<sup>e</sup> siècle.) [*Bull. Comm. R. d'Hist.*, CXIII, 3.] — F. Lemaire. Le procès et l'exécution du protestant liégeois Thomas Walet (1562). [*Ibid.*, CXV, 3.] — G. Davenne. Un incident diplomatique entre Liège et La Haye à propos des Protestants liégeois (1593-1594). [*Ibid.*, CXIII, 3.] — M. Dierickx. Les Carte Farnesiane de Naples par rapport à l'histoire des anciens Pays-Bas, après l'incendie du 30 septembre 1943. [*Ibid.*, CXIII, 1-2-3.] — L. M. Kortleven. Notes bibliographiques sur la correspondance du cardinal de Granvelle (1538-1565). [*Ibid.*, CX, 3-4.] — Pierre Mesnard. La place de Cujas dans la querelle de l'humanisme juridique. (La vie, la méthode d'enseignement, l'importance — de second rang — de Cujas.) [*R. hist. droit fr. et étr.*, 1950, n<sup>o</sup> 4; *Ann. d'hist. lég.*, t. IV, 2.]

Paul Canestrier. Contrat de mariage de 1561 en provençal alpin. [*Provence hist.*, janvier-mars 1951.] — A. Coreth. Job Hartmann von Enenkel, ein Gelehrter der Spätrenaissance in Österreich. [*Mitt. d. Inst. f. österr. Gesch.*, LV, 1944.] — W. Sturminger. Der Melchkrieg zu Wien am Fronleichnamstag 1578. [*Ibid.*, LVIII, 1950.] — Juan de Mata Carriazo. La política de las Reyes católicos explicada al Príncipe don Carlos. Prólogo anónimo, de 1562, en un Ms. escorialense de la Crónica de Pulgar. [*Archivo hispalense*, 1950, n<sup>os</sup> 43-44.] — Antonio Rumen de Armas. Nuevos datos para la biografía de don Francisco Verdugo, capitán e historiador de las guerras de los Países Bajos (1531-1595). [*Hispania*, 1950, n<sup>o</sup> 38.] — Filemón Arribas Arranz. La organización de la Cancillería y el despacho de documentos durante las Comunidades de Castilla (1520-1521). [*Ibid.*] — José Antonio Maravall. La utopía político-religiosa en los franciscanos en Nueva-España. (Embrasse toute la période coloniale.) [*Estudios Amer.*, n<sup>o</sup> 2, janvier 1949.] — Narciso Alonso Cortés. El Cronista Pedro Pizano. (Un historien et un témoin de la conquête du Pérou.) [*Rev. de Indias*, n<sup>os</sup> 37-38, juillet-décembre 1949.] — Charles Gibson. The identity of Diego Muñoz Camargo. (Historien métis du Mexique du XVI<sup>e</sup> siècle.) [*Hisp. Amer. Hist. Rev.*, vol. XXX, n<sup>o</sup> 2, avril 1950.] — Carlos Restrepo Canal. Gonzalo Jiménez de Quesada y el espíritu de la conquista. (A propos de la fondation de Santa-Fé-de-Bogotá (1538) par Quesada, plaidoyer en faveur d'une idéa-

lisation de la conquête espagnole.) [*Rev. de Indias*, n° 36, avril-juin 1949.] — Antonio Ballesteros Beretta. Una Carta inédita de Cristóbal Colon. [*Ibid.*, n°s 37-38, juillet-décembre 1949.] — Eugenio Asensio. La Carta de Gonzalo Fernández de Oviedo al Cardenal Bembo sobre la navegación del Amazonas. [*Ibid.*] — H. de la Cesta, S. J. Church and State in the Philippines during the administration of bishop Salazar, 1581-1594. [*The Hisp. Amer. Hist. Rev.*, août 1950, vol. XXX, n° 3.] — José Maria Jover. Tres actitudes ante el Portugal restaurado. (Polémique hispano-portugaise au sujet de la reconnaissance *de jure* du Portugal, de 1640 à 1668.) [*Hispania*, 1950, n° 38.]

Abbé Raymond Boyer. Épitaphe hébraïque de Jean Duran, trouvée à « La Martelle », Var. [*Provence hist.*, janvier-mars 1951.] — Duc de la Force. Quand la grande Mademoiselle était petite. [*R. des D. M.*, 15 février 1951.] — Pierre Varillon. Le mariage de M. de Tourville (1690). [*Ibid.*, 1<sup>er</sup> avril 1951.] — Jean Leclant. Le café et les cafés à Paris (1644-1693). [*Annales*, janvier-mars 1951.] — Maurice Yans. Deux affaires d'absence au siège scabinal de Liège, 1684-1686. (Étude sur la pratique judiciaire au XVIII<sup>e</sup> siècle.) [*Annuaire d'hist. liég.*, t. IV, n° 2.] — Fernand Brundel. L'économie française au XVIII<sup>e</sup> siècle. [*Annales*, janvier-mars 1951.]

José Peraza de Ayala. El régimen comercial de Canarias con las Indias en los siglos XVI, XVII y XVIII. [*Rev. de hist.*, 1950, n°s 90-91.] — Marie-Claire Daveluy. Bibliographie de la Société de Notre-Dame de Montréal (1639-1663) et de ses membres. [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, juin 1951.] — M. Delafosse. La communauté des habitants de la Nouvelle-France. [*Ibid.*] — Ignacio Maria de Lojendio e Irure. La idea de libertad, desde el Pacto del Mayflower a la Declaración de Independencia, 1620-1776. [*Estudios Amer.*, n° 4, octobre 1949.] — E. McCabe. Englands foreign Policy in 1619. [*Mitt. d. Inst. f. österr. Gesch.*, LVIII, 1950.] — Francisco Morales Padron. El « Western Design » de Cromwell. (Circonstances de la perte de la Jamaïque par l'Espagne.) [*Estudios Amer.*, n° 6, mai 1950.]

R. N. Stromberg. History in the eighteenth century. [*J. of the hist. of ideas*, avril 1951.] — Jose Guerrero Lovillo. El Equilibrio de América en la diplomacia del Siglo XVIII. [*Estudios Amer.*, n° 3, mai 1949.]

Pierre Massé. Le syndic de la colonie acadienne de Poitou. [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, juin 1951.] — Robert F. McRae. Hume as a political philosopher. [*J. of the hist. of ideas*, avril 1951.] — R. A. Pelham. The West Midland Iron Industry and the American Market in the 18th Century. [*Univ. of Birmingham Hist. Jour.*, II, 2, 1950.] — M. Yans. Textes liégeois relatifs au rapt et au consentement paternel (fin du XVIII<sup>e</sup> siècle). (Trois textes, précédés d'une bonne analyse, qui intéressent l'histoire du droit et l'histoire sociale générale.) [*Annuaire d'hist. liég.*, t. IV, n° 2.] — C. de Clercq. Corneille-François Nélis et Jacob-Nicolas Moreau. (Correspondance d'érudits au XVIII<sup>e</sup> siècle.) [*Bull. Comm. R. d'Hist.*, CXI, 1-2.] — Guy Frégault. Un cadet de Gascogne : Philippe de Rigaud de Vaudreuil. [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, juin 1951.] — Marcel Trudel. Le gouvernement des Trois-Rivières sous le régime militaire (1760-1764). [*Ibid.*] — Victor Barbeau. « La France peut être heureuse sans le Canada ». [*Ibid.*] — Sebastián Padrón Acosta. El Jeán dom Jerónimo de Rdo. (Doyen du chapitre de Las Palmas, 1737-1802.) [*Rev. de hist.*, 1950, n°s 90-91.] — Vicente Rodríguez Casado. Iglesia y Estado en el Reinado de Carlos III. (Curieuse tentative d'interprétation de la poussée « régaliste » espagnole (deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle), qui aboutit à l'expulsion des Jésuites en 1767, par une évolution interne du réganisme péninsulaire. A le tort de nier les influences exté-

rieures, lumières et néo-jansénisme. A retenir, toutefois, pour les documents qu'elle apporte.) [*Estudios Amer.*, n° 1, septembre 1948.]

F. Tremel. Die Handwerksordnung der Sensenschmiede zu Kindberg (1623). [*Bl. f. Heimatkunde Steiermark*, 1950.] — Id. Schwarzhandel in alter Zeit (xvii<sup>e</sup>). [*Ibid.*, 1949.] — P. Dedic. Geheimprotestantismus in der Gegend von Neumarkt (xvii<sup>e</sup>). [*Zt. d. hist. Vereines f. Steiermark. Ibid.*, 1949.] — H. Benedikt. Bonneval und Prinz Eugen. [*Mitt. d. Inst. f. österr. Geschf.*, LVIII, 1950.] — H. Hantsch. Die drei grossen Relationen St. Saphorins über die inneren Verhältnisse aus Wiener Hof zur Zeit Karl VI. [*Ibid.*] — F. Maass. Die Stellungnahme des Fürsten Kaunitz zur... Ablegung der Ordensgelübde in Österreich im Jahre 1770-1771. [*Ibid.*] — Joseph Gagnaire. Les pays tchèques au début de « l'Époque des Lumières ». (Mise au point sur l'écrasement tant politique que social et religieux de la nation tchèque de 1620 à l'avènement de Joseph II.) [*R. des ét. slaves*, 1938, t. XVIII.] — L. Réau. L'art français en Pologne sous Stanislas-Auguste. [*Ibid.*, 1921, t. I.] — R. Portal. L'industrie métallurgique de l'Oural et les succès de Catherine II. [*Ibid.*, 1951, t. XXVII.] — Id. Les Bachkirs et le gouvernement russe au xviii<sup>e</sup> siècle. (Histoire de la pénétration russe, dans la région sud-ouraliennne; comment, en dépit de ses révoltes, ce peuple allogène local fut soumis de force.) [*Ibid.*, 1946, t. XXII.] — G. Vernadskij. Le césarévitch Paul et les francs-maçons de Moscou. (Influence de la franc-maçonnerie en Russie; ses liens avec l'étranger; son idéologie morale et religieuse; l'attitude des souverains à son égard.) [*Ibid.*, 1923, t. III.] — Inna Lubimenko. Les étrangers en Russie avant Pierre le Grand: diplomates, militaires, intellectuels (p. 34 à 100); marchands, travailleurs techniques, artisans, agriculteurs (p. 264 à 281). (Les influences successives: hanséate, anglaise, hollandaise, et leur rôle dans l'évolution de la Russie.) [*Ibid.*, 1924, t. IV.] — P. Pascal. La durée des voyages en Russie au xviii<sup>e</sup> siècle. (Étude qui invite à tenir compte de l'espace et à réviser certains jugements sur les événements et leurs causes.) [*Ibid.*, 1951, t. XXVII.] — Id. La conquête de l'Amour. (D'après les archives russes, histoire d'une expédition coloniale, entreprise par quelques aventuriers au milieu du xvii<sup>e</sup> siècle et qui n'eut qu'un succès limité et éphémère.) [*Ibid.*, 1949, t. XXV, et 1950, t. XXVI.]

#### V. LA RÉVOLUTION, LE PREMIER EMPIRE ET LE XIX<sup>e</sup> SIÈCLE

Joseph Bonnafé. Le premier tour du monde par le drapeau tricolore. [*Provence hist.*, janvier-mars 1951.] — Henri Drouot. Migrations saisonnières au temps du Premier Empire. [*A. de Bourg.*, janvier-mars 1951.] — André Gavoty. Ramolino, le dernier comte du Premier Empire. (André Ramolino, né en 1767, mort en 1831, oncle de Napoléon.) [*R. des D. M.*, 15 mars 1951.] — Hans Kohn. The eve of german nationalism (1789-1812). [*J. of the hist. of ideas*, avril 1951.] — G. Vernadskij. Alexandre I<sup>er</sup> et le problème slave pendant la première moitié de son règne. (Idée d'une organisation fédérative des Slaves: Serbes et Polonais, avec l'expansion de l'influence russe; son échec, 1805-1812; sa réalisation partielle en Pologne en 1815.) [*R. des ét. slaves*, 1927, t. VII.] — Philip D. Curtin. The Declaration of the Rights of Man in Saint-Domingue, 1788-1791. (Saint-Domingue et la Révolution avant le soulèvement des esclaves.) [*Hisp. Amer. Hist. Rev.*, vol. XXX, n° 2, mai 1950.] — Miguel Artola. Los Afrancesados y América. (Les espoirs frustrés et l'action des « afrancesados » pour maintenir l'intégrité de l'Empire. Ils sont paralysés

par la guerre civile en Espagne et par l'évolution de la politique impériale.) [*Rev. de Indias*, nos 37-38, juillet-décembre 1949.] — *Wilbert H. Timmons*. Los Guadalupe : a secret society in the Mexican Revolution for Independence. (Sape efficacement de 1812 à 1814 l'édifice colonial de l'Espagne au Mexique, par l'espionnage en faveur des « patriotes » et la propagation de leurs idéaux.) [*The Hisp. Amer. Hist. Rev.*, vol. XXX, novembre 1950, n° 4.]

*Peter Viereck*. New views on Metternich. [*Rev. of politics*, avril 1951.] — *R. S. Klenjens*. Les instructions données par le Saint-Siège à Mgr Capaccini en 1827 pour obtenir l'exécution du Concordat conclu avec le roi des Pays-Bas. [*Bull. Comm. R. d'Hist.*, CXIV, 2.] — *S. Perelmans*. Introduction aux relations diplomatiques entre la Belgique et les États-Unis (septembre 1830-janvier 1832). (Un témoignage américain sur la révolution belge de 1830.) [*Ibid.*] — *J. Dorfman*. A Note on the Interpenetration of Anglo-American Finance, 1837-1841. [*The J. of Econ. Hist.*, printemps 1951.]

*Auguste Dupouy*. L'exhumation de Napoléon racontée par son principal témoin. (Le Dr Rémy Guillard, médecin de la Belle-Poule.) [*R. de Déf. nat.*, mai 1951.] — *Paul Leuilliot*. Commémorations industrielles. (A propos de plusieurs ouvrages concernant l'histoire de l'industrie au XIX<sup>e</sup> siècle.) [*Annales*, janvier-mars 1951.] — *Fleuriot de Langle*. Le portefeuille Fouché-Talleyrand. (Publication de lettres inédites.) [*R. des D. M.*, 15 mai 1951.] — *André Gavoty*. Louis-Philippe et la succession du duc de Bourbon. (Ce dernier est mort tragiquement le 28 août 1830 en laissant tous ses biens à son petit-neveu le duc d'Aumale.) [*Ibid.*, 1<sup>er</sup> juin 1951.] — *L.-J. Arrigon*. Une intrigue politique sous Louis-Philippe. La duchesse de Dino, le ministère de Broglie et le ministère Thiers (1835-1836). [*Ibid.*, 15 mai 1951.] — *Firmin Roz*. L'actualité de Tocqueville. [*Ibid.*]

*E. Patzelt*. Bauernschutz in Österreich vor 1848. [*Mitt. d. Inst. f. österr. Geschf.*, LVIII, 1950.] — *F. Tremel*. Die Steiermark im Jahre 1848. [*Blätter f. Heimatkunde Steiermark*, 1948.] — *Édouard Vellay*. L'impopularité de Lamartine peu après l'ouverture de l'Assemblée constituante. [1848, mai 1951.] — *C. Lecompt*. Trois fraternels de la région lilloise en 1848. [*Ibid.*] — *Selvo Mastellone*. L'escadre française et les événements révolutionnaires du 15 mai 1848 à Naples. [*Ibid.*] — *Georges Bourgin*. Balzac et la révolution de 1848. [*Ibid.*] — *Abel Chatelain*. Les émigrants temporaires et la propagation des idées révolutionnaires en France au XIX<sup>e</sup> siècle. [*Ibid.*]

*Robert Schnerb*. Un « libéral » du XIX<sup>e</sup> siècle (Odilon Barrot). [*Annales*, janvier-mars 1951.] — *George Edgar-Bonnet*. Ferdinand de Lesseps. Triomphe. [*R. des D. M.*, 15 janvier 1951.] — *J. Chaix-Ruy*. L'Averroès d'Ernest Renan. (Étude suivie de lettres inédites de Renan à R. Dozy et d'autres lettres également inédites à l'abbé Valentinelli, Emilio Tera, Favaro.) [*Ann. de l'Inst. d'ét. or. Alger*, 1949-1950.] — *Emerique et Moissonnier*. Lyon le républicain à la veille de la guerre de 1870 et les journées insurrectionnelles de la Commune lyonnaise. [1848, mai 1951.] — *S. Ainberg-Tagriatskova*. « L'affiche rouge ». (Proclamation des délégués du Comité central le 5 janvier 1871.) [*Ibid.*] — *Jean Dautry*. Les débuts littéraires de J.-B. Clément. [*Ibid.*] — *Dorette Berthoud*. L'ambulance du Comité évangélique de Paris (1870-1871). [*Bull. hist. et litt. de la Soc. de l'hist. du Prot. fr.*, avril-juin 1951.] — *Giorgio Vaccarino*. Gli inizi della terza Repubblica nella memorialistica repubblicana. [*Riv. st. ital.*, 1951, fasc. I.] — *Louis Hauteccœur*. La peinture française depuis 1900. [*R. des D. M.*, 15 avril 1951.]



P. Carli. Le lettere di U. Foscolo alla Arese e il loro ordinamento. [*Rendiconti Lincei*, V, 11, 12, novembre-décembre 1950.] — A. Vigevani. Austria e Friuli. [*Mitt. d. Inst. f. österr. Geschf.*, LVIII, 1950.] — Maury Baker. Document. The Voyage of the U. S. Schooner Nonsuch up the Orinoco : Journal of the Perry Mission of 1819 to South America. (Expédition qui répond de la part de l'administration de Monroe au double désir de prendre contact avec les États créoles révoltés et d'obtenir protection contre la piraterie des insurgents.) [*The Hisp. Amer. Hist. Rev.*, vol. XXX, novembre 1950, n° 4.] — Allison W. Bunkley. Sarmiento and Urquiza. (Évolution des relations des deux fortes personnalités politiques de l'Argentine de Rosas et d'après Rosas, 1851-1870.) [*Ibid.*, n° 2.] — Thomas F. McGinn. The assassination of Sucre and its significance in Colombian History, 1828-1834. [*Ibid.*, n° 3.] — Thomas W. Palmer, Jr. A Momentous decade in Brazilian administrative History, 1831-1840. [*Ibid.*, n° 2.] — Anyda Marchant. A New Portrait of Maua the Banker : A Man of business in nineteenth-century Brazil. [*Ibid.*, n° 4.] — G. Porras Troconis. Rafael Nuñez y la Regeneración. (Ojeada a la historia colombiana después de la emancipación). (Coupe à travers l'histoire politique de la Colombie du XIX<sup>e</sup> siècle, genèse et luttes des partis libéral et conservateur. Point de vue conservateur.) [*Rev. de Indias*, n° 36, avril-juin 1949.] — David Bushnell. The Development of the Press in Great Colombia. [*The Hisp. Amer. Hist. Rev.*, vol. XXX, novembre 1950, n° 4.] — Harold V. Livermore. New Australia. (Excellent article, qui retrace la tentative faite par un groupe de socialistes utopistes australiens, dirigé par William Lane, pour fonder au Paraguay une colonie agricole communautaire, et son échec (1893-1896).) [*Ibid.*, n° 3.]

R. T. Rundell Clark. The Origin of the Phoenix (II). [*Univ. of Birmingham Hist. Jour.*, II, 2, 1950.] — S. J. Langley. The Wednesbury Tube Trade. [*Ibid.*] — R. A. Lewis. Edwin Chadwick and the Administrative Reform Movement. [*Ibid.*] — L. Santifaller. Briefe von Wilhelm Wattenbach an Theodor von Sickel aus den Jahren 1858-1894. [*Mitt. d. Inst. f. österr. Geschf.*, LV, 1944.] — H. von Srbik. Reichskriegsminister Freiherr von Kuhn 1868-1874. [*Ibid.*]

J. Mousset. Le socialisme serbe à la croisée des chemins : bakounisme ou marxisme. (Histoire de l'évolution des idées révolutionnaires et sociales dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et de l'influence de Markovič.) [*R. des ét. slaves*, 1947, t. XXIII.] — D. M. Lang. Some Western Sources of Radišev's Political Thought. (Influence surtout des Encyclopédistes.) [*Ibid.*, 1949, t. XXV.] — L. Réau. Un peintre romantique russe : Alexandre Ivanov. [*Ibid.*, 1951, t. XXVII.] — P. Charles. La famille paysanne russe d'après le droit coutumier. (Organisation communautaire des campagnes sur la base de la famille, maintenue par la loi russe : 1861, 1886.) [*Ibid.*, 1921, t. I.] — P. Pascal. L'entraide paysanne en Russie. [*Ibid.*, 1942, t. XX.] — Id. La paysanne du nord de la Russie. [*Ibid.*, 1930, t. X.] — Robert F. Byrnes. Pobedonotsev's conception of the good society : an analysis of his thought after 1880. [*Rev. of politics*, avril 1951.] — A. Novotny. Graf Peter Andreiwitsch Schuwalow. [*Mitt. d. Inst. f. österr. Geschf.*, LVIII, 1950.]

M<sup>me</sup> Marcelle Reeves-Morache. La Canadienne pendant les troubles de 1837-1838. [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, juin 1951.] — Charles-D. Hérisson. La contribution des Huguenots français et de leurs descendants à la vie nationale sud-africaine. [*Bull. hist. et litt. de la Soc. de l'hist. du Prot. fr.*, avril-juin 1951.] — H. Kramer. Das Dante Alighieri Denkmal in Trient im Rahmen des italienischen Irredentismus. [*Mitt. d. Inst. f. österr. Geschf.*, LVIII, 1950.]

## VI. HISTOIRE CONTEMPORAINE

V.-L. Tapié. L'opinion des pays tchèques au printemps de 1917. [*R. des ét. slaves*, 1951, t. XXVII.] — Prince Demètre Ghika. Autour de deux conférences diplomatiques (San-Remo et Spa). [*R. des D. M.*, 15 mars 1951.] — M. Canard. Coiffure européenne et Islam. [*Ann. de l'Inst. d'ét. or. Alger*, 1949-1950.] — André Adam. La « bidonville » de Ben Msik à Casablanca. Contribution à l'étude du prolétariat musulman au Maroc. [*Ibid.*]

G. Vaccarino. Il primo Congresso storico internazionale sulla II guerra mondiale all'Occidente. [*Riv. st. ital.*, 1951, fasc. I.] — Jeter A. Isely. Literatur zum zweiten Weltkrieg in den Vereinigten Staaten von Amerika. [*Die Welt als Gesch.*, 1951, 1.] — Gisbert Beyerhaus. Neue Wege zur Erforschung des zweiten Weltkrieges. [*Ibid.*] — Magne Skodvin. La place de la Norvège dans les plans militaires de Hitler après le 7 juin 1940. (En norvégien.) [*N. H. T.*, 1951, 1.] — H. M. La Commission parlementaire d'enquête. [*R. d'Hist. de la 2<sup>e</sup> guerre mond.*, juin 1951.] — F. Debyser. La défaite militaire française et l'armistice vus de Washington. (D'après les *Mémoires* de M. Cordell Hull.) [*Ibid.*] — R. Dautry. Note remise à M. Paul Reynaud, président du Conseil, destinée au Conseil des ministres du mercredi 12 juin 1940, quatre heures, mais remise seulement le lendemain au président du Conseil. [*Ibid.*] — J. Vidalenc. L'exode de 1940. [*Ibid.*] — Louis Marin. Contribution à l'étude des prodromes de l'armistice. [*Ibid.*] — A. Truchet. L'armistice et l'Afrique du Nord. [*Ibid.*] — H. Michel. La Passion de la flotte française. (D'après le livre de M. A. Kammerer.) [*Ibid.*] — J. Willequet. Le procès Falkenhause. [*Ibid.*] — Michel Chevalier. France rurale d'aujourd'hui : en Haut-Couserans. [*Annales*, janvier-mars 1951.] — Klemens von Klemperer. Towards a fourth Reich? The history of national bolshevism in Germany. [*Rev. of politics*, avril 1951.]

René Grousset. Au Japon. [*R. des D. M.*, 1<sup>er</sup> mars 1951.] — Robert B. Dishman. Mr Justice White and the rule of reason. (La jurisprudence de la Cour suprême dans l'application de la loi antitrust Sherman.) [*Rev. of politics*, avril 1951.] — P. George. Le travail au village dans l'ancienne et la nouvelle Russie. (Ampleur et rapidité des transformations agraires en moins d'un siècle, en notant la persistance d'éléments de continuité : cf. artisanat rural.) [*R. des ét. slaves*, 1951, t. XXVII.] — P. Deffontaines et Mieczyslaw. La vie pastorale dans la Czernahora. (Ses différents types ; comment il faut y voir l'influence roumaine ; le déclin de ce genre de vie avec la restriction de l'émigration aux U. S. A.) [*Ibid.*, 1930, t. X.]

E. Zedet. Le pétrole dans le monde. [*R. de Déf. nat.*, mai 1951.] — Julio Vargas Prada. Modernas interpretaciones del Peru. (Excellent article qui présente quelques-uns des grands problèmes du Pérou contemporain et les prises de conscience qu'ils suscitent.) [*Estudios amer.*, n° 3, mai 1949.]

## VII. HISTOIRE RELIGIEUSE

Paul Devos. Le R. P. Paul Peeters, son œuvre et sa personnalité de bollandiste. Bibliographie de P. Paul Peeters. [*Anal. Bolland.*, t. LXIX, 1951, fasc. 1-2.] — J. de Font-Réaulx. La structure comparée d'un diocèse. [*R. d'hist. de l'Egl. de Fr.*, juillet-décembre 1950.] — A. C. Jemolo. I limiti alle possibilità dello storico. (A

propos des recherches de G. Le Bras sur le sentiment religieux.) [*Rendiconti Lincei*, V, 11, 12, novembre-décembre 1950.]

Paul Grosjean. Notes d'hagiographie celtique. [*Anal. Bolland.*, t. LXIX, 1951, fasc. 1-2.] — Baudouin de Gaiffier. Hagiographie bourguignonne. (A propos de la thèse de René Louis sur Girart, comte de Vienne.) [*Ibid.*] — Id. Les sources de la Passion de saint Eutrope de Saintes dans le *Liber sancti Iacobi*. [*Ibid.*] — Paul Devos. Actes de Thomas et Actes de Paul. [*Ibid.*] — François Halkin. Inscriptions grecques relatives à l'hagiographie. IV : La Palestine (suite). [*Ibid.*] — Clovis Brunel. Nouvelle version provençale de la lettre du Christ tombée du ciel. [*Ibid.*] — Henri Grégoire et Paul Orgels. La véritable date du martyre de saint Polycarpe (23 février 177) et le *Corpus polycarpianum*. [*Ibid.*] — Fernand de Visscher. Le régime juridique des plus anciens cimetières chrétiens à Rome. [*Ibid.*]

B. Faucher. Note sur le toponyme Martres et sur l'ancienneté du culte de saint Vidian. [*A. du Midi*, avril 1951.] — Fr. Leskoschek. Die Geschichte der St Josef-Verehrung in Steiermark. [*Bl. f. Heimatkunde Steiermark*, 1948.] — Jean-Rémy Palanque. Les évêchés provençaux à l'époque romaine. [*Provence hist.*, janvier-mars 1951.] — A. Artonne. Les statuts synodaux diocésains français du XI<sup>e</sup> siècle au Concile de Trente. [*R. d'hist. de l'Égl. de Fr.*, juillet-décembre 1950.] — A. Goetsouwers. De oorsprong der abdij Rosendaal. [*Bull. Comm. R. d'Hist.*, CXIV, 3-4.] — P. Bonenfant. La charte de fondation du chapitre de Sainte-Gudule à Bruxelles. [*Ibid.*, CXV, 1.] — J. Stiennon. Documents inédits sur l'organisation de l'abbaye de Saint-Trond au XI<sup>e</sup> siècle. [*Ibid.*, CXIV, 2.] — J. J. Hoebaux. Contribution à l'histoire de l'abbaye de Nivelles au XIII<sup>e</sup> siècle. [*Ibid.*, CXIII, 1-2.] — J. Monfrin. Liste d'arrérages dus à la Chambre apostolique dans les diocèses de Lyon, Mâcon, Chalon et Autun (1404-1405). [*R. d'hist. de l'Égl. de Fr.*, juillet-décembre 1951.] — Noël Didier. Postulation, élection et provision apostolique à l'évêché de Carcassonne en 1456. (Éclaire l'opposition que suscita le Concordat dans les chapitres et l'opinion gallicane.) [*R. H. D. F. É.*, 1951, n° 1.] — Émile Mâle. Le type de saint Jean-Baptiste dans l'art. [*R. des D. M.*, 1<sup>er</sup> mars 1951.] — H. Pirchegger. Beiträge zur Besitz- und Rechtsgeschichte steirischer Stifte. [*Zt. d. hist. Vereines f. Steiermark*, 1948.] — A. Sparber. Der Brixner Bischofskatalog. [*Mitt. d. Inst. f. österr. Geschf.*, LVIII, 1950.] — E. Zöllner. Woher stammte der heilige Rupert? [*Ibid.*, LVII, 1949.] — H. Feine. Ursprung, Wesen und Bedeutung des Eigenkirchentums. [*Ibid.*, LVIII, 1950.] — W. Holtzmann. Die Dekretalen Gregors VIII. [*Ibid.*] — Fichtenau. Neues zum Problem der italienischen « Riesenbibeln ». [*Ibid.*] — H. Schmidinger. Die Palliumverleihung Benedikts VIII für Ragusa. [*Ibid.*] — O. Vasella. Über das Problem der Klerusbildung im 16. Jahrhundert. [*Ibid.*]

A. Dubois. Les statuts du chapitre cathédral de Saint-Lambert à Liège (XVI<sup>e</sup> siècle). [*Bull. Comm. R. d'Hist.*, CXIII, 4.] — D. Van Dooren et J. Moors. Une enquête en matière d'hérésie dans le ban de Baelen en 1565. [*Ibid.*, CXIV, 1.] — R. P. de Moreau. La suppression de la Compagnie de Jésus dans la principauté de Liège. [*Ibid.*, CX, 3-4.] — H. Dessart. La visite du diocèse de Liège par le nonce Antoine Albergati (1613-1614). [*Ibid.*, CXIV, 1.] — Pierre Moisy. L'architecte François Derand, jésuite lorrain (1750). [*R. d'hist. de l'Égl. de Fr.*, juillet-décembre 1950.] — L.-H. Halkin. Un pouillé du Concile de Tongres en 1700. [*Bull. Comm. R. d'Hist.*, CXV, 2.]

## CHRONIQUE

**France.** — L'Institut français de presse a été définitivement créé le 4 avril 1951. Cet Institut installera un Centre de documentation dans les locaux de la Fondation des Sciences politiques (27, rue Saint-Guillaume). Il reprendra, dès cette année, la publication des *Études de presse*, en en confiant la direction à M. Georges Bourgin. L'Institut est présidé par M. Claude Bellanger, directeur général du *Parisien libéré*.

Cet Institut français ne peut manquer d'avoir une place active dans l'Institut international de la presse, définitivement fondé au mois de mai 1951. M. Lester Markel, *Sunday editor* du *New-York Times*, et M. Cl. Bellanger ont joué un grand rôle dans la fondation de l'Institut nouveau, dont le siège social est fixé, pour trois ans, à Zurich. G. Bx.

### Diplômes d'études supérieures d'Histoire soutenus devant les Facultés des lettres en 1951.

- Aix.** — M. Marcel BLANC : L'enseignement primaire dans les Basses-Alpes avant 1789. [*Assez Bien.*] — M. FERRAN : La haute bourgeoisie protestante marseillaise à la veille de la Révolution. [*T. B.*] — M. DERLANGE : L'administration préfectorale de Dubouchage dans les Alpes-Maritimes, 1803-1814. [*B.*] — M<sup>me</sup> FERRIER-ORTOLI : Marseille à travers sa presse de 1815 à 1820. [*T. B.*] — M. BAUDIÈRES : Les idées sociales de Chateaubriand. [*B.*] — M. DOGLIANI : Lord Brougham, chancelier d'Angleterre et inventeur de Cannes. [*B.*] — M. PRADEILLES : Bédarride et la Révolution de 1848 à Aix. [*B.*] — M. PUTHOD : La discipline et la vie militaire de la 18<sup>e</sup> division sous le Second Empire d'après les Conseils de guerre. — M. René BLANC : Le bagne de Toulon au XIX<sup>e</sup> siècle. [*A. B.*] — *Rappel* (fin 1950) : M. CIAIS : Le mouvement séparatiste dans le comté de Nice après 1860. [*T. B.*] — M<sup>lle</sup> GETREAU : L'industrie pétrolière marseillaise. [*B.*] — M<sup>lle</sup> VILLEGIER-ROUAIRE : Relations économiques du port de Marseille avec l'A. O. F. [*P.*] — M<sup>lle</sup> BOSSY : L'évolution de la vie rurale et du peuplement sur le versant nord de Sainte-Victoire. [*A. B.*] — M. REYNE : L'utilisation de l'eau dans le bas pays des Alpes-Maritimes. [*B.*] — M<sup>lle</sup> COHEN-HADRIA : L'aérodrome d'El Aouina. [*T. B.*] — *Rappel* (fin 1950) : M<sup>lle</sup> LAURENT : Structure agraire de la région de la Nerthe. [*A. B.*]; M<sup>lle</sup> BORELLI : Le port de Saïgon. [*A. B.*]
- ALGER.** — M<sup>lle</sup> COSTANTINI : Cicéron peint par lui-même dans ses discours. [*B.*] — M<sup>me</sup> H. CAMPS : L'huile dans les provinces romaines d'Afrique. [*T. B.*] — P. ROSAN : Saint Augustin, théologien du paganisme dans les dix premiers livres de la *Cité de Dieu*. [*A. B.*] — M<sup>lle</sup> Z. AMIRA : La femme à Bagdad au X<sup>e</sup> siècle. [*A. B.*] — A. LOUIS : Les activités maritimes des Kerkenniens. [*B.*]
- BORDEAUX.** — M. GAGNEROT : Contribution à l'étude d'Argos archaïque. — M<sup>lle</sup> GOUAUX : Philippe l'Arabe. — M<sup>lle</sup> LE BIAN : Julia Domna et son influence historique. — M. FORLACROIX : Transcription, analyse et étude des

- rôles gascons de la sixième année du règne d'Édouard II (1312-1313). — M<sup>lle</sup> ROOS : Transcription, analyse et étude des rôles gascons de la dixième année du règne d'Édouard II (1317-1318). — M<sup>lle</sup> MAHAUT : Le rôle pacificateur de Benoît XII. — M. CHOPLIN : La fondation de Montréal.
- CAEN. — Monique LE LOUP : La Société populaire de Cherbourg, 1790-1795. — François LEMEUR : Entre les Montagnes Noires et l'Océan : le pays de l'Aven (Finistère), étude de géographie régionale. — Joël LE THEULE : Le vignoble du Layon, étude de géographie. — Jean LE THUILLIER : Destruction et reconstruction de Rouen. — Marc PERRICHET : Le port de Paimbœuf et sa population ouvrière à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. — Jean PHILIPPON : L'âme allemande et la guerre. — Jean SOYER : Le port de Cardiff.
- DIJON. — Paul RICARD : Recherches sur le traité *De potestate regia et papali* de Jean de Paris dans ses rapports avec la bulle *Unam sanctam* de Boniface VIII. [T. B.] — Paul COURTIER : Étude de la *Via regia* de Smaragde de Saint-Mihiel. — Roger PEINOIT : Le prince et la maison princière dans l'art des pays bourguignons au XV<sup>e</sup> siècle. — Monique MICHAUX : Dijon, ville de passage au XVIII<sup>e</sup> siècle : les hôtelleries. (Topographie des hôtelleries ; évolution de cette topographie ; les catégories : grandes hôtelleries, auberges, « logis » modestes, logeurs irréguliers ; apparition et importance des chambres garnies ; les logeurs des faubourgs.) — André LINGOIS : La vie et le vocabulaire du vigneron de la Haute-Bourgogne. — Madeleine BEAU : Étude de la bordure de la Montagne entre Is-sur-Tille et la Vingeanne. (En particulier, l'évolution du peuplement et les régimes agraires.)
- GRENOBLE. — J.-P. GOEHS : Les biens nationaux de première origine dans la région de Grenoble. — M<sup>lle</sup> M. BLAIN : Le plébiscite du 8 mai 1870 dans l'arrondissement de Grenoble. — M<sup>lle</sup> E. PANCRAZI : Le mouvement ouvrier et les grèves de 1906 à Grenoble.
- LILLE. — Gérard SIVERY : Chartes de franchise de Guise, XII<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> siècles. — M<sup>lle</sup> ROBILLARD : La Ligue à Abbeville. — Jules DUQUESNE : La seigneurie de Roubaix, fin XVII<sup>e</sup> siècle. — François RIGAUT : La corporation des fripiers à Valenciennes au XVIII<sup>e</sup> siècle. — Francine GAILLARD : La vie économique et sociale à Béthune de 1750 à 1850. — Antoine CHANUT : Les sociétés populaires de Lille pendant la Révolution. — M<sup>me</sup> Micheline GILLET : La mission de Laurent à l'Armée du Nord. — Jean LOUART : L'hôpital de Seclin [B.]
- LYON. — M<sup>lle</sup> GUERRINI : Dion Cassius, historien de l'Empire. — M<sup>lle</sup> BEUT : L'Apologie d'Apulée, étude de la civilisation romaine en Afrique au II<sup>e</sup> siècle. [T. B.] — M<sup>lle</sup> MONDIEZ : La religion de Marc-Aurèle. — M<sup>lle</sup> VIGNE : Valence au XV<sup>e</sup> siècle. [T. B.] — M. DIEUDONNÉ : Essai de définition des « Artisans » lors de la querelle qui les opposa au pouvoir consulaire de la ville de Lyon, 1515-1521. [T. B.] — M<sup>lle</sup> FROSSARD : La réorganisation du diocèse de Valence, 1598-1654. — M. MEISSIREL : L'agriculture et les paysans dans le district de Valence, de 1789 à la récolte de 1792. — M. COMBE : La vie politique à Lyon, de 1818 à 1822. — M<sup>lle</sup> RENEVIER : L'instruction primaire dans la Loire sous la Restauration. — M. FLEURY : Les établissements de bienfaisance lyonnais, 1827-1832. — M. CORGET : Les consultations électorales en Saône-et-Loire, mai 1869-juillet 1871. [T. B.] — M<sup>lle</sup> CHUT : L'industrie chimique dans la région lyonnaise. — M<sup>lle</sup> OLLIER : L'habitat rural en Maconnais et Beaujolais. — M. DUBESSET : La culture des arbres fruitiers et la vie rurale dans la



vallée du Rhône. [T. B.] — M. FONTVIEILLE : La dépression houillère de Saint-Étienne, étude morphologique. [T. B.] (Félicitations du jury — doit être publié dans les *Études rhodaniennes*.) — M<sup>me</sup> MARBEAU : La vallée inférieure de la Bourbre, sa mise en valeur agricole et industrielle, géographie humaine et économique. — M. GACHE : Le problème morphologique du plateau du Vivarais. [T. B.] — M<sup>lle</sup> MILLOT : Recherches sur la localisation de quelques professions à Lyon. [T. B.] — M. ALLEFRESDE : Les fabrications fromagères en Haute-Savoie. [T. B.] — M<sup>lle</sup> ÉVRARD : La « Côte » du Rhône, étude humaine et économique. [T. B.]

MONTPELLIER. — Jacqueline BRINGUIER : Le Péloponèse aux deux premiers siècles de notre ère. — André BARTHELEMI : Le monastère de la Visitation-Sainte-Marie de Montpellier au XVIII<sup>e</sup> siècle. — Raoul BALSO : Conscience de la société européenne du XIX<sup>e</sup> siècle dans la *Volonté de Puissance* de Nietzsche. — Georgette BALSO : Le Biterrois. — Barthélemy BENNASSAR : Contribution à l'étude des Cévennes méridionales : le Gardon de Saint-Just et le Massif du mont Liron.

PARIS. — M<sup>lle</sup> Françoise GUTELLE : Athènes et ses alliés dans la dernière période de la guerre du Péloponèse. [Mention Honorable.] — M<sup>lle</sup> Danièle DAVID : L'idée de royauté chez Isocrate. [Mention H.] — Bernard LECOY : Isocrate et l'idée panhellénique. — Marcel BORDET : La condition des paysans au IV<sup>e</sup> siècle ap. J.-C. [Mention H.] — M<sup>lle</sup> Hélène MIAKOTINE : Le commerce sur la côte égyptienne de la mer Rouge aux époques hellénistique, romaine et byzantine. [Mention H.] — Louis VALENSI : La cour et l'institution impériale d'après Ammien Marcellin. [Mention H.] — M<sup>lle</sup> Marie-Jeanne ROUVEGOUX : Morale stoïcienne et idéal monastique. — M<sup>lle</sup> Marie BONNEVAL : Le chapitre de Levroux, des origines à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle. — M<sup>lle</sup> Marie-Jeanne GALZIN : Recherches sur les familles byzantines sous les règnes de Jean I<sup>er</sup> Trémiscès et de Basile II. [Mention T. H.] — M<sup>lle</sup> Michelle GUISSSET : Les familles byzantines de 1025 à 1081. [Mention H.] — Gisèle DELORME : Le personnel et le fonctionnement des administrations centrales, notamment du Parlement, pendant la crise de 1356-1360. [Mention H.] — Claude POINSSOT : L'ancienne abbaye de Saint-Bénigne de Dijon. [Mention T. H.] — M<sup>lle</sup> Odette ROUTIS : Philippe de Harveuf et l'éducation des clercs. — René BAILLARGEAT : Étude critique sur les monuments élevés par les seigneurs de Montmorency. — Gilbert LHOSTE : Les débuts du crédit public en France et en Espagne au XVI<sup>e</sup> siècle. [Mention T. H.] — M<sup>me</sup> Hélène DE GISONS : Les classes rurales dans la région d'Argenteuil aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles (1650-1789). [Mention H.] — M<sup>lle</sup> Gisèle LODOYER : L'ambassade du duc de Nivernais à Londres. [Mention H.] — Robert NAURA : État économique et social de la généralité de Caen sous le règne de Louis XIV. [Mention T. H.] — M<sup>me</sup> Marie-Louise SARAVAS : Architecture religieuse en Charente-Maritime aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. [Mention T. H.] — M<sup>lle</sup> Jeanne SAUSSEAU : Le développement architectural de la ville de Fontenay-le-Comte (Vendée) du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle. [Mention H.] — M<sup>me</sup> Monique ALDEBERT : Les théâtres en France dans la seconde partie du XVIII<sup>e</sup> siècle. — M<sup>lle</sup> Suzanne BANON : La politique de Vergennes à l'égard de la Prusse dans les années 1783-1785. [Mention H.] — M<sup>lle</sup> Yvonne CHAMPAILLER : L'opposition des Parlements aux réformes de Turgot. [Mention T. H.] — Henri GOUY : L'ambassade de

- Noailles à Londres (1777-1778). — M<sup>lle</sup> Simone MERCIER : L'organisation du ministère des Affaires étrangères de 1762 à 1787. [*Mention T. H.*] — M<sup>lle</sup> Jeannine BELLANGER : La vie des classes rurales dans la région de Villepreux pendant la Révolution (1789-1799). [*Mention H.*] — M<sup>lle</sup> Laure CARTIER : Un évêque de Napoléon : Monseigneur Jauffret. [*Mention T. H.*] — M<sup>lle</sup> Hélène DUFRESNE : La politique du livre de 1789 à 1830. [*Mention T. H.*] — E. FURET. La presse parisienne devant les grands problèmes politiques et sociaux, 1789-1791. [*Mention H.*] — Bernard GAUTHIER : La conscription dans un département du Midi (Consulat et Empire). [*Mention H.*] — M<sup>lle</sup> Cécile GUILLARD : Le Conseil des Fabriques et manufactures sous l'Empire. [*Mention H.*] — M<sup>lle</sup> Thérèse HEMAR : Les études et les étudiants de l'enseignement supérieur à Paris sous l'Empire. [*Mention H.*] — Marc HEURGON : Le Système continental à Naples sous J. Murat. [*Mention T. H.*] — M<sup>lle</sup> Victoria OLIVIER : Le Conseil de l'Université impériale. — M<sup>lle</sup> Christiane CÂMENT : Chateaubriand, ministre des Affaires étrangères, et la Russie. — Roger HUOT : Les élections de 1837. [*Mention H.*] — M<sup>lle</sup> Bathilde LABOUREUR : Recherches sur les idées sociales de la bourgeoisie en France de 1837-1847. — M<sup>lle</sup> Jacqueline REMOND : La loi de 1841 sur le travail des enfants dans les manufactures et son application. [*Mention T. H.*] — M<sup>lle</sup> Jacqueline VALLÉE : L'idéologie nationale de la bourgeoisie sous la Restauration (1815-1830). [*Mention T. H.*] — M<sup>lle</sup> Monique GUIBERT : L'opinion publique et l'insurrection de Kabylie. — René BERNARD : La rivalité économique anglo-allemande et le Bagadahn. — François CALLAIS : La délégation des « Gauches ». [*Mention H.*] — Jean-Gabriel GAUSSENS : Essai sur le comportement politique charentais de 1848 à 1870. [*Mention H.*] — Philippe MASSON : L'œuvre de Delcassé au ministère de la Marine (1911-1913). — Raymond POIDEVIN : Les relations économiques entre l'Alsace et la France, l'Alsace et l'Allemagne de 1871 à 1892. [*Mention T. H.*] — Adolphe RAIZMAN : Les partisans d'un rapprochement avec l'Allemagne dans l'opinion française de 1897 à 1904. — Marie-Madeleine REINHARD : L'évolution de la ville de Saint-Brieuc depuis l'établissement du chemin de fer à nos jours. [*Mention H.*] — Jean-Joseph SERVONNAT : Étude sur les emprunts russes en France, 1888-1914. [*Mention T. H.*] — Guy VERDEIL : L'opinion publique dans le XII<sup>e</sup>-V<sup>e</sup> arrondissement, de 1871 à 1939. [*Mention H.*] — Claude COLLIN : Recherches sur la géographie politique du Royaume-Uni (1920-1950). [*Mention T. H.*] — M<sup>me</sup> Gilberte PAULET : La collection des plans-reliefs.
- POITIERS. — M. PERSCHAIS : La Sèvre Niortaise. (Rôle économique de la Sèvre; travaux récents de curage entrepris dans le marais poitevin.) — M. SEMPI : La cuvette de Saint-Maixent. (Étude physique, humaine et économique.) — M. VÉRYNAUD : La montagne de Blond et ses bordures méridionales et occidentales. (Évolution de l'habitat et de la structure agraire, dans cette petite région du Limousin, depuis le peuplement primitif jusqu'à nos jours.)
- RENNES. — Michel GLOANEC : La communauté de ville de Quimper au XVIII<sup>e</sup> siècle. — Jacques NOBÉCOURT : Le grand-duché de Bade, 1795-1806. — Alain DE DIEULEVEULT : L'abbaye de Saint-Pierre-de-la-Couture du Mans au Moyen Âge (990-1518). (L'auteur critique et corrige la date des documents figurant au Cartulaire imprimé en 1881 et en enrichit la collection.) — Albert JANOT : Les prieurés anglais de l'ordre de Fontevrault, jusqu'à la suppression en 1539.

d'après leurs archives ; étude économique et institutionnelle. — M<sup>lle</sup> Yvonne SORIN : Laval, étude de géographie urbaine. — Claude GRIMAL : Les forêts d'Anjou entre Loir et Loire. (*Annales de Bretagne*, LVIII, 1951.) — Lucien LE CAM : Les îles et les presqu'îles du golfe de Morbihan. (*Ibid.*) — M<sup>lle</sup> Anne VAUTRAIN : Le pays des Abers. (*Ibid.*) — M<sup>lle</sup> Nicole BALLOFET : Le quartier sud de la ville de Rennes. — M<sup>lle</sup> Lucienne LE ROUZIC : Le plateau de Guérande. — Gilbert LE GUEN : Problèmes de la reconstruction nazairienne.

STRASBOURG. — Lazare LANDAU : Ézéchiél, prophète-historien. [B.] — Jacques UNGERER : Le pont du Rhin à Strasbourg de la fin du xiv<sup>e</sup> siècle à 1790. [A. B.] — Yvette BORNERT : L'enseignement post-scolaire à Strasbourg (1833-1939). [B.] — François-Joseph CLAD : De l'encyclique « *Rerum novarum* » à l'encyclique « *Graves de Communi* ». Le mouvement ouvrier chrétien. [A. B.] — Gabriel WACKERMANN : L'industrie pétrolière de Pechelbronn ; étude de géographie humaine. [A. B.] — Irène MUSLIN : Le marché de la potasse d'Alsace. [B.] (Résumé par l'auteur dans *Bull. de la Fac. des lettres de Strasbourg*, 30<sup>e</sup> année, 1951, n<sup>o</sup> 2.)

TOULOUSE. — Bartolomé BENASSAR : Sidoine Apollinaire et les Wisigoths. — Maurice MEUSNIER : Fondation et construction d'un collège universitaire au xiv<sup>e</sup> siècle : le collège de Périgord à Toulouse. [A. B.] (Un résumé de ce diplôme a paru dans les *Annales du Midi*, juillet 1951, p. 211-220.) — R. DESCADEILLAS : Le comité civil et militaire de Narbonne, 1793-1794. [B.] (Mise au point d'une étude publiée en 1939 [Carcassonne, 1 vol. in-8<sup>o</sup>, xi-194 p.].) — Janine LUNET : Les clochers-murs de la Haute-Garonne. [B.] — Yvette LAMOTHE : La vallée d'Aure, étude du paysage rural. [A. B.] (Très anciennement occupée par des populations agro-pastorales, rassemblées en villages fortement groupés et pratiquant un système d'exploitation communautaire, la vallée d'Aure en amont d'Arreau a offert une résistance remarquable à la pénétration du régime féodal (rareté des « casals », analogues aux manses de la France septentrionale), et plus tard à l'accaparement bourgeois des terres. Les deux faits essentiels ont été, au Moyen Age, la colonisation de la partie supérieure de la vallée jusque-là presque vide d'habitants, par petits groupes individuels, et, à partir de la fin du xviii<sup>e</sup> siècle, le relâchement des servitudes communautaires, permettant la multiplication de l'arbre dans la zone cultivée et la création de l'aspect bocager caractéristique du paysage actuel.) — Micheline VIDAILLAC : Le vignoble de la vallée du Lot et de ses abords. [B.] (Après quelques développements sur l'exportation du vin de Cahors au Moyen Age, le travail part de la seconde moitié du xviii<sup>e</sup> siècle et insiste sur la crise du phylloxéra.)

BESANÇON, CLERMONT, NANCY ne nous ont encore rien signalé.

#### Soutenance de thèses de doctorat en Sorbonne.

A. BON, *La Morée franque de 1205 à 1430 : recherches historiques, topographiques et archéologiques* (thèse principale). — *Le Péloponnèse byzantin jusqu'en 1204* (thèse complémentaire). — Soutenance le 24 novembre 1951.

C'est à peu près toute l'histoire du Péloponnèse au Moyen Age que recouvrent les thèses présentées à la Sorbonne par M. A. Bon, maître de conférences à la

Faculté des lettres de Montpellier. Sujet difficile et qui a nécessité de longues et patientes recherches : le président du jury, M. Picard, peut en témoigner, lui qui a eu l'occasion d'accompagner le candidat d'aujourd'hui dans ses studieuses promenades à travers la péninsule, ce qui lui permet d'évoquer des souvenirs souvent pittoresques et de donner ainsi à cette soutenance un ton personnel et amical que ce genre de solennité ne comporte pas toujours. Il n'est d'ailleurs pas le seul à rendre hommage à M. Bon pour l'étendue et la qualité de son travail : à propos de la « petite thèse » comme de la « grande », tous les membres du jury soulignent le caractère particulièrement méritoire d'un effort prolongé mis au service, il faut bien le dire, d'un sujet ingrat.

Ce sujet est ingrat parce que le Péloponnèse n'a jamais été, pendant les siècles du Moyen Âge, au centre de l'histoire universelle ; dans le cadre étroit de cette petite péninsule se sont répercutés les événements du monde méditerranéen : ainsi se posent, à propos de cette histoire régionale, des problèmes de grand intérêt général, mais qui ont d'autant moins de chance d'être résolus sur le plan local que les sources de tous ordres sont très insuffisantes.

Ces observations que nous venons de citer ont été présentées particulièrement à propos de la thèse complémentaire, qui s'arrête à la conquête franque du début du XIII<sup>e</sup> siècle. Le Péloponnèse n'est, à cette époque, qu'une province de l'empire byzantin — et une province négligée par le Gouvernement central, comme le remarque M. Lemerle : ce dernier ajoute que l'étude de cette région n'éclaire pas beaucoup la situation et l'histoire des autres provinces, mais est éclairée elle-même par ce que nous savons de ces provinces. M. Guillard note aussi que l'on commence seulement à étudier les sources archéologiques : en attendant qu'elles fournissent les renseignements que l'on est en droit d'en attendre, il faut bien se borner à « exploiter de petits faits » ; c'est le travail auquel l'auteur s'est livré selon « une méthode très sûre et très exigeante ».

Les sources sont certes plus nombreuses sur la période franque qui va de 1204 à 1430. Pourtant, M. Perrin trouve le sujet lui-même « un peu décevant », car les nombreux problèmes qui se trouvent posés ne peuvent être résolus dans l'état actuel de nos connaissances. En particulier, selon l'auteur lui-même, l'histoire de la Morée devient de plus en plus complexe au fur et à mesure que la principauté s'affaiblit, et cela en raison de l'intervention de nombreuses puissances.

Ce sujet ingrat, M. Bon ne cherche pas à le « rendre aimable » : cette remarque n'est pas le fait seulement de M. Perrin, et les membres du jury ont été unanimes à reprocher, avec le sourire, au candidat d'avoir, peut-être, poussé un peu loin l'austérité inhérente à une thèse de doctorat. Non seulement M. Bon a évité « d'embellir » son sujet, note M. Paul Deschamps, mais encore il le minimise parfois contrairement à la tendance la plus répandue chez les chercheurs ; pourquoi prétendre, par exemple, que la période brillante de la principauté n'a duré qu'un demi-siècle, alors que les autres historiens, comme M. Jean Longnon, l'évaluent à un siècle ? De même, c'est par un scrupule bien respectable que l'auteur s'est abstenu de « faire de la littérature » et de rechercher des effets faciles, mais il aurait pu néanmoins, remarque M. Deschamps, mieux mettre en valeur la présence et le rôle des Français en Morée, et aussi, ajoute M. Picard, présenter avec plus de relief certains personnages remarquables, sans craindre le détail pittoresque. Plusieurs membres du jury, M. Deschamps à propos de la thèse principale, comme M. Lemerle à propos de la thèse complémentaire, souhaiteraient aussi que M. Bon

premier parti avec plus de force et de netteté sur les solutions qu'il envisage aux problèmes posés.

Il faut attribuer cette modestie, cette réserve, à la conscience méticuleuse que l'auteur a mise dans son travail. Là encore, les membres du jury sont unanimes à l'honorer du reproche d'avoir exagéré de légitimes scrupules. Par exemple, M. Bon expose longuement les théories sans valeur de ses devanciers : il est vrai que piétiner ses prédécesseurs est un des plaisirs les plus délicats que puisse goûter le savant, si l'on en croit M. Picard, qui applique à cette thèse ce mot d'un historien : « Il y a des cadavres dans les notes. »

Parmi les problèmes que le candidat aborde sans pouvoir les résoudre, un des plus importants, sinon le plus important, est celui des contacts ou des mélanges ethniques qui ont pu s'opérer dans le Péloponnèse. Cette question se pose dès avant 1204 à propos de la pénétration slave. Elle intéresse particulièrement M. Lemerle, qui estime, avec l'auteur, que l'on a beaucoup exagéré la gravité et les conséquences des invasions dans le Péloponnèse comme dans toute la Grèce. On ne découvre, en effet, aucune trace d'influence slave dans l'archéologie ou dans la langue, mis à part quelque quatre cent trente noms de lieux. Pourtant, l'étude des monnaies et des textes montre que le Péloponnèse s'est trouvé coupé de Byzance du *viii*<sup>e</sup> au milieu du *ix*<sup>e</sup> siècle ; ni M. Bon, ni M. Lemerle ne pensent que la seule responsable en soit l'occupation slave. Celle-ci, pour M. Lemerle, a été une simple occupation de fait, sans arrière-plan politique, par des « peuplades inorganiques et inorganisées » et de civilisation inférieure, venues dans la péninsule à la suite d'« une sorte d'appel d'air provoqué par l'affaiblissement passager du pouvoir central, l'appauvrissement de la région, sa dépopulation » — une occupation essentiellement agricole qui a épargné les villes et les côtes et qu'une réaction grecque a rendue peu durable. Les Slaves ont fini par perdre jusqu'à leur religion et leur langue et n'ont pu subsister que dans les montagnes sous la forme de deux tribus étroitement cantonnées, contrôlées par l'administration byzantine et payant l'impôt. Ainsi ils n'ont rien « apporté au pays sur lequel ils ont vécu » : le Péloponnèse est resté grec et son histoire n'est qu'un cas particulier d'un phénomène plus général, le recul, puis le réveil et la transformation de l'hellénisme.

L'occupation franque après 1204 pose, bien entendu, en des termes tout différents, le problème du contact entre deux populations et deux civilisations, problème que M. Bon place au centre de ses préoccupations sans être en mesure de lui apporter une solution ; il ne peut même pas, comme le remarque M. Perrin, nous fournir des renseignements sur la démographie de la Morée et les rapports numériques existant entre les deux groupes d'habitants.

M. Bon met pourtant en lumière, à cet égard, quelques faits frappants. D'abord, la bonne entente qui a régné entre Grecs et Francs au lendemain de la conquête a donné à la principauté, au *xiii*<sup>e</sup> siècle, une base plus solide que celle de tout autre État latin de cette époque. C'est le seul moment de l'histoire où le Péloponnèse ait servi de cadre à la constitution d'un État autonome ; un sentiment national a pu y naître et s'y développer. Les événements, surtout ceux du *xiv*<sup>e</sup> siècle, ont cependant empêché la Morée de devenir le point de départ d'une formation stable. De plus, la domination occidentale a, en fait, laissé peu de traces dans la civilisation du pays : quelques vestiges dans les monuments, mais aucun dans la langue ; pourtant, par la prospérité qu'elle a donnée à la Morée, elle a rendu possible une renaissance proprement grecque.



Le déclin de la principauté au <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle est, du reste, lié à la disparition rapide des premières familles venues d'Occident au moment de la conquête ; à une minorité homogène solidement installée se sont substitués peu à peu des fonctionnaires italiens et des seigneurs venus des pays d'origine des princes successifs : Savoie, Dauphiné, Bourgogne — éléments trop divers pour que puisse se maintenir une solidarité effective : de plus, ignorant le pays, sa langue, ses habitudes, ils sont entrés en conflit avec la population grecque avant de se laisser absorber par elle : M. Bon note au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle d'assez nombreux mariages entre Grecs et Occidentaux et même des conversions de ceux-ci à l'Église « orthodoxe ».

A ce sujet, M. Paul Deschamps déplore l'absence de toute précision sur les origines des familles françaises établies dans la péninsule ; il aimerait aussi avoir la liste des barons français de Morée. De même, M. Perrin voudrait trouver dans l'ouvrage de M. Bon quelques tableaux généalogiques dont les plus nécessaires lui paraissent être ceux des Villehardouin et des Angevins de Naples. Même les sept remarquables cartes établies par l'auteur ne sont pas encore assez complètes au gré de M. Deschamps ; celui-ci raconte plaisamment qu'il a eu bien du mal à les raccorder en les étalant par terre dans son bureau, afin d'avoir une vue d'ensemble du pays.

Pourtant, c'est surtout aux recherches archéologiques de M. Bon que s'intéresse naturellement M. Deschamps. Il est vivement frappé par la pauvreté des constructions et des connaissances architecturales des Français de Grèce, qui fait contraste avec l'importance et la richesse des grands monuments de Syrie : comment se fait-il que l'on ait édifié aussi misérablement des châteaux qui ont servi de cadre à une vie fort brillante ? A vrai dire, M. Picard nous apporte sur ce point des impressions un peu différentes ; les ruines franques de Morée lui paraissent intéressantes et leur médiocrité relative s'explique facilement à ses yeux par la pauvreté du pays et des moyens mis en œuvre.

En tout cas, M. Bon a mis au service de sa science archéologique un fort remarquable talent de photographe, auquel M. Picard tient à rendre tout spécialement hommage. Le copieux album joint à la thèse principale témoigne à la fois de ce talent et de l'ampleur des recherches effectuées. L'importance de ces dernières est également attestée par une grosse bibliographie méthodique et critique, que M. Perrin juge même « un peu surabondante », bien qu'elle ne signale aucun article de revue. Surabondantes aussi, au gré de M. Perrin, les notes qui pourtant ne font état que des sources imprimées, voire d'ouvrages de seconde main. M. Perrin conteste aussi certaines expressions ou graphies comme l'archaïque « Mainfroy » au lieu de Manfred, ou la mention du royaume de Naples avant 1282.

Quoi qu'il en soit de ces points de détail, M. Bon a accompli, selon l'expression de M. Picard, une « besogne d'exploration » d'une valeur inattaquable et d'un mérite singulier. Quand la thèse principale sera imprimée comme l'est déjà la thèse complémentaire, les deux ouvrages constitueront, pour les historiens, des instruments de travail de premier ordre et orienteront leurs recherches vers des problèmes que l'auteur a eu le grand mérite de poser sans avoir les moyens de les résoudre.

H. MARC-BONNET.

— Du 10 au 15 septembre 1952 se tiendra à Strasbourg le VI<sup>e</sup> Congrès des sociétés françaises de philosophie de langue française dont le thème choisi par le comité d'organisation est *l'homme et l'histoire* : méthodologie, la psychologie et l'histoire personnelle, le sens de l'histoire, la philosophie et son histoire. L'adhésion doit être envoyée à MM. Gusdorf et Ricœur, Palais universitaire, Strasbourg ; le

droit d'inscription de 1.000 francs à valoir sur la cotisation étant versé à M. Grappe, 12, rue Humann, Strasbourg (C. C. P. 386.00).

**Portugal.** — *Bracara Augusta (Revista cultural da Camara municipal de Braga.* Directeurs : Dr. Sergio Silva Pinto et Jose Constantino Ribeiro Coelho) prend la suite de *Braga. Boletim do Arquivo municipal* (numéros reçus : octobre 1950, vol. II, n° 3 (16) ; février 1951, vol. II, n° 4 (17) ; juin 1951, vol. III, n° 1, gr. in-8°, 130 p. chaque). C'est une revue d'histoire ancienne et d'histoire du Moyen Age, où l'on peut faire d'utiles rencontres. Pierre CHAUNU.

**République Argentine.** — Nous recevons le premier numéro d'une revue argentine d'histoire (*Revista de Historia de las Ideas*, n° 1, 1950. Directeur : Roger Labrousse. Universidad Nacional de Tucumán, in-8°, 128 p.). Nous relevons au passage un article de Rodolfo Mandolfo sur la dignité du travail manuel dans l'Antiquité (*Trabajo manual y intelectual*, p. 5-25), une étude de Roger Labrousse où l'influence de Hobbes sur Pufendorf est soulignée (*La influencia de Hobbes sobre la doctrina politica de Pufendorf*, p. 27-61), et où Pufendorf nous apparaît lui-même à la base du contrat social dans l'œuvre de Locke et de Rousseau. Intéressant pour un Français, l'article de Celina E. C. de Carilla, qui montre la profonde influence de Lamennais dans les pays de La Plata (*Lamennais y el Rio de La Plata*, p. 63-68)... des comptes rendus. P. C.

**U. R. S. S.** — *Soutenances de thèses en Union soviétique*<sup>1</sup>. — Vingt-neuf travaux de « candidats » et neuf thèses ont été présentés devant l'Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences d'U. R. S. S. entre le 19 décembre 1949 et le 9 octobre 1950. Voici les sujets de thèses, dont deux concernent l'histoire de la France :

19 décembre 1949 : N. A. SIDOROVA, *Les débuts de la culture urbaine en France.*

20 mars 1950 : V. S. VIRGINSKIÏ, *L'apparition des premières voies ferrées et le problème des chemins de fer en Russie jusque vers 1840.*

3 avril 1950 : V. K. JACUNSKIÏ, *La géographie historique, son histoire du XIV<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle.*

29 mai 1950 : E. E. BURČULAZDE (de Tbilissi), *La Géorgie dans la guerre d'Orient (1853-1856).*

5 juin 1950 : G. P. BAŠARIN, *L'évolution des structures agraires en Iakoutie de 1760-1770 à 1830-1840.*

19 juin 1950 : K. A. ANTONOVA, *La politique religieuse d'Akbar (1596-1605).*

26 juin 1950 : L. G. BESKROVNIÏ, *La création de l'armée russe au XVIII<sup>e</sup> siècle.*

30 juin 1950 : S. M. FAJERŠTEÏN (de Bakou), *La société méridionale des Décabristes.*

9 octobre 1950 : A. Z. MANFRED, *La politique étrangère de la France du traité de Francfort à l'alliance franco-russe (1871-1891).*

La thèse de N. A. SIDOROVA tend à démontrer que, contrairement aux affirmations de l'historiographie bourgeoise, la culture médiévale n'est pas uniquement « féodalo-religieuse », qu'il y a une culture urbaine, antiféodale, anticléricale, puis

1. *Voprosy istorii* (Questions d'histoire), 1951, n° I, p. 149-159.

2. L'accès à l'Enseignement supérieur en U. R. S. S. se fait en deux temps : « kandidatskaja dissertacija », d'un niveau comparable, peut-être un peu supérieur, à notre D. E. S., et « doktorskaja dissertacija », Doctorat proprement dit (ici : Doctorat des Sciences historiques), qui ne comporte pas de thèse secondaire.

sant ses sources dans les créations littéraires et artistiques des masses et s'épanouissant dans les formes d'hérésies et les mouvements de libération des villes aux XI<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> siècles. Elle souligne le caractère étroit et réactionnaire de la culture représentée par l'Eglise catholique et symbolisée par la lutte implacable menée contre Abélard et ses disciples. L'un des membres du jury<sup>1</sup> reproche cependant au candidat d'avoir sous-estimé l'importance de la foi dans les conceptions d'Abélard ; un autre, de n'avoir pas suffisamment éclairé le rôle de la royauté dans la naissance et le développement de la culture urbaine, ni montré qu'en définitive cette culture reposait sur une base étroite dont les premiers éléments avaient à l'égard des masses populaires une attitude qui n'était pas toujours faite de sympathie.

La thèse de A. Z. MANFRED veut détruire la légende, répandue par les historiens bourgeois, d'une France pratiquant une *politique* strictement défensive après l'écrasement de la Commune ; en fait, tant vis-à-vis du peuple français que des peuples coloniaux, la politique française a été à la fois réactionnaire et agressive. Mais, en face d'une Allemagne provocatrice (autre légende rejetée, celle-ci répandue par les Allemands : la soif de revanche de la France), le gouvernement français, privé d'une armée puissante, a été contraint de pratiquer une *tactique* momentanée de défense. D'où son attitude « pusillanime, honteuse et blessante pour le sentiment national », faite du désir d'apaisement et d'accommodement. La France doit à la Russie, entre 1871 et 1878, d'avoir pu écarter le danger allemand (conspiration du silence des historiens français, américains, anglais et allemands sur le rôle de la Russie pendant cette période). Après une tentative avortée de rapprochement avec l'Angleterre et l'Allemagne (la Russie paraissant à la Bourgeoisie financière de France un concurrent dangereux dans le Moyen-Orient), la France, complètement isolée, sauvée d'une nouvelle agression par la Russie en 1887, signe par nécessité l'alliance franco-russe. Dès lors, elle prépare la guerre impérialiste de 1914, dont l'issue heureuse a reposé sur l'appui de la Russie. Observations des membres du jury : dans l'analyse des rapports franco-allemands, tenir compte du conflit entre Bismarck et la Bourgeoisie allemande — mieux définir la position de l'Angleterre entre 1871 et 1891 — insister davantage sur l'importance de l'alliance franco-russe pour la Russie ; l'opinion du candidat sur la crise de 1887 lui vaut également quelques critiques.

En conclusion, l'auteur du compte rendu déplore, parmi les sujets de thèse présentés, l'absence d'études sur la société et le gouvernement soviétiques ; sa remarque vaut même pour les travaux des « candidats », puisque, des vingt-neuf dissertations examinées, quatre seulement portent sur l'histoire soviétique (et huit sur l'histoire contemporaine). Enfin, les soutenances lui paraissent avoir un caractère formel, manquer d'animation et n'opposer que rarement des avis scientifiques différents.

Roger PORTAL.

1. Le jury comprend trois « official'nye oponenty » (« contradicteurs officiels ») ; mais des « oponenty » non officiels peuvent être appelés — le cas est très fréquent — pour participer à la discussion.

Le gérant : P.-J. ANGOUVENT.

a-  
re  
de  
un  
et-  
la  
tio  
rd  
n.  
om  
rie  
des  
va.  
due  
ain,  
née  
anti-  
loit  
re-  
rde  
che-  
an-  
om-  
per  
de  
des  
e du  
tion  
l'al-  
7 lui

pré-  
a se-  
f dis-  
huit  
arac-  
iques

in des  
aper l